

DOCUMENT DE POLITIQUE TRANSVERSALE
PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

POLITIQUE IMMOBILIÈRE DE L'ÉTAT



MINISTRE CHEF DE FILE
MINISTÈRE DE L'ACTION ET
DES COMPTES PUBLICS

NOTE EXPLICATIVE

Les documents de politique transversale (DPT) constituent des annexes générales du projet de loi de finances de l'année au sens de l'article 51 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

Ils sont prévus par l'article **128 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005**, complété successivement par l'article 169 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006, par l'article 104 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008, par l'article 183 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre de finances pour 2009, par l'article 137 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, par l'article 7 de la loi n° 2010-832 du 22 juillet 2010 de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2009, par l'article 159 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 et par l'article 160 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012.

Vingt-et-un documents de politique transversale (DPT) sont annexés au projet de loi de finances pour 2018 et sont relatifs aux politiques suivantes : Action extérieure de l'État, Aménagement du territoire, Défense et sécurité nationale, Développement international de l'économie française et commerce extérieur, Inclusion sociale, Justice des mineurs, Lutte contre le changement climatique, Lutte contre l'évasion et la fraude fiscales, Outre-mer, Politique de l'égalité entre les femmes et les hommes, Politique de lutte contre les drogues et les conduites addictives, Politique du tourisme, Politique en faveur de la jeunesse, Politique française de l'immigration et de l'intégration, Politique française en faveur du développement, Politique immobilière de l'État, Politique maritime de la France, Prévention de la délinquance et de la radicalisation, Sécurité civile, Sécurité routière, Ville.

Chaque document de politique transversale comporte les éléments suivants :

- Une **présentation stratégique de la politique transversale**. Cette partie du document expose les objectifs de la politique transversale et les moyens qui sont mis en œuvre pour les atteindre dans le cadre interministériel. Outre le rappel des programmes budgétaires qui concourent à la politique transversale, sont détaillés les **axes de la politique**, ses **objectifs**, les **indicateurs de performance** retenus et leurs valeurs associées. S'agissant des politiques transversales territorialisées (par exemple : Outre-mer, Ville), les indicateurs du document de politique transversale sont adaptés de façon à présenter les données relatives au territoire considéré.
- Une **présentation détaillée de l'effort financier consacré par l'État à la politique transversale** pour l'année à venir (PLF 2018), l'année en cours (LFI 2017) et l'année précédente (exécution 2016), y compris en matière de dépenses fiscales.
- Une présentation de la manière dont chaque **programme budgétaire** participe, au travers de ses différents **dispositifs**, à la politique transversale.
- Enfin, une table de correspondance des objectifs permet de se référer aux différents projets annuels de performances afin d'obtenir des compléments d'information (annexe 1). D'autres éléments utiles à l'information du Parlement peuvent être également présentés en annexe du document.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP).

TABLE DES MATIÈRES

LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Liste des programmes concourant à la politique transversale	8
Présentation stratégique de la politique transversale	12
Tableau de bord immobilier	20
Évaluation des crédits de l'État consacrés à la politique transversale	55
Évaluation des emplois et des dépenses de personnel de l'État consacrés à la politique transversale	71
Évaluation des crédits des opérateurs de l'État consacrés à la politique transversale	77
Améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État	96
Être un État exemplaire	125
Présentation des crédits et des programmes concourant à la politique transversale	126
Évaluation des crédits consacrés à la politique transversale	126
Présentation des programmes concourant à la politique transversale	128

ANNEXES

Table de correspondance des objectifs du DPT et des objectifs des PAP	254
---	-----

LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Politique immobilière de l'État

LA POLITIQUE TRANSVERSALE

POLITIQUE IMMOBILIÈRE DE L'ÉTAT

LISTE DES PROGRAMMES CONCOURANT À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Numéro et intitulé du programme	Responsable	Mission	(cf. page)
105 – Action de la France en Europe et dans le monde	Nicolas DE RIVIERE <i>Directeur général des affaires politiques et de sécurité</i>	Action extérieure de l'État	128
185 – Diplomatie culturelle et d'influence	Laurent BILI <i>Directeur général de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international</i>	Action extérieure de l'État	130
104 – Intégration et accès à la nationalité française	Pierre-Antoine MOLINA <i>Directeur général des étrangers en France</i>	Immigration, asile et intégration	131
303 – Immigration et asile	Pierre-Antoine MOLINA <i>Directeur général des étrangers en France</i>	Immigration, asile et intégration	132
152 – Gendarmerie nationale	Général d'armée Richard LIZUREY <i>Directeur général de la gendarmerie nationale</i>	Sécurités	135
161 – Sécurité civile	Jacques WITKOWSKI <i>Directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises</i>	Sécurités	136
176 – Police nationale	Eric MORVAN <i>Directeur général de la police nationale</i>	Sécurités	138
207 – Sécurité et éducation routières	Emmanuel BARBE <i>Délégué à la sécurité routière</i>	Sécurités	140
307 – Administration territoriale	Denis ROBIN <i>Secrétaire général du ministère de l'intérieur</i>	Administration générale et territoriale de l'État	141
232 – Vie politique, culturelle et associative	Denis ROBIN <i>Secrétaire général du ministère de l'intérieur</i>	Administration générale et territoriale de l'État	142
216 – Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Denis ROBIN <i>Secrétaire général du ministère de l'intérieur</i>	Administration générale et territoriale de l'État	144
138 – Emploi outre-mer	Emmanuel BERTHIER <i>Directeur général des outre-mer</i>	Outre-mer	147
753 – Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	Emmanuel BARBE <i>Délégué à la sécurité et à la circulation routières</i>	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	148
149 – Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	CATHERINE GESLAIN-LANÉELLE <i>Directrice générale de la performance économique et environnementale des entreprises</i>	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	149
206 – Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Patrick DEHAUMONT <i>Directeur général de l'alimentation</i>	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	150
215 – Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Valérie Métrich-Hecquet <i>Secrétaire générale</i>	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	151
142 – Enseignement supérieur et recherche agricoles	Philippe Vinçon <i>Directeur général de l'enseignement et de la recherche</i>	Recherche et enseignement supérieur	152
169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	Jean-Paul BODIN <i>Secrétaire général pour l'administration</i>	Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	153
144 – Environnement et prospective de la politique de défense	Philippe ERRERA <i>Directeur général des relations internationales et de la stratégie</i>	Défense	155
178 – Préparation et emploi des forces	Général d'armée François LECOINTRE <i>Chef d'état-major des armées</i>	Défense	158

Numéro et intitulé du programme	Responsable	Mission	(cf. page)
212 – Soutien de la politique de la défense	Jean-Paul BODIN <i>Secrétaire général pour l'administration</i>	Défense	159
146 – Équipement des forces	Général d'armée François LECOINTRE / Ingénieur général de l'armement de classe exceptionnelle Joël BARRE <i>Chef d'état-major des armées / Délégué général pour l'armement</i>	Défense	168
175 – Patrimoines	Vincent BERJOT <i>Directeur général des patrimoines</i>	Culture	169
131 – Création	Régine HATCHONDO <i>Directrice générale de la création artistique</i>	Culture	170
224 – Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Arnaud ROFFIGNON <i>Secrétaire général adjoint du ministère de la Culture et de la Communication.</i>	Culture	170
334 – Livre et industries culturelles	Martin AJDARI <i>Directeur général des médias et des industries culturelles</i>	Médias, livre et industries culturelles	171
186 – Recherche culturelle et culture scientifique	Arnaud ROFFIGNON <i>Secrétaire général adjoint du ministère de la Culture et de la Communication</i>	Recherche et enseignement supérieur	171
126 – Conseil économique, social et environnemental	Patrick BERNASCONI <i>Président du Conseil économique, social et environnemental</i>	Conseil et contrôle de l'État	172
164 – Cour des comptes et autres juridictions financières	Didier MIGAUD <i>Premier Président de la Cour des comptes</i>	Conseil et contrôle de l'État	173
165 – Conseil d'État et autres juridictions administratives	Jean-Marc SAUVÉ <i>Vice-président du Conseil d'État</i>	Conseil et contrôle de l'État	175
129 – Coordination du travail gouvernemental	Marc GUILLAUME <i>Secrétaire général du Gouvernement</i>	Direction de l'action du Gouvernement	176
308 – Protection des droits et libertés	Marc GUILLAUME <i>Secrétaire général du Gouvernement</i>	Direction de l'action du Gouvernement	179
333 – Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	Marc GUILLAUME <i>Secrétaire général du Gouvernement</i>	Direction de l'action du Gouvernement	181
112 – Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Jean-Benoît ALBERTINI <i>Commissaire général à l'égalité des territoires</i>	Cohésion des territoires	185
147 – Politique de la ville	Jean-Benoît ALBERTINI <i>Commissaire général à l'égalité des territoires</i>	Cohésion des territoires	186
203 – Infrastructures et services de transports	François POUPARD <i>Directeur général des infrastructures, des transports et de la mer</i>	Écologie, développement et mobilité durables	186
205 – Affaires maritimes	Thierry COQUIL <i>Directeur des Affaires maritimes</i>	Écologie, développement et mobilité durables	188
113 – Paysages, eau et biodiversité	Paul DELDUC <i>Directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature</i>	Écologie, développement et mobilité durables	189
159 – Expertise, information géographique et météorologie	Laurent TAPADINHAS <i>Directeur et Adjoint à la Commissaire générale au développement durable</i>	Écologie, développement et mobilité durables	191
181 – Prévention des risques	Marc MORTUREUX <i>Directeur général de la prévention des risques</i>	Écologie, développement et mobilité durables	192
217 – Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Régine ENGSTRÖM <i>Secrétaire générale du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires</i>	Écologie, développement et mobilité durables	193
190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Serge BOSSINI <i>Directeur de la Recherche et de l'Innovation, Commissariat général au développement durable</i>	Recherche et enseignement supérieur	194
197 – Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	Thierry COQUIL <i>Directeur des affaires maritimes</i>	Régimes sociaux et de retraite	195

Politique immobilière de l'État

DPT LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Numéro et intitulé du programme	Responsable	Mission	(cf. page)
613 – Soutien aux prestations de l'aviation civile	Patrick GANDIL <i>Directeur général de l'aviation civile</i>	Contrôle et exploitation aériens	196
134 – Développement des entreprises et réglementations	Isabelle BRAUN-LEMAIRE <i>Secrétaire générale</i>	Économie	197
220 – Statistiques et études économiques	Jean-Luc TAVERNIER <i>Directeur général de l'Insee</i>	Économie	200
305 – Stratégie économique et fiscale	Odile RENAUD-BASSO <i>Directrice générale du Trésor</i>	Économie	202
156 – Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Bruno PARENT <i>Directeur général des finances publiques</i>	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	203
218 – Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Isabelle BRAUN-LEMAIRE <i>Secrétaire générale</i>	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	206
302 – Facilitation et sécurisation des échanges	Rodolphe GINTZ <i>Directeur général des douanes et droits indirects</i>	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	207
148 – Fonction publique	Thierry LE GOFF <i>Directeur général de l'administration et de la fonction publique</i>	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	209
192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Pascal FAURE <i>Directeur général des entreprises</i>	Recherche et enseignement supérieur	210
723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État	Nathalie MORIN <i>Directrice de l'Immobilier de l'État</i>	Gestion du patrimoine immobilier de l'État	213
721 – Contribution des cessions immobilières au désendettement de l'État	Nathalie MORIN <i>Directrice de l'Immobilier de l'État</i>	Gestion du patrimoine immobilier de l'État	214
166 – Justice judiciaire	Marielle THUAU <i>Directrice des services judiciaires</i>	Justice	214
107 – Administration pénitentiaire	Stéphane BREDIN <i>Directeur de l'administration pénitentiaire</i>	Justice	217
182 – Protection judiciaire de la jeunesse	Madeleine MATHIEU <i>Directrice de la protection judiciaire de la jeunesse</i>	Justice	219
310 – Conduite et pilotage de la politique de la justice	Stéphane VERCLYTE <i>Secrétaire général du ministère de la justice</i>	Justice	221
214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale	Frédéric GUIN <i>Secrétaire général</i>	Enseignement scolaire	223
150 – Formations supérieures et recherche universitaire	Frédéric FOREST <i>Le chargé des fonctions de directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle par intérim</i>	Recherche et enseignement supérieur	228
231 – Vie étudiante	Frédéric FOREST <i>Chargé des fonctions de directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle par intérim</i>	Recherche et enseignement supérieur	232
172 – Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Alain Beretz <i>Directeur général de la recherche et de l'innovation</i>	Recherche et enseignement supérieur	234
193 – Recherche spatiale	Alain BERETZ <i>Directeur général de la recherche et de l'innovation</i>	Recherche et enseignement supérieur	235
204 – Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Benoît VALLET <i>Directeur général de la santé</i>	Santé	236
124 – Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	Valérie DELAHAYE-GUILLOCHEAU <i>Directrice des finances, des achats et des services</i>	Solidarité, insertion et égalité des chances	239
219 – Sport	Laurence LEFEVRE <i>Directrice des sports</i>	Sport, jeunesse et vie associative	242
102 – Accès et retour à l'emploi	Carine CHEVRIER <i>Déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle</i>	Travail et emploi	244

Numéro et intitulé du programme	Responsable	Mission	(cf. page)
103 – Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Carine CHEVRIER <i>Déléguee générale à l'emploi et à la formation professionnelle</i>	Travail et emploi	247
111 – Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Yves STRUILLLOU <i>Directeur général du travail</i>	Travail et emploi	248
155 – Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	Valérie DELAHAYE-GUILLOCHEAU <i>Directrice des finances, des achats et des services</i>	Travail et emploi	249
348 – Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants (nouveau)	Nathalie MORIN <i>Directrice de l'Immobilier de l'État</i>	Action et transformation publiques	251

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le présent document vise à offrir une vision transversale de la politique immobilière de l'État. Politique support à l'échelle interministérielle, la politique immobilière de l'État (PIE) vise à favoriser la bonne exécution du service public, en veillant à ce que les immeubles répondent, au meilleur coût, aux besoins fonctionnels des administrations et des opérateurs, tout en tenant compte d'un environnement très évolutif, et en préservant la valeur de ce patrimoine.

La politique immobilière de l'État et de ses opérateurs est définie par la direction de l'immobilier de l'État (DIE), relevant de la direction générale des finances publiques, au nom et pour le compte du ministre de l'Action et des comptes publics, chargé du Domaine. L'action de la DIE porte avant tout sur l'immobilier de bureau mais a vocation à couvrir progressivement le périmètre des logements, l'immobilier d'enseignement et l'immobilier technique.

La DIE s'assure de la mise en œuvre de la politique immobilière de l'État et est chargée de sa gouvernance interministérielle.

Le cadre stratégique de la DIE repose sur des objectifs opérationnels et s'incarne dans la mise en œuvre de divers leviers d'action.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE DE L'ÉTAT ET DE SES OPÉRATEURS

Les objectifs

Modernisation

Mettre à disposition un parc adapté aux besoins (exercice des métiers, conditions de travail des agents et accueil du public), durable (transition énergétique) et flexible (accompagnement à la transformation des missions...)

Rationalisation et performance

Optimiser les occupations des administrations (lutte contre l'émiettement, regroupement et densification) et réduire les coûts de fonctionnement (baux, fluides...)

Valorisation

Préserver la valeur du patrimoine de l'État par un entretien régulier, créer de la valeur autour de ce patrimoine et le céder au meilleur prix quand les biens ne sont plus utiles au service public

Professionnalisation de la fonction immobilière

Renforcer la maîtrise des compétences techniques et stratégiques afin de gagner en efficacité

Objectif n° 1 – Modernisation du parc

La modernisation du parc immobilier est destinée à en améliorer les fonctionnalités pour mieux répondre aux missions confiées aux services de l'État, améliorer les conditions de travail des agents publics et les conditions d'accès et de réception du public.

La mise aux normes de ce parc, le respect des règles d'accessibilité répondent en grande partie à des obligations légales.

La modernisation du parc nécessite aussi de répondre aux exigences en matière de nouvelles technologies.

Compte tenu de l'ampleur mais aussi de l'ancienneté du parc immobilier de l'État, un enjeu majeur est son amélioration en matière de performance énergétique. Tous les progrès réalisés en la matière ont un double impact sur le respect des engagements de la trajectoire carbone, et pour les finances publiques.

Enfin, l'immobilier de l'État doit accompagner voire anticiper, les nouvelles formes de travail (coworking, télétravail) et concevoir des espaces de travail modulables qui sauront s'adapter aux évolutions sociétales.



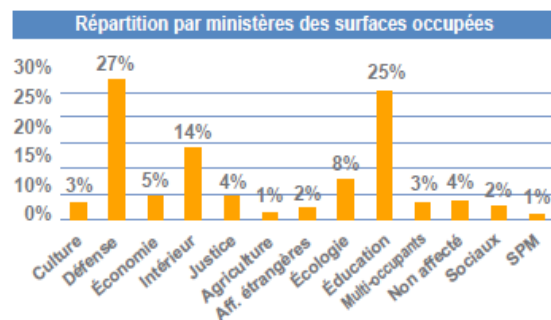
L'immobilier de l'État, c'est :

- ▶ 100 millions de m² de surfaces occupées dont :
 - > 22 millions de m² de bâtiments de bureaux ;
 - > 20 millions de m² de bâtiments d'enseignement ;
 - > 12 millions de m² de logements
 - > 46 millions d'actifs spécifiques (palais de justice, prisons...)

Plus de 200 000
immeubles

Un budget annuel de
10 milliards d'euros
pour les services de
l'État et les opérateurs

60 Mds d'euros
d'actifs dont
5 Mds d'euros
à l'étranger



Objectif n° 2 – Rationalisation du parc

L'enjeu pour les finances publiques est important dans la mesure où la dépense immobilière est le deuxième poste de dépenses du budget de l'État.

L'objectif est d'abord clairement de réduire la taille du parc pour l'adapter en permanence aux besoins des services et, ce faisant, réduire les coûts de fonctionnement. Toute surface inutile génère des coûts de fonctionnement sous la forme de loyers et de charges dont la réduction contribue à une meilleure utilisation des crédits budgétaires.

La lutte contre l'émiettement des implantations, par une démarche volontariste de regroupement des services et par leur densification, est naturellement privilégiée pour aboutir à la rationalisation du parc.

La rationalisation du parc passe également par une meilleure gestion du parc occupé.

Mieux maîtriser les coûts de fonctionnement des immeubles, les services aux occupants font partie des objectifs de la PIE. Le chantier d'optimisation des baux lancé par la DIE en 2016 illustre les marges de manœuvre pour réduire la dépense immobilière.



L'optimisation des baux

La renégociation des baux a permis de faire réaliser une
économie de **76 millions d'euros en 2016**

Objectif n° 3 – Valorisation du parc

Évalué à près de 60 Mds€, le parc de l'État est un actif patrimonial de la nation dont le maintien de la valeur est indispensable.

La première finalité de ce parc est son utilisation quotidienne par l'administration pour l'exercice de ses missions. Toute dégradation du parc affecte naturellement à terme cette capacité du parc à fournir ce potentiel de service. Un entretien régulier et préventif du parc est indispensable pour maintenir son usage et éviter des dégradations irréversibles dont la réparation sera au total plus coûteuse.

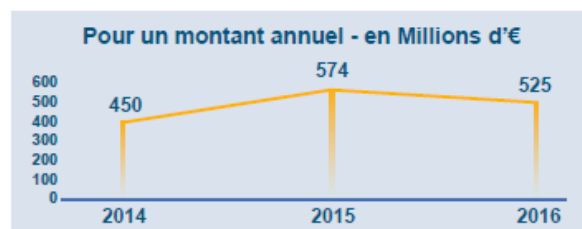
La dégradation du parc altère également sa valeur financière. Cela se traduit par une valeur moindre pour les biens que l'État décide de vendre car devenus inutiles à ses besoins. Il en est de même lorsque l'État décide de conserver un bien non utilisé par ses services, par une moindre valeur locative.

Une autre manière de valoriser le parc est la libération de foncier en faveur de logement et plus spécifiquement du logement social auquel la politique immobilière de l'État apporte une contribution non négligeable. L'effort financier consenti par l'État à l'occasion de ces cessions décotées s'élève à 115 M€, pour un produit de cession encaissé in fine de 86 M€.

Biens et terrains cédés en faveur du logement social

3455 logements vont être construits
dont **2049** de logements sociaux

Produits des cessions immobilières de l'État



Objectif n° 4 – Professionnalisation de la fonction immobilière

Tous les objectifs de la PIE passent par un renforcement de la professionnalisation des équipes en charge de l'immobilier au sein de l'ensemble des services de l'État et des opérateurs. Compte tenu de leurs interactions, la professionnalisation concerne tous les métiers de l'immobilier, de la stratégie jusqu'à la conduite d'opération en passant par le montage des projets que ce soit sur les aspects techniques, juridiques, budgétaires et comptables.

La Direction de l'Immobilier de l'État œuvre avec la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFF) et le secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) afin de cartographier les métiers de l'immobilier et d'identifier les compétences nécessaires, mais aussi de recenser l'offre et les besoins de formation, et de favoriser la mutualisation des compétences. Un catalogue de formations interministérielles se met en place progressivement auprès de différents opérateurs de formation.

Par ailleurs, en lien avec le ministère de la transition écologique et solidaire et le secrétariat général du gouvernement, une réflexion est engagée visant à mobiliser et mutualiser les compétences en montage et pilotage des opérations immobilières ainsi qu'en maîtrise d'ouvrage déléguée ou en conduite d'opérations.

MISE EN ŒUVRE ET GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE DE L'ÉTAT ET DE SES OPÉRATEURS

Les leviers d'action de la DIE

Prescrire et piloter la Politique Immobilière de l'État

Définir le cadre et les principes de la politique immobilière de l'État et en assurer la gouvernance

Accompagner la mise en œuvre de la PIE

Partager son expertise immobilière et développer des outils au service des acteurs publics

Contrôler

Exercer un rôle de garant de la pertinence, ainsi que de la performance technique et économique, des solutions immobilières

Mutualiser

Faciliter le regroupement des moyens humains, des formations et des implantations immobilières

Améliorer la connaissance du parc

Connaître la consistance, le coût et l'état de santé du parc pour mieux le piloter et le gérer

Financer

Assumer ses responsabilités de propriétaire en assurant financièrement l'entretien régulier des immeubles de bureau et, au besoin, apporter une contribution au financement de certains projets vertueux

Une PIE efficace et performante s'appuie, dans la durée, sur différents leviers qui reposent sur des acteurs, des structures et des outils de pilotage.

Axe n° 1 : Prescrire et piloter la Politique Immobilière de l'État

La DIE, incarnant au niveau national l'État propriétaire, est chargée de définir le cadre de la Politique Immobilière de l'État pour en assurer la cohérence d'ensemble et le respect au sein de la communauté interministérielle.

La DIE assure le pilotage du parc immobilier en articulant son action avec, au plan central, les directions immobilières de chaque ministère et, dans les territoires, les préfets de région. Les préfets de région, en qualité de représentants locaux de l'État propriétaire, sont appuyés par 18 responsables régionaux de la PIE (RRPIE) placés auprès des directeurs régionaux des finances publiques. Dans le prolongement de la circulaire du 27 avril 2016 relative à la gouvernance de la politique immobilière de l'État, la circulaire du Premier ministre du 27 février 2017 instaure au sein de chaque région une instance unique dédiée à l'immobilier de l'État, la conférence régionale de l'immobilier public (CRIP), présidée par le préfet de région.

Les préfets de région sont également relayés au niveau départemental par les préfets de département, eux-mêmes assistés par les correspondants départementaux de la PIE (CDPIE) placés auprès des directeurs départementaux des finances publiques.

Pour assurer la gouvernance de la politique immobilière de l'État, la circulaire du Premier ministre du 27 avril 2016 harmonise la gouvernance nationale en créant une instance unique, la Conférence nationale de l'immobilier public (CNIP), qui se substitue ainsi à plusieurs des instances antérieures. La CNIP est présidée par le ministre en charge du domaine dans son format stratégique, et par la DIE dans son format opérationnel. Le mode de fonctionnement de la CNIP est fondé sur la co-construction par l'ensemble de ses membres afin que les principes et les règles de la PIE soient débattus, compris et ensuite appliqués.

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le tableau ci-après récapitule la gouvernance au niveau central :

Nom	Rôle	Présidence et composition	Texte
Conférence nationale de l'immobilier public (CNIP)	<p>Format stratégique : instance associée à la préparation des orientations stratégiques de la politique immobilière de l'État.</p> <p>Format opérationnel : instance ayant pour objet d'instruire et de préparer les propositions relatives aux orientations de la politique immobilière de l'État, d'émettre des avis sur les SPSI et les SDIR, d'examiner et de rendre un avis sur les projets immobiliers structurants leurs modalités de financement, et de favoriser l'échange d'informations entre ses membres.</p>	<p>Format stratégique : présidée par le ministre chargé du domaine, et composée de plein droit des secrétaires généraux des ministères, de la directrice de l'immobilier de l'État, de la directrice du budget, du SGMAP, du directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre, du secrétaire général du CIE, d'un préfet de région désigné par le ministre du domaine, et d'autres acteurs en fonction de l'ordre du jour.</p> <p>Format opérationnel : présidée par la directrice de l'immobilier de l'État et associant des représentants opérationnels des membres de l'instance ainsi que les préfets de région éventuellement concernés par les sujets à l'ordre du jour.</p>	Circulaire Premier Ministre du 27 avril 2016
Conseil de l'immobilier de l'État (CIE)	Organe consultatif placé auprès du ministre chargé du domaine et chargé de l'éclairer sur la stratégie immobilière.	Président : M. Jean-Louis DUMONT). Parlementaires et personnalités qualifiées. La préparation des travaux est assurée par le secrétariat général du conseil de l'immobilier de l'État (SGCIE) rattaché aux ministères économique et financier.	Décret n° 2006-1267 du 16 octobre 2006 modifié
Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier (CNAUF)	Suivi du dispositif de mobilisation du foncier public en faveur du logement. Elle peut formuler des propositions à l'attention du Gouvernement concernant les opérations les plus complexes.	Président : M. Thierry REPENTIN Parlementaires et personnalités qualifiées	Loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 portant mobilisation du foncier public
Commission interministérielle pour l'immobilier de l'État à l'étranger (CIME)	Avis sur les opérations immobilières de l'État à l'étranger (à l'exclusion des opérateurs)	Présidée par un conseiller maître à la Cour des comptes et comprenant le ministère des affaires étrangères, la direction générale du Trésor, la DIE, la direction du budget et le CBCM.	Article D. 1221-3 à D.1221-6 (CG3P)
Commission de transparence et de qualité des opérations immobilières de l'État (CTQ)	Organe de contrôle de la régularité et de la qualité des opérations immobilières de l'État. Compétence de contrôle a priori pour toutes les opérations de cessions supérieures à un seuil (2 M€ en Île-de-France et 1 M€ en province)	Inspection générale des finances, Conseil d'État et Cour des comptes.	Décret n° 2012-203 du 10 février 2012

Axe n° 2 : Accompagner la mise en œuvre de la PIE

La DIE ne se contente pas de prescrire les principes et les règles de la PIE, mais entend accompagner les services de l'État et ses opérateurs dans la mise en œuvre de la PIE en leur fournissant un cadre méthodologique commun et différents outils destinés à faciliter la démarche.

Le pilotage des actifs immobiliers de l'État et de ses opérateurs se traduit par la formalisation d'une stratégie dans des SPSI pour les services centraux et les opérateurs et dans les SDIR pour les services déconcentrés.

L'importance exceptionnelle du parc immobilier occupé par l'État et ses opérateurs, ainsi que sa très grande diversité, nécessitent de dépasser la logique d'opérations immobilières ponctuelles pour mettre en place une stratégie globale, raisonnée, fondée sur une bonne connaissance du parc.

La principale caractéristique de ces schémas stratégiques immobiliers est de partir d'un diagnostic du parc pour construire la stratégie. Il s'agit d'une part d'arrêter la stratégie patrimoniale, définissant le devenir des actifs et identifiant le « parc cible de l'État » par confrontation entre le diagnostic et l'expression des besoins des administrations, et d'autre part la stratégie pluriannuelle d'intervention sur le bâti, afin de garantir la préservation du parc, sa mise aux normes et son optimisation. La question de l'entretien du parc est prioritaire en raison de l'importance du parc dont l'État est propriétaire.

Par ailleurs, la circulaire du Premier ministre du 19 septembre 2016 renouvelle à l'égard de chaque opérateur l'obligation d'établir un schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI). Ce schéma a pour objectif de permettre, sur la base d'un diagnostic précis du parc immobilier de l'opérateur, la définition et la mise en œuvre d'une démarche stratégique quinquennale visant à accroître la performance globale de ce parc immobilier, support des activités de service public de chaque opérateur. Les SPSI doivent pleinement être en cohérence avec les SDIR, sur chaque territoire.

Des outils informatiques ont été mis à disposition des ministères et des opérateurs pour faciliter la collecte des données destinée à mieux connaître le parc (référentiel technique) leur restitution et l'élaboration des stratégies, au moyen d'un outil d'aide au diagnostic (OAD).

Axe n° 3 : Contrôler la performance technique et économique des projets immobiliers

Ce rôle de contrôle est le pendant du rôle de prestataire de service de la DIE afin de s'assurer que les préconisations sont bien appliquées.

Il se matérialise par une labellisation des projets immobiliers, en cours d'expérimentation, destinée à :

- professionnaliser la conception des projets immobiliers ;
- vérifier la conformité des projets à la politique immobilière de l'État avant leur examen dans le cadre de la budgétaire ;
- objectiver la décision immobilière.

La procédure de labellisation s'applique aux projets immobiliers (hors gros entretien) de l'ensemble des services de l'État (services déconcentrés et administrations centrales) et de ses opérateurs. Elle porte sur de l'immobilier de bureau et/ou d'enseignement et/ou de logement. La labellisation s'appuie sur une démarche formalisée et sur une grille de 15 critères tenant à la qualité intrinsèque du projet, à sa performance immobilière, économique et énergétique et à son impact budgétaire. La labellisation d'un projet ne vaut pas accord de financement, mais en constitue une condition préalable.

La labellisation se traduit par une décision du ministre en charge du Domaine après examen d'un projet immobilier par une instance interministérielle (la CNIP ou la CRIP) ou, le cas échéant par le responsable de la politique immobilière de l'État (RRPIE). Cette décision est déléguée au préfet de région, représentant du ministre du Domaine, ou à la Direction de l'Immobilier de l'État en fonction du montant du projet.

Axe n° 4 : Mutualiser l'information, les locaux et les services

La mutualisation est un levier d'action privilégié dans la mise en œuvre de la PIE.

Elle est centrale dans la logique des documents stratégiques afin de partager l'information qui va permettre d'optimiser la rencontre entre la demande et l'offre immobilière et s'éloigner d'une démarche en silo.

C'est dans la multi-occupation des immeubles que la mutualisation trouve son expression la plus achevée en participant activement à la rationalisation du parc. À ce titre, on peut noter la circulaire du Premier ministre du 28 juin 2016 relative à la mutualisation des moyens de fonctionnement, qui insiste et incite à la multi-occupation des sites que représentent les cités administratives et les maisons de l'État.

Le regroupement des services sur un même site évite l'émiettement, permet de libérer des surfaces louées voire de vendre des locaux domaniaux devenus inutiles. Ces opérations de regroupement doivent naturellement, quand c'est possible, se faire dans le respect des normes de densification pour produire tous les effets attendus de la mutualisation. La multi-occupation est un facilitateur pour la mutualisation des services communs (accueil, personnel d'entretien, salle de réunion...) et génère ainsi des économies substantielles.

Axe n° 5 : Améliorer la connaissance du parc

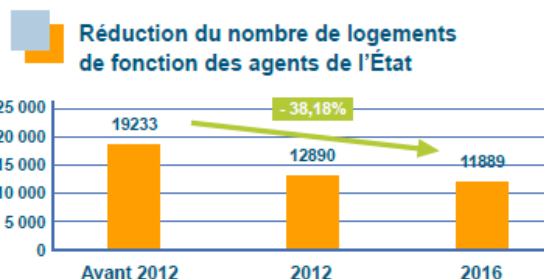
Le pilotage d'un parc est subordonné à sa bonne connaissance ce qui suppose de disposer d'informations détaillées et fiables sur sa consistance, ses caractéristiques physiques, son état de santé, ses coûts globaux et détaillés en termes d'investissement et de fonctionnement.

Des progrès importants ont été réalisés ces dernières années en la matière. Pour les besoins de la comptabilité de l'État un inventaire physique du parc est disponible dans le module REFX du progiciel Chorus et permet d'accéder à une carte d'identité précise des biens de l'État (type de bien, nature de détention, métrage, valeur). De même pour les caractéristiques techniques du parc, le référentiel technique permet de disposer sur la base d'une collecte de données auprès des gestionnaires d'une batterie d'indicateurs sur l'état de santé, la performance énergétique, le respect des normes, la présence d'amiante... La connaissance du parc progresse à chaque campagne mais reste naturellement perfectible.

Pour mieux suivre et analyser la dépense immobilière, la DIE expérimente depuis 2016 une comptabilité analytique bâtiminaire dont l'objectif est de calculer le coût complet de fonctionnement des bureaux occupés par les services de l'État. Cette expérimentation, très prometteuse, qui concernait à l'origine les seuls services de la DGFIP dans 5 départements a été élargie en 2017 à 10 départements supplémentaires et à l'éducation nationale dans les Pays de la Loire. L'objectif est de poursuivre l'expérimentation avant d'envisager la généralisation à l'ensemble des services de l'État intéressés.

À partir des comptes de l'État et des opérateurs, la DIE a également engagé un chantier destiné à consolider et analyser les dépenses d'investissement et de fonctionnement en matière d'immobilier. La partie opérateur du présent document a été élaborée à partir de ces travaux. Les prochains documents de politique transverse rendront compte des progrès en la matière.

Le pilotage du parc doit également s'appuyer sur une batterie d'indicateurs destinés à orienter la gestion du parc (ratio d'occupation, montant maximum par m² pour les prises à bail ...) et rendre compte de l'impact de la PIE sur le parc d'un point de vue quantitatif (évolution des cessions, nombre de m², ratio d'occupation) et qualitatif (état de santé, accessibilité...).



Le présent document rend compte de l'évolution de ces indicateurs. L'interprétation de certains indicateurs doit s'apprécier avec un temps de recul suffisant pour tenir compte de la spécificité de l'immobilier dont la gestion obéit à un temps long. Ainsi, la réduction du nombre de m² (SUN) ou bien du nombre de logements de fonction suppose de comparer les données sur plusieurs années d'intervalle pour être pertinente.

Axe n° 6 : Poursuivre la modernisation et la qualité du financement de la PIE

La loi de finances pour 2017 a supprimé le programme 309, pour fondre en un seul outil budgétaire, le compte d'affectation spéciale immobilier (CAS), les dépenses d'entretien du propriétaire des immeubles de bureaux, et les dépenses d'investissement concourant à une gestion performante du parc. L'élargissement du CAS Immobilier a contribué à simplifier l'architecture budgétaire, à renforcer la mutualisation, et à mieux appréhender le parc de bureaux.

Dans cette perspective, des redevances domaniales ont été affectées au CAS, pour appuyer l'État propriétaire dans une meilleure valorisation du patrimoine immobilier. Deux programmes ont également été institués : le programme 723 concernant l'administration centrale et les opérateurs, le programme 724 pour les services déconcentrés de l'État. Par ailleurs, le programme 721 consacré au désendettement de l'État est maintenu. Il est proposé au Parlement, pour le PLF pour 2018, de fusionner les programmes 723 et 724, afin de poursuivre la simplification de la maquette budgétaire au sein d'un seul programme unique 723.

Parmi les dépenses éligibles sur le CAS, la priorité est donnée au gros entretien qui est de la responsabilité de l'État propriétaire et qui a un impact important dans la préservation du potentiel de service du parc et détermine largement sa valorisation, que ce soit dans une perspective de cession ou bien de location. C'est cette préoccupation qui a conduit la DIE en 2017 à prendre l'initiative de solliciter les divers occupants pour examiner des projets de gros entretiens (2 par ministère et par région supérieurs à 500 k€). Dans ce cadre 36 projets représentant près de 24 millions d'€ ont été sélectionnés.

Enfin, compte tenu du nombre élevé de vecteurs budgétaires portant de la dépense immobilière (CAS et les différents programmes supports des ministères sur le budget général), il est indispensable de garantir la fluidité de l'information pour disposer d'une appréciation globale de la dépense immobilière, tous vecteurs budgétaires confondus. C'est dans ce but qu'ont été mises en place, dès le printemps 2016, des conférences immobilières sous l'autorité de la direction du budget et la direction de l'immobilier de l'État, destinées à développer une meilleure vision d'ensemble de l'architecture de financement de la dépense immobilière et faire émerger une programmation immobilière consolidée.

TABEAU DE BORD IMMOBILIER

Le tableau de bord de l'immobilier de l'État est un outil de pilotage de la fonction immobilière qui correspond à la mise en œuvre d'une recommandation émise par le Conseil de l'immobilier de l'État (CIE).

Ce tableau de bord a donc pour finalité de synthétiser des données portant sur la consistance du parc (types d'immeubles, nombres et surfaces...), sa qualité (diagnostics physique, de sécurité, d'entretien, de développement durable), sa valeur et les coûts associés (estimation) ainsi que les entrées et sorties (acquisitions, cessions, prises à bail).

PRÉSENTATION DES DONNÉES DISPONIBLES

La construction du tableau de bord immobilier s'appuie sur la mobilisation de données internes à la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE), issues de ses applications de gestion.

La Direction de l'Immobilier de l'État dispose de très nombreuses données quantitatives et qualitatives sur le parc immobilier, contenues soit dans le référentiel immobilier suivi dans Chorus RE-FX, soit dans les bases de données créées par la Direction de l'Immobilier de l'État pour les besoins de la politique immobilière de l'État.

Les applications de gestion s'appuient sur le référentiel de l'immobilier de l'État structurant le module RE-FX de Chorus. Ce module immobilier recense l'ensemble des immeubles occupés par les services de l'État ou par les opérateurs (dont ils sont propriétaires ou non), quel que soit le mode juridique de l'occupation (immeubles domaniaux occupés par un service de l'État ou un tiers, biens propres, locations, mises à disposition) et quel que soit leur type (bureau, logement, espace commercial, installation technique....). Un info-centre immobilier permet de produire les restitutions nécessaires à la connaissance du parc immobilier inventorié dans Chorus RE-FX.

Des outils partagés avec les ministères ont été mis en place par la Direction de l'Immobilier de l'État pour répondre à ses besoins de pilotage et de suivi du parc immobilier, sur des thématiques ou des axes spécifiques, à savoir notamment :

- L'Info-centre immobilier France Domaine qui est un outil de restitution partagé et transverse pour répondre aux différents besoins de pilotage. Il permet de collecter, consolider et restituer les informations immobilières provenant de différentes sources de données (Chorus RE-FX, Outil de Suivi des Cessions, audits énergétiques, accessibilité...). Il s'agit d'un outil interministériel accessible aussi bien en centrale qu'au niveau local déployé auprès de 1 800 utilisateurs.
- L'Outil de Suivi des Cessions (OSC) qui, à compter du 1^{er} janvier 2012, a permis de franchir une nouvelle étape dans la professionnalisation de la politique de cessions. Cet outil s'est substitué aux dispositifs de recensement et de mise à jour manuels existant dans les services locaux du Domaine. L'établissement et la mise à jour du plan pluriannuel de cessions ont conduit à renouveler en profondeur les pratiques antérieures. Cet outil automatisé, qui intègre sur un support unique six fonctionnalités (tableau de bord, bilan détaillé, CIDOL, mémo programmation, prévisions et données détaillées), permet de suivre deux volets de la politique immobilière de l'État : le recensement et la mise en œuvre de la procédure de cessions ainsi que l'encaissement et la comptabilisation du prix de cession.
- L'outil interministériel de Référentiel Technique (RT), déployé par la DIE, en 2015, afin d'accompagner l'expérimentation puis la généralisation des schémas directeurs immobiliers régionaux et la mise en œuvre du volet immobilier de la réforme territoriale des services de l'État, permet de collecter auprès des services des ministères les données bâtimentaires sur le parc immobilier de l'État (données générales, états techniques et données d'exploitation) et de les mettre à jour régulièrement. Des applications RT dédiées sont également réalisées pour certains parcs immobiliers spécifiques (universités et grandes écoles, préfecture de police notamment). En complément, un outil Web d'aide au diagnostic des parcs immobiliers régionaux (OAD), basé sur la même technologie que l'info-centre immobilier et permettant de combiner des restitutions alphanumériques, graphiques et cartographiques, a été mis en service, également en 2015, par la DIE.

- Depuis 2007, la DIE recense l'évolution des surfaces de bureaux utilisés par les services de l'État sur l'ensemble du territoire métropolitain. Par ailleurs, l'article 144 de la LFI 2010 prévoit que le Gouvernement joint une annexe au projet de loi de règlement récapitulant les acquisitions immobilières de l'État et de ses opérateurs (supérieures à 0,5 M€ hors taxes) et leurs principaux baux réalisés au cours de l'année (supérieurs à 1 M€ HT en région Île-de-France et à 0,5 M€ HT dans les autres régions).

Ces sources sont présentées de manière synthétique dans le tableau de bord accompagné de recommandations méthodologiques.

Compte tenu des sources disponibles, une démarche pragmatique est mise en œuvre en vue de la production du tableau de bord de la politique immobilière de l'État. Il s'agit donc d'une maquette qui s'inscrit dans le système d'information existant de la fonction immobilière de l'État.

Ce tableau de bord s'inscrit également dans une trajectoire pluriannuelle d'enrichissement en fonction, d'une part, de l'avancée du chantier de fiabilisation continue de la qualité des données et, d'autre part, de l'amélioration du système d'information immobilier de l'État, partagé entre différentes applications, qu'il s'agisse des applications de gestion ministérielle, des outils interministériels développés directement par l'État propriétaire ou du progiciel interministériel de dépenses et de comptabilité Chorus et ses différents modules.

Rubriques du tableau de bord

Le tableau de bord est constitué de trois volets principaux :

- des chiffres globaux sur le parc immobilier de l'État et de ses opérateurs ;
- des données plus détaillées portant sur le parc immobilier de type « bureau » occupé par l'État et ses opérateurs ;
- des données qualitatives sur le parc immobilier occupé par l'État.

Le tableau de bord de l'immobilier de l'État comporte ainsi les douze rubriques détaillées ci-dessous, distinguant le parc immobilier en général (données globales, en fonction de son statut d'occupation et de sa nature physique) et le parc immobilier de type « bureau » occupés par l'État.

Rubrique	Tableau	Unité	Source de données	Date d'arrêté des données ou période couverte
1	Référentiel de l'inventaire	-	-	-
2	Occupation du parc immobilier par l'État : par ministère, par région, par type	en m² de SUB	Chorus RE-FX	31/12/2016
3	Occupation du parc immobilier par les opérateurs de l'État : par ministère, par région, par type	en m² de SUB	Chorus RE-FX	31/12/2016
4	Occupation du parc immobilier de type « bureau » par l'État : par ministère, par région	en m² de SUB	Chorus RE-FX	31/12/2016
5	Occupation du parc immobilier de type « bureau » par les opérateurs de l'État : par ministère, par région	en m² de SUB	Chorus RE-FX	31/12/2016
6	Ratio d'occupation des surfaces : par ministère, par région	en m² de SUN par poste		11/07/2017
7	Valorisation du parc immobilier contrôlé par l'État : par ministère, par région, par type	en euros	Chorus RE-FX Chorus FI-AA	31/12/2016
8	Mise en œuvre de l'article 133 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017	en milliers m² de SUB	Chorus RE-FX	31/12/2016
9	Valorisation du parc immobilier de type « bureau » contrôlé par l'État : par ministère, par région	en euros	Chorus RE-FX Chorus FI-AA	31/12/2016
10	Acquisitions de l'État et de ses opérateurs (> 0,5 M€ HT) : par ministère	en euros	Chorus RE-FX	année 2016
11	Cessions de l'État : par ministère	en euros	OSC	année 2016
12	Suivi de la mobilisation du foncier public en faveur du logement : par région et ministère	en euros	OSC	année 2016
13	Prises à bail de l'État et de ses opérateurs : par ministère	en euros	Chorus RE-FX	année 2016

Référentiel de l'inventaire des bâtiments et terrains de l'État

Les données présentées dans ce tableau de bord sont majoritairement issues des modules FI-AA (module de comptabilité auxiliaire des immobilisations) et RE-FX (module de gestion de l'inventaire immobilier) de Chorus. Ces données ont été extraites en date du 3 juillet 2017.

L'inventaire immobilier physique recense l'ensemble du parc immobilier propriété de l'État et de ses opérateurs (quel que soit l'occupant) ainsi que les immeubles utilisés et/ou gérés par l'État pour ses services et ses opérateurs (le non bâti de l'opérateur de l'État « Voies navigables de France » n'est pas recensé dans Chorus), quel que soit le mode juridique de la propriété (propriété, prise à bail, mise à disposition...) et le statut juridique de l'occupation (convention d'utilisation, autorisations d'occupation temporaire, convention d'occupation précaire...).

Les immeubles sont juridiquement définis aux articles 517 à 526 du Code civil : il s'agit des biens qui ne peuvent pas être déplacés, à savoir les bâtiments et leurs accessoires mais aussi les terrains non bâtis. Les bâtiments, définis à l'article 518 du Code civil, comprennent toutes les constructions. En revanche, les constructions temporaires qui n'ont pas de fondation ne sont pas considérées comme des immeubles.

Le référentiel Chorus RE-FX, qui sert de support à la description de l'inventaire immobilier, recense les immeubles au moyen d'une arborescence : les « composants » représentent les bâtiments et les terrains et sont regroupés par « site », qui correspond à une unité architecturale, urbanistique ou foncière représentant un ensemble homogène d'éléments bâtis et/ou non bâtis.

Pour décrire leurs caractéristiques, les sites sont classés en sept fonctions ; les composants sont quant à eux distingués selon quatorze types, correspondant à l'usage principal du bâtiment ou terrain et répartis selon les agrégats ci-dessous :

- bureaux,
- logements,
- « locaux d'activité » : commerces, bâtiments sanitaires ou sociaux, bâtiments techniques, bâtiments d'enseignement ou de sport, bâtiments agricoles ou d'élevage,
- bâtiments culturels,
- « culte et monuments » : édifices du culte, monuments et mémoriaux,
- « infrastructures » : réseaux et voiries, ouvrages d'art des réseaux et voiries, espaces aménagés,
- « terrains » : espaces naturels.

Dans l'inventaire comptable (seul le parc « contrôlé » par l'État au sens du recueil des normes comptables de l'État est retracé à l'actif de son bilan), les sites militaires et les établissements pénitentiaires dérogent pour partie à cette règle d'utilisation du type de composant pour identifier l'usage principal d'un bâtiment ou terrain : la typologie particulière de ces sites prévaut pour l'ensemble des bâtiments et terrains qui les constituent.

Les notions suivantes sont utilisées dans les développements ci-après du tableau de bord :

- « parc immobilier » = l'ensemble des immeubles bâtis utilisés par l'État pour ses services et ses opérateurs tels que définis supra ;
- « surface » ou « SUB » = surface utile brute (SUB) mesurée en mètres carrés, surface horizontale située à l'intérieur des locaux et dégagée de toute emprise ;
- « opérateur de l'État » = entité définie et recensée dans l'annexe au projet de loi de finances annuelle relative aux opérateurs de l'État ;
- « propriétaire État » = biens immobiliers dont l'État est propriétaire (Domaine privé ou Domaine public) ;
- « propriétaire opérateur » = biens propres des opérateurs ;
- « propriétaire collectivité territoriale » = biens immobiliers dont les collectivités territoriales, françaises ou étrangères, ou leurs établissements publics sont propriétaires ;
- « propriétaire autre » = biens immobiliers dont les propriétaires ne sont ni l'État, ni les opérateurs, ni les collectivités territoriales. Ces biens concernent majoritairement des propriétaires privés qui louent à titre onéreux des bâtiments à l'État ;

- « ministères (État) » = fonctions régaliennes ou missions de service public regroupées en 15 catégories ministérielles (sur un principe général de découpage datant de 2007) ;
- « ministères (opérateurs) » = ministères de tutelle des opérateurs. Lorsqu'un opérateur a plusieurs tutelles, il est rattaché au ministère désigné chef de file ministériel pour cet opérateur ;
- « multi-occupants » = composants (bâtiments et terrains) qui sont occupés par plusieurs services ou opérateurs de l'État ;
- « vacants » = composants inoccupés, remis au Domaine ;
- « outre-mer » = composants implantés dans les départements et les régions d'outre-mer, les collectivités territoriales créées en application du dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution, les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 et la Nouvelle-Calédonie ;
- « étranger » = composants implantés hors du territoire national ;
- « bureaux » = typologie de bâtiment dont les surfaces sont majoritairement composées de bureaux ;
- « parc occupé » = biens immobiliers dont des services de l'État et/ou un ou plusieurs opérateurs de l'État sont gestionnaires. L'occupation du bien ne reflète pas nécessairement son occupation physique : un bien occupé peut, de manière ponctuelle, ne pas être effectivement utilisé par l'entité considérée (par exemple avant son installation, avant la cession du bien) ;
- « parc contrôlé » = biens immobiliers dont l'État a la maîtrise des conditions d'utilisation ou la maîtrise du potentiel de service et/ou des avantages économiques futurs dérivés de cette utilisation. Le parc contrôlé est retracé à l'actif du bilan de l'État établi annuellement ;
- « VNC » = valeur nette comptable inscrite dans la comptabilité auxiliaire des immobilisations immobilières de l'État. Cette valorisation est opérée selon les modalités définies par les normes comptables applicables à la comptabilité de l'État (RNCE) ;
- « prix d'acquisition » = prix d'achat d'un bien immobilier hors taxes et hors droits ;
- « prix de cession » = prix de vente d'un bien immobilier hors taxes et hors droits ;
- « loyer annuel » = loyer annuel hors taxes et hors charges.

OCCUPATION DU PARC IMMOBILIER PAR L'ÉTAT ET SES OPÉRATEURS

OCCUPATION DU PARC IMMOBILIER PAR L'ÉTAT

En mai 2011, le service France Domaine de la DGFIP a initié un important chantier de fiabilisation des données dans Chorus. Ce chantier s'est achevé dans le cadre de la certification des comptes de l'État 2013, par la levée de la réserve que la Cour des comptes émettait depuis 2006 sur la qualité du suivi du patrimoine immobilier de l'État.

Depuis lors, les travaux d'amélioration continue de la qualité des données menés par la Direction de l'immobilier de l'État, ainsi que la prise en compte de nouveautés juridiques (transferts de biens aux collectivités territoriales ou à des opérateurs, par exemple) constituent autant de facteurs d'évolution permanente des données entre deux exercices.

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Parc immobilier occupé par l'État : ventilation par ministère et par propriétaire

(en m² de SUB) au 31.12.2016

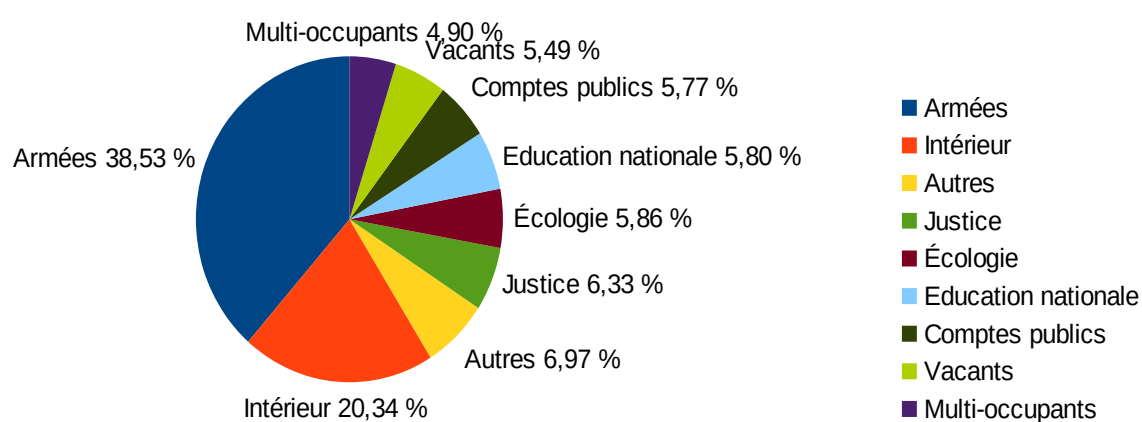
Source de données : Chorus RE-FX

Ministère	Année	Propriétaire État	Propriétaire opérateur	Propriétaire collectivité territoriale	Propriétaire autre	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Affaires étrangères	2015	1 229 768	1 929	2 378	332 728	1 566 804
	2016	1 183 272	195	2 378	333 095	1 518 940
Agriculture	2015	498 277	828	67 279	34 820	601 204
	2016	469 528	1 821	50 581	36 557	558 487
Comptes publics	2015	2 829 995	17 850	552 831	574 702	3 975 378
	2016	2 784 140	17 587	507 092	529 780	3 838 600
Culture	2015	1 085 560	11 574	38 758	16 516	1 152 408
	2016	1 031 321	11 574	44 032	16 516	1 103 442
Armées	2015	23 362 500	21 904	137 470	1 193 428	24 715 302
	2016	24 351 520	22 762	130 833	1 109 525	25 614 639
Écologie - Développement durable - Énergie - Aménagement du territoire	2015	3 295 446	10 173	184 889	345 387	3 835 895
	2016	3 378 511	11 044	161 275	346 200	3 897 030
Économie – Finances	2015	97 919	304	6 572	48 180	152 975
	2016	126 537	174	6 628	79 436	212 775
Éducation nationale - Enseignement supérieur - Recherche	2015	3 680 694	17 466	255 246	115 487	4 068 893
	2016	3 446 033	17 664	284 006	110 280	3 857 983
Intérieur - Outre-Mer	2015	7 514 276	106 174	3 331 060	2 443 979	13 395 489
	2016	7 549 523	111 272	3 368 648	2 488 922	13 518 365
Justice	2015	3 127 833	4 844	624 147	421 805	4 178 630
	2016	3 086 540	3 142	618 731	496 688	4 205 101
Logement - Ville	2015	4 042	0	0	0	4 042
	2016	4 528	0	0	0	4 528
Pouvoirs publics	2015	265 389	0	0	44 318	309 707
	2016	256 017	0	0	44 403	300 420
Santé - Sports	2015	211 267	1 922	7 449	86 579	307 217
	2016	212 148	1 922	4 546	89 104	307 720
Services du Premier ministre	2015	212 255	0	41 358	96 375	349 988
	2016	223 858	0	41 595	95 129	360 582
Travail	2015	159 708	62	12 617	76 385	248 771
	2016	175 800	214	8 820	78 442	263 275
Multi-occupants	2015	2 576 557	67 493	91 405	260 363	2 995 818
	2016	2 817 546	43 076	117 967	279 113	3 257 702
Vacant ou non affecté	2015	3 474 058	4 595	51 807	64 666	3 595 126
	2016	3 530 669	9 369	54 727	57 725	3 652 490
Total	2015	53 625 544	267 117	5 405 267	6 155 718	65 453 646
	2016	54 627 490	251 816	5 401 859	6 190 915	66 472 080

L'État reste très majoritairement propriétaire des immeubles qu'il occupe (82,18 % des surfaces).

Le ministère des Armées et le ministère de l'Intérieur occupent respectivement 38,53 % et 20,34 % de la superficie totale occupée par les services de l'État.

Les variations constatées entre 2015 et 2016 s'expliquent principalement par la réalisation de travaux de fiabilisation des surfaces menés par le ministère des armées.



Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Parc immobilier occupé par l'État : ventilation par région et par propriétaire

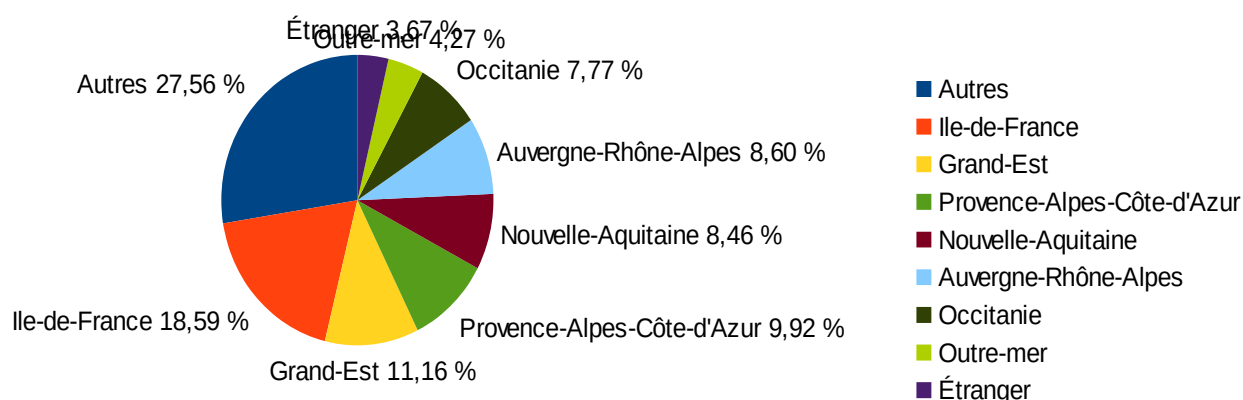
(en m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

Région	Année	Propriétaire État	Propriétaire opérateur	Propriétaire collectivité territoriale	Propriétaire autre	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Auvergne-Rhône-Alpes	2015	4 249 876	14 079	731 390	716 824	5 712 169
	2016	4 306 473	15 564	715 995	679 564	5 717 595
Bourgogne-Franche-Comté	2015	2 238 974	23 909	405 876	167 708	2 836 467
	2016	2 140 552	23 933	400 604	170 662	2 735 751
Bretagne	2015	3 329 748	1 888	217 985	198 669	3 748 290
	2016	3 493 473	5 628	211 002	221 825	3 931 927
Centre	2015	2 824 845	9 306	255 855	124 198	3 214 205
	2016	2 778 095	13 326	262 975	128 618	3 183 014
Corse	2015	409 759	159	36 224	53 150	499 292
	2016	401 079	159	39 005	51 144	491 387
Grand-Est	2015	5 971 322	28 022	529 878	343 391	6 872 613
	2016	6 521 712	26 886	518 764	354 163	7 421 524
Hauts-de-France	2015	2 708 783	14 719	392 280	291 002	3 406 784
	2016	2 731 600	14 080	382 123	316 014	3 443 816
Île-de-France	2015	10 061 068	99 673	598 895	1 576 716	12 336 352
	2016	10 177 944	69 685	580 618	1 526 716	12 354 964
Nouvelle-Aquitaine	2015	4 891 358	6 480	546 488	287 936	5 732 262
	2016	4 740 067	4 831	548 257	331 149	5 624 304
Normandie	2015	1 748 060	5 223	303 994	198 851	2 256 129
	2016	1 754 177	4 179	305 938	190 424	2 254 718
Occitanie	2015	4 068 469	27 834	595 244	372 112	5 063 659
	2016	4 131 715	36 495	614 249	380 346	5 162 805
Pays-de-la-Loire	2015	1 928 469	619	250 281	140 612	2 319 981
	2016	1 878 407	620	248 011	154 374	2 281 413
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	2015	5 657 048	7 107	425 107	189 368	6 278 630
	2016	5 951 051	8 206	435 510	198 502	6 593 270
Outre-mer	2015	2 247 126	14 166	114 113	358 954	2 734 359
	2016	2 330 503	16 027	137 152	352 161	2 835 844
Étranger	2015	1 290 638	13 932	1 657	1 136 227	2 442 455
	2016	1 290 641	12 198	1 657	1 135 253	2 439 749
Total	2015	53 625 544	267 117	5 405 267	6 155 718	65 453 646
	2016	54 627 490	251 816	5 401 859	6 190 915	66 472 080

La part des biens situés en France représente 96,33 % des surfaces dont 92,06 % en France métropolitaine et 4,27 % en Outre-mer.

La région Île-de-France, la région Grand Est et la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur concentrent respectivement 18,59 %, 11,16 % et 9,92 % du parc immobilier occupé par l'État.



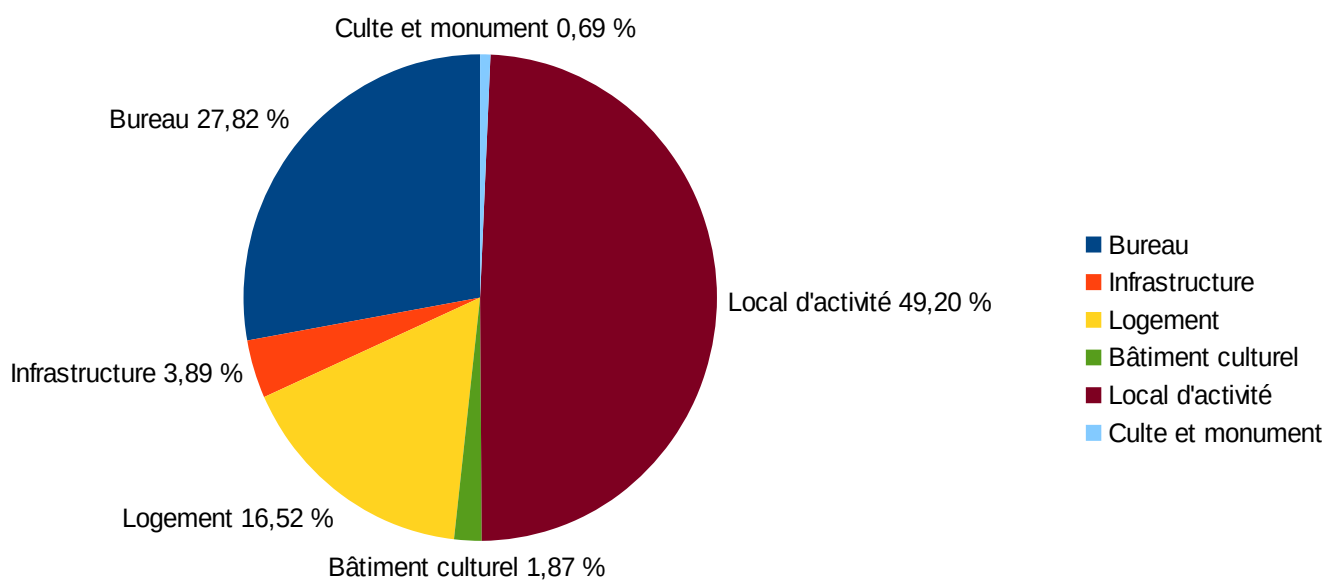
Parc immobilier occupé par l'État : ventilation par type de composant et par propriétaire (en m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

Regroupement de types de composant	Année	Propriétaire État	Propriétaire opérateur	Propriétaire collectivité territoriale	Propriétaire autre	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Bureau	2015	13 198 183	96 773	2 826 738	2 514 903	18 636 598
	2016	13 136 785	102 374	2 801 190	2 454 547	18 494 895
Logement	2015	6 482 850	72 633	1 992 294	2 376 264	10 924 041
	2016	6 539 255	75 637	2 011 063	2 354 802	10 980 757
Local d'activité	2015	30 504 236	91 234	500 012	1 054 742	32 150 224
	2016	30 910 629	68 886	540 966	1 186 902	32 707 384
Bâtiment culturel	2015	1 055 905	4 961	24 808	102 873	1 188 548
	2016	1 107 991	3 227	25 283	107 771	1 244 272
Culte et monument	2015	512 399	0	43 017	44 086	599 502
	2016	458 754	0	840	2 376	461 970
Infrastructure	2015	1 871 971	1 516	18 397	62 850	1 954 733
	2016	2 474 076	1 693	22 516	84 517	2 582 803
Total	2015	53 625 544	267 117	5 405 267	6 155 718	65 453 646
	2016	54 627 490	251 816	5 401 859	6 190 915	66 472 080

Le « type » retenu pour chaque composant correspond à son usage principal.

Les surfaces occupées par l'État sont majoritairement des immeubles à usage professionnel. Les locaux d'activité (commerces, bâtiments sanitaires ou sociaux, bâtiments techniques, bâtiments d'enseignement ou de sport, bâtiments agricoles ou d'élevage) représentent 49,20 %, les bureaux 27,82 % et les logements 16,52 %.



OCCUPATION DU PARC IMMOBILIER PAR LES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Parc immobilier occupé par les opérateurs de l'État : ventilation par ministère de rattachement et par propriétaire(en m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

Ministère	Année	Propriétaire État	Propriétaire opérateur	Propriétaire collectivité territoriale	Propriétaire autre	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Affaires étrangères	2015	464 458	31 575	0	122 213	618 246
	2016	464 458	31 575	0	128 369	624 402
Agriculture	2015	149 413	279 123	76 797	72 208	577 541
	2016	743 447	330 056	90 676	72 485	1 236 664
Comptes publics	2015	152 600	9 754	2 578	34 750	199 682
	2016	339 458	200 712	2 578	78 301	621 050
Culture	2015	1 994 410	57 126	50 181	153 440	2 255 158
	2016	1 555 687	47 413	46 666	155 945	1 805 710
Armées	2015	393 500	378 566	3 592	13 679	789 337
	2016	341 725	384 636	3 245	8 382	737 988
Écologie	2015	3 026 485	622 732	25 214	409 364	4 083 796
	2016	2 754 516	640 807	25 825	435 147	3 856 295
Économie – Finances	2015	63 365	50 576	1 466	31 799	147 206
	2016	64 873	51 666	484	33 876	150 898
Éducation nationale - Enseignement supérieur - Recherche	2015	14 950 932	2 690 393	2 128 921	1 659 732	21 429 977
	2016	13 325 580	2 033 102	1 902 382	2 266 246	19 527 309
Intérieur - Outre-Mer	2015	44 955	24 227	2 232	28 684	100 098
	2016	58 952	20 040	2 449	30 297	111 739
Justice	2015	37 290	177	571	1 136	39 174
	2016	23 538	177	14 323	1 022	39 060
Logement - Ville	2015	4 128	0	0	840	4 968
	2016	2 101	0	0	3 222	5 323
Pouvoirs publics	2015	88 532	71 762	0	46	160 340
	2016	57 153	71 762	0	46	128 961
Santé - Sports	2015	368 646	282 816	74 298	125 473	851 233
	2016	365 356	367 574	73 406	146 356	952 692
Services du Premier ministre	2015	2 759	0	3 006	31 312	37 077
	2016	182	0	3 006	31 312	34 500
Travail	2015	20 365	143 828	42 022	506 887	713 101
	2016	201 753	134 381	44 280	528 143	908 557
Total	2015	21 761 838	4 642 656	2 410 878	3 191 562	32 006 934
	2016	20 298 779	4 313 901	2 209 320	3 919 147	30 741 147

Les opérateurs de l'État occupent majoritairement des surfaces qui sont la propriété de l'État (66,03 %).

Les opérateurs sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche représentent 63,52 % du parc immobilier des opérateurs (il s'agit principalement du parc des universités et des CROUS). Vet Agro Sup et Agro Paris Tech ont changé de ministère de tutelle du MENESR au ministère de l'Agriculture. L'Institut des Mines Télécom pour 42 603 m² SUB, L'École nationale supérieure des Mines de Saint Étienne pour 27 564 m² SUB et le laboratoire national de métrologie et d'essais de Paris 15^e pour 11 299 m² SUB ont changé de ministère de tutelle du MENESR au ministère de l'Action et des Comptes publics.

Parc immobilier occupé par les opérateurs de l'État : ventilation par région et par propriétaire
(en m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

Région	Année	Propriétaire État	Propriétaire opérateur	Propriétaire collectivité territoriale	Propriétaire autre	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Auvergne-Rhône-Alpes	2015	3 047 772	513 425	423 842	253 087	4 238 126
	2016	2 551 301	472 459	335 833	263 359	3 622 952
Bourgogne-Franche-Comté	2015	838 215	44 198	76 502	60 972	1 019 886
	2016	1 006 208	63 937	104 387	78 513	1 253 045
Bretagne	2015	978 056	304 023	133 516	66 195	1 481 790
	2016	1 011 078	312 101	109 497	124 180	1 556 856
Centre	2015	671 537	175 169	236 807	49 668	1 133 181
	2016	547 895	175 953	213 258	141 009	1 078 115
Corse	2015	19 574	34 365	36 997	45 646	136 582
	2016	24 300	36 557	37 978	49 291	148 126
Grand-Est	2015	1 980 369	146 716	195 050	190 939	2 513 074
	2016	1 962 746	203 822	206 911	205 358	2 578 837
Hauts-de-France	2015	1 296 891	259 080	278 230	162 684	1 996 886
	2016	1 206 064	240 076	278 585	170 063	1 894 788
Île-de-France	2015	6 460 467	1 554 475	338 497	1 028 144	9 381 583
	2016	5 050 478	1 332 096	284 597	1 361 370	8 028 540
Nouvelle-Aquitaine	2015	1 706 556	363 357	209 845	246 912	2 526 671
	2016	1 552 084	362 265	196 105	335 577	2 446 032
Normandie	2015	1 010 894	129 134	35 213	111 714	1 286 956
	2016	1 159 426	126 134	47 440	129 626	1 462 627
Occitanie	2015	1 349 868	556 055	183 458	262 103	2 351 484
	2016	1 336 729	479 790	168 256	274 016	2 258 791
Pays-de-la-Loire	2015	780 763	66 132	117 161	93 023	1 057 080
	2016	941 008	52 001	90 463	114 301	1 197 773
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	2015	933 249	302 411	118 204	99 305	1 453 168
	2016	1 265 241	266 415	109 574	122 090	1 763 319
Outre-mer	2015	193 618	143 106	27 557	374 356	738 637
	2016	189 904	139 286	26 437	400 492	756 118
Étranger	2015	494 008	51 010	-	146 812	691 830
	2016	494 315	51 010	0	149 903	695 228
Total	2015	21 761 838	4 642 656	2 410 878	3 191 562	32 006 934
	2016	20 298 779	4 313 901	2 209 320	3 919 147	30 741 147

Les surfaces occupées par les opérateurs de l'État sont principalement situées en France (97,74 % dont 95,28 % en France métropolitaine et 2,46 % Outre-mer).

La région Île-de-France et la région Auvergne-Rhône-Alpes concentrent respectivement 26,12 % et 11,79 % du parc immobilier occupé par les opérateurs de l'État.

Parc immobilier occupé par les opérateurs de l'État : ventilation par type de composant et par propriétaire
(en m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

Regroupement de types de composant	Année	Propriétaire État	Propriétaire opérateur	Propriétaire collectivité territoriale	Propriétaire autre	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Bureau	2015	1 182 290	1 453 290	230 621	1 273 520	4 139 721
	2016	1 135 632	1 227 195	198 405	1 408 697	3 969 928
Logement	2015	815 060	202 983	245 139	223 155	1 486 337
	2016	811 462	194 647	231 694	253 741	1 491 543
Local d'activité	2015	16 848 566	2 772 009	1 892 104	1 659 717	23 172 397
	2016	15 914 766	2 640 701	1 730 312	2 228 391	22 514 171
Bâtiment culturel	2015	1 752 294	100 225	27 367	26 995	1 906 881
	2016	1 305 271	99 685	33 263	20 895	1 459 115
Culte et monument	2015	383 472	27 620	2 122	7 830	421 043
	2016	348 401	26 152	2 122	7 079	383 754
Infrastructure	2015	780 157	86 528	13 525	345	880 555
	2016	783 246	125 521	13 525	345	922 637
Total	2015	21 761 838	4 642 656	2 410 878	3 191 562	32 006 934
	2016	20 298 779	4 313 901	2 209 320	3 919 147	30 741 147

Le « type » retenu pour chaque composant correspond à son usage principal.

Les surfaces occupées par les opérateurs de l'État sont majoritairement des immeubles à usage de locaux d'activités (commerces, bâtiments sanitaires ou sociaux, bâtiments techniques, bâtiments d'enseignement ou de sport, bâtiments agricoles ou d'élevage – 73,23 %), notamment les établissements d'enseignement supérieur.

En outre, les bureaux représentent 12,91 % des surfaces, les logements 4,85 % et les bâtiments culturels 4,75 %.

OCCUPATION DU PARC IMMOBILIER DE TYPE « BUREAU »

Conformément au référentiel décrit supra, le type retenu pour chaque composant correspond à son usage principal.

OCCUPATION DU PARC IMMOBILIER DE TYPE « BUREAU » PAR L'ÉTAT

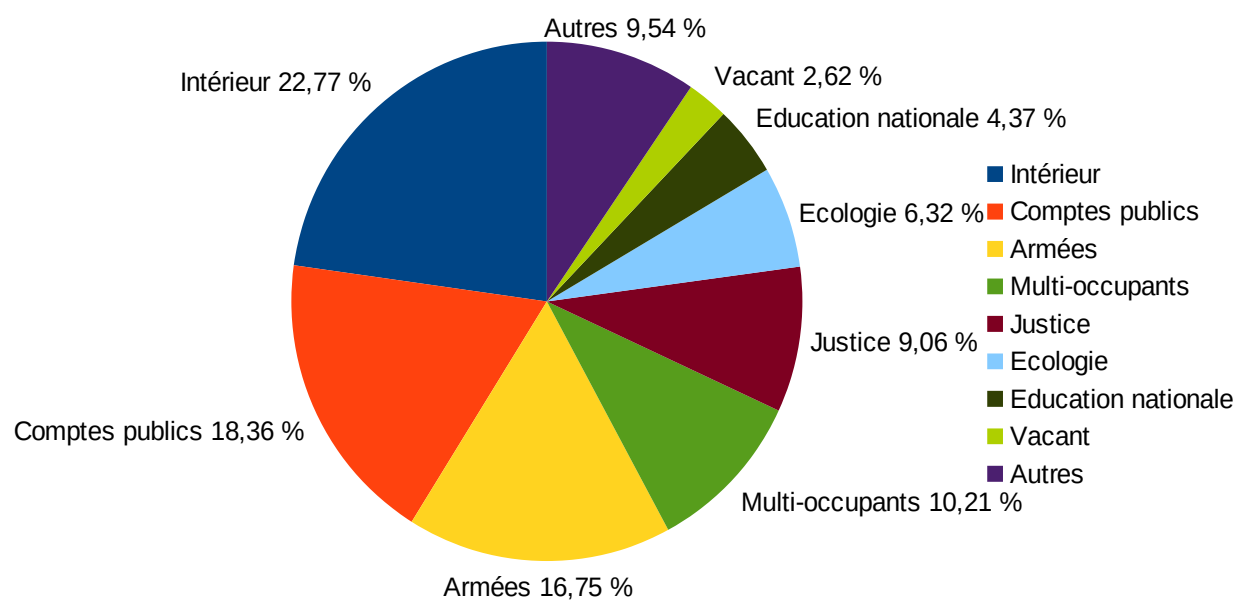
Parc immobilier de type « bureau » occupé par l'État : ventilation par ministère et par propriétaire
(en m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

Ministère	Année	Propriétaire État	Propriétaire opérateur	Propriétaire collectivité territoriale	Propriétaire autre	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Affaires étrangères	2 015	403 498	0	0	108 770	512 268
	2 016	358 776	0	0	105 648	464 424
Agriculture	2 015	74 219	618	22 883	27 660	125 380
	2 016	77 938	1 611	15 235	29 674	124 458
Comptes publics	2 015	2 504 778	13 836	531 524	496 995	3 547 133
	2 016	2 427 082	14 474	491 036	462 882	3 395 475
Culture	2 015	109 847	0	3 557	4 424	117 828
	2 016	109 258	0	3 646	4 424	117 328
Armées	2 015	2 938 822	2 709	19 783	170 084	3 131 398
	2 016	2 971 387	2 647	18 636	105 517	3 098 187
Écologie	2 015	835 409	4 884	98 153	243 418	1 181 864
	2 016	853 208	6 752	77 741	232 005	1 169 706
Économie – Finances	2 015	67 291	304	6 522	41 297	115 414
	2 016	95 514	174	6 522	75 444	177 655
Éducation nationale - Enseignement supérieur - Recherche	2 015	519 702	2 928	198 107	99 715	820 452
	2 016	520 508	3 001	196 397	88 782	808 688
Intérieur – Outre-Mer	2 015	2 393 492	29 659	1 242 709	551 227	4 217 087
	2 016	2 355 943	30 460	1 249 119	575 231	4 210 753
Justice	2 015	780 522	2 670	572 901	257 517	1 613 610
	2 016	830 957	2 670	608 980	233 750	1 676 357
Pouvoirs publics	2 015	208 949	0	0	44 131	253 080
	2 016	194 096	0	0	44 216	238 313
Santé - Sports	2 015	93 485	1 922	7 212	80 355	182 974
	2 016	90 788	1 922	4 242	82 879	179 832
Services du Premier ministre	2 015	187 947	0	40 918	43 052	271 917
	2 016	200 488	0	41 155	41 492	283 135
Travail	2 015	95 646	62	11 162	75 806	182 675
	2 016	93 543	214	7 410	77 586	178 753
Multi-occupants	2 015	1 489 015	35 701	61 783	238 553	1 825 052
	2 016	1 502 347	36 626	77 210	271 969	1 888 152
Vacant ou non affecté	2 015	495 561	1 481	9 524	31 900	538 466
	2 016	454 950	1 822	3 861	23 048	483 681
Total	2 015	13 198 183	96 773	2 826 738	2 514 903	18 636 598
	2 016	13 136 785	102 374	2 801 190	2 454 547	18 494 895

Le parc immobilier de type « bureau » est principalement occupé par le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (22,77 %), le ministère de l'Action et des Comptes publics (18,36 %) et le ministère des Armées (16,75 %).

L'État est majoritairement propriétaire du parc immobilier de type « bureau » qu'il occupe (71,03 %).



Parc immobilier de type « bureau » occupé par l'État : ventilation par région et par propriétaire

(en m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

Région	Année	Propriétaire État	Propriétaire opérateur	Propriétaire collectivité territoriale	Propriétaire autre	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Auvergne-Rhône-Alpes	2 015	1 081 236	6 801	368 963	205 821	1 662 820
	2 016	1 106 393	6 841	347 027	177 407	1 637 668
Bourgogne-Franche-Comté	2 015	488 770	3 837	186 112	68 453	747 172
	2 016	487 280	3 856	182 558	69 663	743 357
Bretagne	2 015	682 079	1 222	153 607	79 983	916 891
	2 016	682 413	1 770	144 664	80 046	908 892
Centre	2 015	561 195	321	128 198	31 260	720 974
	2 016	541 794	1 175	123 489	30 396	696 853
Corse	2 015	76 750	62	16 942	16 392	110 145
	2 016	78 419	62	16 918	18 372	113 772
Grand-Est	2 015	1 145 912	6 895	282 058	130 036	1 564 901
	2 016	1 112 703	5 759	270 982	142 977	1 532 421
Hauts-de-France	2 015	774 932	8 797	230 568	111 213	1 125 511
	2 016	792 113	9 550	262 690	107 304	1 171 657
Île-de-France	2 015	3 658 571	53 034	331 511	1 154 918	5 198 035
	2 016	3 617 035	54 253	335 123	1 100 161	5 106 571
Nouvelle-Aquitaine	2 015	1 168 635	1 459	266 632	99 417	1 536 143
	2 016	1 138 939	1 459	266 407	100 947	1 507 753
Normandie	2 015	449 683	2 406	171 414	60 466	683 969
	2 016	447 735	2 406	169 505	63 461	683 107
Occitanie	2 015	857 898	7 652	274 319	144 912	1 284 782
	2 016	851 067	9 452	264 358	146 128	1 271 005
Pays-de-la-Loire	2 015	488 574	567	106 532	67 772	663 445
	2 016	494 028	567	100 474	71 650	666 720
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	2 015	909 849	1 893	231 135	80 092	1 222 968
	2 016	918 854	1 530	233 561	87 741	1 241 687
Outre-mer	2 015	447 912	1 470	78 748	62 005	590 135
	2 016	468 210	3 338	83 434	61 875	616 858
Étranger	2 015	406 188	356	0	202 162	608 706
	2 016	399 800	356	0	196 418	596 574
Total	2 015	13 198 183	96 773	2 826 738	2 514 903	18 636 598
	2 016	13 136 785	102 374	2 801 190	2 454 547	18 494 895

Plus du quart du parc immobilier de type « bureau » occupé par l'État est situé en Île-de-France (27,61 %).

OCCUPATION DU PARC IMMOBILIER DE TYPE « BUREAU » PAR LES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Parc immobilier de type « bureau » occupé par les opérateurs de l'État : ventilation par ministère de rattachement et par propriétaire(en m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

Ministère	Année	Propriétaire État	Propriétaire opérateur	Propriétaire collectivité territoriale	Propriétaire autre	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Affaires étrangères	2 015	2 865	12	0	11 942	14 819
	2 016	2 865	12	0	11 942	14 819
Agriculture	2 015	23 772	49 892	3 366	67 071	144 101
	2 016	56 665	58 371	3 057	65 584	183 677
Comptes publics	2 015	10 426	2 859	0	73	13 358
	2 016	11 569	48 335	0	4 954	64 858
Culture	2 015	122 108	28 876	132	48 158	199 274
	2 016	29 473	17 775	0	48 157	95 405
Armées	2 015	32 413	50 263	1 926	6 940	91 543
	2 016	30 739	49 894	1 579	7 306	89 519
Écologie	2 015	215 985	197 789	17 717	383 706	815 197
	2 016	245 967	221 900	18 676	400 292	886 835
Économie – Finances	2 015	34 938	37 042	1 466	30 985	104 431
	2 016	36 537	38 132	484	33 062	108 215
Éducation nationale - Enseignement supérieur - Recherche	2 015	662 352	762 150	135 198	115 951	1 675 651
	2 016	620 515	482 164	102 209	176 231	1 381 120
Intérieur - Outre-Mer	2 015	2 973	14 130	2 232	28 588	47 923
	2 016	4 404	9 943	2 449	30 201	46 997
Justice	2 015	1 780	177	571	972	3 500
	2 016	1 780	177	571	972	3 500
Logement – Ville	2015	4 128	0	0	840	4 968
	2 016	2 101	0	0	3 222	5 323
Pouvoirs publics	2 015	9 439	1 793	0	0	11 232
	2 016	9 439	1 793	0	0	11 232
Santé - Sports	2 015	58 114	200 758	25 992	123 427	408 291
	2 016	51 670	200 597	25 100	141 517	418 883
Services du Premier ministre	2 015	0	0	0	8 563	8 563
	2 016	0	0	0	8 563	8 563
Travail	2 015	996	107 548	42 022	446 305	596 870
	2 016	31 908	98 101	44 280	476 694	650 983
Total	2015	1 182 290	1 453 290	230 621	1 273 520	4 139 721
	2 016	1 135 632	1 227 195	198 405	1 408 697	3 969 928

Le parc immobilier de type « bureau » est majoritairement occupé par les opérateurs sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (34,79 %) et sous la tutelle du ministère du Travail (16,40 %).

Les opérateurs de l'État sont propriétaires du parc immobilier de type « bureau » qu'ils occupent à hauteur de 30,91 % (35,48 % autres propriétaires, 28,60 % État et 5,00 % collectivités territoriales).

Parc immobilier de type « bureau » occupé par les opérateurs de l'État : ventilation par région et par propriétaire

(en m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

Région	Année	Propriétaire État	Propriétaire opérateur	Propriétaire collectivité territoriale	Propriétaire autre	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Auvergne-Rhône-Alpes	2 015	80 986	101 747	36 976	68 310	288 019
	2 016	82 470	92 399	32 173	78 753	285 794
Bourgogne-Franche-Comté	2 015	43 842	8 085	9 464	15 610	77 001
	2 016	41 729	24 850	8 284	32 366	107 228
Bretagne	2 015	45 793	45 269	6 103	25 261	122 426
	2 016	42 525	43 866	6 356	25 462	118 210
Centre	2 015	28 807	79 792	4 832	10 628	124 059
	2 016	46 378	78 556	4 832	18 420	148 186
Corse	2 015	2 571	6 091	2 348	8 433	19 443
	2 016	2 962	4 448	2 919	11 470	21 800
Grand-Est	2 015	75 201	42 980	15 350	44 707	178 239
	2 016	84 772	48 747	12 433	48 769	194 721
Hauts-de-France	2 015	73 637	58 997	42 603	88 641	263 878
	2 016	82 838	53 472	25 838	90 630	252 778
Île-de-France	2 015	527 567	715 441	43 217	440 992	1 727 216
	2 016	426 259	500 947	46 599	483 198	1 457 003
Nouvelle-Aquitaine	2 015	57 128	109 457	23 664	57 350	247 599
	2 016	82 179	104 229	21 929	100 432	308 769
Normandie	2 015	29 631	25 422	6 533	15 643	77 230
	2 016	20 216	23 139	5 462	14 811	63 629
Occitanie	2 015	84 052	91 989	21 019	69 179	266 239
	2 016	83 237	97 616	15 876	72 351	269 081
Pays-de-la-Loire	2 015	42 975	20 903	6 019	32 225	102 122
	2 016	43 812	20 048	1 806	31 938	97 604
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	2 015	52 252	100 455	6 058	18 984	177 749
	2 016	58 529	88 648	8 234	19 528	174 939
Outre-mer	2 015	26 148	36 408	6 436	357 353	426 345
	2 016	26 024	35 976	5 665	357 767	425 431
Étranger	2 015	11 700	10 254	0	20 203	42 157
	2 016	11 700	10 254	0	22 801	44 755
Total	2 015	1 182 290	1 453 290	230 621	1 273 520	4 139 721
	2 016	1 135 632	1 227 195	198 405	1 408 697	3 969 928

Plus de la moitié (51,68 %) du parc immobilier de type « bureau » occupé par les opérateurs de l'État est située en Île-de-France (36,70 %), en Nouvelle-Aquitaine (7,78 %) et en Auvergne-Rhône-Alpes (7,20 %).

INDICATEURS DE PILOTAGE DU PARC

La doctrine de la politique immobilière de l'État a été enrichie

Pour engager l'État dans un pilotage durable et responsable de son parc, France Domaine a défini en 2015 treize indicateurs de pilotage et de suivi de la conformité des bâtiments, regroupés au sein de trois axes stratégiques constituant les différents niveaux d'analyse de l'état du parc :

- la préservation contre le risque d'obsolescence (réglementaire, technique ou fonctionnelle) : pérennité et maintien en état du patrimoine, sécurisation du parc et mise aux normes ;
- l'optimisation du parc en termes de surfaces et de coûts d'utilisation ;
- la modernisation du parc tant en matière de développement durable que de développement technologique, de confort et d'adaptation à l'usage.

Ces indicateurs constituent un point de départ indispensable pour l'État en tant que gestionnaire de patrimoine immobilier, car ils lui permettent d'avoir une vision plus claire des principales caractéristiques de son parc immobilier, de disposer de meilleures informations pour l'améliorer, de communiquer avec précision sur les améliorations réalisées, de répondre aux demandes d'information et d'effectuer des comparaisons avec d'autres organisations (benchmarking de la performance).

Il a été décidé de restituer dans le DPT cinq d'entre eux :

- état de santé ;
- état d'accessibilité ;
- ratio d'occupation ;
- montant des loyers externes ;
- performance énergétique.

Les huit autres indicateurs sont consultables dans l'Outil d'aide au diagnostic pour les personnes habilitées : contrôles réglementaires, amiante, proximité des transports, charges, consommation d'énergie finale, consommation d'eau, tri des déchets, enquête de confort d'usage.

Une importante phase de collecte et de mise à jour de données a été engagée et se poursuit

Une première phase de mise à jour des données a eu lieu en région entre janvier et juin 2016 sur un périmètre de bâtiments prioritaires (immeubles de bureaux occupés par l'État ou multi-occupants, de taille importante et/ou à enjeu au plan local). La mise à jour devait porter sur une liste de seize données jugées essentielles, car elles servent au calcul des treize indicateurs de pilotage du parc. L'objectif de mise en place progressive d'un suivi périodique de la connaissance du parc occupé, avec un réseau d'acteurs structuré en interministériel, des outils dédiés et une méthodologie de travail renouvelée, est désormais atteint.

L'OAD constitue un outil de suivi et de reporting sur les indicateurs de pilotage du parc.

Les administrations centrales sont aussi depuis le 1^{er} juin 2016 engagées dans ce processus. Les opérateurs ont démarré l'exercice depuis la rentrée de septembre 2016.

ÉTAT DE SANTÉ DU BÂTIMENT

Indicateur visant à évaluer l'état de santé général des bâtiments et donc du parc. Cet indicateur est renseigné par un technicien généraliste en bâtiment qui réalise une appréciation visuelle de l'ouvrage.

Quatre niveaux de cotation sont utilisés :

- très satisfaisant = bon état, fonction parfaitement remplie
- satisfaisant = état moyen, quelques défauts, fonction correctement remplie
- peu satisfaisant = état médiocre, dégradation partielle et/ou fonction mal remplie
- pas satisfaisant = état mauvais, dégradation générale et/ou fonction non remplie.

Source de données : RT

Date de référence : 11/07/2017

Périmètre d'étude : bâtiments de bureau, de logement et d'enseignement supérieur/recherche situés en France (France métropolitaine et d'outre-mer) occupés par des services et opérateurs de l'État.

Plus de 69 000 actifs et une superficie de 52 millions de m² SUB sont représentés.

Taux de complétude de la donnée « état de santé du bâtiment » : 43 %.

Résultats :

25 % du parc est dans un état très satisfaisant

48 % dans un état satisfaisant

22 % dans un état peu satisfaisant

5 % dans un état pas satisfaisant.

ÉTAT D'ACCESSIBILITÉ

Afin d'évaluer l'état d'accessibilité général d'un bâtiment aux personnes handicapées, quatre critères sont diagnostiqués :

- la qualité de l'accessibilité au bâtiment,
- la qualité des conditions d'accueil dans le bâtiment,
- l'existence de services spécifiques,
- la présence de sanitaires adaptés.

Ces critères correspondent à la chaîne du déplacement pour une personne handicapée.

Source de données : RT

Date de référence : 11/07/2017

Périmètre d'étude : bâtiments classés établissements recevant du public (ERP) situés en France (France métropolitaine et d'outre-mer) occupés par des services et opérateurs de l'État.

Plus de 9 500 actifs et une superficie de 16 millions de m² SUB sont représentés.

Taux de complétude de la donnée « état d'accessibilité du bâtiment » : 82 %.

Résultats :

35 % du parc en termes de surface utile brute est accessible

65 % du parc ne l'est pas.

Pour les biens domaniaux et biens propres des opérateurs, 34 % du parc est accessible.

OCCUPATION DES SURFACES

Le ratio « SUN/poste de travail » permet d'appréhender l'occupation des surfaces disponibles et de suivre son évolution. La circulaire Premier ministre du 10 janvier 2009 fixe le plafond à 12 m² de SUN par poste de travail.

– SUN = surface utile nette correspondant à la surface de travail, réelle ou potentielle, destinée aux résidents, comprenant les surfaces spécifiques à l'activité, exclusion faite des surfaces des services généraux, des logements, des services sociaux et de toutes les zones non transformables en bureau ou salles de réunions (halls, amphithéâtres, circulations, sanitaires, vestiaires). La SUN est obtenue par déduction de la SUB des surfaces légales et sociales, des surfaces de services généraux, de logements, de restauration et des surfaces spécifiques. La SUN se décompose en trois rubriques : surface de bureau, surface de réunion et surface annexe de travail.

– poste de travail = ensemble de moyens mis à la disposition d'une ou plusieurs personnes exerçant une fonction à vocation administrative. Il se compose des éléments suivants : une surface de travail et de classement de premier niveau, du mobilier et des capacités de connexion (les espaces de travail à vocation technique, type vestiaire, ne doivent pas être pris en compte au titre de cette définition). À la différence des effectifs physiques et effectifs en ETPT qui identifient le nombre d'occupants, le nombre de postes de travail permet de mesurer la capacité physique d'accueil du bâtiment.

Sources de données :

- pour 2013 : campagne de fiabilisation du parc de bureau / SPSI
- pour 2014 : Chorus RE-FX à date de référence au 31.05.2015
- pour 2015 : Chorus RE-FX à date de référence au 31.12.2015
- pour 2016 : RT en date du 11/07/2017.

Périmètre d'étude : bâtiments situés en France (France métropolitaine et d'outre-mer) dans lesquels la SUN définie ci-avant représente plus de 50 % de la SUB du bâtiment (immeubles majoritairement de bureaux). Le périmètre retenu ne prend en compte que l'occupation des surfaces par les services de l'État, c'est-à-dire hors opérateurs.

Taux de complétude de l'indicateur « SUN/poste de travail » : 51 %.

Résultat : Taux d'occupation moyen du parc de 14,96 m² / poste de travail.

Bilan de l'occupation des surfaces occupées par l'État par ministère (en m² de SUN par poste de travail) au 11.07.2017

Ministère	Année	Propriété	Mise à disposition	Location	Non précisé	Total
Affaires étrangères	2013	14,95	-	-	-	14,95
	2014	12,36	-	-	-	12,36
	2015	12,36	-	-	-	12,36
	2016	14,34	-	-	-	14,34
Agriculture	2013	15,80	13,84	15,90	14,90	15,53
	2014	15,39	12,62	16,85	6,00	15,56
	2015	15,63	12,44	16,85	18,33	15,98
	2016	14,00	13,86	18,97	18,33	15,46
Comptes publics	2013	15,08	12,47	15,59	14,82	15,23
	2014	15,33	15,21	15,48	14,53	15,37
	2015	15,22	12,25	15,29	16,25	15,24
	2016	15,32	12,34	15,86	16,87	15,48
Culture	2013	21,24	-	23,65	-	21,39
	2014	21,36	22,26	19,77	-	21,31
	2015	19,52	23,38	19,77	21,65	19,66
	2016	18,58	35,02	13,59	21,65	18,37
Armées	2013	14,33	-	11,21	35,71	14,54
	2014	17,00	-	12,74	-	16,89
	2015	17,06	-	12,74	-	16,94
	2016	16,91	-	NS	12,35	16,87

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Ministère	Année	Propriété	Mise à disposition	Location	Non précisé	Total
Écologie	2013	17,40	20,08	16,93	23,30	17,46
	2014	15,50	19,75	17,65	21,26	16,22
	2015	15,40	19,68	16,82	22,04	15,99
	2016	15,87	16,35	17,18	14,93	16,23
Économie	2013	14,80	19,57	14,53	13,88	14,78
	2014	14,28	17,08	14,28	-	14,44
	2015	14,24	-	14,08	17,08	14,38
	2016	13,75	-	13,18	18,88	13,81
Éducation nationale – Enseignement supérieur – Recherche	2013	12,34	14,57	14,02	18,88	13,10
	2014	12,04	12,58	13,92	16,78	12,69
	2015	12,03	12,58	13,87	14,23	12,65
	2016	12,26	-	13,64	13,74	12,87
Intérieur – Outre-Mer	2013	11,03	16,28	11,93	15,12	12,06
	2014	10,76	16,16	11,95	17,48	11,76
	2015	10,82	16,41	11,30	14,73	11,68
	2016	12,12	18,38	11,87	12,15	13,02
Justice	2013	22,82	17,46	14,55	21,35	18,01
	2014	13,50	17,22	14,64	12,14	14,03
	2015	13,70	16,76	14,47	14,09	14,23
	2016	14,22	24,71	16,09	12,70	15,82
Logement – Ville	2013	-	-	-	-	-
	2014	NS	NS	NS	NS	NS
	2015	NS	NS	NS	NS	NS
	2016	NS	NS	NS	NS	NS
Santé – Sports	2013	14,72	16,64	14,68	15,89	14,85
	2014	16,72	16,56	15,16	11,04	15,86
	2015	16,80	16,56	15,37	-	16,25
	2016	13,01	17,69	14,06	27,01	13,75
Services du Premier ministre	2013	20,96	14,79	18,61	-	19,39
	2014	16,60	14,79	18,96	-	17,22
	2015	17,94	-	18,96	14,53	17,92
	2016	16,07	14,13	17,98	14,33	16,33
Travail	2013	16,83	11,25	16,76	25,00	16,77
	2014	16,26	15,59	16,35	23,71	16,31
	2015	16,14	16,07	16,30	-	16,20
	2016	16,58	13,16	16,99	19,96	16,83
Pouvoirs publics	2013	-	-	20,63	-	20,63
	2014	-	-	28,25	-	28,25
	2015	-	-	28,25	-	28,25
	2016	-	-	28,25	-	28,25
Multi-occupants ou vacants	2013	14,55	12,21	12,24	16,65	14,16
	2014	14,32	15,61	13,38	2,74	14,25
	2015	14,28	20,48	14,46	2,74	14,37
	2016	16,81	15,42	19,44	27,63	17,21
Total	2013	14,14	15,97	14,33	16,45	14,33
	2014	13,74	16,07	14,43	15,22	14,06
	2015	13,69	16,45	14,11	15,45	13,97
	2016	14,68	18,17	15,01	14,82	14,96

N.B :

– ministères = fonctions régaliennes ou missions de service public regroupées en 15 catégories ministérielles

– propriété = biens immobiliers dont l'État est propriétaire (Domaine privé ou Domaine public)

– location = biens immobiliers dont l'État est locataire, que les biens appartiennent à un opérateur, à une collectivité territoriale ou à une autre personne physique ou morale

- mise à disposition = biens immobiliers mis à disposition de l'État à titre gratuit ou quasi gratuit, que les biens appartiennent à un opérateur, à une collectivité territoriale ou à une autre personne physique ou morale
- non précisé = biens immobiliers occupés par les services de l'État pour lesquels la nature de l'occupation n'est pas précisée.

Bilan de l'occupation des surfaces occupées par l'État par région (en m² de SUN par poste de travail) au 11.07.2017

Région	Année	Propriété	Mise à disposition	Location	Non précisé	Total
Alsace	2013	17,99	17,58	14,23	14,42	16,53
	2014	15,65	17,70	14,45	22,78	15,48
	2015	15,68	17,70	14,35	26,10	15,41
	2016	16,36	18,29	14,81	19,63	15,93
Aquitaine	2013	13,46	15,95	15,41	17,96	14,22
	2014	13,08	13,63	15,96	24,60	13,79
	2015	13,20	13,38	15,71	15,31	13,81
	2016	14,00	16,29	16,50	13,66	14,54
Auvergne	2013	16,90	12,93	14,27	16,55	15,92
	2014	12,81	11,85	13,84	14,23	12,96
	2015	12,85	18,46	13,29	9,88	12,93
	2016	14,61	16,73	16,87	11,86	14,89
Basse-Normandie	2013	15,07	10,55	14,10	13,52	14,67
	2014	14,51	16,36	14,11	19,93	14,45
	2015	14,51	16,91	13,94	11,30	14,41
	2016	16,76	22,80	14,44	12,03	16,14
Bourgogne	2013	14,52	26,04	15,98	17,00	15,74
	2014	16,95	21,48	16,54	68,21	17,20
	2015	16,92	19,63	16,48	20,48	17,10
	2016	14,37	18,10	16,35	25,00	15,58
Bretagne	2013	14,12	14,04	13,36	7,67	13,88
	2014	13,57	15,42	11,69	13,75	13,21
	2015	13,44	15,07	11,38	8,97	13,01
	2016	14,13	17,10	13,14	13,58	14,12
Centre	2013	14,46	16,75	16,98	17,32	15,22
	2014	14,40	14,35	17,22	14,54	14,86
	2015	14,18	14,33	16,23	13,77	14,49
	2016	15,09	14,14	14,17	15,73	14,86
Champagne-Ardenne	2013	14,51	23,32	14,58	12,02	15,02
	2014	13,73	28,68	15,03	16,00	15,05
	2015	13,73	23,67	14,68	15,89	15,13
	2016	14,34	19,21	14,41	13,76	14,86
Corse	2013	12,76	20,48	16,52	13,76	15,56
	2014	12,14	11,74	14,84	13,03	12,86
	2015	12,04	13,64	14,43	16,00	12,77
	2016	15,42	36,79	18,64	16,00	17,48
Franche-Comté	2013	15,57	12,76	12,99	20,97	14,96
	2014	14,25	11,80	13,02	21,20	13,80
	2015	13,97	11,91	13,12	11,79	13,61
	2016	15,04	36,48	13,48	13,10	16,61
Haute-Normandie	2013	14,36	15,44	16,43	10,05	14,67
	2014	15,15	9,44	15,88	12,37	15,26
	2015	15,12	9,44	15,07	20,90	15,11
	2016	17,88	22,82	15,29	9,98	17,25

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Région	Année	Propriété	Mise à disposition	Location	Non précisé	Total
Île-de-France	2013	13,62	11,96	13,77	20,83	13,76
	2014	13,77	13,57	13,98	11,68	13,84
	2015	13,78	17,44	13,91	14,88	13,88
	2016	14,22	12,85	15,52	18,20	14,65
Languedoc-Roussillon	2013	14,20	15,19	14,47	13,55	14,31
	2014	14,68	19,33	14,73	21,09	14,99
	2015	14,69	20,37	14,67	16,45	14,99
	2016	14,82	17,76	14,96	16,61	15,07
Limousin	2013	15,65	21,71	18,01	22,98	16,14
	2014	15,75	26,15	18,03	27,72	16,60
	2015	15,88	24,10	17,54	13,65	16,42
	2016	15,09	21,21	16,33	12,22	15,34
Lorraine	2013	14,10	19,23	15,53	17,66	14,87
	2014	13,53	26,61	17,24	16,70	15,03
	2015	13,46	33,34	14,85	28,56	14,83
	2016	15,26	22,29	15,35	14,20	15,73
Midi-Pyrénées	2013	14,00	21,13	13,28	12,48	14,08
	2014	14,22	17,62	11,73	16,68	13,55
	2015	13,87	16,71	11,84	21,82	13,33
	2016	14,86	19,53	16,13	11,07	15,38
Nord-Pas-de-Calais	2013	11,10	13,27	15,30	13,28	12,43
	2014	10,89	17,23	15,70	18,19	12,22
	2015	11,30	15,03	15,47	16,20	12,30
	2016	13,92	16,92	15,44	14,96	14,37
Pays-de-la-Loire	2013	13,90	14,70	13,98	18,69	14,09
	2014	13,49	16,06	14,75	16,44	13,94
	2015	13,42	15,44	14,38	16,77	13,76
	2016	14,60	18,40	14,48	12,32	14,69
Picardie	2013	15,29	21,75	14,71	21,34	15,87
	2014	14,72	20,61	14,29	28,95	15,12
	2015	14,92	19,78	13,88		15,05
	2016	15,26	20,19	14,14	11,62	15,42
Poitou-Charente	2013	16,33	15,55	12,71	13,15	14,81
	2014	16,11	23,39	14,71	-	16,06
	2015	16,11	23,41	14,70		16,08
	2016	15,05	21,66	15,70	13,83	15,57
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	2013	14,39	10,95	13,19	15,92	13,85
	2014	13,35	11,96	13,01	18,42	13,14
	2015	13,17	11,93	13,02	19,63	13,04
	2016	14,69	16,55	14,30	11,75	14,65
Rhône-Alpes	2013	14,24	13,11	14,34	13,22	14,21
	2014	14,08	13,72	14,86	12,90	14,29
	2015	13,94	13,75	14,09	16,82	14,01
	2016	14,69	14,38	13,73	11,84	14,30
Outre-mer	2013	13,20	12,65	13,75	18,35	13,35
	2014	12,80	13,93	13,49	12,16	12,99
	2015	12,64	14,25	13,13	14,84	13,05
	2016	13,83	24,85	13,66	14,24	14,48

Région	Année	Propriété	Mise à disposition	Location	Non précisé	Total
Étranger	2013	-	-	-	-	
	2014	NS	NS	NS	NS	NS
	2015	NS	NS	NS	NS	NS
	2016	NS	NS	NS	NS	NS
Total	2013	14,14	15,97	14,33	16,45	14,33
	2014	13,74	16,07	14,43	16,34	14,06
	2015	13,69	16,45	14,11	15,45	13,97
	2016	14,68	18,17	15,01	14,82	14,96

PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

La performance énergétique d'un bâtiment est évaluée par son niveau de consommation d'énergie (en kWh d'énergie finale qui correspond à la consommation affichée sur la facture).

Cette consommation concerne tous les usages (chauffage, refroidissement, éclairage, eau chaude sanitaire, bureautique....).

Source de données : RT

Date de référence : 11/07/2017

Périmètre d'étude : bâtiments de bureau, de logement et d'enseignement supérieur/recherche, dont la SUB est supérieure à 2000 m², situés en France (France métropolitaine et d'outre-mer) occupés par des services et opérateurs de l'État.

Ce qui représente 5902 actifs et une superficie de 33,7 millions de m² SUB.

Taux de complétude de la donnée « consommation d'énergie finale du bâtiment » : 35 %.

Résultats :

Consommation totale tous usages confondus de 1576 GWh.

Ratio par bâtiment de 149 kWh/m² SUB par an.

L'énergie finale est l'énergie livrée au consommateur pour ses usages (chauffage, climatisation, éclairage, etc.).

Il s'agit d'une fraction de l'énergie primaire une fois soustraites les pertes d'énergie liées à chaque étape de transformation, stockage, transport et distribution.

Le ratio de consommation enregistré pour ce périmètre se situe dans la moyenne basse des consommations constatées pour le parc tertiaire. Cette performance s'explique par plusieurs facteurs. Les surfaces tertiaires de plus de 2000 m² font en général l'objet d'un pilotage d'exploitation actif. Les déterminants climatiques favorables ces dernières années ont eu un impact déflateur sur les consommations. Par ailleurs, la sphère publique fait généralement un moindre usage de la climatisation et est tenue réglementairement, pour les nouvelles prises à bail, de respecter des critères de performance énergétique. Si l'on réduit le périmètre aux seuls biens domaniaux (4615 actifs, 26,1 millions m² SUB, 1268 GWh), la consommation est légèrement supérieure avec un ratio de 154 kWh/m².

PARC CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT – VALEUR DU PARC IMMOBILIER CONTRÔLÉ

Valeur du parc immobilier contrôlé par l'État : ventilation par ministère

(en euros) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX et FI-AA

Ministère	Année	Propriétaire État	Mise à disposition	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Affaires étrangères	2015	4 868 318 312	500 061 449	5 368 379 761
	2016	4 714 380 967	472 917 697	5 187 298 664
Santé	2015	643 040 463	40 491 632	683 532 095
	2016	613 312 399	36 452 772	649 765 172
Agriculture	2015	433 876 736	45 034 480	478 911 216
	2016	418 552 505	39 085 005	457 637 510
Comptes publics	2015	7 058 402 229	117 045 697	7 175 447 925
	2016	6 876 041 967	100 795 262	6 976 837 229
Culture	2015	1 494 146 490	36 170 940	1 530 317 431
	2016	1 395 738 102	4 448 907	1 400 187 008
Armées	2015	14 532 418 180	1 973 838 924	16 506 257 105
	2016	14 239 326 046	1 972 282 894	16 211 608 940
Écologie	2015	2 125 822 450	736 063 005	2 861 885 455
	2016	2 166 554 999	719 177 407	2 885 732 406
Education nationale - Enseignement supérieur - Recherche	2015	1 628 053 667	63 284 169	1 691 337 837
	2016	1 579 328 993	165 630 547	1 744 959 541
Intérieur – Outre-mer	2015	9 032 174 235	2 945 786 355	11 977 960 590
	2016	8 978 047 991	2 960 243 730	11 938 291 721
Justice	2015	8 456 303 849	2 161 112 803	10 617 416 652
	2016	8 565 623 651	2 130 628 645	10 696 252 296
Logement - Ville	2015	281 069 485	470 893	281 540 378
	2016	173 786 563	456 763	174 243 326
Réforme État - Décentralisation	2015	2 711 631	2 121 050	4 832 681
	2016	2 251 946	2 036 000	4 287 946
Services du Premier ministre	2015	1 180 536 480	147 640 010	1 328 176 490
	2016	1 268 558 149	47 930 024	1 316 488 173
Sports	2015	1 159 837	51 706	1 211 543
	2016	495 000	13 187	508 187
Travail	2015	392 031 669	10 083 933	402 115 603
	2016	398 646 757	10 250 149	408 896 906
Total	2015	52 130 065 714	8 779 257 047	60 909 322 761
	2016	51 390 646 035	8 662 348 989	60 052 995 024

Le parc immobilier contrôlé par l'État regroupe les terrains et les constructions, y compris les biens spécifiques et les constructions spécialisées. Il est valorisé selon les principes fixés dans le recueil des normes comptables de l'État (norme n° 6 et norme n° 17).

La répartition par propriétaire autre que l'État est réalisée au moyen de la catégorie d'immobilisations « mise à disposition ». La ventilation par ministère résulte de l'affectation des immobilisations aux différents programmes budgétaires d'utilisation de ces biens.

La valeur du parc contrôlé par l'État et occupé par le ministère des Armées et par le ministère de l'Intérieur représente respectivement 27,00 % et 19,89 % de la valeur totale du parc immobilier contrôlé par l'État.

Les biens dont l'État est propriétaire représentent 85,58 % de la valeur totale du parc immobilier contrôlé par l'État.

Valeur du parc immobilier contrôlé par l'État : ventilation par région
(en euros) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX et FI-AA

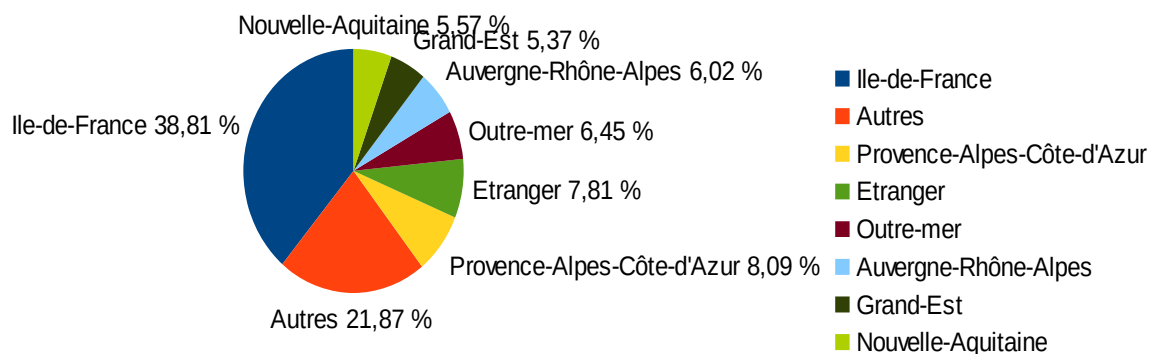
Région	Année	Propriétaire État	Mise à disposition	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Auvergne-Rhône-Alpes	2 015	2 972 520 086	771 954 614	3 744 474 700
	2 016	2 908 369 196	751 095 073	3 659 464 269
Bourgogne-Franche-Comté	2 015	1 040 856 821	130 749 443	1 171 606 264
	2 016	1 023 276 719	127 636 036	1 150 912 755
Bretagne	2 015	1 655 209 841	102 663 527	1 757 873 368
	2 016	1 708 948 705	96 626 979	1 805 575 683
Centre	2 015	1 207 281 751	110 861 994	1 318 143 745
	2 016	1 220 841 687	108 712 480	1 329 554 167
Corse	2 015	360 117 486	24 029 228	384 146 714
	2 016	364 769 213	26 343 647	391 112 859
Grand-Est	2 015	3 021 550 343	329 934 974	3 351 485 317
	2 016	2 938 838 231	325 218 582	3 264 056 812
Hauts-de-France	2 015	2 078 994 867	331 670 466	2 410 665 333
	2 016	2 066 431 727	314 583 792	2 381 015 518
Île-de-France	2 015	19 161 214 641	4 775 577 492	23 936 792 133
	2 016	18 814 993 491	4 762 285 416	23 577 278 907
Nouvelle-Aquitaine	2 015	3 128 207 245	329 983 625	3 458 190 870
	2 016	3 065 765 871	320 532 771	3 386 298 642
Normandie	2 015	991 252 320	281 628 493	1 272 880 813
	2 016	994 736 069	270 551 393	1 265 287 462
Occitanie	2 015	2 823 319 405	334 890 193	3 158 209 597
	2 016	2 633 239 787	317 355 517	2 950 595 304
Pays-de-la-Loire	2 015	1 028 906 317	262 270 811	1 291 177 128
	2 016	1 034 658 465	279 405 167	1 314 063 632
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	2 015	4 667 595 623	361 432 614	5 029 028 237
	2 016	4 583 215 922	332 733 211	4 915 949 133
Outre-mer	2 015	3 632 848 217	147 337 220	3 780 185 438
	2 016	3 740 243 124	178 104 126	3 918 347 251
Étranger	2 015	4 360 190 752	484 272 352	4 844 463 104
	2 016	4 292 317 830	451 164 798	4 743 482 628
Total	2 015	52 130 065 714	8 779 257 047	60 909 322 761
	2 016	51 390 646 035	8 662 348 989	60 052 995 024

Le parc immobilier contrôlé par l'État en Île-de-France représente 39,26 % de la valeur totale.

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

La valeur du parc immobilier situé à l'étranger représente 7,90 % du total, soit une valeur supérieure à certaines régions françaises (Auvergne-Rhône-Alpes 6,09 % et Nouvelle-Aquitaine 5,64 %, par exemple).



Valeur du parc immobilier contrôlé par l'État : ventilation par type de composant

(en euros) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX et FI-AA

Regroupement de types de composant	Propriétaire État	Mise à disposition	Total (arrondi à l'unité la plus proche)	Année
Bureau	19 687 540 721	5 451 166 605	25 138 707 326	2 015
	19 610 222 385	5 416 355 751	25 026 578 136	2 016
Logement	8 219 473 991	1 414 166 712	9 633 640 703	2 015
	8 217 287 775	1 412 604 358	9 629 892 132	2 016
Local d'activité	6 149 941 396	409 374 691	6 559 316 087	2 015
	6 117 780 238	364 051 820	6 481 832 058	2 016
Bâtiment culturel	602 393 197	58 853 895	661 247 092	2 015
	575 615 597	59 446 481	635 062 078	2 016
Culte et monument	54 051 172	40 619 163	94 670 335	2 015
	42 396 449	124 856	42 521 305	2 016
Infrastructure	885 509 546	15 437 712	900 947 258	2 015
	933 015 940	15 385 566	948 401 507	2 016
Terrain	1 903 554 204	33 300 771	1 936 854 975	2 015
	1 725 231 655	29 838 874	1 755 070 528	2 016
Site militaire	8 585 595 843	190 216 568	8 775 812 411	2 015
	8 253 911 329	183 246 102	8 437 157 430	2 016
Total	46 088 060 070	7 613 136 117	53 701 196 187	2 015
	45 475 461 367	7 481 053 807	52 956 515 175	2 016
Établissement pénitentiaire			6 784 372 304	2 015
			6 789 225 027	2 016
Lien avec l'inventaire physique au 31/12 impossible à reconstituer (contrainte système)			423 754 269	2 015
			307 254 823	2 016
Total du compte général de l'État			60 909 322 760	2 015
			60 052 995 024	2 016

La valeur du parc immobilier contrôlé par l'État reste stable.

La part des bâtiments à usage de bureaux représente 41,67 % du patrimoine immobilier contrôlé par l'État.

Les logements et les sites militaires constituent respectivement 16,04 % et 14,05 % de la valeur.

VALEUR DU PARC IMMOBILIER DE TYPE « BUREAU »

Valeur du parc immobilier de type « bureau » contrôlé par l'État : ventilation par ministère (en euros) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX et FI-AA

Ministère	Année	Propriétaire État	Mise à disposition	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Affaires étrangères	2015	2 310 688 460	117 675 114	2 428 363 574
	2016	2 197 558 611	114 378 015	2 311 936 625
Santé	2015	592 496 658	40 150 565	632 647 223
	2016	581 845 482	36 200 772	618 046 255
Agriculture	2015	409 754 236	41 426 709	451 180 945
	2016	388 570 053	37 465 569	426 035 621
Comptes publics	2015	5 573 905 653	84 188 423	5 658 094 076
	2016	5 387 816 267	81 942 353	5 469 758 619
Culture	2015	605 895 803	1 168 795	607 064 598
	2016	602 146 154	1 174 410	603 320 564
Armées	2015	1 522 221 194	1 488 039 399	3 010 260 593
	2016	1 637 753 915	1 488 040 541	3 125 794 456
Écologie	2015	1 110 231 976	630 192 272	1 740 424 248
	2016	1 211 190 199	616 162 400	1 827 352 599
Education nationale - Enseignement supérieur - Recherche	2015	1 087 492 824	58 615 945	1 146 108 769
	2016	1 070 777 362	160 701 335	1 231 478 697
Intérieur - Outre-mer	2015	3 375 839 721	1 880 411 353	5 256 251 074
	2016	3 301 877 961	1 878 167 075	5 180 045 037
Justice	2015	1 732 472 104	954 998 808	2 687 470 912
	2016	1 802 170 059	947 527 209	2 749 697 268
Logement - Ville	2015	41 520 000	470 892	41 990 892
	2016	21 375 000	456 762	21 831 762
Réforme État - Décentralisation	2015	1 899 683	0	1 899 683
	2016	1 751 946	0	1 751 946
Services du Premier ministre	2015	1 114 766 431	147 485 640	1 262 252 071
	2016	1 208 901 979	47 780 402	1 256 682 380
Sports	2015	495 000	0	495 000
	2016	495 000	0	495 000
Travail	2015	207 860 977	6 342 690	214 203 667
	2016	195 992 397	6 358 910	202 351 307
Total	2015	19 687 540 721	5 451 166 605	25 138 707 326
	2016	19 610 222 385	5 416 355 751	25 026 578 136

Le parc immobilier de type « bureau » contrôlé par l'État et occupé par le ministère de l'Action et des Comptes publics et par le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer représente respectivement 21,86 % et 20,70 % de la valeur totale ventilée par ministères.

La part de la valeur totale des biens de type « bureau » mis à disposition de l'État est occupée majoritairement par le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (34,68 %), notamment par les services décentralisés.

A contrario, la part de la valeur totale des biens de type « bureau » appartenant à l'État est occupée majoritairement par le ministère de l'Action et des Comptes publics (27,47 %).

Valeur du parc immobilier de type « bureau » contrôlé par l'État : ventilation par région
(en euros) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX et FI-AA

Région	Année	Propriétaire État	Mise à disposition	Total (arrondi à l'unité la plus proche)
Auvergne-Rhône-Alpes	2 015	1 012 881 002	220 642 625	1 233 523 627
	2 016	1 001 276 115	210 352 679	1 211 628 794
Bourgogne-Franche-Comté	2 015	309 648 685	110 719 690	420 368 375
	2 016	306 702 393	108 231 806	414 934 199
Bretagne	2 015	423 969 216	82 871 041	506 840 257
	2 016	424 693 844	77 531 467	502 225 311
Centre	2 015	259 587 066	62 386 431	321 973 497
	2 016	253 325 331	64 496 699	317 822 030
Corse	2 015	99 495 816	20 857 671	120 353 487
	2 016	97 589 814	21 606 961	119 196 775
Grand-Est	2 015	687 576 222	170 688 225	858 264 447
	2 016	692 731 788	170 150 222	862 882 010
Hauts-de-France	2 015	574 879 734	92 082 959	666 962 693
	2 016	580 804 271	129 502 705	710 306 976
Île-de-France	2 015	10 609 142 085	3 680 668 559	14 289 810 644
	2 016	10 606 192 769	3 659 659 880	14 265 852 649
Nouvelle-Aquitaine	2 015	799 038 249	147 434 492	946 472 741
	2 016	747 530 576	140 304 104	887 834 680
Normandie	2 015	344 970 155	121 076 193	466 046 348
	2 016	338 280 310	111 398 402	449 678 712
Occitanie	2 015	842 765 093	166 935 443	1 009 700 536
	2 016	775 550 013	157 852 382	933 402 394
Pays-de-la-Loire	2 015	456 674 083	88 110 016	544 784 099
	2 016	469 643 764	83 423 729	553 067 493
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	2 015	1 753 143 663	118 306 825	1 871 450 488
	2 016	886 369 651	251 943 302	1 138 312 953
Outre-mer	2 015	885 677 532	285 678 977	1 171 356 509
	2 016	682 113 208	114 891 688	797 004 896
Étranger	2 015	628 092 120	82 707 459	710 799 579
	2 016	1 747 418 538	115 009 725	1 862 428 264
Total	2 015	19 687 540 721	5 451 166 605	25 138 707 326
	2 016	19 610 222 385	5 416 355 751	25 026 578 136

La répartition de la valeur du parc immobilier à usage principal de bureaux contrôlé par l'État suit celle du parc immobilier dans son ensemble. Ainsi, la région Île-de-France regroupe la majorité du parc immobilier de bureaux contrôlé par l'État, soit 57 %.

MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE 133 DE LA LOI N° 2016-1917 DU 29 DÉCEMBRE 2016 DE FINANCES POUR 2017

Parc immobilier de type « bureau » occupé par l'État : ventilation par ministère et par propriétaire (en milliers de m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

	Plafond (article 133 LFI 2017)	Surfaces occupées au 31/12/2016
Affaires étrangères	500	464
Affaires sociales et santé, Ville, jeunesse et sports	195	179
Agriculture, agroalimentaire et forêt	147	124
Culture et communication	119	117
Défense	3104	3098
Économie et finances, Fonction publique	3735	3275
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	846	808
Environnement, énergie et mer, Logement et habitat durable	1246	1169
Intérieur, Outre-mer	4170	4210
Justice	1567	1676
Travail, emploi	198	178
Services du Premier ministre	264	283
Total	16 091	15 581

L'État poursuit la politique de rationalisation des surfaces de bureaux comme l'atteste la situation au 31 décembre 2016 qui se situe sous le plafond prévu à l'article 133. Trois ministères seulement (Intérieur, Justice et Services du Premier Ministre) affichent une situation de léger dépassement, situation qui s'explique principalement par des opérations immobilières en cours pour lesquelles les nouveaux bâtiments ont été livrés alors que les immeubles libérés à cette occasion n'ont pas été encore cédés.

L'État maintient ses efforts en la matière dans le cadre des orientations de la PIE déclinées dans le cadre des SPSI pour les administrations centrales et des SDIR pour les services déconcentrés. C'est un des critères pris en compte dans le cadre du processus de labellisation des opérations immobilières tant régionales que nationales.

Parc immobilier de type « bureau » occupé par les opérateurs de l'État : ventilation par ministère et par propriétaire (en milliers de m² de SUB) au 31.12.2016

Source de données : Chorus RE-FX

	Plafond (article 133 LFI 2017)	Surfaces occupées au 31/12/2016
Affaires étrangères	70	15
Affaires sociales et santé, Ville, jeunesse et sports	414	419
Agriculture, agroalimentaire et forêt	223	184
Culture et communication	389	95
Défense	91	89
Economie et finances, Fonction publique	744	173
Education nationale, enseignement supérieur et recherche	1306	1381
Environnement, énergie et mer, Logement et habitat durable	920	886
Intérieur, Outre-mer	48	47
Justice	3	3
Travail, emploi	12	651
Services du Premier ministre	9	9
Total	4229	3952

Les opérateurs continuent leurs efforts de fiabilisation et de rationalisation de leur parc immobilier de bureaux. Il convient également de noter, à la suite de changements de périmètres ministériels, des modifications de ministères de tutelle. C'est notamment le cas pour les opérateurs rattachés à l'Emploi qui relèvent maintenant du Travail et plus de l'Économie.

Les SPSI opérateurs fournissent la base permettant à l'État d'acter la poursuite des efforts de rationalisation des surfaces de bureaux par les opérateurs dans le cadre de leur stratégie immobilière.

FLUX IMMOBILIERS

ACQUISITIONS

Avertissement : il s'agit des acquisitions de plus de 0,5 million d'euros hors taxes de l'État et de ses opérateurs.

Répartition du parc immobilier acquis par l'État et les opérateurs par ministère (en euros) du 01.01.2016 au 31.12.2016

Source de données : requête dans Chorus

Ministère	Date signature	Rue	Code Postal	Ville	Occupation	Prix acquisition
Comptes publics	30/03/2016	AV DU DOCTEUR SCHWEITZER	69330	Meyzieu	État	1 596 156,42 €
Intérieur – Outre-mer	13/09/2016	R DES REMPARTS	01000	Bourg-en-Bresse	État	1 080 000,00 €
Éducation nationale – Enseignement supérieur – Recherche	28/09/2016	R FREDERIC JOLIOT CURIE	13013	Marseille 13e Arrondissement	État	800 000,00 €
Pouvoirs publics	16/11/2016	R SAINT DOMINIQUE	75007	Paris 7e Arrondissement	État- Assemblée nationale	63 000 000,00 €
Culture	25/03/2015	BD RASPAIL	75014	Paris 14e Arrondissement	Opérateur	52 000 000,00 €
Éducation nationale – Enseignement supérieur – Recherche	24/10/2016	AV DES FRERES LUMIERE	69008	Lyon 8e Arrondissement	Opérateur	640 000,00 €
Éducation nationale – Enseignement supérieur – Recherche	23/12/2016	PL SAINT THOMAS D'AQUIN	75007	Paris 7e Arrondissement	Opérateur	87 000 000,00 €
TOTAL						206 116 156,42 €

Nota : l'une des acquisitions listées a été signée en 2015 mais a une prise d'effet en 2016.

CESSIONS

Répartition du parc immobilier cédé par l'État par ministère (en euros) du 01.01.2015 au 31.12.2016

Source de données : Outil de Suivi des Cessions

Ministère	Année	Prix de cession
Affaires étrangères	2015	208 724 114
	2016	41 628 524
Agriculture	2015	5 895 939
	2016	18 651 976
Comptes publics	2015	8 326 731
	2016	28 356 932
Culture	2015	2 958 928
	2016	7 411 157
Armées	2015	171 769 320
	2016	162 282 112
Écologie	2015	40 114 100
	2016	51 586 173
Économie – Finances	2015	15 247 036
	2016	15 900 750
Éducation nationale – Enseignement supérieur – Recherche	2015	11 554 719
	2016	9 852 826
Intérieur	2015	26 207 430
	2016	121 961 961
Justice	2015	70 309 578
	2016	5 722 915
Logement – Ville	2015	2 061 542
	2016	71 820
Pouvoirs publics	2015	1 820 000
	2016	-
Santé	2015	-
	2016	116 385
Sports	2015	-
	2016	10 000
Services du Premier ministre	2015	293 271
	2016	64 237 900
Travail	2015	6 409 246
	2016	2 475 253
Multi-occupants ou vacants	2015	2 691 814
	2016	3 261 515
Total	2015	574 383 769
	2016	533 528 199

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les cessions réalisées en 2016 au titre de la loi du 18/01/13 de mobilisation du foncier public en faveur du logement sont récapitulées ci-dessous.

REGION	Département	Commune	Site Adresse	Utilisateur	Inscription sur liste régionale	Surface terrain	Nombre de logements programmés	dont sociaux	Opérateur social	Programme prévisionnel	Date de cession	Valeur vénale	Décote et déductions	Prix de cession	Taux global de décote
MIDI-PYRENEES	Haute-Garonne (31)	Toulouse	70, allée des Demoiselles 4bis, rue Goudouli	Intérieur	oui	1 250	63	63	Habitat Toulouse	PLAI (2315m²)	06/01/16	1 256 400	906 400	350 000	72%
NORD-PAS-DE-CALAIS	Nord (59)	Lille	Château du CETE 2, rue de Bruxelles	Ecologie	oui	1 447	51	51	Areli	45 places hébergement et réinsertion + 6 lits halte soins santé	25/01/16	838 706	838 706	0	100%
RHONE-ALPES	Isère (38)	Villefontaine	Bd. de Villefontaine	Ecologie	oui	2 805	96	96	RSF (filiale ISF)	96 PLAI (3520 m²)	19/04/16	277 467	126 544	150 923	45%
RHONE-ALPES	Ain (01)	Gex	483, rue de Gex la Ville	Ecologie	oui	3 046	23	23	Dynacité	9 PLAI (692 m²), 5 PLS (470 m²), 9 PLUS (727 m²)	10/05/16	763 156	513 156	250 000	67%
RHONE-ALPES	Isère (38)	Tullins	Lieu dit La Contamine	Ecologie	oui	2 440	24	24	SHA PLURALIS	6 PLAI (347 m²), 18 PLUS (1169 m²)	11/05/16	236 155	125 351	110 804	53%
ILE-DE-FRANCE	Hauts de Seine (92)	Antony	Rue Emile Levêque	Ecologie	oui	1 821	12	12	OPH Anthony Habitat	PLAI (170 m²), PLUS (706 m²)	27/05/16	758 400	582 480	175 920	77%
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	Alpes-Maritimes (06)	Roquebrune Cap Martin	Caserne Gardanne - BA 943 Avenue François de Montéon	Défense	oui	35 484	500	150	EPF PACA	45 PLAI (3379 m²), 105 PLUS (7883 m²), lgmts à coûts maîtrisés (13139m²), lgmts libres (13303m²)	15/06/16	30 610 450	9 183 135	21 427 315	30%
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	Alpes-Maritimes (06)	Grasse	Lieu dit Les Apres 126, Avenue Sidi Brahimi	Ecologie	oui	3 565	60	60	3F Immobilière Méditerranée	13 PLAI (915 m²), 18 PLS (1248 m²), 29 PLUS (1997 m²)	15/06/16	1 755 905	855 905	900 000	49%
AUVERGNE RHONE-ALPES	Rhône (69)	Lyon (7e)	108, Bd. Yves Farge 19, rue Girard	Travail	oui	1 356	107	107	Aralis	107 PLAI (3429 m²)	12/07/16	2 357 600	2 357 600	0	100%
AUVERGNE RHONE-ALPES	Ardèche (07)	Bourg Saint Endeol	6 avenue Jean Moulin	Intérieur	oui	2 658	19	19	OPH Ardèche Habitat	14 PLUS (936 m²) + 5 PLAI (317 m²)	13/07/16	394 111	46 380	347 731	12%
ILE-DE-FRANCE	Paris (75)	Paris (9e)	2, Cité Charles Godon	Travail	non	378	13	13	RVP	9 PLAI (535 m²), 4 PLUS (344 m²)	26/07/16	3 076 605	2 580 352	496 253	84%
LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI PYRENEES	Lozère (48)	Mende	78, rue du 11 Novembre	Santé	oui	656	8	8	Lozère Habitations	4 PLAI et 4 PLUS	01/08/16	176 081	59 696	116 385	34%
ALSACE CHAMPAGNE ARDENNES LORRAINE	Meurthe-et-Moselle (54)	Toul	37-39 rue Keller	Défense	oui	2 095	29	29	EPFL de Lorraine	résidence pour personnes âgées et jeunes 17 PLAI 5 PLUS, 7 PLS	02/08/16	145 000	85 000	60 000	59%
LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI PYRENEES	Aveyron (12)	Rodez	26, rue Raynal	Finances	oui	1 075	11	11	Sud Massif Central Habitat	4 PLAI (310,76 m²), 7 PLUS (609,04m²)	02/09/16	294 336	114 336	180 000	39%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	Pyrénées-Orientales (66)	Font-Romeu	2, avenue Dumayne	Ecologie	oui	2 846	22	22	OPHLM 66	PLAI (492,57m²), PLUS (715,72 m²), lgmts libres (275,68 m²)	09/09/16	515 460	145 411	370 049	28%
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	Bouches-du-Rhône (13)	La Ciotat	Square de Verdun	Intérieur	oui	445	8	8	SOGIMA	PLAI (196 m²), PLUS (143 m²)	16/09/16	260 000	229 220	30 780	88%

REGION	Département	Commune	Site Adresse	Utilisateur	Inscription sur liste régionale	Surface terrain	Nombre de logements programmés	dont sociaux	Opérateur social	Programme prévisionnel	Date de cession	Valeur vénale	Décote et déductions	Prix de cession	Taux global de décote
PAYS DE LA LOIRE	Loire-Atlantique (44)	Nantes	11, allée Baco	Justice	non	354	46	46	SA HLM Gambetta localif	46 PLAI (1342 m²)	26/09/16	725 000	535 000	190 000	74%
PAYS DE LA LOIRE	Loire-Atlantique (44)	Montoir de Bretagne	15, rue de Bourgogne	Intérieur	oui	2 789	35	35	OPH Silene	PLAI (1285 m²), PLUS (466 m²)	26/09/16	746 800	346 800	400 000	46%
GUYANE	-	Kourou	Allée des étoiles	Défense	non	1 788	17	17	SIMKO	PLUS	27/09/16	909 800	272 940	636 860	30%
NORMANDIE	Seine-Maritime (76)	Rouen	169, Bd de l'Europe	Justice	oui	3 128	62	62	Commune de Rouen	10 PLAI (627 m²), 52 PLUS (3969 m²)	05/10/16	1 011 023	792 743	218 280	78%
ILE-DE-FRANCE	Hauts-de-Seine (92)	Ville d'Avray	200, rue de Versailles	Ecologie	oui	2 319	34	34	I3F	PLAI (408 m²), PLS (694 m²), PLUS (1073 m²)	19/10/16	3 295 694	2 207 036	1 088 658	67%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	Hérault (34)	Vias	Rue Paradis	Ecologie	oui	5 410	36	36	OPH de Sète	11 PLAI (735 m²) et 25 PLUS (1978 m²)	26/10/16	653 690	352 690	301 000	54%
BRETAGNE	Côtes d'Armor (22)	Perros-Guirec	Les hauts de Trestraou Boulevard Jean Mermoz	Défense	oui	5 693	30	30	Côtes d'Armor Habitat	10 PLAI (664 m²), 20 PLUS (1342 m²)	16/11/16	700 000	350 000	350 000	50%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	Aude (11)	Port-la-Nouvelle	Ancienne gendarmerie 51, Boulevard de l'avenir	Intérieur	oui	4 976	27	27	OPH de l'Aude	9 PLAI et 18 PLUS	24/11/16	56 820	26 820	30 000	47%
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR	Alpes-Maritimes (06)	Antibes	Chemin Gastaud et de Lauvert	Ecologie	oui	1 469	13	13	Grand Delta Habitat	PLAI (374 m²), PLUS (417 m²)	29/11/16	950 000	574 583	375 417	60%
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR	Alpes-Maritimes (06)	Antibes	Avenue du Chataignier	Ecologie	oui	1 190	8	8	Grand Delta Habitat	PLAI (308 m²), PLUS (308 m²)	29/11/16	490 000	365 417	124 583	75%
CENTRE VAL DE LOIRE	Indre-et-Loire (37)	Tours	Casernes Beaumont-Chauveau	Défense	oui	92 251	600	120	Société d'Equipe ment de la Touraine	PLAI (1600 m²), PLS (5308 m²), PLUS (3700 m²)	30/11/16	4 645 229	2 150 895	1 949 010	46%
BRETAGNE	Côtes d'Armor (22)	Guingamp	3, rue Saint Nicolas	Intérieur	oui	343	6	6	Guingamp Habitat	4 PLUS (260m²), 2 PLAI (123 m²)	13/12/16	16 740	6 190	10 550	37%
ILE-DE-FRANCE	Seine-Saint-Denis (93)	Saint-Denis	2-4, rue Jean Moulin	Intérieur	oui	3 798	90	90	OPH Plaine Commune Habitat	49 PLAI (2308 m²), 41 PLUS (2548m²)	21/12/16	3 625 285	1 808 872	1 816 413	50%
ALSACE CHAMPAGNE ARDENNES LORRAINE	Bas-Rhin (67)	Sélestat	2, Boulevard Leclerc	Intérieur	oui	627	21	21	Commune de Sélestat	21 PLAI (955 m²)	21/12/16	277 360	208 020	69 340	75%
RHONE-ALPES	Haute-Savoie (74)	Thonon-les-Bains	Caserne Rollin 13, avenue du Châtelard Phase 2	Intérieur	oui	813	10	10	Leman Habitat OPH	2 PLAI (225 m²), 8 PLUS (760 m²)	23/12/16	791 726	597 960	193 766	76%
AUVERGNE	Puy-de-Dôme (63)	Beaumont	Rue La Garde Rue des Liondards	Ecologie	oui	8 222	70	70	EPF SMAF Auvergne	23 PLAI (1464 m²), 47 PLUS (3052m²)	28/12/16	1 403 400	303 400	1 100 000	22%
GRAND EST	Moselle (57)	Thionville	7, rue du Parc	Ecologie	oui	1 249	4	4	EPFL	-	28/12/16	250 000	125 000	125 000	50%
BRETAGNE	Ile-et-Vilaine (35)	Rennes	6, allée du Danemark	Economie	oui	223	8	8	SA HLM Aiguillon construction	8 PLS (582 m²)	30/12/16	57 100	40 740	16 360	71%

Total

34 cessions

200 009

2163

1333

64 321 499

29 814 778

33 961 397

46%

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

PRISES À BAIL

Avertissement : il s'agit des prises à bail de l'État et de ses opérateurs dont le loyer est supérieur à un million d'euros hors taxes dans la région Île-de-France et à 0,5 millions d'euros hors taxes dans les autres régions.

Ministère	Date signature	Dpt	SUB totale	Rue	Code Postal	Ville	Occupation	Loyer annuel
Éducation nationale – Enseignement supérieur – Recherche	24/07/2014	75	13 589	BD D'INDOCHINE / 1-7 RUE DES MARCHAIS	75019	Paris 19e Arrondissement	État	5 139 992,00 €
Pouvoirs publics	26/01/2015	75	2 537	R DE L'ECHELLE	75001	Paris 1er Arrondissement	État	1 100 000,00 €
Pouvoirs publics	15/09/2015	75	NS	R ALBERT EINSTEIN	75013	Paris 13e Arrondissement	État	1 519 500,00 €
Intérieur – Outre-mer	01/01/2016	67	NS	R DES REMPARTS	67000	Strasbourg	État	816 439,80 €
Budget – Comptes publics – Fonction publique	25/02/2016	93	7 976	RUE COURTOIS	93500	Pantin	État	1 550 000,00 €
Comptes publics	04/03/2016	73	456	route de Montrigon	73700	Bourg-Saint-Maurice	État	641 856,00 €
Travail	21/03/2016	31	4 850	ESP COMPANS CAFFARELLI	31000	Toulouse	État	791 336,00 €
Justice	25/03/2016	71	714	R PIERRE DELIRY	71100	Chalon-sur-Saône	État	1 656 000,00 €
Intérieur – Outre-mer	01/04/2016	50	12 389	R MICHEL PETRUCCIANI	50470	Cherbourg-Octeville	État	1 515 000,00 €
Intérieur – Outre-mer	26/04/2016	75	3 300	R DE MIROMESNIL	75008	Paris 8e Arrondissement	État	1 750 000,00 €
Intérieur – Outre-mer	31/05/2016	13	2 574	R DU MARECHAL GALLIENI	13200	Arles	État	750 446,76 €
Comptes publics	13/06/2016	94	8 945	ALL GEORGES POMPIDOU	94300	Vincennes	État	2 500 000,00 €
Comptes publics	05/07/2016	93	9 782	AV LEON GAUMONT	93100	Montreuil	État	4 055 766,00 €
Éducation nationale – Enseignement supérieur – Recherche	06/07/2016	75	856	AV DE FRANCE	75013	Paris 13e Arrondissement	État	11 083 333,33 €
Comptes publics	04/10/2016	93	6 081	AV JEAN LOLIVE	93500	Pantin	État	1 225 000,00 €
Justice	06/10/2016	59	2 939	R NATIONALE	59000	Lille	État	3 828 408,00 €
Intérieur – Outre-mer	16/11/2016	11	2 360	RTE NATIONALE 9	11100	Narbonne	État	1 026 000,00 €
Intérieur – Outre-mer	24/11/2016	87	11 459	QUA JOLI BOIS	87300	Bellac	État	749 842,08 €
Intérieur – Outre-mer	24/11/2016	59	1 205	R DE LA HAYE	59760	Grande-Synthe	État	861 264,00 €
Écologie	29/11/2016	94	4 438	CRS LOUIS LUMIERE	94300	Vincennes	État	107 483 505,00 €
Intérieur – Outre-mer	05/12/2016	38	962	R DU PEUIL	38340	Voreppe	État	2 109 348,00 €
Intérieur – Outre-mer	15/12/2016	12	NS	R DU CAPITAINE GUILLON	12200	Villefranche-de-Rouergue	État	943 000,00 €
Écologie	22/12/2016	69	13 065	PL JULES FERRY	69006	Lyon 6e Arrondissement	État	3 516 065,00 €
Travail	17/11/2014	59	1 015	R VAUCANSON	59000	Lille	Opérateur	2 332 961,64 €
Culture	27/11/2015	75	4 266	R D'ALESIA	75014	Paris 14e Arrondissement	Opérateur	1 417 285,00 €
Travail	30/12/2015	92	NS	RUE DES BLAINS	92220	Bagneux	Opérateur	2 880 000,00 €
	TOTAL		99 632					163 242 348,61 €

ÉVALUATION DES CRÉDITS DE L'ÉTAT CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Avertissements

Les données présentées dans les tableaux suivants doivent être interprétées avec prudence, notamment, dans l'analyse qui peut être faite de l'évolution du montant des crédits de l'État consacrés à la politique transversale.

L'ensemble des crédits immobiliers a été regroupé au sein de briques, c'est-à-dire d'unités de budgétisation primaires dédiées. Le périmètre des briques a été défini en coordination avec la direction du budget.

Pour chaque ministère, sont regroupés les crédits liés aux dépenses du «propriétaire» et les crédits liés aux dépenses de «l'occupant» selon la typologie ci-dessous.

Nature des dépenses	Brique
Acquisitions/constructions	Dépenses du propriétaire
Travaux structurants	Dépenses du propriétaire
Entretien lourd	Dépenses du propriétaire
Entretien courant	Dépenses de l'occupant
Énergies et fluides	Dépenses de l'occupant
Loyers budgétaires	Dépenses de l'occupant
Loyers non budgétaires	Dépenses de l'occupant
Autres dépenses	Dépenses de l'occupant

Les montants présentés dans cette annexe ont été recueillis auprès de chaque responsable de programme. "NC" est mentionné pour les contributions non communiquées et « ND » pour non déterminées.

Des commentaires dans la partie consacrée à la présentation des programmes concourant à la politique transversale apportent une analyse de l'évolution de ces montants sur la période considérée.

Pour les dépenses de personnel, un périmètre de fonctions immobilières a été défini et une valorisation des emplois a été faite sur la base d'un coût moyen d'emploi par catégorie d'emplois par programme.

Une annexe présente par ailleurs l'évaluation des crédits que les opérateurs consacrent à leurs dépenses immobilières.

ÉVALUATION PAR PROGRAMME ET PAR NATURE DES CRÉDITS DE L'ÉTAT CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

S'agissant d'une politique transversale soutenant l'action de l'État, l'évaluation des crédits consacrés à la politique transversale trouve un intérêt particulier à une présentation par grande nature de dépenses.

Afin d'assurer une cohérence dans la présentation de cette évaluation, il est retenu huit grandes natures de dépenses :

- acquisitions/constructions : opérations d'acquisitions, de constructions selon le code des marchés publics, en vente en l'état futur d'achèvement ou non,
- travaux structurants : travaux de réhabilitation, de restructuration, d'agrandissement, d'amélioration dont la réalisation augmente directement la valeur vénale de l'ensemble immobilier,
- entretien lourd : entretien à la charge du propriétaire,
- entretien courant : entretien à la charge de l'occupant,
- énergies et fluides : énergies et fluides consommés dans le cadre de la gestion de l'immobilier (eau, gaz, fioul, électricité, réseau de froid et de chaud),
- loyers budgétaires : loyers versés par les administrations occupantes à l'État-propriétaire pour les immeubles soumis à de tels loyers,
- loyers non budgétaires : loyers versés par l'État à des bailleurs publics (en dehors des loyers budgétaires) ou privés et charges locatives,
- autres dépenses.

Ministère ou programme	Briques	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
105 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	Brique Propriétaire	6 000 000	6 260 000	12 225 000	12 225 000	19 725 000	19 725 000
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	6 000 000	6 260 000	12 225 000	12 225 000	19 725 000	19 725 000
	Brique Occupant	150 788 815	150 257 132	151 903 636	155 585 620	155 630 528	158 537 418
	Entretien courant	15 321 725	15 554 591	9 230 000	9 230 000	13 606 856	13 606 856
	Énergies et fluides	15 829 490	14 187 014	20 105 072	20 263 036	18 386 010	16 464 836
	Loyers budgétaires	90 230 000	90 230 000	91 175 564	91 175 584	92 130 030	92 130 030
	Loyers non budgétaires	27 134 600	27 888 527	30 493 000	34 017 000	30 607 632	35 435 696
	Autres dépenses	2 273 000	2 397 000	900 000	900 000	900 000	900 000
	Total	156 788 815	156 517 132	164 128 636	167 810 620	175 355 528	178 262 418
152	Brique Propriétaire	104 873 614	72 721 110	101 667 940	63 671 339	105 000 000	132 555 178
	Acquisitions/constructions	16 021 960	11 890 364	13 000 000	16 474 550		
	Travaux structurants	0	0	0	0		
	Entretien lourd	88 851 654	60 830 746	88 667 940	47 196 789		
	Brique Occupant	728 697 404	621 875 643	809 589 541	672 558 150	819 509 520	657 544 281
	Entretien courant	55 299 493	53 167 150	54 779 290	40 277 146		
	Énergies et fluides	92 674 403	71 874 196	115 267 823	81 532 310		
	Loyers budgétaires	24 636 817	24 636 827	25 002 351	25 002 351		
	Loyers non budgétaires	532 074 707	438 803 346	590 029 020	488 310 578		
	Autres dépenses	24 011 984	33 394 124	24 511 057	37 435 765		
	Total	833 571 018	694 596 753	911 257 481	736 229 489	924 509 520	790 099 459
161	Brique Propriétaire	10 589 963	15 445 685	8 960 000	11 850 148	13 754 700	7 520 000
	Acquisitions/constructions	4 383 596	12 338 548	8 510 000	8 317 050		
	Travaux structurants	5 244 366	2 167 348	0	1 209 810		
	Entretien lourd	962 001	939 788	450 000	2 323 288		
	Brique Occupant	7 302 813	6 055 714	3 232 500	3 952 500	7 465 000	5 465 000
	Entretien courant	2 692 450	2 398 345	1 310 000	1 310 000		
	Énergies et fluides	2 121 979	1 413 542	1 002 000	1 542 000		
	Loyers budgétaires	367 412	367 412	315 000	315 000		
	Loyers non budgétaires	1 195 981	1 199 133	167 000	167 000		
	Autres dépenses	924 991	677 282	438 500	618 500		
	Total	17 892 776	21 501 399	12 192 500	15 802 648	21 219 700	12 985 000
176	Brique Propriétaire	83 311 945	166 313 557	153 000 000	151 740 000	0	0
	Acquisitions/constructions	23 503 776	90 080 432	96 160 000	87 930 000		
	Travaux structurants	36 460 715	58 084 314	35 400 000	37 860 000		
	Entretien lourd	23 347 454	18 148 811	21 440 000	25 950 000		
	Brique Occupant	276 825 458	244 214 658	299 773 196	236 246 463	0	0
	Entretien courant	88 204 606	70 786 160	74 635 087	51 090 095		
	Énergies et fluides	63 870 989	41 469 094	63 829 235	40 326 542		
	Loyers budgétaires	57 262 402	57 197 672	60 847 614	60 847 614		
	Loyers non budgétaires	63 643 540	68 506 518	92 479 728	76 000 680		
	Autres dépenses	3 843 920	6 255 214	7 981 532	7 981 532		
	Total	360 137 403	410 528 215	452 773 196	387 986 463	0	0

207	Brique Propriétaire	1 229 925	1 321 428	2 259 898	2 259 898	2 327 695	2 327 695
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	1 229 925	1 321 428	2 259 898	2 259 898	2 327 695	2 327 695
	Brique Occupant	1 756 082	2 034 431	3 086 483	3 086 483	3 179 077	3 179 077
	Entretien courant	1 336 651	1 694 774	2 616 857	2 616 857	2 695 363	2 695 363
	Énergies et fluides	397 729	317 954	447 924	447 924	461 361	461 361
	Loyers budgétaires	21 702	21 702	21 702	21 702	22 353	22 353
	Loyers non budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	2 986 007	3 355 859	5 346 381	5 346 381	5 506 773	5 506 773
216	Brique Propriétaire	64 531 506	41 284 660	20 014 852	49 161 628	23 830 057	54 069 126
	Acquisitions/constructions	61 126 430	38 148 508	7 014 852	36 161 628	6 230 057	35 969 126
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	3 405 076	3 136 152	13 000 000	13 000 000	17 600 000	18 100 000
	Brique Occupant	86 797 344	95 102 181	91 170 768	96 444 177	65 315 347	95 406 409
	Entretien courant	22 155 252	18 938 017	16 163 750	17 626 818	18 587 662	16 730 415
	Énergies et fluides	10 234 636	6 246 045	2 691 839	6 606 563	13 440 000	8 293 833
	Loyers budgétaires	21 957 205	21 957 205	21 308 032	21 308 032	21 602 910	21 602 910
	Loyers non budgétaires	32 868 435	48 379 098	50 389 275	50 284 891	10 984 775	48 079 251
	Autres dépenses	-418 184	-418 184	617 873	617 873	700 000	700 000
	Total	151 328 850	136 386 841	111 185 621	145 605 805	89 145 404	149 475 535
232	Brique Propriétaire	523 278	510 982	660 000	660 000	680 000	700 000
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	523 278	510 982	660 000	660 000	680 000	700 000
	Brique Occupant	116 914,00	1 293 238,00	3 206 000	1 071 000	97 000	1 195 000
	Entretien courant	0,00	127 424,00	430 000,00	195 000,00	50 000	178 000
	Énergies et fluides	14 650,00	14 650,00	16 000,00	16 000,00	17 000	17 000
	Loyers budgétaires	30 000,00	1 078 900,00	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	72 264,00	72 264,00	2 540 000,00	780 000,00	30 000	920 000
	Autres dépenses	0	0	220 000,00	80 000,00	0	80 000
	Total	640 192	1 804 220	3 866 000	1 731 000	777 000	1 895 000
303	Brique Propriétaire	1 840 410	1 807 282	3 138 000	3 277 500	5 100 000	5 300 000
	Acquisitions/constructions	300 000	743 547	0	0	0	0
	Travaux structurants	160 000	266 533	3 138 000	3 277 500	5 100 000	5 300 000
	Entretien lourd	1 380 410	797 202	0	0	0	0
	Brique Occupant	6 847 473	6 481 924	6 300 000	6 300 000	6 300 000	6 300 000
	Entretien courant	5 708 605	5 337 282	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
	Énergies et fluides	1 138 868	1 144 642	1 300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	8 687 883	8 289 206	9 438 000	9 577 500	11 400 000	11 600 000

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

307	Brique Propriétaire	14 262 135	28 659 512	38 565 409	38 365 409	38 898 454	38 365 409
	Acquisitions/constructions	989 127	7 491 221	585 086	1 867 116	2 490 000	2 960 007
	Travaux structurants	1 133 944	8 404 866	16 357 549	9 627 542	12 888 768	11 193 064
	Entretien lourd	12 139 064	12 763 425	21 622 774	26 870 751	23 519 686	24 212 338
	Brique Occupant	48 548 829	43 671 003	43 653 975	33 833 145	36 319 517	33 983 564
	Entretien courant	23 086 652	21 948 157	16 534 165	15 694 809	15 727 205	15 704 502
	Énergies et fluides	1 816 968	1 808 852	1 801 513	1 801 513	1 819 528	1 819 528
	Loyers budgétaires	2 765 580	2 765 580	4 263 624	4 263 624	4 340 369	4 340 369
	Loyers non budgétaires	1 392 796	758 584	1 095 281	692 491	705 585	705 585
	Autres dépenses	19 486 833	16 389 830	19 959 392	11 380 708	13 726 830	11 413 580
	Total	62 810 964	72 330 515	82 219 384	72 198 554	75 217 971	72 348 973
Ministère de l'Intérieur	Brique Propriétaire	281 162 777	328 064 217	328 266 099	320 985 922	189 590 906	240 837 408
	Acquisitions/constructions	106 324 889	160 692 621	125 269 938	150 750 344	8 720 057	38 929 133
	Travaux structurants	42 999 025	68 923 061	54 895 549	51 974 852	17 988 768	16 493 064
	Entretien lourd	131 838 862	98 448 535	148 100 612	118 260 726	44 127 381	45 340 033
	Brique Occupant	1 156 892 317	1 020 728 791	1 260 012 463	1 053 491 917	938 185 462	803 073 332
	Entretien courant	198 483 709	174 397 308	171 469 149	133 810 725	42 060 230	40 308 280
	Énergies et fluides	172 270 222	124 288 975	186 356 334	133 572 852	17 037 889	11 891 722
	Loyers budgétaires	107 041 118	108 025 298	111 758 323	111 758 323	25 965 633	25 965 633
	Loyers non budgétaires	631 247 723	557 718 943	736 700 304	616 235 640	11 720 360	49 704 836
	Autres dépenses	47 849 544	56 298 266	53 728 354	58 114 378	14 426 830	12 193 580
	Total	1 438 055 094	1 348 793 007	1 588 278 563	1 374 477 839	1 127 776 368	1 043 910 740
138 Ministère des Outre-mer	Brique Propriétaire	22 520 264	20 465 448	15 650 000	16 245 803	15 233 000	19 844 239
	Acquisitions/constructions	17 523 769	13 460 411	4 000 000	9 400 000	3 990 000	8 995 326
	Travaux structurants	2 093 459	2 423 750	6 100 000	4 700 000	1 340 000	2 129 205
	Entretien lourd	2 903 036	4 581 287	5 550 000	2 145 803	9 903 000	8 719 708
	Brique Occupant	18 744 804	18 206 883	10 000 000	10 000 000	11 570 000	11 570 000
	Entretien courant	6 542 173	6 230 010	1 000 000	1 000 000	2 000 000	2 000 000
	Énergies et fluides	2 485 460	2 336 911	1 000 000	1 000 000	1 070 000	1 070 000
	Loyers budgétaires	516 264	516 264	250 000	250 000	500 000	500 000
	Loyers non budgétaires	9 200 907	9 123 698	7 750 000	7 750 000	8 000 000	8 000 000
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	41 265 068	38 672 331	25 650 000	26 245 803	26 803 000	31 414 239
215 Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	Brique Propriétaire	2 355 022	3 161 535	7 707 879	7 194 770	3 524 410	3 650 018
	Acquisitions/constructions	259 899	640 524	0	350 000	860 000	860 000
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	2 095 123	2 521 011	7 707 879	6 844 770	2 664 410	2 790 018
	Brique Occupant	19 672 502	23 857 653	20 593 842	25 599 433	21 790 106	25 657 075
	Entretien courant	729 155	583 399	717 000	1 176 000	1 055 809	930 201
	Énergies et fluides	1 639 477	1 208 953	1 519 000	1 300 000	2 220 000	1 400 000
	Loyers budgétaires	14 068 671	14 068 671	15 869 039	15 869 039	15 967 652	15 967 652
	Loyers non budgétaires	3 215 405	7 976 836	2 469 009	7 234 599	2 526 851	7 339 428
	Autres dépenses	19 794	19 794	19 794	19 794	19 794	19 794
	Total	22 027 524	27 019 188	28 301 721	32 794 203	25 314 516	29 307 093

144	Brique Propriétaire	30 349 685	31 522 059	44 924 918	50 912 679	75 306 950	62 285 779
	Acquisitions/constructions	30 349 685	29 653 714	44 924 918	50 912 679	58 357 590	51 399 842
	Travaux structurants	0	1 868 346	0	0	500 000	200 000
	Entretien lourd	0	0	0	0	16 449 360	10 685 937
	Brique Occupant	7 034 015	6 752 315	6 942 105	6 964 079	8 549 790	8 334 583
	Entretien courant	794 446	526 162	393 006	396 170	712 451	494 012
	Énergies et fluides	5 766 609	5 780 307	6 500 000	6 500 000	7 470 000	7 470 000
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	472 960	445 846	49 099	67 909	367 339	370 571
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	37 383 701	38 274 375	51 867 023	57 876 758	83 856 740	70 620 362
146	Brique Propriétaire	24 901 974	24 505 952	30 762 400	25 278 440	41 090 640	35 206 321
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	24 901 974	24 505 952	30 762 400	25 278 440	41 090 640	35 206 321
	Brique Occupant	49 374 881	45 746 041	34 795 946	34 172 452	45 304 362	51 163 104
	Entretien courant	34 805 843	33 179 444	19 961 704	22 767 203	33 772 668	36 133 761
	Énergies et fluides	13 376 193	11 258 089	13 420 170	9 990 477	10 117 622	13 615 271
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	1 192 846	1 308 507	1 414 072	1 414 772	1 414 072	1 414 072
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	74 276 855	70 251 992	65 558 346	59 450 892	86 395 002	86 369 425
178	Brique Propriétaire	0	0	0	0	0	0
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	0	0	0	0	0	0
	Brique Occupant	487 377 472	383 060 619	309 486 672	335 050 752	342 250 000	357 250 000
	Entretien courant	135 633 474	130 156 611	94 442 565	98 728 517	104 450 000	109 000 000
	Énergies et fluides	335 513 682	232 061 475	201 372 387	221 659 785	222 700 000	245 200 000
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	976 043	922 458	2 322 613	1 431 575	2 550 000	1 600 000
	Autres dépenses	15 254 274	19 920 075	11 349 107	13 230 875	12 550 000	1 450 000
	Total	487 377 472	383 060 619	309 486 672	335 050 752	342 250 000	357 250 000
169	Brique Propriétaire	2 280 025	2 394 345	2 960 000	2 960 000	2 460 000	2 460 000
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	500 000	500 000
	Entretien lourd	2 280 025	2 394 345	2 960 000	2 960 000	1 960 000	1 960 000
	Brique Occupant	0	0	0	0	0	0
	Entretien courant	0	0	0	0	0	0
	Énergies et fluides	0	0	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	2 280 025	2 394 345	2 960 000	2 960 000	2 460 000	2 460 000

212	Brique Propriétaire	1 236 099 104	1 031 879 039	1 371 361 474	1 077 379 125	1 573 956 318	1 291 900 897
	Acquisitions/constructions	205 074 717	228 204 954	154 831 698	217 953 430	170 057 270	211 848 903
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	1 031 024 387	803 674 085	1 216 529 776	859 425 695	1 403 899 048	1 080 051 994
	Brique Occupant	548 559 253	556 529 806	528 243 223	483 205 455	757 775 752	702 700 055
	Entretien courant	370 351 033	362 964 031	353 348 838	306 943 547	566 879 410	521 777 784
	Énergies et fluides	590 606	4 101 072	6 489 381	4 365 047	1 757 912	4 300 000
	Loyers budgétaires	89 965 558	89 786 822	93 867 789	93 867 789	93 350 000	93 350 000
	Loyers non budgétaires	72 397 978	79 267 700	63 362 270	68 511 389	69 102 747	69 102 738
	Autres dépenses	15 254 078	20 410 181	11 174 945	9 517 683	26 685 683	14 169 533
	Total	1 784 658 357	1 588 408 845	1 899 604 697	1 560 584 580	2 331 732 070	1 994 600 952
Ministère des armées	Brique Propriétaire	1 293 630 788	1 089 607 050	1 450 008 792	1 156 530 244	1 692 813 908	1 391 852 997
	Acquisitions/constructions	236 074 427	257 858 668	200 756 616	269 866 109	228 414 860	263 248 745
	Travaux structurants	0	1 868 345	0	0	1 000 000	700 000
	Entretien lourd	1 057 556 362	829 880 037	1 249 252 176	886 664 135	1 463 399 048	1 127 904 252
	Brique Occupant	1 092 345 622	992 088 781	879 467 946	859 392 738	1 153 879 904	1 119 447 742
	Entretien courant	541 584 795	526 826 248	468 146 113	428 835 437	705 814 529	667 405 557
	Énergies et fluides	355 247 089	253 200 943	227 781 938	242 515 309	242 045 534	270 585 271
	Loyers budgétaires	89 965 558	89 786 822	93 867 789	93 867 789	93 350 000	93 350 000
	Loyers non budgétaires	75 039 827	81 944 512	67 148 054	71 425 645	73 434 158	72 487 381
	Autres dépenses	30 508 352	40 330 256	22 524 052	22 748 558	39 235 683	15 619 533
	Total	2 385 976 410	2 081 695 831	2 329 476 738	2 015 922 982	2 846 693 812	2 511 300 739
131	Brique Propriétaire	1 321 745	4 439 428	21 370 000	15 100 000	19 474 166	16 224 166
	Acquisitions/constructions	669 769	1 038 399	8 376 528	3 922 078	7 633 406	4 214 069
	Travaux structurants	28 551	81 495	2 463 685	1 307 359	2 245 119	1 404 690
	Entretien lourd	623 425	3 319 534	10 529 788	9 870 563	9 595 640	10 605 407
	Brique Occupant	0	0	0	0	0	0
	Entretien courant	0	0	0	0	0	0
	Énergies et fluides	0	0	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	1 321 745	4 439 428	21 370 000	15 100 000	19 474 166	16 224 166
175	Brique Propriétaire	12 630 000	13 445 000	31 516 119	22 722 759	18 035 070	29 469 546
	Acquisitions/constructions	1 362 112	9 623 383	7 346 465	10 115 206	4 204 008	13 118 589
	Travaux structurants	3 167 596	2 328 777	10 018 907	5 355 282	5 733 310	6 945 359
	Entretien lourd	8 100 291	1 492 840	14 150 747	7 252 271	8 097 752	9 405 598
	Brique Occupant	0	0	0	0	0	0
	Entretien courant	0	0	0	0	0	0
	Énergies et fluides	0	0	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	12 630 000	13 445 000	31 516 119	22 722 759	18 035 070	29 469 546

224	Brique Propriétaire	7 830 960	24 622 166	22 627 323	31 024 239	31 364 266	33 029 153
	Acquisitions/constructions	844 549	17 623 543	5 274 471	13 810 672	7 311 068	14 703 175
	Travaux structurants	1 964 000	4 264 748	7 193 177	7 311 768	9 970 633	7 784 285
	Entretien lourd	5 022 412	2 733 876	10 159 675	9 901 799	14 082 565	10 541 694
	Brique Occupant	22 421 307	25 521 132	31 995 834	26 422 576	28 358 115	26 778 294
	Entretien courant	0	0	0	0	0	0
	Énergies et fluides	0	0	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	18 848 262	18 848 262	17 687 256	19 413 654	15 676 329	19 675 013
	Loyers non budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	3 573 045	6 672 870	14 308 578	7 008 922	12 681 786	7 103 281
	Total	30 252 268	50 143 298	54 623 157	57 446 815	59 722 381	59 807 447
Ministère de la Culture	Brique Propriétaire	21 782 706	42 506 595	75 513 442	68 846 998	68 873 502	78 722 865
	Acquisitions/constructions	2 876 430	28 285 325	20 997 463	27 847 956	19 148 482	32 035 832
	Travaux structurants	5 160 147	6 675 020	19 675 769	13 974 410	17 949 062	16 134 334
	Entretien lourd	13 746 129	7 546 250	34 840 210	27 024 632	31 775 958	30 552 699
	Brique Occupant	22 421 307	25 521 132	31 995 834	26 422 576	28 358 115	26 778 294
	Entretien courant	0	0	0	0	0	0
	Énergies et fluides	0	0	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	18 848 262	18 848 262	17 687 256	19 413 654	15 676 329	19 675 013
	Loyers non budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	3 573 045	6 672 870	14 308 578	7 008 922	12 681 786	7 103 281
	Total	44 204 013	68 027 727	107 509 276	95 269 574	97 231 617	105 501 159
126	Brique Propriétaire	2 546 246	2 546 246	1 715 152	1 715 152	811 000	811 000
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	2 046 095	2 046 095	1 210 000	1 210 000	300 000	300 000
	Entretien lourd	500 151	500 151	505 152	505 152	511 000	511 000
	Brique Occupant	1 071 828	1 071 828	1 071 983	1 071 983	1 114 600	1 114 600
	Entretien courant	361 361	361 361	365 000	365 000	390 000	390 000
	Énergies et fluides	301 952	301 952	290 000	290 000	295 000	295 000
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	5 591	5 591	6 000	6 000	6 200	6 200
	Autres dépenses	402 924	402 924	410 983	410 983	423 400	423 400
	Total	3 618 073	3 618 073	2 787 135	2 787 135	1 925 600	1 925 600
112	Brique Propriétaire	0	0	0	0	0	0
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	0	0	0	0	0	0
	Brique Occupant	880 842	4 119 710	2 030 025	4 516 425	300 000	772 727
	Entretien courant	0	88 961	88 926	88 926	0	0
	Énergies et fluides	21 974	97 307	125 000	125 000	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	499 702	3 569 451	488 713	2 975 113	0	0
	Autres dépenses	359 167	363 992	1 327 387	1 327 387	300 000	772 727
	Total	880 842	4 119 710	2 030 025	4 516 425	300 000	772 727

164	Brique propriétaire (1)	2 510 634	1 564 123	1 480 000	1 480 000	1 500 000	1 500 000
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	1 751 155	981 364	490 000	490 000	500 000	500 000
	Entretien lourd	759 479	582 759	990 000	990 000	1 000 000	1 000 000
	Brique Occupant	16 777 283	9 530 126	13 380 000	9 090 000	10 088 000	8 850 000
	Entretien courant	970 052	986 707	1 000 000	1 000 000	0	0
	Énergies et fluides	1 778 109	998 786	1 100 000	1 100 000	1 755 000	877 000
	Loyers budgétaires	400 050	400 050	520 000	520 000	520 000	520 000
	Loyers non budgétaires	10 529 073	4 554 583	7 600 000	5 070 000	3 227 450	4 412 667
	Autres dépenses	3 100 000	2 590 000	3 160 000	1 400 000	4 585 550	3 040 333
	Total	19 287 917	11 094 249	14 860 000	10 570 000	11 588 000	10 350 000
165	Brique Propriétaire	8 015 139	6 391 913	7 673 320	6 030 000	8 905 000	6 970 887
	Acquisitions/constructions	1 742 511	1 511 373	700 000	0	0	2 208 000
	Travaux structurants	976 295	1 032 178	0	651 000	3 255 000	2 866 000
	Entretien lourd	5 296 333	3 848 362	6 973 320	5 379 000	5 650 000	1 896 887
	Brique Occupant	18 690 114	29 691 687	40 216 851	29 920 000	43 609 527	32 537 115
	Entretien courant	1 322 684	1 535 671	654 596	654 596	342 294	342 294
	Énergies et fluides	2 689 555	1 729 628	1 977 673	1 977 673	1 890 090	1 890 090
	Loyers budgétaires	4 961 628	4 961 628	5 164 198	5 164 198	5 891 004	5 891 004
	Loyers non budgétaires	5 271 877	16 703 725	29 052 653	18 755 802	29 839 071	18 766 659
	Autres dépenses	4 444 370	4 761 035	3 367 731	3 367 731	5 647 068	5 647 068
	Total	26 705 253	36 083 600	47 890 171	35 950 000	52 514 527	39 508 002
308	Brique Propriétaire	0	0	0	0	0	0
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	0	0	0	0	0	0
	Brique Occupant	1 616 890	7 073 014	6 732 000	1 640 246	191 000	1 662 000
	Entretien courant	623 069	428 646	71 000	78 246	80 500	80 500
	Énergies et fluides	108 489	167 631	61 000	61 000	50 500	61 500
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	649 951	6 109 526	6 600 000	1 501 000	60 000	1 520 000
	Autres dépenses	235 382	367 211	0	0	0	0
	Total	1 616 890	7 073 014	6 732 000	1 640 246	191 000	1 662 000
129	Brique Propriétaire	4 323 138	5 109 540	8 135 545	13 232 857	3 538 636	8 989 495
	Acquisitions/constructions	2 355 294	2 953 230	360 000	360 000	363 636	19 394
	Travaux structurants	1 967 845	2 156 310	4 837 000	9 876 312	2 375 000	7 970 101
	Entretien lourd	0	0	2 938 545	2 996 545	800 000	1 000 000
	Brique Occupant	46 211 853	45 790 542	34 294 919	53 644 503	34 380 579	64 501 311
	Entretien courant	5 086 515	4 638 827	10 323 365	8 028 279	8 922 108	10 567 308
	Énergies et fluides	4 329 393	2 598 801	2 208 573	3 257 583	4 794 786	3 729 824
	Loyers budgétaires	17 634 024	17 634 024	18 004 557	18 004 558	14 136 820	14 136 820
	Loyers non budgétaires	3 911 380	10 626 772	2 222 498	22 853 188	0	25 875 467
	Autres dépenses	15 250 542	10 292 118	1 535 926	1 500 895	6 526 865	10 191 892
	Total	50 534 991	50 900 082	42 430 464	66 877 360	37 919 215	73 490 806

333	Brique Propriétaire	0	0	0	0	0	0
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	0	0	0	0	0	0
	Brique Occupant	391 867 957	330 587 693	470 244 275	323 926 954	481 370 466	325 829 398
	Entretien courant	49 580 379	50 392 478	37 519 546	37 519 546	36 019 546	36 019 547
	Énergies et fluides	53 891 930	35 492 921	45 889 664	37 756 121	57 756 121	37 756 121
	Loyers budgétaires	131 147 534	131 220 911	132 597 155	132 597 155	134 851 307	134 851 307
	Loyers non budgétaires	121 062 785	82 286 952	223 677 413	85 493 635	222 182 995	86 641 927
	Autres dépenses	36 185 330	31 194 431	30 560 497	30 560 497	30 560 497	30 560 497
	Total	391 867 957	330 587 693	470 244 275	323 926 954	481 370 466	325 829 398
Services du Premier ministre	Brique Propriétaire	17 395 157	15 611 822	19 004 017	22 458 009	14 754 636	18 271 382
	Acquisitions/constructions	4 097 805	4 464 603	1 060 000	360 000	363 636	2 227 394
	Travaux structurants	6 741 390	6 215 947	6 537 000	12 227 312	6 430 000	11 636 101
	Entretien lourd	6 555 963	4 931 272	11 407 017	9 870 697	7 961 000	4 407 887
	Brique Occupant	477 116 768	427 864 600	567 970 053	423 810 111	571 054 171	435 267 151
	Entretien courant	57 944 060	58 432 651	72 787 702	70 499 862	68 018 232	69 663 432
	Énergies et fluides	63 121 400	41 387 026	51 651 910	44 567 377	66 541 497	44 609 535
	Loyers budgétaires	154 143 236	154 216 613	156 285 910	156 285 911	155 399 131	155 399 131
	Loyers non budgétaires	141 930 357	123 856 600	269 647 277	136 654 738	255 315 716	137 222 920
	Autres dépenses	59 977 715	49 971 711	40 362 523	38 567 492	48 043 381	50 635 917
	Total	494 511 925	443 476 422	586 974 070	446 268 120	585 808 808	453 538 533
181	Brique Propriétaire	610 977	681 534	690 000	920 000	630 000	685 000
	Acquisitions/constructions	78 180	113 507	88 292	153 222	80 000	115 000
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	
	Entretien lourd	532 797	568 028	601 708	766 778	550 000	570 000
	Brique Occupant	1 344 758	1 293 944	1 330 000	1 325 000	1 331 800	1 290 800
	Entretien courant	282 479	276 790	279 378,94	283 433	280 000	275 000
	Énergies et fluides	274 117	220 501	271 109	225 793	270 000	220 000
	Loyers budgétaires	1 860	1 860	1 840	1 905	1 800	1 800
	Loyers non budgétaires	230 461	226 324	227 932	231 756	230 000	226 000
	Autres dépenses	555 841	568 469	549 741	582 113	550 000	568 000
	Total	1 955 735	1 975 478	2 020 000	2 245 000	1 961 800	1 975 800
203	Brique Propriétaire	19 748 941	23 709 595	16 387 555	25 169 474	19 000 207	25 447 204
	Acquisitions/constructions	19 748 941	23 709 595	16 387 555	25 169 474	19 000 207	25 447 204
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	0	0	0	0	0	0
	Brique Occupant	9 428 167	9 428 167	9 419 473	9 419 473	10 523 129	10 523 129
	Entretien courant	0	0	0	0	0	0
	Énergies et fluides	0	0	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	9 428 167	9 428 167	9 419 473	9 419 473	10 523 129	10 523 129
	Total	29 177 108	33 137 762	25 807 028	34 588 947	29 523 336	35 970 333

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

205	Brique Propriétaire	3 168 765	1 931 089	1 310 000	1 310 000	1 310 000	1 310 000
	Acquisitions/constructions	1 122 380	1 039 210	500 000	500 000	500 000	500 000
	Travaux structurants	28 450	28 450	800 000	800 000	800 000	800 000
	Entretien lourd	2 017 935	863 429	10 000	10 000	10 000	10 000
	Brique Occupant	5 413 050	5 271 355	5 300 000	5 300 000	5 300 000	5 300 000
	Entretien courant	169 908	203 493	300 000	300 000	300 000	300 000
	Énergies et fluides	1 694 421	1 400 068	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
	Loyers budgétaires	1 281 061	1 281 061	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
	Loyers non budgétaires	1 786 666	1 954 682	1 900 000	1 900 000	1 900 000	1 900 000
	Autres dépenses	480 994	432 051	400 000	400 000	400 000	400 000
	Total	8 581 815	7 202 444	6 610 000	6 610 000	6 610 000	6 610 000
217	Brique Propriétaire	2 523 218	26 228 775	13 854 859	48 319 239	12 075 490	55 952 175
	Acquisitions/constructions	0	23 660 491	8 466 449	44 646 097	10 361 439	53 567 860
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	2 523 218	2 568 284	5 388 410	3 673 142	1 714 051	2 384 315
	Brique Occupant	39 034 083	66 984 051	35 749 700	47 560 672	39 121 500	38 211 335
	Entretien courant	4 668 421	9 682 547	6 288 217	8 406 351	2 822 651	2 943 328
	Énergies et fluides	3 399 087	2 907 263	1 294 560	2 719 830	4 906 637	3 326 637
	Loyers budgétaires	12 528 082	12 528 082	13 917 672	13 917 672	14 050 716	14 050 716
	Loyers non budgétaires	1 379 733	23 009 064	1 501 752	9 229 320	1 191 980	1 741 139
	Autres dépenses	17 058 760	18 857 095	12 747 499	13 287 499	16 149 516	16 149 516
	Total	41 557 301	93 212 826	49 604 559	95 879 911	51 196 990	94 163 510
613	Brique Propriétaire	2 642 603	2 753 545	2 812 000	2 068 000	0	0
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	2 642 603	2 753 545	2 812 000	2 068 000	0	0
	Brique Occupant	11 662 224	11 316 437	11 350 360	11 301 360	4 400 000	4 400 000
	Entretien courant	3 663 058	3 336 106	4 510 360	4 510 360	2 300 000	2 300 000
	Énergies et fluides	1 934 862	1 909 034	2 020 000	1 941 000	700 000	700 000
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	3 993 340	3 994 478	3 100 000	3 100 000	0	0
	Autres dépenses	2 070 964	2 076 819	1 720 000	1 750 000	1 400 000	1 400 000
	Total	14 304 827	14 069 982	14 162 360	13 369 360	4 400 000	4 400 000
Ministère de la Transition écologique	Brique Propriétaire	42 836 081	67 481 281	50 556 431	97 256 722	47 140 333	100 980 761
	Acquisitions/constructions	24 969 126	52 873 899	26 414 004	70 675 571	30 225 282	81 742 458
	Travaux structurants	6 769 840	6 244 397	7 337 000	13 027 312	7 230 000	12 436 101
	Entretien lourd	11 097 116	8 362 985	16 805 427	13 553 839	9 685 051	6 802 202
	Brique Occupant	530 992 068	509 548 173	641 204 495	508 855 525	648 262 584	511 565 398
	Entretien courant	62 782 389	68 318 691	79 375 919	79 206 213	71 140 882	72 906 759
	Énergies et fluides	68 214 908	45 694 357	54 446 470	48 787 207	72 948 134	49 436 171
	Loyers budgétaires	167 952 379	168 025 756	171 403 582	171 403 583	170 649 847	170 649 847
	Loyers non budgétaires	145 096 756	148 820 346	273 049 029	147 784 058	258 407 696	140 864 059
	Autres dépenses	86 945 636	78 689 024	62 929 495	61 674 464	75 116 026	77 708 562
	Total	573 828 150	577 029 454	691 760 926	606 112 247	695 402 918	612 546 159

134	Brique Propriétaire	72 034	70 321	0	0	0	0
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	57 463	57 463	0	0	0	0
	Entretien lourd	14 571	12 859	0	0	0	0
	Brique Occupant	1 751 225	1 464 911	1 923 570	1 923 570	817 544	1 416 068
	Entretien courant	217 501	275 613	52 616	52 616	52 616	52 616
	Énergies et fluides	126 591	84 314	62 928	62 928	62 928	62 928
	Loyers budgétaires	238 460	238 460	276 336	276 336	281 310	281 310
	Loyers non budgétaires	1 077 450	771 553	1 504 905	1 504 905	393 905	992 429
	Autres dépenses	91 223	94 971	26 785	26 785	26 785	26 785
	Total	1 823 259	1 535 232	1 923 570	1 923 570	817 544	1 416 068
156	Brique Propriétaire	20 351 227	20 960 360	34 200 000	28 700 000	26 600 000	26 600 000
	Acquisitions/constructions	3 910 863	4 554 982	10 300 000	5 300 000	10 000 000	10 000 000
	Travaux structurants	104 957	68 300	100 000	100 000	100 000	100 000
	Entretien lourd	16 335 406	16 337 078	23 800 000	23 300 000	16 500 000	16 500 000
	Brique Occupant	498 125 710	479 651 188	609 800 000	486 500 001	601 890 000	479 720 000
	Entretien courant	33 671 367	32 418 469	29 500 000	29 000 000	40 000 000	37 000 000
	Énergies et fluides	63 414 822	41 255 311	37 000 000	46 500 001	67 000 000	44 000 000
	Loyers budgétaires	236 352 069	236 352 069	242 300 000	242 300 000	245 660 000	245 660 000
	Loyers non budgétaires	111 704 271	113 672 307	253 750 000	117 200 000	203 730 000	104 560 000
	Autres dépenses	52 983 182	55 953 031	47 250 000	51 500 000	45 500 000	48 500 000
	Total	518 476 937	500 611 549	644 000 000	515 200 001	628 490 000	506 320 000
218	Brique Propriétaire	0	0	0	0	18 428 109	9 803 456
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	12 900 000	3 500 000
	Entretien lourd	0	0	0	0	5 528 109	6 303 456
	Brique Occupant	298 680 062	190 415 032	171 183 133	180 820 000	132 752 655	155 270 070
	Entretien courant	18 230 905	18 480 913	15 113 786	13 189 410	13 289 333	16 971 589
	Énergies et fluides	10 256 947	10 478 894	8 503 215	7 478 550	12 400 000	12 190 700
	Loyers budgétaires	108 483 708	108 483 708	109 112 641	109 112 641	81 084 609	81 084 609
	Loyers non budgétaires	147 173 770	36 940 454	21 650 000	34 570 000	6 490 000	25 520 000
	Autres dépenses	14 534 732	16 031 063	16 803 491	16 469 399	19 488 713	19 503 172
	Total	298 680 062	190 415 032	171 183 133	180 820 000	151 180 764	165 073 526
220	Brique Propriétaire	0	0	0	0	776 635	818 202
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	776 635	818 202
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	0	0	0	0	0	0
	Brique Occupant	19 634 773	18 925 507	20 207 293	19 432 958	29 977 365	19 409 775
	Entretien courant	882 673	975 682	1 792 994	1 170 537	0	0
	Énergies et fluides	1 938 663	1 492 518	1 435 461	1 435 461	0	0
	Loyers budgétaires	9 216 852	9 216 852	9 375 461	9 375 304	0	0
	Loyers non budgétaires	6 401 718	5 950 310	7 553 377	7 401 656	0	0
	Autres dépenses	1 194 867	1 290 145	50 000	50 000	29 977 365	19 409 775
	Total	19 634 773	18 925 507	20 207 293	19 432 958	30 754 000	20 227 977

302	Brique Propriétaire	8 498 803	8 790 218	12 378 000	10 635 657	9 919 000	11 851 500
	Acquisitions/constructions	2 285 422	2 705 678	8 595 000	6 852 657	8 514 000	9 886 500
	Travaux structurants	4 422 202	4 500 100	2 700 000	2 700 000	0	0
	Entretien lourd	1 791 179	1 584 440	1 083 000	1 083 000	1 405 000	1 965 000
	Brique Occupant	90 654 586	50 728 202	61 135 656	55 190 434	58 646 640	58 260 615
	Entretien courant	6 856 507	6 774 713	7 719 101	7 719 101	7 238 551	6 852 526
	Énergies et fluides	10 537 210	5 586 091	8 864 281	5 664 281	5 941 952	9 327 377
	Loyers budgétaires	17 687 083	17 687 083	18 130 000	18 130 000	18 287 450	18 287 450
	Loyers non budgétaires	50 007 091	15 037 057	20 703 173	17 957 951	19 032 662	16 032 662
	Autres dépenses	5 566 695	5 643 258	5 719 101	5 719 101	8 146 025	7 760 600
	Total	99 153 389	59 518 420	73 513 656	65 826 091	68 565 640	70 112 115
305	Brique Propriétaire	0	32 750	400 000	400 000	400 000	400 000
	Acquisitions/constructions	0	0	70 000	70 000	70 000	70 000
	Travaux structurants	0	32 750	330 000	330 000	330 000	330 000
	Entretien lourd	0	0	0	0	0	0
	Brique Occupant	3 329 567,11	3 328 523,99	3 900 000	3 900 000	3 800 000	3 800 000
	Entretien courant	845 179,58	845 179,58	964 000,00	964 000,00	940 000	940 000
	Énergies et fluides	131 306,76	130 988,32	370 000,00	370 000,00	350 000	350 000
	Loyers budgétaires	1 172 260,00	1 172 260,00	1 106 000,00	1 106 000,00	1 122 700	1 122 700
	Loyers non budgétaires	927 754,37	928 829,99	1 100 000,00	1 100 000,00	1 057 000	1 057 000
	Autres dépenses	253 066	251 266	360 000,00	360 000,00	330 300	330 300
	Total	3 329 567	3 361 274	4 300 000	4 300 000	4 200 000	4 200 000
Ministères Economie et Comptes publics	Brique Propriétaire	28 922 064	29 853 650	46 978 000	39 735 657	56 123 744	49 473 158
	Acquisitions/constructions	6 196 285	7 260 660	18 965 000	12 222 657	18 584 000	19 956 500
	Travaux structurants	4 584 622	4 658 613	3 130 000	3 130 000	13 330 000	3 930 000
	Entretien lourd	18 141 157	17 934 377	24 883 000	24 383 000	23 433 109	24 768 456
	Brique Occupant	912 175 924	744 513 364	868 149 652	747 766 963	827 884 204	717 876 528
	Entretien courant	60 704 132	59 770 570	55 142 497	52 095 664	61 520 500	61 816 731
	Énergies et fluides	86 405 539	59 028 117	56 235 885	61 511 221	85 754 880	65 931 005
	Loyers budgétaires	373 150 432	373 150 432	380 300 438	380 300 281	346 436 069	346 436 069
	Loyers non budgétaires	317 292 054	173 300 511	306 261 455	179 734 512	230 703 567	148 162 091
	Autres dépenses	74 623 766	79 263 734	70 209 377	74 125 285	73 491 823	76 120 857
	Total	941 097 987	774 367 014	915 127 652	787 502 620	884 007 948	767 349 686
309	Brique Propriétaire	102 774 427	103 727 441	0	0	0	0
	Acquisitions/constructions	46 711 436	48 168 792	0	0	0	0
	Travaux structurants	293 328	419 470	0	0	0	0
	Entretien lourd	55 769 664	55 139 179	0	0	0	0
	Brique Occupant	22 914 939	24 402 788	0	0	0	0
	Entretien courant	2 218 161	2 629 329	0	0	0	0
	Énergies et fluides	270 131	518 898	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	11 002	11 002	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	158 830	152 830	0	0	0	0
	Autres dépenses	20 256 815	21 090 729	0	0	0	0
	Total	125 689 366	128 130 229	0	0	0	0

723	Brique Propriétaire	180 648 589	250 457 793	273 845 956	286 604 207	382 560 663	444 825 990
	Acquisitions/constructions	162 307 339	205 047 098	273 695 739	286 566 728	382 350 811	444 767 820
	Travaux structurants	2 325 991	6 734 284	0	0	0	0
	Entretien lourd	16 015 259	38 676 411	150 217	37 479	209 852	58 170
	Brique Occupant	61 347 453	65 495 510	101 697 044	88 188 793	142 069 978	136 874 010
	Entretien courant	3 196 987,87	4 240 975,07	41 309 730,00	26 085 593,00	57 709 370	40 486 320
	Énergies et fluides	2 104 030,67	2 140 561,16	1 765 052,00	1 761 527,00	2 465 764	2 733 990
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	191 010,50	2 299 307,02	7 923 957,00	7 345 943,00	11 069 707	11 401 320
	Autres dépenses	55 855 424	56 814 667	50 698 305,00	52 995 730,00	70 825 137	82 252 380
	Total	241 996 043	315 953 303	375 543 000	374 793 000	524 630 641	581 700 000
724	Brique Propriétaire	0	0	115 266 832	114 863 293	0	0
	Acquisitions/constructions	0	0	115 203 602	114 848 272	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	0	0	63 230	15 021	0	0
	Brique Occupant	0	0	42 806 168	35 343 707	0	0
	Entretien courant	0	0	17 388 030,00	10 454 407,00	0	0
	Énergies et fluides	0	0	742 943,00	705 973,00	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0,00	0,00	0	0
	Loyers non budgétaires	0	0	3 335 340,00	2 944 057,00	0	0
	Autres dépenses	0	0	21 339 855,00	21 239 270,00	0	0
	Total	0	0	158 073 000	150 207 000	0	0
348	Brique Propriétaire	0	0	0	0	20 000 000	20 000 000
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	0	0	0	0	20 000 000	20 000 000
	Brique Occupant	0	0	0	0	0	0
	Entretien courant	0	0	0	0	0	0
	Énergies et fluides	0	0	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	0	0	0	0	20 000 000	20 000 000
107	Brique Propriétaire	280 591 935	306 219 724	1 818 500 000	352 210 000	439 400 000	276 556 639
	Acquisitions/constructions	177 401 922	212 765 470	1 627 400 000	208 290 000	353 223 651	190 620 417
	Travaux structurants	53 997 687	48 283 466	79 150 000	49 660 000	42 434 389	42 925 609
	Entretien lourd	49 192 327	45 170 787	111 950 000	94 260 000	43 741 960	43 010 613
	Brique Occupant	290 202 134	395 997 333	256 200 000	382 800 000	291 800 000	412 800 000
	Entretien courant	106 965 342	170 754 860	89 400 000	156 900 000	119 400 000	186 900 000
	Énergies et fluides	96 040 154	116 592 870	78 000 000	123 000 000	78 000 000	123 000 000
	Loyers budgétaires	2 087 862	2 611 577	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000
	Loyers non budgétaires	32 279 847	20 175 295	31 400 000	22 500 000	37 000 000	22 500 000
	Autres dépenses	52 828 928	85 862 731	55 000 000	78 000 000	55 000 000	78 000 000
	Total	570 794 069	702 217 057	2 074 700 000	735 010 000	731 200 000	689 356 639

166	Brique Propriétaire	64 027 822	61 836 321	166 224 364	100 053 999	192 240 000	206 340 000
	Acquisitions/constructions	2 777 462	5 643 852	16 571 302	23 740 382	64 566 219	130 063 183
	Travaux structurants	11 895 807	14 674 221	80 680 755	25 212 190	67 625 766	30 426 659
	Entretien lourd	49 354 553	41 518 247	68 972 307	51 101 426	60 048 015	45 850 158
	Brique Occupant	173 400 655	167 604 575	215 190 672	197 757 368	245 186 960	227 566 960
	Entretien courant	49 667 886	43 424 605	62 077 930	64 025 737	101 790 237	94 426 627
	Énergies et fluides	33 034 860	24 442 412	35 092 080	24 594 759	28 303 838	26 256 310
	Loyers budgétaires	1 666 216	1 618 359	1 666 216	1 618 359	1 618 359	1 618 359
	Loyers non budgétaires	25 917 770	40 462 261	47 595 460	49 402 509	46 298 894	42 949 585
	Autres dépenses	63 113 923	57 656 939	68 758 986	58 116 005	67 175 633	62 316 079
	Total	237 428 477	229 440 896	381 415 036	297 811 367	437 426 960	433 906 960
182	Brique Propriétaire	3 900 558	8 073 357	14 114 393	10 630 401	16 749 224	11 080 401
	Acquisitions/constructions	868 630	3 749 963	369 988	1 927 303	0	1 219 234
	Travaux structurants	459 841	567 985	2 269 519	938 221	9 949 697	3 606 366
	Entretien lourd	2 572 087	3 755 409	11 474 886	7 764 877	6 799 527	6 254 801
	Brique Occupant	40 971 233	34 279 113	43 852 619	34 924 619	50 878 497	37 132 596
	Entretien courant	7 733 456	6 086 452	5 448 000	5 447 000	7 120 000	7 120 000
	Énergies et fluides	7 666 731	4 387 926	4 576 239	4 367 339	4 410 000	4 410 000
	Loyers budgétaires	3 923 498	3 925 614	4 297 833	4 297 833	4 375 000	4 375 000
	Loyers non budgétaires	15 344 737	13 583 628	21 065 901	14 652 047	28 655 000	14 915 000
	Autres dépenses	6 302 811	6 295 492	8 464 646	6 160 400	6 318 497	6 312 596
	Total	44 871 791	42 352 470	57 967 012	45 555 020	67 627 721	48 212 997
310	Brique Propriétaire	3 031 551	4 810 880	4 340 000	2 200 000	4 280 000	4 400 000
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	1 600 000	1 400 000
	Entretien lourd	3 031 551	4 810 880	4 340 000	2 200 000	2 680 000	3 000 000
	Brique Occupant	21 051 078	31 831 078	22 298 068	34 068 068	25 411 920	41 077 340
	Entretien courant	1 420 000	1 420 000	1 460 000	1 460 000	3 880 000	1 500 000
	Énergies et fluides	850 000	850 000	1 130 000	1 130 000	1 410 000	1 410 000
	Loyers budgétaires	5 371 078	5 371 078	5 398 068	5 398 068	5 120 000	5 120 000
	Loyers non budgétaires	9 620 000	20 400 000	10 470 000	22 240 000	11 341 840	31 175 248
	Autres dépenses	3 790 000	3 790 000	3 840 000	3 840 000	3 660 080	1 872 092
	Total	24 082 629	36 641 958	26 638 068	36 268 068	29 691 920	45 477 340
Ministère de la Justice	Brique Propriétaire	351 551 866	380 940 282	2 003 178 757	465 094 400	652 669 224	498 377 040
	Acquisitions/constructions	181 048 013	222 159 286	1 644 341 290	233 957 685	417 789 870	321 902 834
	Travaux structurants	66 353 335	63 525 672	162 100 274	75 810 411	121 609 852	78 358 634
	Entretien lourd	104 150 518	95 255 324	196 737 193	155 326 303	113 269 502	98 115 572
	Brique Occupant	525 625 099	629 712 099	537 541 359	649 550 055	613 277 377	718 576 896
	Entretien courant	165 786 684	221 685 917	158 385 930	227 832 737	232 190 237	289 946 627
	Énergies et fluides	137 591 746	146 273 208	118 798 319	153 092 098	112 123 838	155 076 310
	Loyers budgétaires	13 048 654	13 526 628	13 762 117	13 714 260	13 513 359	13 513 359
	Loyers non budgétaires	83 162 354	94 621 183	110 531 361	108 794 556	123 295 734	111 539 833
	Autres dépenses	126 035 662	153 605 162	136 063 632	146 116 405	132 154 210	148 500 767
	Total	877 176 966	1 010 652 380	2 540 720 116	1 114 644 455	1 265 946 601	1 216 953 936

214 Ministère de l'éducation nationale	Brique Propriétaire	79 477 863	100 947 013	112 176 853	119 504 274	132 106 047	92 246 075
	Acquisitions/constructions	66 299 570	82 313 339	74 003 939	74 627 632	114 606 047	78 648 445
	Travaux structurants	4 877 185	8 366 116	21 938 914	20 452 643	5 400 000	11 895 000
	Entretien lourd	8 301 108	10 267 558	16 234 000	24 423 999	12 100 000	1 702 630
	Brique Occupant	129 286 126	140 063 687	127 674 467	136 614 207	173 394 511	147 110 203
	Entretien courant	21 717 560	22 690 707	21 462 385	21 462 385	22 652 438	22 652 438
	Énergies et fluides	11 421 551	9 216 246	8 545 764	11 777 026	18 301 621	11 894 796
	Loyers budgétaires	70 265 128	70 265 128	71 228 692	71 228 692	72 530 644	72 530 644
	Loyers non budgétaires	25 881 887	37 891 606	26 437 626	32 146 104	59 909 808	40 032 325
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	208 763 989	241 010 700	239 851 320	256 118 481	305 500 558	239 356 278
150	Brique Propriétaire	366 042 358	228 380 846	255 218 875	217 648 715	279 205 528	276 585 699
	Acquisitions/constructions	3 997 214	5 199 456				
	Travaux structurants	12 819 399	39 609 951				
	Entretien lourd	185 641	362 997				
	Autres dépenses (*)	349 040 104	183 208 442	255 218 875	217 648 715	279 205 528	276 585 699
	Brique Occupant	50 205 125	50 205 125	66 235 000	66 235 000	66 899 825	66 899 825
	Entretien courant	208 361	529 762	0	0	0	0
	Énergies et fluides	63 640	63 613	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	13 118 514	12 108 483	0	0	0	0
	Autres dépenses	36 814 610	37 503 267	66 235 000	66 235 000	66 899 825	66 899 825
	Total	416 247 483	278 585 971	321 453 875	283 883 715	346 105 353	343 485 524
231	Brique Propriétaire	6 785 418	10 112 356	19 180 000	15 950 000	14 760 000	19 120 000
	Acquisitions/constructions	-52 157	-51 810	0	0	0	0
	Travaux structurants	6 504 353	9 851 421	19 180 000	15 950 000	14 760 000	19 120 000
	Entretien lourd	333 222	312 745	0	0	0	0
	Brique Occupant	100 062 903	66 725 487	0	0	0	0
	Entretien courant	4 586	13 146	0	0	0	0
	Énergies et fluides	0	0	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Autres dépenses	100 058 317	66 712 341	0	0	0	0
	Total	106 848 321	76 837 843	19 180 000	15 950 000	14 760 000	19 120 000
Ministère Enseignement supérieur et recherche	Brique Propriétaire	372 827 776	238 493 202	274 398 875	233 598 715	293 965 528	295 705 699
	Acquisitions/constructions	3 945 057	5 147 646	0	0	0	0
	Travaux structurants	19 323 752	49 461 372	19 180 000	15 950 000	14 760 000	19 120 000
	Entretien lourd	518 863	675 742	0	0	0	0
	Brique Occupant	150 268 028	116 930 612	66 235 000	66 235 000	66 899 825	66 899 825
	Entretien courant	212 947	542 908	0	0	0	0
	Energies et fluides	63 640	63 613	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	13 118 514	12 108 483	0	0	0	0
	Autres dépenses	136 872 927	104 215 608	66 235 000	66 235 000	66 899 825	66 899 825
	Total	523 095 804	355 423 814	340 633 875	299 833 715	360 865 353	362 605 524

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

124 Ministère des Solidarités et de la Santé	Brique Propriétaire	562 889	831 613	700 000	700 000	707 000	707 000
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	562 889	831 613	700 000	700 000	707 000	707 000
	Brique Occupant	48 129 300	78 366 314	50 723 712	70 617 389	79 449 585	87 704 386
	Entretien courant	3 482 614	3 037 401	6 908 250	6 908 250	7 952 149	7 481 158
	Énergies et fluides	4 079 248	2 112 473	2 084 732	2 084 732	2 457 341	2 305 580
	Loyers budgétaires	24 074 066	24 074 066	27 475 393	27 475 393	29 920 502	29 920 502
	Loyers non budgétaires	12 381 646	41 567 873	6 590 776	26 484 443	30 403 571	41 419 414
	Autres dépenses	4 111 725	7 574 500	7 664 561	7 664 571	8 716 022	6 577 733
	Total	48 692 188	79 197 926	51 423 712	71 317 389	80 156 585	88 411 386
155 Ministère du Travail	Brique Propriétaire	0	0	0	0	0	0
	Acquisitions/constructions	0	0	0	0	0	0
	Travaux structurants	0	0	0	0	0	0
	Entretien lourd	0	0	0	0	0	0
	Brique Occupant	9 268 773	7 418 599	11 361 524	25 081 945	3 668 426	3 761 874
	Entretien courant	5 536 841	4 907 292	2 316 102	4 147 417	1 015 588	727 814
	Énergies et fluides	209 396	210 089	411 234	352 263	215 346	155 785
	Loyers budgétaires	887 008	887 008	3 050 537	3 050 537	938 847	938 847
	Loyers non budgétaires	1 872 469	876 819	4 038 836	16 165 400	913 198	1 063 262
	Autres dépenses	763 059	537 392	1 544 815	1 366 329	585 448	876 166
	Total	9 268 773	7 418 599	11 361 524	25 081 945	3 668 426	3 761 874
219 Ministère des Sports	Brique Propriétaire	1 337 273	6 553 245	4 723 849	8 229 547	5 169 060	6 101 055
	Acquisitions/constructions	0	0	0	1 614 698	0	1 687 872
	Travaux structurants	1 337 273	6 553 245	4 723 849	6 614 849	5 169 060	4 413 183
	Entretien lourd	0	0	0	0	0	0
	Brique Occupant	11 525 914	11 675 914	11 899 688	12 049 688	12 004 107	12 154 107
	Entretien courant	0	0	0	0	0	0
	Énergies et fluides	0	0	0	0	0	0
	Loyers budgétaires	0	0	0	0	0	0
	Loyers non budgétaires	11 525 914	11 675 914	11 899 688	12 049 688	12 004 107	12 154 107
	Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
	Total	12 863 187	18 229 159	16 623 537	20 279 235	17 173 167	18 255 162
TOTAL	Brique Propriétaire	2 791 643 964	2 673 479 787	4 774 698 765	2 950 603 552	3 580 832 326	3 263 734 306
	Acquisitions/constructions	853 964 396	1 084 021 775	2 502 735 883	1 251 880 875	1 225 546 044	1 293 708 167
	Travaux structurants	156 117 957	225 853 346	299 081 354	205 634 477	205 776 743	165 609 521
	Entretien lourd	1 432 521 508	1 180 396 224	1 717 662 652	1 275 439 486	1 731 549 311	1 367 755 740
	Autres dépenses (*)	349 040 104	183 208 442	255 218 875	217 648 715	299 205 528	296 585 699
	Brique Occupant	4 875 405 973	4 571 397 813	4 803 181 922	4 460 656 647	4 859 792 729	4 531 014 104
	Entretien courant	1 092 245 411	1 115 028 242	1 037 640 844	1 007 038 620	1 221 298 588	1 222 843 741
	Énergies et fluides	860 040 907	662 609 893	682 083 852	680 890 037	575 996 357	589 865 466
	Loyers budgétaires	970 060 402	971 417 197	997 830 569	999 509 040	877 580 712	881 579 396
	Loyers non budgétaires	1 360 743 698	1 212 188 191	1 597 956 367	1 273 443 402	853 226 388	679 829 751
	Autres dépenses	592 315 556	610 154 291	510 435 559	522 540 818	526 979 947	516 150 252
	Total	7 667 049 937	7 244 877 599	9 577 880 687	7 411 260 200	8 440 625 055	7 794 748 409

ÉVALUATION DES EMPLOIS ET DES DÉPENSES DE PERSONNEL DE L'ÉTAT CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Avertissements

En aucun cas les résultats présentés dans les tableaux suivants ne pourraient être considérés comme un engagement des responsables de programme à respecter le nombre des emplois et le montant des dépenses de personnel afférentes dans le cadre de leur gestion immobilière.

Les résultats présentés dans les tableaux suivants doivent être interprétés avec prudence. Les données présentées dans les tableaux suivants ont été agrégées à partir des données déclarées par les responsables de programme sur le périmètre dont ils sont responsables. Le total 2018 n'est pas directement comparable au total 2017 compte tenu des programmes pour lesquels les données n'ont pas été communiquées.

Ces données n'existent pas de manière centralisée au niveau de l'État. Leur calcul a été établi à partir des systèmes d'information à disposition des responsables de programme de chaque ministère. Néanmoins, il a été proposé à chacun des responsables de programme de suivre des principes et une méthode de calcul communs afin de pouvoir consolider les données. Notamment, sauf exception signalée dans les précisions méthodologiques rédigées pour chaque programme, les emplois sont calculés en tant qu'équivalents d'un temps plein travaillé et les dépenses de personnel sont considérées prendre en compte les rémunérations d'activité (catégorie 21), les cotisations et contributions sociales (catégorie 22) et les prestations sociales et allocations diverses (catégorie 23), exception faite des contributions au compte d'affectation spéciale « pensions ».

Les méthodes de calcul utilisées pour approcher les emplois et dépenses de personnel de l'État en charge de fonctions immobilières sont présentées dans la partie consacrée à la présentation des programmes concourant à la politique transversale.

ÉVALUATION PAR CATÉGORIE DES EMPLOIS ET DES DÉPENSES DE PERSONNEL DE L'ÉTAT CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Avertissement : les catégories d'emplois utilisées sont celles correspondant aux catégories d'emplois de la fonction publique de l'État et aux catégories d'emplois du personnel militaire de l'État. De manière générale ces catégories d'emplois sont utilisées par les ministères dans les projets et rapports annuels de performance. Néanmoins, du fait de spécificités, certains ministères utilisent des catégories d'emplois différentes. L'agrégation des emplois selon la classification proposée dans le tableau suivant a donc nécessité un reclassement des emplois n'entrant pas dans les catégories d'emplois génériques. Ce reclassement a été fait sur la base du coût moyen d'un ETPT.

Les données du PLF 2018 et de la LFI 2017 ne sont pas directement comparables, en l'absence de données exhaustives pour 2018.

Catégorie d'emplois	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	ETPT	Dépenses	ETPT	Dépenses	ETPT	Dépenses
Emplois de catégorie A ou officiers ou assimilés	3 023,52	240 127 241	3 180,30	257 944 084	2 872,24	249 880 901
Emplois de catégorie B ou sous-officiers ou assimilés	3 300,59	191 044 943	3 429,37	203 591 642	3 478,36	209 910 203
Emplois de catégorie C ou militaire du rang ou assimilés	5 787,84	255 434 473	5 579,45	251 339 036	5 396,98	243 404 866
Total	12 111,95	686 606 657	12 189,12	712 874 762,38	11 747,58	703 195 970,92

ÉVALUATION PAR PROGRAMME ET PAR SITUATION DES EMPLOIS ET DES DÉPENSES DE PERSONNEL DE L'ÉTAT CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Avertissement : les emplois sont rattachés au programme sur lequel les dépenses de personnel afférentes sont imputées. Aussi un programme peut financer les dépenses de personnel en charge de fonctions immobilières alors que ces fonctions sont remplies au bénéfice d'un autre programme. C'est par exemple le cas général des programmes de soutien à la conduite des politiques publiques menées par les ministères. Par ailleurs, pour les raisons citées précédemment, une comparaison des informations entre ministère reste approximative.

			Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
Ministère	Programme	Catégorie d'emplois	ETPT	Dépenses	ETPT	Dépenses	ETPT	Dépenses
Culture		A (dont A+)	17,40	77 034	18,40	77 804	18,40	78 582
		B	7,50	51 080	6,20	51 591	6,20	52 107
		C	2,00	43 898	2,00	44 337	2,00	44 780
	224	TOTAL	26,90	172 012	26,60	173 732	26,60	175 469
Armées		A (dont A+)	26,00	2 490 826	30,00	2 897 880	30,00	2 956 770
		B	56,40	3 540 905	57,40	3 674 117	59,40	3 875 553
		C	46,90	2 110 312	43,90	1 997 143	43,90	2 018 522
	144	TOTAL	129,30	8 142 043	131,30	8 569 140	133,30	8 850 845
		A (dont A+)	1 401,90	140 056 216	1 487,00	151 334 924	1 488,00	154 705 171
		B	2 193,70	139 750 444	2 352,80	152 434 443	2 393,80	157 975 676
		C	3 249,88	161 768 230	3 116,80	157 188 154	2 975,80	151 291 660
	212	TOTAL	6 845,48	441 574 890	6 956,60	460 957 521	6 857,60	463 972 507
Justice		A (dont A+)	70,60	4 052 652	70,60	4 005 420	70,60	4 029 036
		B	47,00	1 933 157	47,00	1 926 718	47,00	1 929 938
		C	22,50	736 898	22,50	731 768	22,50	734 333
	107	TOTAL	140,10	6 722 706	140,10	6 663 906	140,10	6 693 306
		A (dont A+)	55,80	2 759 477	69,44	4 111 612	80,34	4 757 012
		B	0,00	0	0,00	0	0,00	0
		C	0,00	0	0,00	0	0,00	0
	166	TOTAL	55,80	2 759 477	69,44	4 111 612	80,34	4 757 012
		A (dont A+)	17,60	1 248 403	17,60	1 264 824	17,60	1 273 166
		B	5,00	258 295	5,00	259 340	5,00	261 050
		C	3,10	135 699	3,10	135 234	3,10	136 127
	182	TOTAL	25,70	1 642 397	25,70	1 659 398	25,70	1 670 343
		A (dont A+)	52,81	3 317 737	94,10	6 013 206	96,10	6 144 081
		B	25,68	1 084 960	27,00	1 131 123	43,00	1 802 319
	310	C	17,48	553 948	15,40	489 748	15,40	489 992
		TOTAL	95,97	4 956 644	136,50	7 634 077	154,50	8 436 393
Agriculture		A (dont A+)	13,90	1 364 208	13,90	1 377 850	13,90	1 391 628
		B	13,00	663 468	13,00	670 103	13,00	676 804
		C	13,61	694 600	13,61	701 546	13,61	708 561
	215	TOTAL	40,50	2 722 276	40,50	2 749 498	40,50	2 776 993

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Écologie		A (dont A+)	0,50	52 108	1,50	111 551	1,50	111 551
		B	1,70	107 231	0,90	57 445	0,90	57 445
		C	2,00	112 698	1,50	83 170	1,50	83 170
	197	TOTAL	4,20	272 037	3,90	252 166	3,90	252 166
		A (dont A+)	26,00	2 537 191	22,00	1 972 425	22,00	2 247 482
		B	47,00	2 836 477	49,00	3 023 011	42,00	2 639 111
		C	209,00	10 082 672	202,00	11 127 789	186,00	9 388 300
	217	TOTAL	282,00	15 456 340	273,00	16 123 225	250,00	14 274 893
		A (dont A+)	6,50	585 000	7,00	630 000	7,00	630 000
		B	16,00	960 000	16,00	960 000	16,00	960 000
		C	15,00	720 000	15,00	720 000	15,00	720 000
	613	TOTAL	37,50	2 265 000	38,00	2 310 000	38,00	2 310 000
Finances		A (dont A+)	486,00	30 291 408	493,00	31 708 969	490,00	31 853 430
		B	321,00	13 058 922	305,00	12 754 490	300,00	12 744 900
		C	454,00	14 772 706	404,00	13 461 280	398,00	13 413 794
	156	TOTAL	1 261,00	58 123 036	1 202,00	57 924 739	1 188,00	58 012 124
		A (dont A+)	78,50	6 265 870	79,00	6 330 428	87,00	6 971 484
		B	98,80	4 522 471	95,00	4 336 323	96,00	4 381 968
		C	25,20	1 004 749	25,70	1 024 505	23,10	920 858
	218	TOTAL	202,50	11 793 090	199,70	11 691 255	206,10	12 274 310
		A (dont A+)	7,00	500 430	6,86	508 456	6,72	478 444
		B	43,00	1 870 930	42,14	1 833 511	41,30	1 766 938
		C	60,00	2 115 000	58,80	2 072 700	57,62	1 946 749
	220	TOTAL	110,00	4 486 360	107,80	4 414 667	105,64	4 192 131
		A (dont A+)	24,00	1 470 240	24,00	1 530 888	24,00	1 499 040
		B	16,00	692 400	16,00	705 536	16,00	706 688
		C	44,00	1 647 008	44,00	1 664 872	44,00	1 439 108
	302	TOTAL	84,00	3 809 648	84,00	3 901 296	84,00	3 644 836
		A (dont A+)	1,00	85 017	1,00	84 523	1,00	85 501
		B	1,00	48 740	1,00	49 739	1,00	49 101
		C	0	0	0	0	0	0
	305	TOTAL	2,00	133 757,00	2,00	134 262,00	2,00	134 602,00
		A (dont A+)	1,75	90 924	1,60	85 787	1,65	86 429
		B	0,90	33 468	0,60	18 419	0,80	22 247
		C	1,80	39 644	2,10	39 656	1,90	42 621
	148	TOTAL	4,45	164 035	4,30	143 862	4,35	151 298
Éducation nationale		A (dont A+)	122,50	10 708 176	125,50	11 051 042	125,50	11 085 529
		B	55,60	2 929 232	52,10	2 774 742	52,10	2 795 894
		C	703,95	30 587 110	693,95	30 566 416	693,95	30 656 629
	214	TOTAL	882,05	44 224 518	871,55	44 392 199	871,55	44 538 052

Intérieur		A	327,00	13 479 524	327,00	13 529 301	NC	NC
		Administratifs	4,00	135 024	4,00	131 500	NC	NC
		Techniques	0,00	0	0,00	0	NC	NC
	152	TOTAL	331,00	13 614 548	331,00	13 660 801	NC	NC
		A (dont A+)	0,75	75 176	1,00	74 870	1,20	76 877
		B	3,50	51 555	2,00	52 680	3,00	45 117
		C	18,00	30 408	18,00	28 839	19,00	33 717
	161	TOTAL	22,25	157 140	21,00	156 390	23,20	155 711
		A (dont A+)	53,51	4 152 376	53,51	4 152 376	53,51	4 152 376
		B	70,79	3 935 499	70,79	3 935 499	70,79	3 935 499
		C	71,79	3 321 652	71,79	3 321 652	71,79	3 321 652
	176	TOTAL	196,09	11 409 527	196,09	11 409 527	196,09	11 409 527
		A (dont A+)	52,98	2 946 118	53,99	3 072 778	53,99	3 072 778
		B	38,30	1 463 144	33,92	1 300 342	33,92	1 300 342
		C	118,70	3 761 709	116,34	3 740 858	116,34	3 740 858
	216	TOTAL	209,98	8 170 971	204,25	8 113 977	204,25	8 113 977
		A (dont A+)	61,41	3 103 067	59,93	3 107 249	60,00	3 204 347
		B	131,52	4 976 500	129,90	5 112 405	130,00	5 269 885
		C	589,96	16 524 422	587,37	17 391 847	570,00	17 383 748
	307	TOTAL	782,89	24 603 988	777,20	25 611 500	760,00	25 857 980
Outre-Mer		A (dont A+)	11,90	1 084 994	10,90	993 818	10,90	993 818
		B	26,00	1 545 622	27,00	1 605 069	27,00	1 605 069
		C	16,20	693 166	16,20	693 166	16,20	693 166
	138	TOTAL	54,10	3 323 782	54,10	3 292 053	54,10	3 292 053
Affaires étrangères		A TOTAL	47,00	3 099 745	47,00	3 243 217	47,00	3 243 217
		B	46,00	3 238 524	46,00	3 477 278	46,00	3 477 278
		C	49,00	1 799 753	49,00	1 830 057	49,00	1 830 057
	105	TOTAL	142,00	8 138 022	142,00	8 550 552	142,00	8 550 552
		A (dont A+)	7,00	414 876	8,00	478 888	8,00	478 888
		B	9,00	266 922	10,00	299 540	10,00	299 540
		C	1,00	19 510	1,00	19 705	1,00	19 705
	185	TOTAL	17,00	701 308	19,00	798 133	19,00	798 133
Santé		A (dont A+)	13,00	1 074 678	13,00	1 126 307	13,00	1 182 622
		B	7,00	385 658	7,00	407 449	7,00	427 821
		C	5,00	256 385	5,00	253 540	5,00	266 217
	124	TOTAL	25,00	1 716 721	25,00	1 787 296	25,00	1 876 661
		A (dont A+)	20,83	1 445 858	24,90	1 755 592	24,35	1 760 600
		B	6,23	298 526	3,70	206 898	8,30	450 297
		C	20,15	877 666	21,60	973 035	22,60	1 041 935
	129	TOTAL	47,21	2 622 050	50,20	2 935 524	55,25	3 252 832

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Premier ministre		A	6,00	383 568	6,00	377 160	6,00	374 677
		B	7,00	322 784	7,00	320 201	7,00	322 411
	164	C	10,00	361 340	10,00	353 280	10,00	358 329
		TOTAL	23,00	1 067 692	23,00	1 050 641	23,00	1 055 418
		A (dont A+)	10,90	742 095	11,10	762 035	11,50	782 803
		B	1,00	44 604	1,00	45 197	1,00	45 205
		C	9,50	331 359	10,98	372 476	11,00	373 611
	165	TOTAL	21,40	1 118 057	23,08	1 179 708	23,50	1 201 619
		A (dont A+)	0,33	109 000	0,33	109 654	0,33	110 312
		B	0,00	0	0,00	0	0,00	0
		C	0,00	0	0,00	0	0,00	0
	308	TOTAL	0,33	109 000	0,33	109 654	0,33	110 312
		A (dont A+)	1,15	63 250	1,15	63 250	1,15	63 250
		B	0,96	38 400	0,92	36 933	0,85	34 000
		C	8,13	331 933	7,81	312 266	7,67	306 666
	126	TOTAL	10,24	433 583	9,88	412 449	9,67	403 916
Total			12 111,95	686 606 657	12 189,12	712 874 762	11 747,58	703 195 971

ÉVALUATION DES CRÉDITS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Avertissement : les données présentées dans les tableaux suivants doivent être interprétées avec prudence, notamment dans l'analyse qui peut être faite de l'évolution du montant des crédits des opérateurs consacrés à la politique transversale. L'exhaustivité des données n'est pas garantie.

Cette annexe présente les évaluations des crédits que les opérateurs consacrent à leur gestion immobilière.

Ces évaluations sont présentées par opérateur ou par catégorie d'opérateurs.

Chaque opérateur ou catégorie d'opérateurs est rattaché à son programme principal de rattachement.

Les montants présentés dans cette annexe ont été recueillis auprès de chaque responsable de programme qui se sont rapprochés, le cas échéant, des opérateurs concernés. Ces montants sont donc déclaratifs.

En outre, la nomenclature budgétaire des opérateurs ne permet pas d'identifier directement les dépenses immobilières des opérateurs.

Des commentaires dans la partie consacrée à la présentation des programmes concourant à la politique transversale apportent des précisions sur la méthode de calcul des montants des crédits présentés et une analyse de l'évolution de ces montants sur la période considérée. Afin de garantir une homogénéité dans l'évaluation des crédits de l'État consacrés à la politique transversale, il a été proposé une méthode de calcul à l'ensemble des opérateurs. Cette méthode consiste à déterminer le montant des dépenses immobilières sur la base d'une analyse des dépenses à partir de la nomenclature des comptes du plan comptable de l'État ou du plan comptable général. Un périmètre de comptes a été déterminé.

Afin d'assurer une cohérence dans la présentation de cette évaluation, il est retenu deux grandes natures de dépenses :

- investissement,
- fonctionnement.

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
CULTURE	131 - Création	Comédie-Française	3 498 503	545 000	3 878 000	1 901 000
CULTURE	131 - Création	Etablissement public du parc et de la grande halle de la Villette	6 785 757	4 259 035	6 650 479	4 959 811
CULTURE	131 - Création	Opéra national de Paris	24 207 000	13 400 000	27 147 000	10 000 000
CULTURE	175 - Patrimoines	Centre des monuments nationaux	NC	NC	NC	NC
CULTURE	175 - Patrimoines	Centre national d'art et de culture Georges Pompidou	NC	NC	NC	NC
CULTURE	175 - Patrimoines	Domaine national de Chambord	NC	NC	NC	NC
CULTURE	175 - Patrimoines	Etablissement public du château de Fontainebleau	NC	NC	NC	NC
CULTURE	175 - Patrimoines	Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles	NC	NC	NC	NC
CULTURE	175 - Patrimoines	Etablissement public du musée du Louvre	NC	NC	NC	NC
CULTURE	175 - Patrimoines	Institut national de recherches archéologiques préventives	NC	NC	NC	NC
CULTURE	175 - Patrimoines	Musée national Picasso-Paris	NC	NC	NC	NC
CULTURE	175 - Patrimoines	Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs Elysées	NC	NC	NC	NC
CULTURE	186 - Recherche culturelle et culture scientifique	Universcience	25 521 697	3 958 726	23 143 368	18 224 369
CULTURE	224 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture	10 692 892	68 878	11 815 275	196 700
CULTURE	334 - Livre et industries culturelles	Bibliothèque nationale de France	24 705 590	8 121 695	25 256 998	12 947 684
CULTURE	334 - Livre et industries culturelles	Centre national du cinéma et de l'image animée	7 827 105	298 613	12 630 040	11 264 000
ARMEES	144 – Environnement et prospective de la politique de défense	École nationale supérieure de techniques avancées de Bretagne (ENSTA-BRETAGNE)	1 013 336	285 418	1 115 000	2 200 000
ARMEES	144 – Environnement et prospective de la politique de défense	École nationale supérieure de techniques avancées de Paris (ENSTA-PARIS)	1 496 117	99 817	1 653 500	100 000
ARMEES	144 – Environnement et prospective de la politique de défense	École polytechnique (X)	7 793 481	5 286 656	7 722 140	21 483 910
ARMEES	144 – Environnement et prospective de la politique de défense	Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (ISAE)	3 463 201	3 175 668	3 856 453	8 928 634
ARMEES	144 – Environnement et prospective de la politique de défense	Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA)	17 181 553	6 457 775	17 300 000	11 104 000
ARMEES	169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	Institution nationale des Invalides (INI)	869 673	737 281	937 752	2 206 549
ARMEES	169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG)	2 234 251	40 684	2 019 924	454 000
ARMEES	212 – Soutien de la politique de la défense	Établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (ECPAD)	1 029 499	1 263 270	967 688	3 446 119
ARMEES	212 – Soutien de la politique de la défense	Musée de l'air et de l'espace	1 641 544	5 301 463	1 690 790	16 360 695

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ARMEES	212 – Soutien de la politique de la défense	Musée de l'armée	221 841	1 469 099	477 120	1 632 000
ARMEES	212 – Soutien de la politique de la défense	Musée national de la marine	2 057 432	644 436	1 618 590	4 949 236
ARMEES	212 – Soutien de la politique de la défense	Service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM)	771 282	546 501	850 082	625 349
JUSTICE	107 - Administration pénitentiaire	Ecole nationale de l'administration pénitentiaire	4 590 881	31 529	0	2 810 155
JUSTICE	166 - Justice judiciaire	Ecole nationale de la magistrature	1 894 613	88 142	1 091 180	524 400
JUSTICE	310 - Conduite et pilotage de la politique de la justice	Agence publique pour l'immobilier de la justice et Etablissement public du palais de justice de Paris	1 982 000	105 252	1 948 158	108 720
FINANCES	134 - Développement des entreprises et du tourisme	Institut national de la propriété industrielle	4 524 765	2 027 890	3 109 000	1 800 000
FINANCES	134 - Développement des entreprises et du tourisme	Agence nationale des fréquences	997 368	230 102	1 166 720	300 000
FINANCES	134 - Développement des entreprises et du tourisme	Fonds national de promotion et de communication de l'artisanat	45 100	0	57 500	0
FINANCES	134 - Développement des entreprises et du tourisme	EP national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux	255 985	0	282 500	10 000
FINANCES	134 - Développement des entreprises et du tourisme	Business France	7 903 325	2 090 359	8 256 569	3 271 266
FINANCES	148 - Fonction publique	Ecole nationale d'administration	892 838	321 337	680 741	208 010
FINANCES	148 - Fonction publique	Institut régional d'administration de Lille	561 630	0	272 569	0
FINANCES	148 - Fonction publique	Institut régional d'administration de Lyon	826 582	0	485 900	0
FINANCES	148 - Fonction publique	Institut régional d'administration de Nantes	897 501	0	396 766	0
FINANCES	148 - Fonction publique	Institut régional d'administration de Metz	871 436	0	648 000	0
FINANCES	148 - Fonction publique	Institut régional d'administration de Bastia	541 622	0	292 000	0
FINANCES	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Laboratoire national de métrologie et d'essais	2 106 000	303 000	2 228 000	760 000
FINANCES	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Ecole nationale supérieure des mines de Paris	1 895 742	1 357 972	1 674 456	2 046 833
FINANCES	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Ecole nationale supérieure des mines d'Alès	NC	NC	NC	NC
FINANCES	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Ecole nationale supérieure des mines de Douai	NC	NC	NC	NC
FINANCES	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Ecole nationale supérieure des mines de Nantes	NC	NC	NC	NC
FINANCES	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Groupe des écoles nationales d'économie et statistique	930 921	174 749	NC	NC

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
FINANCES	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Institut Mines-Télécom	12 853 427	15 597 817	12 277 000	14 162 295
FINANCES	192 - Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle (Recherche et enseignement supérieur)	EPA Masse Douane	95 301 211	8 498 803	61 135 656	12 378 000
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques de Bordeaux Aquitaine	3 398 312	790 302	4 230 587	5 039 117
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Ecole nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole	3 107 286	922 379	2 443 158	676 650
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg	409 018	89 256	337 600	70 600
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Ecole nationale vétérinaire d'Alfort	3 500 533	5 430 073	4 636 383	18 138 712
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Ecole nationale vétérinaire de Toulouse	5 170 765	1 817 336	6 942 805	3 472 719
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Ecole nationale supérieure de paysage de Versailles	1 579 753	755 975	1 693 198	2 591 864
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier	12 173 018	3 489 540	14 364 606	5 220 149
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (Agro Paris Tech)	15 589 711	941 230	20 011 612	2 120 938
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Institut national supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage	6 007 543	4 459 799	6 523 690	1 614 200
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Institut national supérieur des sciences agronomiques de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon)	6 850 477	705 209	6 964 542	3 431 376
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Institut d'enseignement sup. & de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques & environnement	10 900 962	3 102 537	10 839 466	5 234 128
AGRICULTURE	142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles (Recherche et enseignement supérieur)	Ecole nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation, Nantes-Atlantique	3 582 872	3 493 184	3 650 000	4 200 000
AGRICULTURE	149 - Forêt	Centre national de la propriété forestière	1 254 933	131 366	1 392 543	730 960
AGRICULTURE	149 - Forêt	Office national des forêts	9 690 000	9 700 000	9 800 000	12 200 000
AGRICULTURE	154 - Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer	565 960	0	438 000	0
AGRICULTURE	154 - Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	Institut national de l'origine et de la qualité	2 181 702	10 660	2 270 950	25 000
AGRICULTURE	154 - Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	Groupement d'intérêt public Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique	81 441	0	81 441	0

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
AGRICULTURE	154 - Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	Agence de services et de paiement	12 007 968	211 133	12 120 202	1 409 125
AGRICULTURE	154 - Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer	11 199 463	131 894	11 499 000	363 670
AGRICULTURE	154 - Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	Institut français du cheval et de l'équitation	2 405 080	417 095	2 063 341	2 046 287
AGRICULTURE	172 - Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	EPLEFPA de Mamirolle	NC	NC	NC	NC
AGRICULTURE	215 - Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Institut national de formation des personnels du ministère de l'agriculture	1 822 172	492 078	2 097 797	747 336
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Agence française pour la biodiversité	SO	SO	5 800 000	2 000 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Agence des aires marines protégées	750 000	550 000	0	0
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	503 503	17 928	470 000	200 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Etablissement public du Marais poitevin	52 000	20 000	55 000	20 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Groupement d'intérêt public Atelier technique des espaces naturels	150 000	0	SO	SO
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Office national de l'eau et des milieux aquatiques	4 800 000	1 000 000	SO	SO
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Office national de la chasse et de la faune sauvage	1 427 798	205 817	1 469 500	260 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Agence de l'eau Adour-Garonne	501 181	1 020 000	501 181	1 020 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Agence de l'eau Artois-Picardie	475 000	0	480 000	0
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Agence de l'eau Loire-Bretagne	311 000	148 026	315 000	150 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Agence de l'eau Rhin-Meuse	501 181	1 020 000	501 181	1 020 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse	2 057 508	89 295	2 029 000	132 300
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Agence de l'eau Seine-Normandie	1 073 869	250 222	1 134 137	2 681 200
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parcs nationaux de France	50 000	10 000	SO	SO
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parc amazonien de Guyane	286 228	737 510	249 127	1 727 286
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parc national de la Guadeloupe	200 000	500 000	200 000	500 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parc national de la Réunion	200 000	0	200 000	0
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parc national de la Vanoise	430 168	500 000	450 000	700 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parc national de Port-Cros	600 000	300 000	650 000	300 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parc national des Calanques	210 000	0	250 000	0
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parc national des Cévennes	401 898	460 693	365 000	521 455
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parc national des Ecrins	60 888	32 106	80 000	353 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parc national des Pyrénées	520 000	200 000	450 000	400 000
ECOLOGIE	113 - Paysages, eau et biodiversité	Parc national du Mercantour	163 052	162 373	165 000	160 000

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ECOLOGIE	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire	25 568 372	7 307 296	25 281 479	3 938 343
ECOLOGIE	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)	4 500 000	1 450 000	4 400 000	1 450 000
ECOLOGIE	190 - Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	IFP Energies nouvelles	13 552 000	5 530 000	12 842 000	5 185 000
ECOLOGIE	159 - Expertise, information géographique et cartographique et météorologie	Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)	6 234 184	2 608 433	6 112 475	1 134 350
ECOLOGIE	159 - Expertise, information géographique et cartographique et météorologie	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement	7 778 584	329 000	ND	ND
ECOLOGIE	159 - Expertise, information géographique et cartographique et météorologie	Institut national de l'information géographique et forestière	6 234 184	2 608 433	6 112 475	1 134 350
ECOLOGIE	159 - Expertise, information géographique et cartographique et météorologie	Météo-France	10 223 546	2 895 479	11 242 087	2 600 000
ECOLOGIE	181 - Prévention des risques	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	5 597 112	156 576	6 014 142	318 000
ECOLOGIE	197 - Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	Établissement national des invalides de la Marine (ENIM)	1 035 574	513 753	1 091 480	799 964
ECOLOGIE	205 - Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	École nationale supérieure maritime (ENSM)	796 663	78 212	990 080	50 000
ECOLOGIE	217 - Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE)	748 969	759 300	670 000	1 700 000
ECOLOGIE	217 - Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	École nationale des ponts et chaussées (ENPC)	2 015 737	381 981	3 341 268	553 375
ECOLOGIE	613 - Soutien aux prestations de l'aviation civile	École nationale de l'aviation civile (ENAC)	4 094 192	9 703 096	4 010 000	6 965 508
EDUCATION NATIONALE	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)	405 147	0	461 563	0
EDUCATION NATIONALE	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	Centre international d'études pédagogiques (CIEP)	571 636	50 876	589 600	830 000
EDUCATION NATIONALE	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	Centre national d'enseignement à distance (CNED)	1 803 676	326 603	1 760 746	500 613
EDUCATION NATIONALE	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)	886 649	1 514 562	717 590	207 000
EDUCATION NATIONALE	214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	Réseau Canopé	4 992 019	286 104	4 046 114	3 424 120
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ABES	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Académie Sciences Outre-mer	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ADUDA	85 981	10 000	0	0

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Agence Erasmus France Education Formation (Erasmus +)	0	154 000	0	210 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	AMUE	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	BNU de Strasbourg	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	BULAC	0	0	1 291 000	35 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Casa de Velasquez	374 000	406 000	384 000	904 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	CentraleSupélec	6 400 000	100 171 672	9 885 000	51 000 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie d'Aix-Marseille	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie d'Amiens	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Besançon	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Bordeaux	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Caen	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Clermont Ferrand	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Corse	11 700	10 000	14 600	5 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Créteil	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Dijon	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Grenoble	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Guadeloupe	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Guyane	0	0	29 320	1 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de la Réunion	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Lille	0	4 100	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Limoges	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Lorraine	0	0	0	0

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Lyon	0	0	48 523	154 204
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Martinique	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Montpellier	0	79 674	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Nantes	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Nice	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Paris	11 432 450	10 243 100	82 412 566	10 517 046
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Poitiers	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Reims	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Rennes	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Rouen	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Strasbourg	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Toulouse	10 311 175	7 083 393	11 138 982	8 155 758
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie de Versailles	0	289 182	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Chancellerie d'Orléans-Tours	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	CINES	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	CNAM	11 205 050	2 579 297	11 724 892	2 919 262
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Collège de France	3 442 698	6 236 627	3 914 736	11 101 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Aquitaine	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Bourgogne Franche-Comté	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE HESAM	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Institut polytechnique du Grand Paris	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Languedoc-Roussillon Universités	4 394 697	7 000	391 665	6 502 257

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Normandie Université	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Paris Sciences et Lettres	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Paris Seine	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Sorbonne Universités	ND	ND	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE U. Sorbonne Paris Cité	0	0	18 500	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Université Bretagne-Loire	2 007 709	1 759 833	3 188 421	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE université confédérale Léonard de Vinci	3 000	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Université Côte d'Azur	5 000	0	35 000	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Université de Champagne	ND	ND	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Université de Lyon	22 043 943	28 296 718	18 140 047	48 805 819
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Université fédérale Toulouse Midi-Pyrénées	833 751	478 957	43 042 520	5 276 100
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Université Grenoble Alpes	10 709 831	15 760 521	14 059 685	9 089 944
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Université Lille Nord de France	4 173 291	8 233 356	4 096 781	4 349 120
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Université Paris Lumières	70 980	0	103 700	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Université Paris Saclay	0	0	0	6 773 161
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	COMUE Université Paris-Est	ND	ND	237 000	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	CTLes	0	0	485 170	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	CUFR Mayotte	220 113	303 000	253 858	270 937
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Ecole centrale de Lille	926 000	1 369 121	542 000	778 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Ecole centrale de Lyon	2 275 300	6 683 150	2 034 000	1 552 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Ecole centrale de Marseille	1 426 814	971 587	1 390 625	905 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Ecole centrale de Nantes	1 855 000	1 855 147	1 763 317	5 889 763

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Ecole française d'Athènes	356 350	714 205	330 000	608 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Ecole française de Rome	481 900	308 000	445 200	145 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Ecole Française d'Extrême-Orient	433 978	897 698	446 610	340 601
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Ecole nationale des Chartes	529 000	523 000	750 000	159 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	EHESS	2 955 500	682 226	1 152 800	2 277 400
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENI de Brest	552 974	182 657	536 505	406 080
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENI de St-Etienne	550 240	567 313	592 843	375 965
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENI de Tarbes	263 258	250 000	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENS de Cachan	5 735 829	45 229 000	1 582 844	75 117 829
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENS de Lyon	6 752 586	6 737 032	6 171 114	5 387 156
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENS de Paris	2 047 400	2 725 600	1 804 000	5 200 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENS Louis Lumière	3 200 000	255 000	3 110 000	213 517
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENS Rennes	324 000	160 000	310 000	247 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSAIT de Roubaix	427 580	1 348 350	381 390	559 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSAM	1 760 123	9 005 267	2 240 127	7 090 697
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSATT	414 410	220 788	423 380	142 680
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSC de Lille	528 300	789 899	543 300	32 865
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSC de Montpellier	595 485	11 000	896 160	45 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSC de Paris	51 000	1 253 000	55 250	108 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSC de Rennes	419 625	111 000	444 500	511 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSEA de Cergy	903 090	580 706	597 150	1 448 170
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSI de Caen	1 652 115	182 013	1 489 955	1 118 000

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSIIE	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSMA de Poitiers	864 900	1 282 100	858 750	715 200
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSMM de Besançon	688 320	721 700	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	ENSSIB	439 450	183 700	383 150	228 700
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	EPAURIF	2 580 000	390 000	2 344 095	45 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	EPHE	1 697 098	157 758	1 738 290	89 750
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	FNSP	21 263 400	1 100 000	23 072 643	1 515 300
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	GIP FUN MOOC	36 666	0	112 442	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IAE de Paris	3 558 953	0	2 676 224	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IEP Aix en Provence	607 881	371 500	486 305	1 280 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IEP de Bordeaux	339 335	90 000	443 454	627 300
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IEP de Grenoble	513 742	715 390	484 195	513 172
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IEP de Lille	840 991	48 000	539 639	243 244
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IEP de Lyon	249 500	0	221 500	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IEP de Rennes	287 550	219 300	271 590	163 600
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IEP de Toulouse	264 728	24 500	315 150	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IFAQ du Caire	137 826	16 000	27 500	20 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	INALCO	1 706 700	464 531	1 353 000	1 488 922
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	INHA	4 162 442	428 988	5 648 403	462 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	INP de Toulouse	3 697 722	7 139 728	2 779 129	7 471 973
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	INSA Centre Val de Loire	1 056 000	482 982	1 098 200	1 175 330
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	INSA de Lyon	7 752 259	19 471 801	8 224 131	13 874 163

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	INSA de Rennes	2 151 859	900 500	1 676 129	956 336
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	INSA de Rouen	1 822 070	1 185 000	1 679 412	345 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	INSA de Strasbourg	900 000	2 749 021	724 040	2 033 100
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	INSA de Toulouse	1 154 133	5 748 920	2 120 000	11 830 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	INSHEA	0	360 725	0	76 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Institut d'études politiques de Paris	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Institut national universitaire Jean-François Champollion	298 720	357 280	920 200	429 564
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IOTA	1 457 362	61 547	1 603 000	135 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IP de Bordeaux	1 965 956	1 718 401	2 134 879	1 560 310
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IP de Grenoble	4 867 539	4 196 479	6 057 107	2 860 546
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	IPG de Paris	1 641 476	125 000	1 566 476	524 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	MNHN	25 974 090	13 636 426	26 898 840	9 988 814
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	MSH	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Observatoire de la Côte d'Azur	80 729	537 900	94 934	699 616
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Observatoire de Paris	2 107 106	1 946 473	2 168 807	2 773 153
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	RENATER	390 776	0	498 295	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	SIGMA Clermont Ferrand	632 300	2 600 500	602 390	4 154 812
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	SUPMECA Paris	555 175	737 139	400 000	113 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Bordeaux 3	3 041 897	5 258 317	2 766 240	4 591 773
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Clermont Auvergne	ND	ND	23 411 016	16 483 475
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université d'Aix-Marseille	25 361 476	21 223 243	21 288 214	90 425 466
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université d'Amiens	7 410 447	7 176 356	8 484 318	10 262 103

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université d'Angers	5 914 003	2 496 568	7 302 839	2 194 215
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université d'Artois	4 394 125	4 793 834	4 797 761	4 871 298
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université d'Avignon	2 384 876	591 315	2 161 528	1 885 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Besançon	6 993 227	3 775 399	7 003 242	3 881 300
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Bordeaux	29 611 870	16 770 535	25 457 298	28 046 073
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Brest	4 263 944	11 639 504	6 285 914	6 042 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Bretagne Sud	2 971 542	2 170 240	2 875 239	1 839 039
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Caen	6 113 431	3 445 318	6 192 400	4 985 140
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Cergy Pontoise	9 000 115	1 937 189	8 469 100	10 417 798
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Chambéry	3 663 466	11 184 049	3 739 383	5 930 733
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Corte	3 206 150	7 701 466	3 044 967	5 220 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Dijon	10 585 427	3 608 777	8 447 921	1 256 950
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de la Guyane	65 901	99 275	358 411	452 300
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de La Réunion	4 715 337	3 456 830	4 287 089	3 966 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de la Rochelle	3 937 656	809 152	3 478 768	878 655
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Limoges	71 931	0	1 680 020	7 196 658
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Lorraine	25 186 333	26 818 910	20 149 936	58 546 448
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Marne la Vallée	6 013 981	5 694 615	6 125 500	4 610 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Montpellier	9 350 408	6 410 086	13 186 446	29 320 344
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Mulhouse	2 965 645	950 938	3 104 760	2 528 532
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Nantes	14 543 515	22 283 424	14 751 121	30 474 196
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Nice	3 377 734	10 359 829	10 190 348	13 693 409

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Nîmes	898 360	1 079 500	1 018 940	722 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Pau	1 824 277	4 906 992	2 560 109	7 303 606
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Perpignan	1 940 963	3 844 384	2 332 631	4 720 344
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Poitiers	8 300 950	18 468 355	8 104 247	13 816 100
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Polynésie	0	963 981	0	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Reims	7 823 626	1 817 241	6 788 104	3 224 293
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Rouen	8 247 361	4 239 959	9 374 670	6 993 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Saint-Etienne	5 436 039	3 924 809	5 322 040	5 938 222
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Strasbourg	21 642 603	36 486 961	21 020 893	48 246 722
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Toulon	3 405 315	1 327 704	3 345 072	1 230 203
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Tours	5 734 093	6 318 216	6 191 956	3 486 700
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Valenciennes	4 989 243	4 123 000	4 997 564	3 707 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université de Versailles	1 031 725	2 083 605	830 745	920 074
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université des Antilles	ND	ND	878 732	567 830
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université d'Evry	5 250 296	8 472 687	4 747 680	4 125 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université d'Orléans	7 038 519	3 685 907	6 683 786	2 559 116
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université du Havre	2 344 180	560 000	2 612 670	960 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université du Littoral	3 088 874	1 525 000	3 268 843	2 671 443
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université du Mans	3 465 005	1 180 000	3 158 640	1 104 330
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Grenoble Alpes	19 573 661	25 158 467	16 060 895	34 105 278
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Lille 1	14 789 462	3 572 846	15 358 379	1 917 344
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Lille 2	5 740 989	19 716 371	4 996 369	10 472 814

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Lille 3	0	0	3 818 913	2 628 600
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Lyon 1	20 934 434	16 904 084	16 591 599	27 131 044
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Lyon 2	3 779 055	14 417 401	3 992 050	6 300 102
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Lyon 3	4 314 590	8 523 300	2 850 258	3 849 290
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Montpellier 3	2 765 810	2 422 949	3 148 425	9 779 699
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Nouvelle Calédonie	1 272 634	2 462 857	224 416	9 051 858
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 1	10 072 000	1 549 000	12 027 533	2 559 480
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 10	12 748 434	14 032 698	10 737 163	6 515 045
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 11	18 842 083	79 978 824	20 869 519	58 698 769
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 12	11 483 959	14 745 433	12 441 027	12 227 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 13	6 614 114	2 089 254	5 719 900	1 770 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 2	6 683 000	9 500 000	6 586 000	9 190 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 3	2 922 598	328 418	2 689 774	0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 4	4 061 681	9 363 586	4 354 207	4 687 700
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 5	7 888 650	3 057 150	7 828 501	3 871 632
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 6	13 185 000	11 831 000	13 045 000	12 659 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 7	22 168 102	13 776 398	21 028 394	18 389 733
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris 8	4 619 250	5 271 100	4 187 149	6 224 412
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Paris-Dauphine	3 514 254	3 244 120	1 941 347	1 746 800
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Rennes 1	11 329 960	6 589 031	7 166 214	3 409 100
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Rennes 2	3 899 100	904 726	3 776 500	1 142 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Toulouse 1	14 060 169	22 630 317	8 047 192	14 033 384

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Toulouse 2	11 883 157	10 552 700	15 167 933	8 665 500
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	Université Toulouse 3	11 455 675	14 248 153	12 786 453	24 827 427
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	UT de Belfort-Montbéliard	1 961 000	920 000	2 508 300	1 207 300
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	UT de Compiègne	4 206 445	5 179 706	2 747 000	2 709 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE	150 - Formations supérieures et recherche universitaire	UT de Troyes	1 536 994	531 657	1 403 300	319 000
INTERIEUR	104 - Intégration et accès à la nationalité française	Office français de l'immigration et de l'intégration	NC	NC	NC	NC
INTERIEUR	176 - Police nationale	Ecole nationale supérieure de la police	3 068 581	342 026	3 162 000	325 000
INTERIEUR	176 - Police nationale	Institut national de police scientifique	1 254 925	334 777	1 250 000	118 000
INTERIEUR	216 - Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Conseil national des activités privées de sécurité	1 084 294	10 000	1 715 243	10 000
INTERIEUR	303 - Immigration et asile	Office français de protection des réfugiés et apatrides	NC	NC	NC	NC
INTERIEUR	307 - Administration territoriale	Agence nationale des titres sécurisés	NC	NC	NC	NC
INTERIEUR	753 - Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	Agence nationale de traitement automatisé des infractions	NC	NC	NC	NC
SPORT	219 - Sport	Centre national pour le développement du sport	475 261	NC	543 000	NC
SPORT	219 - Sport	Institut national du sport, de l'expertise et de la performance	3 594 715	2 403 005	1 251 537	ND
SPORT	219 - Sport	Ecole nationale de voile et des sports nautiques	352 939	555 000	ND	552 800
SPORT	219 - Sport	Ecole nationale des sports de montagne	558 436	478 671	673 000	1 698 200
SPORT	219 - Sport	Musée national du sport	844 046	21 255	ND	ND
TRAVAIL, EMPLOI ET DIALOGUE SOCIAL	102 - Accès et retour à l'emploi	Fonds de solidarité	132 363	0	108 569	0
TRAVAIL, EMPLOI ET DIALOGUE SOCIAL	102 - Accès et retour à l'emploi	Pôle emploi	373 244 194	20 416 365	374 466 253	37 650 000
TRAVAIL, EMPLOI ET DIALOGUE SOCIAL	103 - Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	EPIDE	52 323 729	4 841 333	52 528 592	2 858 134
TRAVAIL, EMPLOI ET DIALOGUE SOCIAL	111 - Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail	736 086	13 182	714 000	3 000
TRAVAIL, EMPLOI ET DIALOGUE SOCIAL	155 - Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	670 323	424 000	NC	NC
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé de Bretagne	1 511 673	0	1 546 416	0

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé du Centre - Val de Loire	372 103	240 842	386 475	178 000
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé de Corse	670 271	30 453	683 667	85 607
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence de santé de la Guadeloupe, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin	803 676	151 492	798 899	125 000
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé de Guyane	152 035	0	183 000	0
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé d'Ile-de-France	12 825 202	37 246	13 412 082	0
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence de santé de l'océan Indien	339 953	268 604	1 360 210	140 187
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé de Martinique	2 117 595		2 120 000	190 000
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé de Provence-Alpes- Côte d'Azur	3 598 072	80 776	3 689 698	74 000
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé des Pays-de-la-Loire	1 925 604	85 636	2 015 802	96 938
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé Grand Est	3 349 805	181 909	3 335 133	0
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine	4 289 151	0	4 688 235	50 000
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes	4 570 630	0	4 951 819	3 245
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté	3 433 343	26 787	3 478 296	0

Politique immobilière de l'État

DPT PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Ministère	Programme de rattachement de la catégorie	Libellé	Fonctionnement 2016	Investissement 2016	Fonctionnement 2017 LFI	Investissement 2017 LFI
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé Occitanie	4 958 575	41 800	4 929 256	250 000
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé Normandie	2 281 073	0	2 118 063	0
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (Solidarité, insertion et égalité des chances)	Agence régionale de santé Hauts-de-France	4 175 006	392 686	4 410 000	220 000
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Institut national du cancer	2 740 289 €	0	2 765 000 €	0
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	5 936 865	3 833 949	6 306 300	1 900 000
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Agence de la Biomédecine	2 614 811	0	3 612 814	0
AFFAIRES SOCIALES ET SANTE	204 - Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Agence nationale de santé publique	3 374 534	586 726	4 606 860	6 236 941
PREMIER MINISTRE	129 - Coordination du travail gouvernemental	Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur	1 694 955	2 970 113	1 587 555	1 988 552
PREMIER MINISTRE	129 - Coordination du travail gouvernemental	Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies	649 192	0	511 350	0
PREMIER MINISTRE	129 - Coordination du travail gouvernemental	Centre Interministériel de Formation Anti Drogue	NC	NC	NC	NC
PREMIER MINISTRE	129 - Coordination du travail gouvernemental	Institut des hautes études de Défense nationale	ND	ND	ND	ND
PREMIER MINISTRE	129 - Coordination du travail gouvernemental	Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice	ND	ND	ND	ND
PREMIER MINISTRE	129 - Coordination du travail gouvernemental	Conseil national des communes « Compagnon de la Libération »	59 468	865 315	54 200	484 038
PREMIER MINISTRE	147 - Politique de la ville	Agence nationale pour la rénovation urbaine	ND	ND	ND	ND
TOTAL			1 734 350 063	1 137 054 103	1 836 613 229	1 425 537 682
TOTAL GÉNÉRAL			2 871 404 165		3 262 150 912	

RÉCAPITULATION DES AXES, SOUS-AXES ET OBJECTIFS DE PERFORMANCE

AMÉLIORER LA GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE L'ÉTAT

Adapter le patrimoine immobilier de l'État à ses missions
Améliorer l'efficacité de la gestion immobilière
Améliorer la gestion des projets immobiliers
Améliorer la conservation du patrimoine immobilier de l'État
Maîtriser l'évolution du coût des loyers
Réduire la durée de vente des biens et droits immobiliers

ÊTRE UN ÉTAT EXEMPLAIRE

Rendre accessibles les sites aux personnes en situation de handicap

AMÉLIORER LA GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE L'ÉTAT

OBJECTIFS TRANSVERSAUX

OBJECTIF N° 1

Adapter le patrimoine immobilier de l'État à ses missions

- Programme 152 : Gendarmerie nationale
- Programme 333 : Moyens mutualisés des administrations déconcentrées

INDICATEUR 1.1

Optimisation de l'occupation de l'immobilier de bureau [Programme 333]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Ratio SUN / ETPT	m ² / poste	22,14	19,83	21,44	19,35	19,45	19,65
Ratio entretien courant / SUN	€/m ²	18,85	21,02	20,21	21,04	20,35	19,94

Précisions méthodologiques

Sous-indicateur « Ratio SUN / ETPT »

Sources des données :

- La valeur de la surface utile nette est fournie dans le cadre des comptes-rendus de gestion.
- Le nombre d'ETPT repose sur des données fournies pour 2017 par les ministères et sur une hypothèse de baisse de 2,5 % par an.

Modalités de calcul :

Numérateur : Surface utile nette (SUN) en m² des services déconcentrés de l'État dont les crédits relatifs à l'immobilier occupant sont gérés par le programme.

Il s'agit des directions départementales interministérielles (DDI), des directions régionales issues du périmètre de la RéATE, des préfectures de région, des préfectures et des sous-préfectures, des unités territoriales des directions régionales et des rectorats lorsque ceux-ci sont hébergés dans une cité administrative.

Dénominateur : nombre d'ETPT dans les services déconcentrés de l'État du périmètre précité.

Sous-indicateur 2 « Ratio entretien courant /SUN »

Sources des données :

- La valeur de la surface utile nette est fournie dans le cadre des comptes-rendus de gestion.
- Les dépenses d'entretien courant sont consolidées par la direction des services administratifs et financiers à partir du progiciel Chorus.

Modalités de calcul :

Numérateur : dépenses d'entretien courant

Dénominateur : surface utile nette (SUN) en m² des services déconcentrés de l'État du périmètre précité.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les inventaires réalisés dans le cadre des comptes rendus de gestion font état d'une diminution des surfaces occupées de près de 2 % entre la réalisation 2016 et le prévisionnel 2017. Cette évolution résulte de l'aboutissement des regroupements de services initiés en 2014 et 2015 (sites multi-occupants, maisons de l'État).

La baisse prévisionnelle des effectifs ainsi que celle des surfaces permettent la stabilité du ratio SUN/ETPT.

Concernant le ratio entretien courant/SUN, la prévision actualisée 2017 reste équivalente au niveau de la réalisation 2016, et ce, malgré la diminution des surfaces. Cela est dû notamment aux travaux nécessaires pour la remise en état des locaux quittés en fin de bail (cas des relogements de services). Concernant le prévisionnel 2018 et la cible 2020, il est décidé de maintenir le niveau du ratio afin de ne pas dégrader la réalisation des travaux courants relevant de l'occupant et de conserver les bâtiments dans un état correct d'utilisation.

INDICATEUR 1.2

Taux de vacance moyen des logements [Programme 152]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Taux de vacance moyen des logements	%	5,4	5,7	<4,5	<5,5	<5,5	<4,5

Précisions méthodologiques

Périmètre

Logements situés en métropole et en outre-mer supportés par le programme 152.

Mode de calcul

Moyenne annuelle du nombre de logements vacants (logements non occupés et non attribués) rapportée à la moyenne annuelle du nombre total de logements.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), direction des soutiens et des finances (DSF).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions et la cible ont été déterminées en tenant compte des résultats consolidés obtenus en 2016 et des objectifs de la gendarmerie nationale relatifs à l'optimisation de son parc immobilier.

Afin d'atteindre un taux de vacance des logements conforme à l'objectif fixé, et indépendamment de la poursuite des redéploiements entre la gendarmerie et la police nationales, le P152 poursuit l'optimisation de son parc immobilier via :

- l'intégration de la composante immobilière dans la manœuvre des créations ou des réorganisations d'unités dès la phase conception ;
- l'anticipation des mouvements et des ajustements d'effectifs ;
- l'adaptation du nombre de logement au plus juste des besoins.

OBJECTIF N° 2**Améliorer l'efficacité de la gestion immobilière**

- Programme 105 : Action de la France en Europe et dans le monde
- Programme 216 : Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur
- Programme 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture
- Programme 212 : Soutien de la politique de la défense
- Programme 224 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture
- Programme 129 : Coordination du travail gouvernemental
- Programme 308 : Protection des droits et libertés
- Programme 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables
- Programme 218 : Conduite et pilotage des politiques économiques et financières
- Programme 214 : Soutien de la politique de l'éducation nationale
- Programme 150 : Formations supérieures et recherche universitaire
- Programme 124 : Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative
- Programme 155 : Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail

INDICATEUR 2.1**Efficacité de la gestion immobilière [Programme 105]**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
1. Ratio SUN / Poste de Travail	m²/poste	11,6	14,7	14,7	15,3	15	14,1
2. Ratio Entretien courant / SUB	€/m²	7,73	9,85	5,90	7,30	8,36	8,36
3. Ratio Entretien lourd / SUB	€/m²	1,75	7,8	9,29	13,82	17,87	12,50

Précisions méthodologiques

Source des données : Direction de l'immobilier et de la logistique, direction des ressources humaines, direction des affaires financières.

Mode de calcul : L'indicateur a été développé suivant une méthodologie interministérielle conformément à la circulaire 2PERF-17-3054.

En ce qui concerne le ratio SUN / poste de travail, la SUN totale de 100 283 m² se décompose en 41 269 m² pour l'administration centrale et 59 014 m² pour les postes à l'étranger, calculés selon la méthode suivante :

- la part d'administration centrale de l'échantillon correspond aux sites administratifs Breil I, Breil III, Breil IV à Nantes, et au Quai d'Orsay, Convention et Invalides/Oudinot à Paris. Ce mode de comptabilisation écarte les surfaces dédiées aux archives, au dépôt, à la technique, à l'imprimerie, à l'hébergement, à l'action sociale et à la restauration ;
- la part de l'échantillon pour l'étranger est composée de sites répartis dans dix-huit pays : Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Argentine, Australie, Canada, Chine, Égypte, États-Unis, Grèce, Israël, Italie, Japon, Kenya, Pays-Bas, Sénégal, Suisse, Ukraine.

En 2015 le nombre de poste de travail a été surévalué, suite un changement méthodologique. En effet les postes de travail comprenaient également les postes d'autres administrations et opérateurs dont le MEAE a la charge. Dorénavant les postes de travail comprendront uniquement les postes de travail des programmes du ministère.

Pour les ratios entretien courant/SUB et entretien lourd/SUB, l'échantillon utilisé pour le calcul de la SUB couvre l'ensemble des bâtiments du MEAE en France et à l'étranger, soit 141 962 m² pour la France et 1 435 653 m² pour l'étranger (données CHORUS). Les surfaces peuvent changer à la marge d'une année à l'autre compte tenu de la fiabilisation des données dans Chorus, réalisée de façon périodique.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

3.3.1 Ratio SUN / Poste de Travail

La prévision actualisée 2017 se base sur une SUN en légère hausse par rapport à la prévision initiale à la suite des opérations de fiabilisation menées à l'étranger. La SUN devrait ensuite diminuer à horizon 2020 grâce au projet Quai d'Orsay 21 et à des opérations de regroupement, relocalisation ou rationalisation de l'espace à l'étranger.

3.3.2 Ratio entretien courant / SUB

Les dépenses pour l'entretien courant sont prévues en hausse à la fois en administration centrale et à l'étranger sur la période 2018-2020. La surface utile brute (SUB) globale devrait rester stable à 1,5 millions de m² et ne devrait pas connaître de changements significatifs au cours des prochaines années.

La hausse de l'indicateur pour l'actualisation 2017, la prévision 2018 et la cible 2020 s'explique par une allocation plus importante de crédits budgétaires au sein du programme permettant de mieux entretenir les bâtiments, notamment à l'étranger.

3.3.3 Ratio entretien lourd / SUB

Le ratio est en nette augmentation pour l'actualisation 2017 ainsi que pour la prévision 2018. Il baisse ensuite pour la cible 2020. Pour la partie France, des investissements en entretien lourd sont notamment prévus sur le site du Quai d'Orsay en 2017-2018 (mise en accessibilité de l'Hôtel du ministre, mise aux normes sécurité incendie, modernisation du câblage informatique).

S'agissant de l'étranger, d'importants travaux d'entretien lourd sont prévus en 2017 et en 2018, notamment sur le programme 723 (rénovation technique du consulat à New York, rénovation électrique de l'ambassade à Bagdad, rénovation technique de la chancellerie à Islamabad).

INDICATEUR 2.2

Efficience de la gestion immobilière [Programme 124]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Ratio entretien courant / SUB en administration centrale	€/m ² SUB	28,85	24,85	28,98	24	24	23
Ratio SUN / Poste de travail en administration centrale	m ² / poste	12,3	12,3	12,3	12,3	12,3	12
Ratio SUN / Poste de travail en agences régionales de santé (ARS)	m ² / poste	14,1	14,1	14,1	14,4	14,4	13

Précisions méthodologiques

Source des données : direction des finances, des achats et des services (DFAS), sous-direction des services généraux et de l'immobilier (SGI)

Mode de calcul :

Les coûts d'entretien courant comprennent les coûts engagés pour maintenir les immeubles et locaux dans un état garantissant le bon fonctionnement dans des conditions de sécurité et de confort satisfaisantes, et concernent les interventions régulières d'entretien, de petites réparations et de maintenance, qu'elles soient préventives ou correctives. Elles n'intègrent pas les dépenses lourdes de remise à niveau d'un immeuble obsolète qui constituent des dépenses d'immobilisation. Pour des locaux du parc locatif, les coûts d'entretien des surfaces communes sont inclus dans les charges locatives, sur lesquelles les ministères n'ont pas la maîtrise directe.

Les données relatives aux surfaces sont établies conformément aux règles fixées dans le cadre de l'élaboration des schémas pluriannuels de stratégie immobilière.

Pour l'administration centrale, la cible 2020 prend en compte le nouveau SPSI qui prévoit l'abandon de certains sites et le regroupement des agents sur un nombre de sites inférieurs et dont les effets pourraient intervenir en 2021 selon le calendrier de mise en œuvre du scénario retenu dans le SPSI.

Pour les ARS, la hausse du ratio surface utile nette (SUN) par poste de travail est dû à une réduction des effectifs dans les ARS. La cible 2020 prend en compte la renégociation des baux prévue avec le renouvellement des SPSI.

Depuis 2014, la mesure de la performance du champ affaires sociales, santé, jeunesse et sport a été élargie au secteur travail-emploi.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Si le ratio m² par poste de travail est relativement stable depuis quelques années, il devrait encore l'être jusqu'à la mise en place du nouveau SPSI d'administration centrale en cours de finalisation et dont les projets devraient permettre une réduction de ce ratio.

En effet, il est prévu de réduire le nombre de sites actuellement occupés par les différents services des ministères et de réaliser ainsi une réduction du nombre de m². Dans le même temps, le site de Duquesne qui a déjà fait l'objet d'une densification en 2013 sera à nouveau densifié.

Ainsi, la cible de 12 m² par agent fixée en 2020 ou 2021 selon le calendrier de mise en œuvre du scénario retenu dans le SPSI, pourrait être améliorée.

Pour les agences régionales de santé, la légère progression du ratio m² par poste de travail peut s'expliquer par une baisse régulière des effectifs et un maintien des surfaces, très souvent locatives, et qui ne peuvent être renégociées avant la fin des baux locatifs privés.

Compte tenu des échéances prochaines de certains baux prévues en 2018 / 2019, leur négociation devrait permettre une réduction des surfaces occupées et par conséquent, une amélioration des ratios.

INDICATEUR 2.3

Efficience de la gestion immobilière [Programme 129]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Ratio SUN / effectifs administratifs	m ² /effectifs adm.	14,99	14,66	14,30	15,94	14,15	14,15
Ratio entretien courant / SUB	€/m ²	56	52	60	53	47	47
Ratio entretien lourd / SUB	€/m ²	40	72	110	59	100	100

Précisions méthodologiques

Sources des données : les données sont fournies par la division du patrimoine et de la logistique (DPL) de la DSAF.

Origine de la mesure des surfaces : les relevés AUTOCAD des bâtiments. Cet indicateur n'inclut pas les données relatives au SGDSN.

Modalités de calcul :

Sous-indicateur « Ratio SUN / effectifs administratifs » :

Numérateur : surface utile nette (SUN) en m²

Dénominateur : effectifs administratifs soit les effectifs physiques possédant un poste de travail (bureau) ; sont ainsi exclus les agents techniques de maintenance, les agents de sécurité, les agents d'entretien et de nettoyage, ainsi que le personnel de restauration.

Sous-indicateur « Ratio entretien courant / SUB » :

Numérateur : dépenses de fonctionnement liées aux contrats de maintenance, à l'entretien des espaces verts et à l'entretien courant des bâtiments

Dénominateur : surface utile brute (SUB) en m²

Sous-indicateur « Ratio entretien lourd / SUB » :

Numérateur : dépenses d'investissement relatives à la mise en conformité des bâtiments, aux grosses réparations, à l'amélioration et aux transformations

Dénominateur : surface utile brute (SUB) en m²

Le périmètre correspond aux bâtiments relevant de l'attribution directe de la DSAF en matière de gestion immobilière pour les programmes 129, 309 (entretien des bâtiments de l'État) et 723 (contribution aux dépenses immobilières). Le type de surface ainsi que la nature des dépenses immobilières se déclinent selon la typologie donnée par le guide méthodologique du SPSI.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

1 - Ratio SUN / effectifs administratifsConcernant la cible 2017 actualisée

La cible actualisée est cohérente avec la cible initialement déclarée en prévision PAP 2017. En 2017, le périmètre des SPM intègre l'immeuble de Ségur livré fin juin 2017 (SUB = 39 679 m² / SUN = 22 682 m²), dont la mise en service va conduire en 2018 à la restitution des sites suivants :

- Immeubles domaniaux : Hôtel de Broglie 35 rue St-Dominique, 19 rue de Constantine, Hôtel de Vogüé, 113 rue de Grenelle, Cité Martignac, et 99 rue de Grenelle ;
- Emprise locatives : 18 rue de Vaneau et Tour Mirabeau

Explications relatives au ratioSUN/effectifs administratifs en 2017 :

Janvier à Juin 2017 – Avant livraison Ségur

SUN	Effectifs administratifs	Ratio
36 599	2 296	15.94

Juillet à Décembre 2017 – Après livraison Ségur

SUN	Effectifs administratifs	Ratio
59281	3403	17.42

La surface et les effectifs diffèrent d'un semestre à un autre. Ainsi, afin d'avoir un résultat cohérent avec la réalité, il y a lieu d'établir un calcul du ratio suivant un prorata temporis. Le ratio à déclarer est alors de 16,68 (= 6/12 x 15,94 + 6/12 x 17,42)

Augmentation de la surface : l'année 2017 est marquée par la livraison de l'ensemble immobilier Ségur-Fontenoy et par la mise en charge progressive du site sur le dernier trimestre. Les immeubles occupés par les entités avant leur installation à Ségur ne seront cédés qu'en 2018. Aussi, malgré la réception de Ségur, ces bâtiments restent sous la gestion DSAF jusqu'à la fin de l'année 2017. Par conséquent, la SUN totale à prendre en compte est particulièrement élevée sur le deuxième semestre 2017.

Effectifs : suite au changement de gouvernement de mai 2017, les Hôtels de Cassini et de Rothelin-Charolais n'accueillent plus de cabinets ministériels. Cela se traduit alors par une réduction des effectifs administratifs pour ces deux sites.

Les effectifs du CGET et du SGMAP Bercy (entités non soutenus auparavant) sont comptabilisés à compter de juillet 2017 dans le calcul puisqu'ils intègrent le bâtiment Ségur au cours du dernier trimestre.

Concernant les cibles 2018/2020

Année 2018

SUN	Effectifs administratifs	Ratio
48 154	3 403	14.15

Augmentation de la surface entre début 2017 et après restitution des sites en 2018 : l'augmentation de la SUN annoncée pour 2018 est liée à l'accueil au sein de l'immeuble Ségur-Fontenoy des entités (CGET- SGMAP Bercy - Défenseur des droits - CNIL) dont la gestion immobilière n'était pas auparavant assurée par la DSAF .

De plus, l'immeuble Ségur-Fontenoy est dotée de nombreuses salles de réunion mutualisées et de locaux d'archives intermédiaires, dont les surfaces entrent dans le calcul de la SUN suivant la typologie France Domaine.

Augmentation des effectifs : comme cela est précisé supra, des entités qui n'étaient pas soutenues par la DSAF intègrent le périmètre Ségur-Fontenoy entrent désormais dans la gestion DSAF. Il en résulte alors un accroissement des effectifs.

La hausse limitée de la SUN et la hausse significative des effectifs administratif conduit à définir une cible 2018 plus performante que celle de 2017.

2 - Ratio Entretien courant / SUB

Concernant la cible 2017 actualisée

Dans un souci de cohérence, il convient de distinguer les montants d'entretien courants affectés :

- aux sites en gestion sur l'ensemble de l'année, à savoir les sites historiques et l'immeuble Fontenoy. Soit 2 736 379,72 € pour 65 474 m² SUB sur une année complète ; 42 €/m² sur 2017
- à Ségur, dont la gestion est seulement opérée sur le second semestre, soit 862 023,20 € pour 39 679 m² SUB sur 6 mois ; 11 €/m² sur 2017.

Le ratio « prévision actualisée en 2017 » s'élève alors à 53 €/m² SUB.

Le résultat est 12 % en deçà de la projection de 60 €/m² SUB. Les raisons sont les suivantes :

- les contraintes budgétaires ont amené à limiter l'enveloppe allouée aux opérations relatives aux sites historiques avec une priorisation sur les sites conservés ;
- les travaux d'adaptation de l'immeuble Fontenoy ont été essentiellement menés au second semestre 2016 (à hauteur de 120k€) ;
- l'îlot Ségur-Fontenoy étant neuf, il est cohérent d'avoir une faible projection de travaux d'entretien courant. La provision de 500 k€ concerne uniquement des travaux d'adaptation du bâtiment Ségur à l'issue de la réception (création de sanitaires pour le service médical, recloisonnement, ajouts de prises électriques,...).

Concernant les cibles 2018/2020

La restitution d'immeubles entraîne de facto une baisse du montant du marché de maintenance des sites historiques. Toutefois, l'enveloppe prévisionnelle relative aux sites historiques reste inchangée car des travaux de remise en état sont à entreprendre en 2018 pour le relogement d'entités au sein du périmètre de Matignon.

Il y a lieu de noter que les immeubles rendus disposent de peu de surfaces d'espaces verts et que, par conséquent, le montant d'entretien des espaces verts évolue très peu.

Le montant total relatif à l'entretien courant croît partiellement avec la maintenance annuelle de l'immeuble Ségur. Aussi, la SUB globale en 2018 étant plus élevée qu'en 2017, le ratio « entretien courant/SUB » est en baisse.

3 - Ratio Entretien lourd / SUB

Concernant la cible 2017 actualisée

En liminaire, il est important de souligner que les données retenues au titre de l'investissement résultent des prévisions de consommations de CP et non d'AE.

L'immeuble Ségur étant livré en 2017, il est cohérent de ne pas provisionner de travaux lourds au bénéfice de cet ouvrage. C'est pourquoi, la méthode de calcul utilisé pour cet indicateur tient seulement compte des sites historiques et de Fontenoy. La cible définie n'est donc pas affectée par la prise en compte des surfaces de Ségur, qui tendraient à fortement diminuer le ratio.

La cible 2017 actualisée est bien en deçà de l'objectif initial de 110 €/m². Les éléments suivants expliquent ce résultat :

- la lourde opération de l'Hôtel de Clermont à 3,4 M€ (clos/couvert/appartement et accès aux personnes à mobilité réduite de l'auditorium) ne sera engagée qu'en fin d'année et les CP s'y référant ne correspondent qu'aux études de maîtrise d'œuvre. La part de ce projet étant importante, le coût prévisionnel de l'investissement 2017 diminue alors fortement ;
- les chantiers suivants seront bien lancés en 2018 mais au vu de la date de la clôture budgétaire et en fonction de l'avancement des travaux, les paiements seront en grande partie effectués début 2018 :
 - la restructuration du plancher haut de la salle de bal à l'hôtel de Clermont ;
 - la mise en sécurité incendie de locaux à risques (multi-sites) ;
 - la mise aux normes de la cuisine de l'hôtel de Rothelin-Charolais ;
 - la mise en œuvre de la technologie du « building information model » (BIM) sur plusieurs sites ;
 - la programmation initiale d'investissement a été ajustée en cours d'année. Des opérations ont été différées en 2018, en raison d'un plan de charge soutenu ;
 - la restructuration du PCS de Castries : 400 k€ ;
 - la restauration des façades Sud et Est de Cassini : 1,3 M€ ;
 - la restauration des couvertures de Cassini : 1,4 M€

Concernant les cibles 2018/2020

L'année 2018 sera notamment marquée par :

- la réalisation des travaux de l'hôtel de Clermont à 3,4 M€ qui pèsent fortement dans les prévisions de consommation de CP ;
- le lancement des travaux de restauration de façades Sud et Est et de couvertures à l'hôtel de Cassini ;
- les travaux de restructuration du PCS de l'hôtel de Castries : 400 k€

INDICATEUR 2.4

Qualité de la gestion immobilière [Programme 150]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Taux d'occupation des locaux	%	72,3	nd	73	73	73	74
Pourcentage de sites secondaires dont le nombre d'étudiants est inférieur à 1000	%	73,3	72,2	73	71,7	70,9	73

Précisions méthodologiques

Source des données :

- Pour le **premier sous-indicateur**, MESRI/DGESIP-Service de la stratégie de la contractualisation, du financement et de l'immobilier - Département de la stratégie patrimoniale.
- Pour le **second sous-indicateur**, MESRI / DGESIP -DGRI /SDSIES.

Mode de calcul :

Le **premier sous-indicateur** « taux d'occupation des locaux » est établi en deux étapes :

- 1ère étape : calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (salles de cours banalisées et amphithéâtres) qui correspond à un rapport entre l'occupation réelle des locaux (nombre d'heures d'utilisation des salles / nombre de salles utilisées) et une occupation théorique minimale de 1 120 h (35 heures par semaine, 32 semaines par an). Cette référence, qui représente 70 % des horaires d'ouverture normalement attendus pour des locaux universitaires (50 heures par semaine), a été fixée de manière à prendre en compte différents aléas et contraintes : exigences de souplesse nécessaires à la gestion des emplois du temps, temps de préparation éventuellement nécessaire entre les différents cours.
 - 2nde étape : détermination du taux global d'occupation à partir de la moyenne pondérée de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.
- La valeur de l'année n n'est disponible qu'au RAP n+1.

Les données sont saisies par les opérateurs dans le Référentiel Technique ESR (RT ESR), déployé en juin 2016.

Rappel du périmètre : occupation des salles de cours banalisées et amphithéâtres pour des activités d'enseignement, d'accueil des étudiants, d'exams ainsi que pour tout autre usage comme les colloques, manifestations ou locations. Ne sont pas compris dans le périmètre de cet indicateur les locaux d'enseignement dédiés aux travaux pratiques en raison d'une standardisation complexe.

Le **second sous-indicateur** est un ratio qui rapporte au nombre total de sites secondaires, le nombre de ceux qui comptent moins de mille étudiants inscrits. Le seuil de 1 000 étudiants fait référence au schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche (décret du 18 avril 2002).

La définition du « site secondaire » retenue pour cet indicateur est la suivante : il s'agit d'une implantation d'un ou plusieurs établissements publics d'enseignement supérieur, dans laquelle est inscrit un étudiant au moins, et qui ne se situe pas dans une agglomération (unité urbaine de l'INSEE) siège d'un établissement public d'enseignement supérieur sous tutelle MESRI. Ne sont retenues que les implantations et les effectifs d'étudiants des établissements publics d'enseignement supérieur sous tutelle MESRI, ce qui exclut notamment les étudiants de STS et de CPGE. Les effectifs étudiants pris en compte ne concernent que ceux des établissements publics d'enseignement supérieur sous tutelle MESRI.

Les données de l'année universitaire n-1/n sont disponibles en août de l'année n.

Limites et biais :

Certains étudiants des sites secondaires sont comptabilisés au titre d'une unité administrative d'inscription (UFR, IUT, école...) du site siège. Mais on observe que cette modalité d'inscription est réversible d'une année à l'autre, entraînant des variations par conséquent non significatives. L'indicateur est particulièrement sensible aux effets de seuil (1 000 étudiants) et d'une manière défavorable en période de baisse tendancielle de la démographie étudiante.

Commentaires

- Concernant le **premier sous-indicateur**, les établissements présentent de nombreuses disparités qui résultent de leurs spécificités géographiques (implantations multiples), pédagogiques (utilisation de salles spécialisées pour les disciplines scientifiques) ou organisationnelles (stages conduisant à une présence non linéaire des étudiants au cours de l'année universitaire) et qui influent sur le taux d'occupation de leurs locaux.

Le nouvel outil de collecte référentiel technique ESR remplaçant l'enquête annuelle du MESRI a été déployé début juin 2016 conformément au planning initial. La prise en main ainsi que le renseignement des données demandées aux opérateurs se sont cependant avérés plus longs que prévus, même si cet outil a été bien accueilli par l'ensemble des établissements. A ce jour les données ne sont pas suffisantes pour permettre de renseigner le PAP 2018 (même si le taux de complétude des données relatives au taux d'occupation des locaux, amphithéâtre et salle banalisée, est passé d'environ 10 % à 22 %, ceci ne permet pas de confirmer la prévision indiquée pour l'année 2017). Le travail de saisie et de validation des données va se prolonger durant les mois à venir avec pour objectif l'obtention d'un taux d'occupation confirmé pour la campagne d'enquête 2018.

- Concernant le **second sous-indicateur**, il convient de rappeler que chaque établissement détermine sa propre politique en matière d'offre territoriale de formation, et que les habilitations qui sont accordées par l'État ne comportent pas la mention du site d'enseignement. C'est donc dans le cadre de la politique contractuelle que la direction générale pour l'enseignement supérieur et pour l'insertion professionnelle peut effectuer une évaluation sous cet angle de cette offre et encourager les établissements à rationaliser leurs implantations universitaires, de manière à permettre une réelle complémentarité entre les différents sites existants dans chaque région, ceci dans la perspective d'une stabilisation du maillage universitaire. Par ailleurs, la contribution financière des collectivités territoriales à des investissements de développement (ouverture de départements d'IUT) ou visant à conforter (vie étudiante) ces petits sites, actée dans les contrats de projets État-région 2007-2013, peut faire obstacle à un resserrement significatif de la carte des formations. Le CPER 2015-2020, qui comprend un fort volet réhabilitation/rénovation du parc existant, dans le cadre des politiques de site, et non de développement de surfaces nouvelles, devrait influencer positivement sur cet indicateur.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les cibles 2020 sont fixées pour inciter les opérateurs à l'optimisation de la fonction immobilière, qui doit être un des piliers de l'autonomie accrue qui leur a été donnée.

Au regard de la mise en place de la politique de site, les schémas directeurs immobiliers et d'aménagement (SDIA) vont articuler la politique immobilière entre les établissements et les sites, dans le cadre du dialogue de gestion avec le MESRI, en complément des schémas pluriannuels de stratégie immobilière (SPSI) pilotés par la direction de l'immobilier de l'État (DIE).

L'optimisation de la gestion immobilière des établissements est également encouragée par un dialogue contractuel renouvelé entre les établissements et le ministère dans le cadre de la politique de site.

Concernant le sous-indicateur relatif au taux d'occupation des locaux, une certaine prudence reste de mise. En effet jusqu'à 2015 les taux d'occupation des amphithéâtres et des salles banalisées étaient globaux alors qu'avec le déploiement du référentiel technique ESR ceux-ci seront à l'échelle bâimentaire. Cette précision nouvelle risque d'avoir pour conséquence une évolution de la base de référence par rapport aux prévisions qui ont pu être élaborées jusqu'à présent. Toutefois il en sortira un indicateur plus fiable et plus précis, qui permettra de définir et de suivre des objectifs plus proches de la réalité.

INDICATEUR 2.5

Efficiences de la gestion immobilière [Programme 155]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Ratio entretien courant / SUB en administration centrale	€/m ²	28,65	24,85	28,98	24	24	23
Ratio SUN / Poste de travail en administration centrale	m ² /poste de travail	12,30	12,3	12,3	12,3	12,3	12

Précisions méthodologiques

Source des données : direction des finances, des achats et des services (DFAS), sous-direction des services généraux et de l'immobilier (SGI)

Mode de calcul :

Les coûts d'entretien courant comprennent les coûts engagés pour maintenir les immeubles et locaux dans un état garantissant le bon fonctionnement dans des conditions de sécurité et de confort satisfaisantes, et concernent les interventions régulières d'entretien, de petites réparations et de maintenance, qu'elles soient préventives ou correctives. Elles n'intègrent pas les dépenses lourdes de remise à niveau d'un immeuble obsolète qui constituent des dépenses d'immobilisation. Pour des locaux du parc locatif, les coûts d'entretien des surfaces communes sont inclus dans les charges locatives, sur lesquelles les ministères n'ont pas la maîtrise directe.

Les données relatives aux surfaces sont établies conformément aux règles fixées dans le cadre de l'élaboration des schémas pluriannuels de stratégie immobilière.

Pour l'administration centrale, la cible 2020 prend en compte le nouveau SPSI qui prévoit l'abandon de certains sites et le regroupement des agents sur un nombre de sites inférieurs et dont les effets pourraient intervenir en 2021 selon le calendrier de mise en œuvre du scénario retenu dans le SPSI.

Depuis 2014, la mesure de la performance du champ travail-emploi a été élargie aux secteurs affaires sociales, santé, jeunesse et sport.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Si le ratio m²/poste de travail est relativement stable depuis quelques années, il devrait encore l'être jusqu'à la mise en place du nouveau SPSI d'administration centrale actuellement en cours de finalisation et dont les projets devraient permettre une réduction de ce ratio.

En effet, il est prévu de réduire le nombre de sites actuellement occupés par les différents services des ministères et de réaliser ainsi une réduction du nombre de m². Dans le même temps, le site de Duquesne qui a déjà fait l'objet d'une densification en 2013 sera à nouveau densifié.

Ainsi, la cible de 12 m² par agent fixée en 2020 ou 2021 selon le calendrier de mise en œuvre du scénario retenu dans le SPSI, pourrait être améliorée.

INDICATEUR 2.6**Efficiences immobilières [Programme 212]**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2019 Cible
Ratio SUN / Poste de travail	m ² /poste	13,34	13,47	12	13,47	13,31	13,31
Ratio entretien courant / SUB	€/m ²		ND	*	*	*	*
Ratio entretien lourd / SUB	€/m ²		ND	*	*	*	*

Précisions méthodologiques

L'indicateur transverse interministériel d'efficiences immobilières présenté ne prend en compte que l'emprise du partenariat public-privé PPP Balard. Il est en effet impossible de distinguer sur les autres emprises ce qui relève uniquement de bureaux de ce qui relève de locaux opérationnels.

Source des données : contrat du PPP Balard et du suivi réalisé par le service parisien de soutien de l'administration centrale (SPAC)

Mode de calcul :

- « Ratio SUN / poste de travail » : la surface utile nette (SUN) et le nombre de postes de travail sont définis dans le PPP Balard mais ces données comprennent aussi les postes de travail (utilisés pour les opérations militaires, les stations blanche...).

- « Ratio entretien courant / surface utile brute » (SUB) et « Ratio entretien lourd / SUB » : les coûts et la SUB sont définis dans le contrat du PPP Balard.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le périmètre de l'indicateur est celui du partenariat public privé de Balard ce qui représente 2/3 de l'échelon central.

Ratio SUN / Poste de travail : compte tenu de la réalisation 2016, la prévision 2017 a été réévaluée à la hausse.

La prévision 2018 reste supérieure à la norme fixée par la direction de l'immobilier de l'État (DIE), soit 12 m² par poste de travail. En effet, la configuration des bâtiments anciens de la parcelle Est, bien que rénovés, ne permet pas d'atteindre cette norme.

S'agissant de la cible 2019, le ministère reconduit à l'identique la prévision fixée pour 2018 dans l'attente de la réalisation du prochain SPSI (schéma pluriannuel de stratégie immobilière), et notamment des décisions s'agissant du devenir du pôle ministériel de la parcelle Ouest.

Ratios d'entretien courant/SUB et d'entretien lourd/SUB : les dépenses d'entretien courant et d'entretien lourd sont définies dans le contrat de partenariat public-privé et relèvent du prestataire de services OPALE. Il n'est pas possible de distinguer l'entretien lourd de l'entretien courant. S'agissant de la maintenance globale, le coût moyen au m² est estimé à 137€ pour 2017 et à 140€ pour 2018 et 2019.

INDICATEUR 2.7

Efficiences de la gestion immobilière [Programme 214]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Ratio SUN/Poste de travail	m ² /poste	13,3	13,3	13,1	13,2	13,2	13,2
Ratio entretien courant/SUB	€/m ²	6,7	8,4	8,6	8,0	8,1	8,3
Ratio entretien lourd/SUB	€/m ²	23,8	24,5	53,4	46,6	35,8	38,0

Précisions méthodologiques

Source des données : MEN - SG-SAAM

Champ : France métropolitaine + DOM + COM

Mode de calcul : cet indicateur répond à la définition de la circulaire budgétaire du 31 mars 2017 (guide méthodologique de la performance).

À compter de 2016, le périmètre concerne l'immobilier de bureaux en domanial, en locatif et mis à disposition gratuitement, soit :

- pour l'administration centrale tous les bâtiments (y compris les sites de DESCARTES, BESLON et de l'ESENESR) ;
- pour les services déconcentrés les rectorats, les vice-rectorats, les directions des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN), les circonscriptions d'inspection de l'éducation nationale (IEN), le service interacadémique des examens et des concours (SIEC) et les centres d'information et d'orientation (CIO) d'État.

Sont hors champ : les logements, les parkings, les sites DRONISEP et CANOPE, les cités administratives (ces dernières relevant du programme 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées »).

Les surfaces

SUN (surfaces utiles nettes) et SUB (surfaces utiles brutes) sont extraites de l'application RT via l'application OAD pour les services déconcentrés et du SPSI de l'administration centrale (données actualisées au 31/12/2016).

Les salles de formation sont comptabilisées en SUB mais ne sont pas prises en compte dans les SUN.

Ratio SUN / Poste de travail

Le nombre de postes de travail correspond aux résidents administratifs des locaux retenus pour les calculs de surfaces ci-dessus exerçant une activité régulière, à temps complet ou partiel. Il s'agit des agents, des consultants, des personnels externes, des intérimaires, des stagiaires, exclusion faite des agents techniques des services généraux (agents techniques de maintenance et d'exploitation, agents d'entretien, personnel de restauration, agents de sécurité, hôtesse d'accueil et d'orientation, agents courrier, jardiniers, reprographes, chauffeurs).

Depuis janvier 2016, les données utilisées sont extraites de deux nouveaux outils informatiques métiers déployés par France Domaine dans les administrations centrales et les services déconcentrés (et prochainement dans les opérateurs) :

- « Référentiel Technique » (RT) pour la saisie de données, alimentant CHORUS REFX ;
- « Outil d'aide au diagnostic » (OAD) pour les restitutions des données RT et CHORUS REFX.

De plus, l'info-centre de la DIE permettra également d'effectuer des restitutions de CHORUS REFX.

Du fait du changement d'outil, les prévisions réalisées dans le cadre du PAP 2017 et du PAP 2018 sont donc soumises à une réserve importante.

Ratio entretien courant / SUB

Dépenses (en CP) d'entretien courant des services déconcentrés et de l'administration centrale sur le programme 214 auquel s'ajoutent, pour l'administration centrale, le programme 309 « Entretien des bâtiments de l'État » et, marginalement, le programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

Ratio Entretien lourd / SUB (uniquement immobilier de bureaux en domanial)

Dépenses (en CP) d'entretien lourd des services déconcentrés et de l'administration centrale sur le programme 214 auquel s'ajoute pour l'administration centrale, le programme 723 « Opérations immobilières nationale et des administrations centrales ».

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

L'évolution du ratio SUN/poste de travail tient compte des effets conjugués d'une politique de densification des bâtiments en propriété de l'État, d'abandon de surfaces louées et de rationalisation immobilière et de la prise en charge par le MEN des CIO départementaux dont les conseils départementaux se sont désengagés. Par ailleurs, les données de surfaces sont désormais issues de l'outil interministériel « référentiel technique » (RT), géré par la direction de l'immobilier de l'État (DIE), mis en place en 2016.

Occupation : ratio SUN/poste de travail

Le ratio d'occupation « SUN/poste de travail » évolue comme suit : 13,3 m² réalisé en 2016, 13,2 m² en prévision actualisée en 2017 et sur la période 2018-2020 (contre 13,1 m² en prévision initiale 2017).

Services déconcentrés

Les prévisions actualisées 2017 et initiales 2018 et 2020 du ratio d'occupation s'élèvent à 13,1 m² par poste de travail (contre 13,2 m² réalisé en 2016). La prévision initiale 2017 (13 m²) a été actualisée, l'écart marginal de +0,1 m² étant imputable au changement d'outil dans le calcul des métrés.

Par rapport à l'année précédente, la prévision actualisée 2017 (13,1 m²) intègre, au-delà du changement d'outil en 2016 pour le recensement des surfaces et des effectifs, une augmentation des résidents administratifs en lien avec la prise en charge des CIO départementaux et d'une diminution des superficies (SUB et SUN). Cette dernière résulte de diverses opérations de rationalisation immobilière portant notamment sur :

- une densification de locaux pour la DSDEN des Côtes-d'Armor ;
- le relogement des services de la DSDEN du Haut-Rhin ;
- la prise en charge par l'État des CIO départementaux, dont les conseils départementaux se sont désengagés selon des modalités conformes au cadrage fixé de maîtrise des surfaces.

Pour 2018, le ratio prévisionnel (13,1 m²), tient compte de l'effet des opérations qui concernent principalement :

- la réutilisation d'espaces de l'ancien restaurant administratif pour la DSDEN du Rhône ;
- les relogements d'une partie des services des rectorats de Besançon et de la Martinique ;
- les relogements en cité administrative des services de la DSDEN de l'Indre et de la DSDEN du Lot. Il convient de noter que pour ces opérations, les surfaces et effectifs sortent du périmètre de l'indicateur induisant de fait une diminution des surfaces et des effectifs.

La cible 2020 intègre une diminution des superficies par rapport à la prévision 2018, toutefois masquée par une augmentation des superficies domaniales. Les résultats traduisent une rationalisation immobilière et une politique de regroupement dans des locaux domaniaux avec abandon de surfaces locatives. Les opérations correspondantes concernent principalement le relogement des services du rectorat de Lille/DSDEN du Nord, du rectorat de Nancy-Metz/DSDEN de Meurthe-et-Moselle, des services académiques à Clermont-Ferrand, des services du rectorat de Montpellier, de la DSDEN du Loir-et-Cher et des circonscriptions IEN de Dijon. Sur ces bases, le ratio d'occupation devrait rester stable à hauteur de 13,1 m² SUN/poste de travail.

Les projets immobiliers concernant les implantations des services déconcentrés s'articulent avec une démarche de mutualisation entre les services déconcentrés et les opérateurs du secteur scolaire (CANOPE, CNED, DRONISEP) et entre les différents services de l'État, qui a déjà débuté et devra être poursuivie.

La nouvelle orientation de la politique immobilière de l'État, notamment par la mise en place des schémas directeurs immobiliers régionaux (SDIR), va permettre un meilleur alignement des projets du MEN avec les schémas préfectoraux établis désormais au plan régional et non pas départemental.

En tout état de cause, la politique immobilière au cours du triennal 2018-2020 s'inscrira dans les schémas directeurs immobiliers régionaux (SDIR) pilotés par les préfets de région. Au titre de l'accompagnement des SDIR, tous les projets immobiliers sont soumis à un examen en conférence régionale de l'immobilier public (CRIP) ou en conférence nationale de l'immobilier public (CNIP) dans le cadre de la nouvelle gouvernance locale en matière immobilière.

Administration centrale

La prévision actualisée 2017 (14,4 m²) est en diminution par rapport à la réalisation 2016 (14,7 m²). Elle est toutefois supérieure de +0,6 m² par rapport à la prévision initiale (13,8 m²). Ces variations s'expliquent principalement par le recours à des locaux tampons (situés Tour Gamma, Paris 12ème) pris à bail jusqu'à fin 2018, le temps de réaliser les travaux relatifs à la reconstruction de la façade du bâtiment Langevin situé sur le site Descartes.

Par ailleurs, compte tenu du programme de travaux prévu jusqu'en 2023 sur le site Descartes, des surfaces destinées au relogement des personnels seront nécessaires tout au long de la réalisation des différentes opérations (notamment la rénovation des installations électriques d'une durée de 5 ans qui ne peut être réalisée qu'en site inoccupé).

Coûts d'entretien (courant et lourd) et travaux structurants

Les prévisions du ratio de coût « entretien courant/SUB » sont estimées à 8,0 €/m² en prévision actualisée 2017, 8,1 €/m² en 2018, 8,3 €/m² en cible 2020. Par rapport à la réalisation 2016 (8,4 €/m²), les variations du ratio reposent sur les effets combinés des évolutions tarifaires prévisibles dans le cadre des marchés, des réductions de surfaces pour les services déconcentrés et à un retour à un niveau de dépenses récurrent pour l'administration centrale.

Les prévisions du ratio de coût « entretien lourd/SUB » sont estimées à 46,6 €/m² en 2017 (contre une réalisation 2016 à 24,5 €/m²), 35,8 €/m² en 2018 et 38 €/m² en cible 2020. Ces prévisions globales s'analysent différemment entre services déconcentrés et services centraux.

Pour les services déconcentrés, le ratio « entretien lourd/SUB » prévu sur la période 2017-2020 résulte essentiellement du rythme d'avancement des différentes opérations :

- pour 2018, le relogement d'une partie des services des rectorats de la Martinique et de Besançon, la réutilisation d'espaces de l'ancien restaurant administratif pour la DSDEN du Rhône, le relogement en cité administrative des services de la DSDEN de l'Indre et de la DSDEN du Lot ;
- pour 2020, la cible prend en compte principalement le relogement des services du rectorat de Lille et de la DSDEN du Nord (financé à partir du CAS immobilier), du rectorat de Nancy-Metz et de la DSDEN de Meurthe-et-Moselle, des services académiques de Clermont-Ferrand, des services du rectorat de Montpellier, de la DSDEN du Loir-et-Cher et des circonscriptions IEN de Dijon.

Pour l'administration centrale, l'évolution des coûts d'entretien lourd correspond à la cible d'avancement des opérations de travaux programmées en cours de réalisation (livraison de l'opération de restauration des façades sur cours intérieures du 110 rue de Grenelle, reconstruction de la façade du bâtiment Langevin (site Descartes), réfection des installations électriques courant fort – courant faible de l'ensemble du site Descartes, remplacement des ascenseurs des sites MEN), et qui démarrent en 2018 (mise aux normes du poste central de sécurité dont sécurité incendie (PCS SSI) et des étanchéités des toitures du site Descartes...).

INDICATEUR 2.8**Efficiences de la fonction immobilière [Programme 215]**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Ratio SUN / Poste de travail	m ² /poste de travail	13,80	13,86	13,50	13,53	13,36	12
Ratio entretien courant / SUB	€/m ²	17,08	16,81	15,00			
Ratio entretien lourd / SUB	€/m ²	37,04	64,27	35,00			
Taux d'écart calendaire agrégé des projets d'infrastructure	%	22,0	2,4	0	2,7	3	5-10
Taux d'écart budgétaire agrégé des projets d'infrastructure	%	6,0	11	0	3,6	3	5-10

Précisions méthodologiques

Source des données : MAA - Bureau du patrimoine immobilier

Mode de calcul : le ratio *SUN (Surface Utile Nette) / poste de travail* prend en compte le nouveau schéma d'implantation du MAA ; il reprend la définition de France Domaine. Les ratio entretien courant et entretien lourd ne peuvent s'apprécier que relativement au schéma directeur. Ils seront de ce fait suivis dans le volet « Justification au premier euro » et non dans le volet performance.

Grands projets immobiliers

Les projets immobiliers suivis (sites de Varenne, Barbet de Jouy et Lowendal) s'inscrivent dans le cadre du nouveau schéma d'implantation de l'administration centrale du MAA validé le 27 juin 2014 par le Secrétaire d'État chargé du budget.

Source des données : MAA - sous-direction de la logistique et du patrimoine

Mode de calcul : Définitions conformes au guide de la performance relatif à la préparation du PAP- volet performance

Taux d'écart budgétaire : moyenne pondérée des écarts entre budgets réactualisés et budgets prévus initialement

Taux d'écart calendaire : moyenne pondérée des écarts entre durées réactualisées et durées prévues initialement

Les durées et budgets prévus initialement sont estimés par rapport à la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre.

Les durées et budgets réactualisés sont estimés à date de production des documents budgétaires jusqu'à la fin du projet.

Le budget prévu initialement inclut toutes les dépenses prévisionnelles liées au projet immobilier y compris les révisions de prix et les aléas. Il est calculé par le maître d'ouvrage et mentionné dans le programme de l'opération (document contractuel sur la base duquel le maître d'œuvre est recruté et/ou dans des documents internes rédigés par le maître d'ouvrage).

Le budget réactualisé inclut le coût de réalisation, les travaux supplémentaires effectués et les révisions de prix. Il correspond au montant des AE imputées sur une tranche fonctionnelle.

La durée réactualisée peut concerner à la fois la phase études et /ou la phase de travaux.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Concernant le ratio SUN/postes de travail

L'application du schéma directeur immobilier et la rationalisation des espaces permettront de respecter la trajectoire prévue de l'indicateur. La diminution de 2018 intègre la prise en compte dans son calcul de l'intégration au MAA de la direction de pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) à partir du 1^{er} janvier 2018 qui sera également concernée par la cible de 12 m² par poste de travail.

Les écarts calendaires et budgétaires observés concernent les projets suivants :

- le projet de Mayotte qui a été reporté : de nouvelles études de faisabilité ont été lancées en 2017 ;
- le projet de Barbet de Jouy : la faillite de l'entreprise de désamiantage a conduit à une nouvelle procédure de consultation. Ainsi le délai global de l'opération pourrait au final être augmenté de 13 mois ;
- le projet de rénovation du site de Varenne sur l'ensemble des bâtiments C, D et E a pour sa part été suspendu en 2017 pour des raisons budgétaires.

INDICATEUR 2.9

Efficiences immobilières [Programme 216]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Taux d'écart calendaire agrégé	%	17,51	21,23	17,79	24,72	24,72	25
Taux d'écart budgétaire agrégé	%	8,32	6,41	8,02	5,06	5,06	6
Ratio SUN / Poste de travail	m ² / poste	8,65	8,61	8,27	8,17	8,29	8,2
Ratio entretien lourd / SUB	€ / m ²	6,28	10,25	13,03	11,97	19,11	15
Ratio entretien courant / SUB	€ / m ²	7,72	7,67	6,79	7,93	8,16	8

Précisions méthodologiques

2.3.1 Taux d'écart calendaire agrégé

Source des données : MI / DEPAFI / SDAI.

Mode de calcul : moyenne pondérée des écarts entre durées réactualisées ou finales et durées prévues initialement de l'ensemble des opérations en cours d'un montant supérieur à 5 M€ et présentant un dépassement.

Soit la formule : (somme des durées réactualisée ou finales – somme des durées initialement prévues) / somme des durées initialement prévues.

2.3.2 Taux d'écart budgétaire agrégé

Source des données : MI / DEPAFI / SDAI

Mode de calcul : moyenne pondérée des écarts entre budgets réactualisés ou finaux et budgets prévus initialement de l'ensemble des opérations en cours d'un montant supérieur à 5 M€ et présentant un dépassement.

Soit la formule : (somme des budgets réactualisés ou finaux – somme des budgets initialement prévus) / somme des budgets initialement prévus.

2.3.3 Ratio SUN / Poste de travail

Source des données : MI / DEPAFI / SDAI

Mode de calcul : ratio (en m² / ETPT) : somme des surfaces utiles nettes (SUN) des programmes / ETPT* (des mêmes programmes).

Jusqu'à l'année 2015 comprise, les programmes concernés sont : programmes 216, 307, 176, 152 et 161.

À compter de 2016, s'y ajoutent les données des programmes de la direction générale des étrangers en France (104 et 303) et de la délégation à la sécurité et à la circulation routières (207). Leurs services centraux sont désormais hébergés au sein de l'immeuble Garance, dont l'acquisition est financée par le programme 216.

* Les restitutions disponibles ne permettent pas de réaliser une sélection fine des données à analyser en ce qui concerne les postes de travail, notamment ceux, majoritaires, relevant de l'opérationnel dont une forte proportion des agents ont une activité de voie publique.

2.3.4 Ratio entretien lourd / SUB

Source des données : MI / DEPAFI / SDAI

Mode de calcul : somme des coûts de l'entretien lourd (programmes : 216, 307, 176, 152, 161) / somme des surfaces utiles brutes (SUB) globales de ces programmes, hormis pour le 152, programme pour lequel seule la SUB domaniale est prise en compte.

À compter de 2016, les surfaces dévolues aux services centraux des programmes de la direction générale des étrangers en France (P104 et 303) et de la délégation à la sécurité et à la circulation routières (P207), non prises en compte antérieurement, sont intégrées dans les données du programme 216 à la suite de leur emménagement dans l'immeuble Garance financé par le programme 216.

2.3.5 Ratio entretien courant / SUB

Source des données : MI / DEPAFI / SDAI

Mode de calcul : ratio (en €/ m²) : somme des montants des travaux imputés sur les comptes PCE d'entretien courant immobilier, hors entretien lourd (programmes 216, 307, 176, 152, 207 et 161 / somme des SUB (mêmes programmes)).

À compter de 2016, s'y ajoutent les données des programmes de la direction générale des étrangers en France (104 et 303) et de la délégation à la sécurité et à la circulation routières (207). Leurs services centraux sont désormais hébergés au sein de l'immeuble Garance, dont l'acquisition est financée par le programme 216.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

2.3.1 Taux d'écart calendaire agrégé

La cible 2020 est révisée à la baisse et passe de 40 % à 25 %, conformément à ce qui avait été annoncé dans les derniers RAP 2016, à la suite du changement de mode de calcul de l'indicateur au cours du précédent triennal.

Le taux prévisionnel actuel demeure dans la cible révisée. Sur les 22 opérations en cours, 9 présentent un dépassement de délai : 4 pour aléas de chantier, 2 pour modification de programme et 3 en raison du report des travaux dû à des contraintes budgétaires.

2.3.2 Taux d'écart budgétaire agrégé

Au regard d'un constat similaire à celui de l'indicateur précédent, pour 2020, la cible du triennal est révisée à la baisse et passe de 15 % à 6 %.

Le taux prévisionnel est fixé à 5,06 % pour 2017 et 2018. En effet, sur les 22 opérations en cours, 4 présentent un dépassement du coût prévisionnel initial, généralement modique. En effet, une seule opération représente 50 % du cumul des dépassements. Il s'agit d'une opération ayant successivement connue des fouilles archéologiques, la défaillance de la maîtrise d'œuvre qui a dû être remplacée, un appel d'offres infructueux puis un avenant en cours de chantier (gros-œuvre) et travaux supplémentaires).

2.3.3 Ratio SUN / Poste de travail

La prévision de ratio pour 2017 et 2018 se situe autour de 8,2 soit la cible fixée pour 2020. Ces prévisions tiennent compte de l'augmentation des effectifs de sécurité obtenus notamment dans le cadre du plan anti-terroriste et du pacte de sécurité.

2.3.4 Ratio entretien lourd / SUB

La cible 2020 a été fortement revalorisée de 8 à 15 €/m² par rapport à celle du précédent triennal en cohérence avec la stratégie ministérielle de priorisation de l'entretien du patrimoine. Outre l'entretien obligatoire et palliatif, elle intègre donc une part, appelée à perdurer, de résorption des déficits chroniques antérieurs subis (gros entretien-renouvellement des équipements en fin de vie).

L'affichage de la prévision 2018, supérieure à la cible, découle de l'orientation précitée privilégiant les réhabilitations et mises aux normes par rapport aux constructions neuves, amplifiée par le phénomène conjoncturel d'atteinte du plein effet de la mise en œuvre du pacte de sécurité et du plan d'urgence de la gendarmerie.

2.3.5 Ratio entretien courant / SUB

La cible est revalorisée de 7 à 8 €/m² par rapport au précédent triennal. Là encore, cette évolution s'inscrit dans la stratégie ministérielle déclinée dans les outils de pilotage des SGAMI. Il s'agit de stabiliser à minima le niveau d'entretien courant.

INDICATEUR 2.10

Efficiences de la gestion immobilière [Programme 217]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Ratio entretien courant / SUB en administration centrale	€/m ²	36,30	36,81	37,70	37,25	37,66	38
Ratio d'occupation (SUN / poste de travail) en administration centrale	m ² / poste	12,55	12,8	11,70	11,9	11,9	11,9

Précisions méthodologiques

Mode de calcul :

1. sous-indicateur 1.2.1 : ratio d'entretien courant / surface utile brute (SUB) en administration centrale.

- au numérateur : dépenses d'entretien courant (en crédits de paiement) réalisées au cours de l'année considérée au titre du petit entretien, des petites réparations, de la maintenance préventive, de l'entretien des espaces extérieurs et des travaux d'aménagement légers ;
- au dénominateur : surface utile brute (SUB) en m² des locaux occupés par les services d'administration centrale des deux ministères à la charge du programme 217.

2. sous-indicateur 1.2.2 : ratio d'occupation (Surface utile nette / poste de travail) en administration centrale.

- au numérateur : surface utile nette (SUN) en m² des locaux occupés par les services d'administration centrale des deux ministères à la charge du programme 217 ;
- au dénominateur : nombre d'effectifs physiques comptabilisés au 31 décembre de l'année n-1.

Source des données :

- le montant des dépenses relatives à l'entretien courant est extrait du système d'information CHORUS. La fiche du guide ministériel dédié à la performance précise la liste des comptes PCE et groupes de marchandises correspondant à ces dépenses ;
- les données relatives aux surfaces sont extraites de tableaux de suivi sous tableur bureautique renseignés par les services ;
- le nombre de postes de travail est quant à lui déduit des effectifs physiques du ministère (hors DGAC). Les données correspondantes sont issues de l'application ministérielle de gestion du personnel : REHUCIT.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

1. Sous-indicateur 1.2.1 : ratio d'entretien courant (coût d'entretien courant/m² SUB)

La prévision 2017 est révisée légèrement à la baisse par rapport au PLF 2017 (37,25 €/m² SUB au lieu de 37,7 €/m²) compte tenu d'un réajustement des dépenses d'entretien courant sur certains sites.

Des éléments d'incertitude demeurent néanmoins quant au coût final des dépenses composant le numérateur du ratio pour la paroi sud de l'Arche où environ 1 700 agents du ministère ont emménagé en avril 2017.

Dans ce contexte, la prévision initiale 2018 est portée à 37,66 €/m² sur la base d'une prévision d'inflation modérée et la valeur cible finale 2020 à 38 €/m² SUB.

2. Sous-indicateur 1.2.2 : « ratio d'occupation »

La prévision révisée 2017 est portée à 11,9 m²/agent.

Le déménagement dans la paroi sud de l'Arche d'environ 1700 agents du ministère devrait permettre de tendre vers cet objectif cible.

Avec le regroupement des agents du ministère dans les deux tours de la Défense, Séquoia et la Grande Arche, le ratio devrait se stabiliser à 11,9 m²/agent pour la prévision initiale 2018. La libération d'espaces de bureaux du fait des réductions d'effectifs programmées est compensée par l'installation d'autres services ou établissements publics.

La prévision de 11,9 m²/agent est reportée pour la valeur cible initiale 2020.

INDICATEUR 2.11

Efficiencia de la gestión inmobiliaria [Programme 218]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Ratio SUN / Poste de travail	m ² / poste	13,4	13,4	13,3	13,3	13,3	13,3
Ratio entretien courant / SUB	€ / m ²	39,1	36,8	37,4	37,4	37,4	37,4
Ratio entretien lourd / SUB	€ / m ²	26,4	21,6	30,2	30,2	30,2	30,2

Précisions méthodologiques

Source des données : secrétariat général

Périmètre : administration centrale du ministère de l'économie et des finances et du ministère de l'action et des comptes publics (immeubles de bureaux domaniaux et locatifs).

Surfaces : les surfaces SHON (surface hors œuvre nette), SUB (surface utile brute) et SUN (surface utile nette) sont calculées conformément aux notes du service France Domaine concernant les définitions des surfaces, mesurages d'occupation et ratios.

Effectif : postes de travail des effectifs physiques logés dans l'ensemble du parc concerné, y compris prestataires mais hors agents techniques des services généraux.

L'entretien courant, de la responsabilité de l'administration occupante, recouvre l'exploitation-maintenance (préventive et corrective) relevant de l'occupant, le matériel technique et les travaux courants.

L'entretien lourd, de la responsabilité de l'État propriétaire, correspond aux opérations au profit d'immeubles domaniaux qui seront imputées à compter de 2017 sur le CAS « Gestion du patrimoine immobilier de l'État ».

Le ratio entretien lourd / SUB est calculé en divisant le coût de l'entretien lourd par la surface utile brute (SUB). Son évolution traduit les fortes variations des crédits consacrés à l'entretien du propriétaire. Compte tenu du vieillissement naturel du parc domaniaux et des investissements nécessaires en matière de performance énergétique des bâtiments, on retient l'hypothèse selon laquelle l'enveloppe de crédits mis à disposition au titre de l'année sera intégralement consommée (par l'engagement des autorisations d'engagement).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Afin de réduire le ratio SUN / poste de travail, et de se rapprocher de l'objectif cible de 12 m² de SUN par poste de travail, le secrétariat général des ministères économiques et financiers met en œuvre une démarche de densification des espaces de bureaux.

De 15,5 m² en 2008, le ratio est passé en 2016 à 13,4 m² par poste de travail, et doit poursuivre sa décroissance dans le cadre des orientations fixées par le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2014-2018. Ainsi, un objectif de 13,3 m² par poste de travail a été retenu pour 2017. L'atteinte de cet objectif, voire son dépassement, nécessite la réalisation préalable d'opérations immobilières complexes de réinstallation dans le cadre d'une stratégie privilégiant la diminution du parc locatif au profit du parc domaniaux. Cette baisse tient compte aussi des délais de réalisation des opérations programmées. La cible 2020 pourra être amenée à évoluer dans le cadre de l'élaboration du nouveau schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI).

Le ratio entretien courant/SUB, retraçant principalement les opérations de maintenance préventive et les travaux d'aménagement légers devrait se maintenir au même niveau.

Les cibles relatives au ratio entretien lourd/SUB devraient en revanche progresser dans un contexte de vieillissement naturel du parc domanial et de la réalisation d'investissements permettant d'améliorer sa sécurité et sa performance énergétique.

INDICATEUR 2.12

Efficiencia de la gestión inmobiliaria [Programme 308]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Ratio d'entretien courant / SUB du CSA	€/m²	68	51	50	47	46	45
Ratio SUN / postes de travail du CSA	m²/poste de travail	11	11	11	11	11	11

Précisions méthodologiques

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) :

Sous-indicateur : « ratio d'entretien courant / SUB CSA »

Sources des données : les données sont fournies par la direction administrative et financière du CSA

Modalités de calcul :

- Numérateur : dépenses de fonctionnement liées aux contrats de maintenance, à l'entretien des espaces verts, à l'entretien courant des bâtiments ;
- Dénominateur : surface utile brute (SUB) en mètres carrés.

Sous-indicateur : « ratio SUN / postes de travail »

Sources des données : les données sont fournies par la direction administrative et financière du CSA

Modalités de calcul :

- Numérateur : ratio SUN
- Dénominateur : postes de travail.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Conseil supérieur de l'audiovisuel

La diminution du sous indicateur « ratio entretien courant / SUB du CSA » est la conséquence des efforts du Conseil dans sa politique d'optimisation des dépenses courantes. Le Conseil a ainsi poursuivi sa politique de rationalisation des achats, avec un taux de rattachement aux marchés mutualisés de 42 % sur l'année 2016. Le Conseil a pour objectif de poursuivre l'amélioration du ratio susmentionné pour les années à venir.

Le sous indicateur « ratio SUN / postes de travail du CSA » reste stable sur la période.

INDICATEUR 2.13

Efficiencia de la gestión inmobiliaria [Programme 224]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Ratio SUN / Poste de travail	m²/Poste	15,61	15,61	15,61	15,61	15,61	15,61
Pour information : Ratio entretien courant / SUB	€/m²	45	32	so	so	so	so
Pour information : Ratio entretien lourd / SUB	€/m²	15	9	so	so	so	so

Précisions méthodologiques

Les différents ratios utilisés reprennent les définitions établies par France Domaine en la matière. Le ratio m²/poste correspond à la surface utile nette rapportée au nombre de postes.

Périmètre : Ces données sont calculées pour les 7 sites de l'administration centrale : Valois, Bons-Enfants, Pyramides, Beaubourg, Francs-Bourgeois, Saint-Cyr et Richelieu.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Cet indicateur a déjà fait l'objet d'un recentrage ayant permis de diminuer de 50 % le nombre de sous-indicateurs. Les données de surface jusqu'ici exprimées en surface de bureau utile nettes (BUN) ont pu être valorisées en surface utile nette (SUN) grâce à une étude technique confiée à un géomètre.

Globalement, le ratio SUN/poste de travail se maintient sur les dernières années. L'importance de la surface utile nette (SUN) par rapport à la surface tertiaire exploitable réelle s'explique par le mauvais rendement de l'immeuble de la rue des Pyramides (importantes déperditions et circulations trop larges) ainsi que par la prise en compte de nombreuses surfaces techniques intégrées dans la SUN mais ne rentrant pas dans la surface de bureaux, notamment les salles techniques du centre SI de Saint-Cyr, qui accueille les serveurs du ministère.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2015-2019 pour l'administration centrale du ministère (projet CAMUS 2019) a été finalisé fin 2015. L'année 2017, tout comme 2016, sera consacrée aux études. La mise en œuvre opérationnelle se déroulera à partir de 2018. A ce stade, les ratios d'occupation sont constants et le resteront jusqu'au démarrage des travaux. Les effets du SPSI se produiront à partir de 2019, suite aux affectations des services sur les sites choisis.

OBJECTIF N° 3**Améliorer la gestion des projets immobiliers**

- Programme 105 : Action de la France en Europe et dans le monde
- Programme 212 : Soutien de la politique de la défense
- Programme 175 : Patrimoines
- Programme 310 : Conduite et pilotage de la politique de la justice
- Programme 214 : Soutien de la politique de l'éducation nationale

INDICATEUR 3.1**Respect des coûts et délais des grands projets d'investissement [Programme 105]**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision DPT 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Projets immobiliers : Taux d'écart budgétaire agrégé	%	NC	13,8	13,8	5,3	2,0	0
Projets immobiliers : Taux d'écart calendaire agrégé	%	NC	5,7	5,7	21,0	25,7	5,4

Précisions méthodologiques

Source des données : Direction des immeubles et de la logistique (DIL) ; direction des systèmes d'information (DSI).

Mode de calcul : L'indicateur a été développé suivant une méthodologie interministérielle définie par la circulaire 2PERF-17-3054. Le mode de calcul de l'indicateur a été modifié à partir du PAP 2016, ce qui explique la mention « NC » pour « non calculé » pour la réalisation 2015.

En ce qui concerne les projets immobiliers, la date d'initialisation d'un projet (c'est-à-dire l'acte déclencheur du calcul des indicateurs sur l'opération, et la date à laquelle sont évaluées le délai et le coût initial d'une opération) est la date de finalisation des études de programmation. Seuls les projets dont le montant initial est supérieur ou égal à 5 M€ sont considérés.

Pour le PAP 2018, il est convenu que la date d'initialisation d'une opération (i.e. l'acte déclencheur du calcul des indicateurs sur l'opération et la date à laquelle sont évalués le délai et le coût initial d'une opération) est la date de démarrage des études de maîtrise d'œuvre (mois de notification du marché de maîtrise d'œuvre). Ce choix de date d'initialisation n'est pas neutre en termes de délais pour une opération immobilière : il peut exister, entre la finalisation de la programmation et le lancement des études de conception, des délais de validation (essentiellement budgétaires et politiques)

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Onze grands projets immobiliers sont pris en compte dans le périmètre de l'indicateur pour la prévision actualisée 2017.

Pays	Projet	Initialisation	Durée initiale (année)	Durée révisée (année)	Ecart durée (année)	Coût initial du projet (M€)	Coût révisé du projet (M€)	Dépassement de coût (M€)
Opérations en travaux								
Bangladesh	Construction de l'ambassade franco-allemande	2009	5	7	+2	3,0	4,7	+1,7
Nigeria	Construction d'un campus diplomatique	2011	4	6	+2	11,0	17,0	+6,0
Ghana	Relocalisation de l'ambassade	2013	3	5	+2	7,8	7,8	0,0
Haiti	Reconstruction de l'ambassade	2010	5	8	+3	11,0	14,2	+3,2
Kenya	Relocalisation de l'ambassade	2011	7	6	-1	8,0	12,3	+4,3
France	Modernisation	2015	5	6	+1	80,0	73,0	-7,0
Etats-Unis	Achat de 5 appartements à New York	2017	0,5	0,5	0	6,0	6,0	0,0
Opérations en études								
Gabon	Construction de l'ambassade à Libreville	2015	4	4	0	12,0	13,0	+1,0
Qatar	Relocalisation de l'ambassade	2014	4	5	+1	12,0	12,0	0,0
Corée du Sud	Relocalisation de l'ambassade	2016	4	4	0	13,3	13,3	0,0
Japon	Institut français	2016	5	5	0	10,0	10,0	0,0

Concernant l'étranger

Les dépassements en coût et en délai des opérations en phase « travaux » sont généralement induits par des décalages de calendrier ou par une modification en cours de projet du cahier des charges. À titre d'exemples :

- À **Abuja (Nigéria)**, un retard dans la délivrance du permis de construire par les autorités locales et une défaillance de l'entreprise principale (qu'il a fallu remplacer) explique le délai supplémentaire d'un an de l'opération ainsi qu'une part de l'augmentation du montant alloué à l'opération. L'augmentation du coût du projet s'explique surtout par l'ajout de prescriptions sécuritaires demandées en phase d'étude de conception. Par ailleurs, des difficultés d'approvisionnement (douanes) ont allongé la durée des travaux et consécutivement leur montant.
- À **Nairobi (Kenya)**, l'urgence et le contexte sécuritaire ont à la fois accéléré le planning prévisionnel de l'opération et amené à renforcer les mesures de sécurisation du site (coûts induits supplémentaires de l'ordre de 2,3 M€ pour le seul lot sécurité).
- À **Accra (Ghana)**, l'appel d'offres relatif au marché de travaux a été infructueux en raison de réponses inadaptées au budget prévisionnel. Le lancement d'un nouvel appel d'offres explique le retard pris sur le projet.
- À **Port-au-Prince (Haïti)**, une faillite de l'entreprise générale en 2015 a obligé le MAEDI à résilier le marché du titulaire et à relancer un appel d'offres pour permettre l'achèvement des travaux, décalant la livraison des travaux de début 2016 à mi 2018. Le gros œuvre est achevé.

Pour le reste les projets concernent :

Doha (Qatar)

Le déménagement de notre chancellerie et de la résidence vers le nouveau quartier diplomatique en cours de réalisation a été décidé en accord avec les autorités qatariennes en 2010, moyennant la mise à disposition d'un terrain adapté et la prise en charge d'une partie des frais de construction du nouveau campus. Les négociations de ces compensations financières sont à l'origine du décalage en programmation immobilière 2014 et donc à l'origine d'un décalage de l'année d'initialisation en 2014 (cf. PAP 2015). Par ailleurs, le chiffrage du projet au stade des études

d'avant-projet a fait apparaître un dépassement : la recherche d'économies a entraîné un délai de 6 mois supplémentaires dans le déroulement des études, non rattrapable.

Libreville (Gabon)

Il s'agit de la construction de la nouvelle ambassade visant à regrouper sur le terrain de la résidence du chef de poste, la chancellerie diplomatique et le consulat actuellement situés en ville sur deux sites distincts. Le financement de l'opération est en partie assuré par la vente de terrains. Son coût révisé est de 13 M€ avec 1 M€ consacré à la sécurité du site. Un concours d'architectes a été lancé et a permis de sélectionner un projet. À ce jour les études sont terminées et l'appel d'offres travaux a été lancé permettant d'envisager une livraison fin 2019.

Séoul (Corée du Sud)

Il s'agit de la relocalisation de l'ambassade. Son financement repose sur la valorisation du terrain actuel de Hap Dong, propriété de l'État français, et sur la vente de deux plateaux de bureaux occupés par l'institut (plateau évalué à 6,3 M€ en 2013) et le SER (plateau évalué à 4,5 M€). L'objectif de cette opération est de dégager un surplus financier et de regrouper l'ensemble des services français de Séoul sur un site unique et dans des locaux modernes et fonctionnels afin d'améliorer la situation actuelle.

Plusieurs pistes de relocalisation, y compris dans le cadre d'un projet franco-allemand, ont été explorées mais n'ont pas abouti. Finalement, il a été décidé de construire une nouvelle ambassade sur le site de Hap Dong à côté de la résidence de l'ambassadeur, et d'y regrouper les services diplomatiques, culturels et économiques. Une partie du site est destinée à la vente après parcellisation. Une relocalisation provisoire des services de l'ambassade (chancellerie diplomatique et consulat) est toutefois nécessaire pendant la durée des travaux de construction sur le site actuel (2 ans). Elle se fera en partie dans les locaux actuels de l'institut. Le marché de maîtrise d'œuvre a été notifié début janvier 2017.

Tokyo (Japon)

Il s'agit de la restructuration de l'institut français du Japon à Tokyo. L'opération qui porte sur une surface totale de 3 466 m² comprend la rénovation des bâtiments historiques et une extension de 1 237 m². Un architecte local a été désigné lauréat en avril 2017, au terme d'un concours international. Les études sont en cours, et la date prévisionnelle d'achèvement des travaux est l'été 2020. L'estimation prévisionnelle de l'opération est de 10 M€.

Concernant la France

L'unique grand projet d'investissement envisagé en France concerne le site du Quai d'Orsay. Appelé « Quai d'Orsay 21 » (QO21), ce projet regroupe un ensemble d'opérations complexes destinées à rénover et à moderniser ce site historique :

- travaux préparatoires (curage, désamiantage, déplombage, démolitions) / 2,3 M€,
- projet dit de l'Aile des archives faisant l'objet d'un concours européen d'architecture (réhabilitation de l'Aile des archives, surélévation des ailes en retour, reconversion du centre enterré, construction d'un nouveau bâtiment en cœur de site) / 65,5 M€ (dont 7,2 M€ de maîtrise d'œuvre),
- projet « Aile des gardes et accueil du public », qui consiste en la rénovation de l'Aile des gardes et en la mise aux normes de sûreté de l'entrée du 1 rue Esnault Pelterie / 5,2 M€.

Au total, le projet QO21 est donc estimé à 73 M€ (coût révisé du projet). La baisse du coût global est due au report de l'opération de remise aux normes du restaurant administratif.

La durée révisée du projet est due au report du second jury du concours européen d'architecture à la fin d'année 2017.

INDICATEUR 3.2**Respect des délais et des coûts des grands projets d'infrastructure [Programme 212]**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2019 Cible
Taux d'écart calendaire agrégé	%	85	17	85	15	15	15
Taux d'écart budgétaire agrégé	%	10	28	10	10	10	10

Précisions méthodologiques

Le périmètre retenu est constitué des opérations d'infrastructure individualisées dont le coût initial est supérieur à 5 M€ (coût mentionné dans le programme ou dans l'avant-projet (AVP) selon les cas), et qui ont été livrées dans l'année considérée. Chaque opération livrée compte pour un projet. Seuls les coûts en dépassements sont pris en compte.

Source des données : tableaux de restitution semi-déclaratifs, réalisés sur la base d'extraction de données de l'application métier COSI du Service d'infrastructure de la défense.

Mode de calcul

- Taux d'écart budgétaire = moyenne pondérée des écarts entre budgets finaux et budgets prévus initialement = $\sum (Bai - Bpi) / \sum Bpi$

Bpi = budget prévu initialement de l'opération

Bai = budget final de l'opération

- Taux d'écart calendaire = moyenne pondérée des écarts entre durées finales et durées prévues initialement = $\sum (Dai - Dpi) / \sum Dpi$

Dpi = durée prévue initialement de l'opération

Dai = durée finale de l'opération

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

La prévision 2017 était réalisée à l'identique de la prévision 2016 : il s'agissait d'une estimation des cibles pour la première occurrence du nouvel indicateur de respect des coûts et délais des projets d'infrastructure du projet annuel de performance.

La réévaluation de la prévision 2017 est fondée sur les enseignements tirés de la première occurrence des nouveaux indicateurs. Ils permettent de réviser la prévision calendaire à la baisse.

Il n'est pas identifié d'évolution particulière des résultats de ces indicateurs entre 2017 et 2019 : les effets des mesures d'amélioration de la performance du service d'infrastructure de défense (SID) sont pour partie absorbés par l'augmentation permanente du plan de charge.

La prévision 2018 est estimée au même niveau que 2017.

Le SID poursuit l'amélioration de son outil informatique de conduite des opérations d'infrastructure (COSI), notamment pour faciliter le suivi des calendriers des opérations. Un recours accru à cet outil fiabilisé permettra de mieux évaluer les prévisions futures

INDICATEUR 3.3**Respect des coûts et délais des grands projets [Programme 214]**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision DPT 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Immobilier : Taux d'écart budgétaire agrégé	%	20	23	23	26*	45	45*
Immobilier : Taux d'écart calendaire agrégé	%	58	75	75	88	110	110

Précisions méthodologiques

Source des données : MEN : SG-DNE - SG-SAAM

Mode de calcul :

Cet indicateur a été calculé à partir de données chiffrées portant sur un panel de projets immobiliers prioritaires dont le détail est présenté ci-après.

Le taux d'écart budgétaire agrégé correspond à la part d'évolution du coût révisé rapporté au coût initial.

Le taux d'écart calendaire agrégé correspond au différentiel de durée entre la prévision initiale et révisée, rapporté à la durée initiale.

Cet indicateur répond à la définition de la circulaire budgétaire du 31 mars 2017 (guide méthodologique de la performance)

Projets immobiliers :

Désignation des projets immobiliers (*)	Année d'initialisation du projet	Durée initiale du projet	Durée révisée du projet	Coût initial du projet (M€)	Coût révisé du projet (M€)	Écart entre coût révisé et coût initial
		Nombre d'années	Nombre d'années	a	b	c=b-a
Schéma pluriannuel de stratégie immobilière – SPSI / Administration centrale du MEN	2008	6	9	27,8	28,1	0,3
Réhabilitation du site de Descartes	2009	5	13	16,5	24,4	7,9
Regroupement des services du rectorat de l'académie de Nancy-Metz et du service départemental de Meurthe et Moselle	2011	5	8	21	29,85	8,85
Regroupement des services du rectorat de la Martinique	2013	3	Projet en cours de redéfinition	9,7	Projet en cours de redéfinition	

La réhabilitation des bâtiments pérennes de l'administration centrale du MEN (hors site « Descartes ») porte sur la mise aux normes et la sécurité des sites. Les travaux visent un triple objectif : respect des normes de performance immobilière (dont ratio 10 m²/ agent), suivi des recommandations issues du Grenelle de l'environnement et amélioration des conditions de travail des personnels.

La réhabilitation du site « Descartes » de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), concerne principalement la mise aux normes (sécurité incendie, électrique et ascenseurs), ainsi que la reconstruction de la façade d'un bâtiment (Langevin). Ces travaux s'inscrivent dans le cadre d'un schéma directeur validé par la préfecture de police de Paris qui définit l'ensemble des opérations à conduire. Ce site comprend un bâtiment (Boncourt) classé aux monuments historiques. Le financement de l'opération est essentiellement assuré par le programme 723.

Dans les services déconcentrés, l'opération à conduire sur le site de l'ancienne école des mines de Nancy permettra de rapprocher les services du rectorat de Nancy-Metz, de la direction des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, de la structure CANOPE et de la délégation régionale de l'ONISEP (DRONISEP), ainsi que les circonscriptions d'inspection du premier degré (IEN) nancéiennes.

L'opération de regroupement des services du rectorat de la Martinique consiste à restructurer l'implantation principale du rectorat (site Terreville), afin de pouvoir regrouper sur ce site les agents installés dans deux autres implantations. Elle nécessite, entre autres, d'importants travaux portant sur la climatisation, le renouvellement d'air et les façades vitrées, ainsi que des travaux de densification du site.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLEAdministration centrale

Le projet concernant le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) / administration centrale du MEN s'achève en 2017, conformément à la prévision de 9 ans depuis le PAP 2014.

S'agissant du projet de réhabilitation du site « Descartes », de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), les objectifs concernent principalement la mise aux normes (sécurité incendie, électrique et ascenseurs) ainsi que la reconstruction de la façade d'un bâtiment (Langevin). La réflexion initiée en 2015 avec la DIE sur le schéma immobilier de l'administration centrale s'est poursuivie tout au long de 2016 et fait encore l'objet d'échanges plus approfondis en 2017 sur les autres travaux à réaliser, en vue d'une présentation au Conseil de l'immobilier de l'État (CIE).

À ce stade, hors aléas pouvant survenir dans ces bâtiments classés, le projet de réhabilitation connaît une évolution sur sa durée qui est portée à 13 ans, soit une prolongation d'une année par rapport à la prévision inscrite au PAP 2017. Cette fluctuation résulte du report de plusieurs mois :

- des travaux de reconstruction de la façade du bâtiment Langevin (durée prévisionnelle : 17 mois), le temps de reloger les personnels dans des locaux tampon,
- des travaux de réhabilitation des installations électriques, l'appel d'offres ayant été finalisé fin 2016 pour une durée de 5 ans.

En 2018, ces derniers travaux entreront en phase de réalisation ainsi que les études relatives aux travaux d'encloisonnement et de sécurité incendie (issus du schéma directeur) pour une livraison prévue à compter de 2020.

Services déconcentrés

Le coût du projet de Nancy-Metz est révisé à 29,85 M€ soit une augmentation de 1,55 M€ par rapport à la prévision de 28,3 M€ inscrite au PAP 2017 et sa durée est portée à 8 ans (soit une prolongation d'une année par rapport à la prévision inscrite au PAP 2017).

Le surcoût s'explique par la nécessité de procéder à des travaux de terrassement en rez-de-jardin afin de créer des locaux pouvant bénéficier d'un éclairage naturel.

Quant à la durée de l'opération, elle est prolongée du fait du déménagement plus tardif que prévu du laboratoire Jean Lamour programmé initialement en 2016 et qui ne pourra intervenir qu'en 2017.

En ce qui concerne le projet de la Martinique, l'opération de regroupement des services académiques en une seule implantation (site Terreville) au lieu de deux (sites Terreville et Tartenson) estimée à 9,7 M€, qui devait être réalisée en 2016 a connu des évolutions. Il était en effet apparu nécessaire de traiter le confortement sismique du bâtiment non prévu initialement. Cette opération ne pouvant pas être réalisée en site occupé compte tenu de la nature des travaux, un relogement provisoire des services doit être envisagé. Dans ces conditions, le coût global de l'opération s'avérant très élevé, sa pertinence économique a été remise en cause et comparée à d'autres solutions, notamment un relogement par voie locative. Ce projet fait l'objet d'une analyse commune entre la direction de l'immobilier de l'État (DIE) et le MEN en vue d'une redéfinition. Au regard de ces éléments le projet conçu à l'origine n'est plus d'actualité.

INDICATEUR 3.4

Respect des coûts et des délais des grands projets immobiliers [Programme 310]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Taux d'écart budgétaire agrégé (immobilier judiciaire)	%	SO	2,55	2,09	3,57	4,04	2,25
Taux d'écart calendaire agrégé (immobilier judiciaire)	%	SO	30,18	36,56	45,78	45,91	37,32
Taux d'écart budgétaire agrégé (immobilier pénitentiaire)	%	SO	1,25	-0,66	0,14	1,84	1,47
Taux d'écart calendaire agrégé (immobilier pénitentiaire)	%	SO	12,15	6,23	12,19	11,34	3,28

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : Les projets servant de base au calcul des taux portent sur des opérations en maîtrise d'ouvrage publique ou en partenariat public-privé, sur des constructions neuves et des réhabilitations.

Dans le champ pénitentiaire, les opérations sont comptabilisées par site, même si elles font l'objet d'un contrat global confiant à une même entreprise la réalisation d'un programme de constructions.

Il est précisé que ce recensement est établi en fonction de la programmation actuelle. Ainsi, le nombre de projets correspond au portefeuille de commandes en conseil d'administration de l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) et il ne peut être préjugé des arrêts ouancements de nouvelles opérations.

Pour calculer les taux d'écart sont pris en compte les paramètres suivants :

- Ne sont décomptées que les opérations de plus de 5 M€ ayant fait l'objet d'une commande ferme de réalisation dans le cadre du conseil d'administration de l'Agence.
- Les prévisions au titre d'une année tiennent compte, d'une part, du plan de charge établi en relation avec la tutelle, et, d'autre part, des opérations appelées à sortir du champ de l'indicateur en raison de leur livraison ou de leur annulation.

Calcul du taux d'écart calendaire :

- les durées (exprimées en mois) prévues initialement sont celles présentées dans le planning initial établi au moment de la commande sur la date prévisionnelle de remise des clés ;
- les durées révisées sont celles du planning actualisé.

Calcul du taux d'écart budgétaire : le coût effectif ou prévisionnel pris en compte est celui approuvé en conseil d'administration. L'ensemble des dépassements, ou, éventuellement des réfections, de coûts rapportés au total des coûts finaux estimés (CFE) approuvés en conseil d'administration sont intégrés.

Source des données : APIJ

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Liste des projets concernés pour 2018

	Coût prévisionnel € TTC (1)	Coût révisé € TTC (2)	[(2) - (1)] / (1)	Durée prévisionnelle en mois (3)	Durée révisée en mois (4)	[(4) - (3)] / (3)
JUDICIAIRE	303 700 000	315 980 000	4,04 %	562	820	45,91 %
Aix-Carnot	47 700 000	48 500 000	1,68 %	74	122	64,86 %
Douai	8 500 000	12 500 000	47,06 %	44	104	136,36 %
Lisieux	12 500 000	13 400 000	7,20 %	54	108	100,00 %
Pointe-à-Pitre	35 000 000	37 200 000	6,29 %	82	100	21,95 %
Saint-Malo	17 000 000	18 380 000	8,12 %	70	100	42,86 %
Poitiers	53 700 000	53 700 000	0,00 %	73	91	24,66 %
Mont-de-Marsan	27 900 000	27 900 000	0,00 %	66	84	27,27 %
Lille	93 400 000	96 400 000	3,21 %	69	81	17,39 %
Ile-de-la-Cité - Redéploiement	8 000 000	8 000 000	0,00 %	30	30	0,00 %
PENITENTIAIRE	1 051 779 736	1 071 165 000	1,84 %	741	825	11,34 %
Ducos	30 439 736	38 500 000	26,48 %	50	116	132,00 %
Paris La Santé	227 700 000	227 700 000	0,00 %	89	83	-6,74 %
Lutterbach	110 150 000	105 900 000	-3,86 %	61	61	0,00 %
Basse-Terre	63 000 000	62 385 000	-0,98 %	73	85	16,44 %
QSL SPIP Nanterre	13 770 000	13 770 000	0,00 %	21	27	28,57 %
Baumettes 3	110 000 000	110 000 000	0,00 %	69	69	0,00 %
Bordeaux	125 110 000	125 110 000	0,00 %	85	85	0,00 %
Caen	115 000 000	115 000 000	0,00 %	73	73	0,00 %
CFS	13 700 000	13 700 000	0,00 %	49	55	12,24 %
Lille-Loos	126 770 000	142 960 000	12,77 %	69	69	0,00 %
Troyes (Lavau)	108 300 000	108 300 000	0,00 %	69	69	0,00 %
Fleury Sureté Pénitentiaire	7 840 000	7 840 000	0,00 %	33	33	0,00 %

Opérations judiciaire

Les projets en dépassements de coûts (de plus de 5 %) sont les suivants : Douai (reprise du programme suite à des fouilles archéologiques), Lisieux (intégration des travaux de dépollution), Pointe-à-Pitre (évolution des effectifs et intégration du tribunal d'instance dans le périmètre de l'opération) et Saint-Malo (prise en compte du plan de prévention des risques littoraux).

Les projets en retard (de plus de 6 mois) sont les suivants : Aix-Carnot (décalage de planning lié à la contrainte budgétaire), Douai (nouvelle estimation de coûts de travaux et modification de programme), Lisieux (décalage de planning lié à la contrainte budgétaire), Lons-le-Saunier (modifications de programme et décalage de planning lié à la contrainte budgétaire), Pointe-à-Pitre (décalage de planning lié à la contrainte budgétaire), Saint-Malo (décalage de planning lié à la contrainte budgétaire), Poitiers (décalage de planning lié à la contrainte budgétaire), Mont-de-Marsan (décalage de planning lié à la contrainte budgétaire) et Lille (évolution des effectifs).

Opérations pénitentiaires

Les projets en dépassements de coûts (de plus de 5 %) sont les suivants : Ducos (appel d'offres infructueux) et Lille-Loos (intégration d'un quartier de préparation à la sortie (QPS) dans le cadre du programme d'encellulement individuel (PEI)).

Les projets en retard (de plus de 6 mois) sont les suivants :

- Ducos (appel d'offres infructueux et difficultés de chantier lié au site occupé)
- Draguignan (suspension des études à la suite d'un contentieux)
- Aix 2 (priorisation de la programmation)
- Basse-Terre (stabilisation du programme).

INDICATEUR 3.5**Qualité de la maîtrise d'ouvrage État [Programme 175]**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Respect de la programmation des opérations sous convention cadre OPPIC terminées dans l'année	%	98,84	87,34	100	100	100	100
Respect de la programmation des opérations sous convention de mandat de maîtrise d'ouvrage OPPIC	%	112,17	110,62	115	115	114	112

Précisions méthodologiquesSources des données :

1^{re} ligne : données de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC). Périmètre : On considère les opérations terminées dans l'année d'un montant supérieur à 500 K€ TTC programmées sur le titre 5 du programme 175 « Patrimoines », dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée à l'OPPIC et relevant de la convention annuelle de programmation (qui constitue la déclinaison de la convention cadre).

2^e ligne : données de l'OPPIC. Périmètre : On considère les opérations de travaux, en cours ou achevées dans l'année, programmées sur le titre 5 dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée à l'OPPIC par convention de mandat, relevant du programme 175 « Patrimoines ».

Mode de calcul :

1^{re} ligne : La valeur de l'indicateur est $N1 / N2$ en % avec :

N1 = coût total des travaux à la date de réception ;

N2 = coût des travaux prévu à l'avant-projet définitif (soit coût actualisé à la valeur moyenne des indices pour des travaux prévus à l'APD).

2^e ligne : La valeur de l'indicateur est $N1 / N2$ en % avec :

N1 = coût réel (dernier avenant) ;

N2 = coût des travaux prévu (convention initiale) corrigé des révisions de prix.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le ministère s'engage sur le respect des coûts des opérations immobilières confiées à l'OPPIC. D'une part (sous-indicateur 1.3.1), pour les projets en maîtrise d'ouvrage déléguée sur convention-cadre terminés dans l'année, le coût total à la réception des travaux devra être au maximum égal au coût total des travaux prévu en avant-projet définitif (APD). D'autre part (sous-indicateur 1.3.2), pour les opérations sous convention de mandat de maîtrise d'ouvrage, le coût total ne devra pas excéder de plus de 15 % le coût prévu en convention initiale (corrigé uniquement des révisions de prix), seuil de tolérance accepté en matière de maîtrise d'œuvre et en deçà duquel il est considéré que l'opération est achevée sans modification structurelle par rapport au projet initial. L'ambition de la cible est renforcée en PLF 2018, passant de 15 à 14 %. L'objectif est de la ramener progressivement à 12 % à horizon 2020.

OBJECTIFS CONCOURANT À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

OBJECTIF N° 4

Améliorer la conservation du patrimoine immobilier de l'État

Programme 175 : Patrimoines

INDICATEUR 4.1

Part des crédits de conservation préventive par rapport aux crédits de restauration des monuments historiques [Programme 175]

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Part des crédits de conservation préventive par rapport aux crédits de restauration des monuments historiques	%	17,91	18,87	>=15	>=15	>=15	>=15

Précisions méthodologiques

Source des données :

Application comptable interministérielle Chorus pour les données issues des DRAC, compte financier du Centre des monuments nationaux (CMN).

Mode de calcul :

I = N1 / N2, exprimé en %, où :

N1 = Somme des crédits de paiements (CP) exécutés en DRAC et en DAC sur les titres 3 et 6 (fonctionnement) pour la conservation préventive des monuments historiques classés ou inscrits + montant des CP exécutés par le CMN pour la conservation préventive des bâtiments (classés ou inscrits) (crédits de fonctionnement uniquement) (en euros) ;

N2 = Somme des CP exécutés en DRAC et en DAC sur les titres 5 et 6 (investissement) pour la restauration des monuments historiques classés ou inscrits + montant des CP exécutés par le CMN pour les travaux de restauration des bâtiments (classés ou inscrits) au cours de l'année civile considérée (crédits d'investissement uniquement) (en euros).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Conformément aux recommandations du rapport de la mission d'audit de modernisation sur « la modernisation et la rationalisation de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre sur les monuments historiques » (avril 2006), le ministère s'engage à continuer à maintenir *a minima* à 15 % la part des crédits des monuments historiques allouée à la conservation en amont par rapport aux crédits alloués à la restauration. Le maintien de cet objectif dans le temps est la garantie d'une utilisation optimale des crédits ouverts en loi de finances. Les prévisions et la cible ont donc été fixées en conséquence.

OBJECTIF N° 5**Maîtriser l'évolution du coût des loyers****Programme 152 : Gendarmerie nationale****INDICATEUR 5.1****Evolution du coût global des loyers hors caserne [Programme 152]**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Evolution du coût global des loyers hors caserne	%	-1,5	+4,1	+15	<5	<15	<4,6

Précisions méthodologiques**Périmètre**

Logements situés en métropole et en outre-mer supportés par le programme 152.

Mode de calcul

Evolution annuelle du coût global des loyers des logements individuels situés hors caserne concédés aux militaires de la gendarmerie par nécessité absolue de service.

Source des données

Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), direction des soutiens et des finances (DSF).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les prévisions ont été déterminées en tenant compte des résultats consolidés obtenus en 2016 et des effets immédiats induits par le pacte de sécurité (création et renforcement d'unités), les redéploiements (réarticulation des zones de compétence de la police et de la gendarmerie) et les réorganisations (évolution du maillage des implantations territoriales).

Lorsqu'il n'existe pas de logement en caserne vacant et/ou correspondant aux charges de famille du militaire, la gendarmerie recourt à des prises à bail dans le secteur privé.

Afin de contenir l'évolution du coût annuel des loyers hors caserne, le P152 poursuit une politique volontariste illustrée notamment par :

- la réintégration de personnes en caserne chaque fois que cela est possible ;
- la négociation des loyers au moment de la prise à bail ;
- la renégociation des loyers au moment des périodes de révision et de renouvellement de bail ;
- la prise à bail au plus près de la date d'affectation du militaire et correspondant strictement à ses charges de famille.

L'augmentation des effectifs ainsi que la création ou le renforcement d'unités créent des besoins nouveaux de logement.

Pour la période 2018 à 2020, l'évolution de l'indicateur 5.3 tient compte de l'évolution des prix constatés selon les indices des loyers des activités tertiaires (ILAT) ainsi que d'une augmentation moyenne de 500 gendarmes par an dans le cadre du plan présidentiel :

- 2018 : 5,14 % ;
- 2019 : 4,89 % ;
- 2020 : 4,66 %.

OBJECTIF N° 6**Réduire la durée de vente des biens et droits immobiliers**

■ Programme 723 : Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État (*libellé modifié*)

INDICATEUR 6.1**Durée moyenne de vente d'un bien immobilier [Programme 723]**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Durée moyenne de vente d'un bien immobilier	mois	16,78	16,4	16	17	16	16

Précisions méthodologiques

Source des données : Outil de suivi des cessions de la direction de l'immobilier de l'État

Mode de calcul : La direction de l'immobilier de l'État agrège, dans un outil de suivi des cessions, les dates saisies par les services locaux du domaine pour les ventes de biens immobiliers de l'année concernée. En effet, les services saisissent dans l'outil d'une part la date de la décision d'inutilité du bien et d'autre part la date de la cession. Le calcul consiste à réaliser une moyenne des différences entre ces deux dates.

Le périmètre de l'indicateur porte sur l'ensemble des biens vendus dans l'année concernée, dont la date de décision d'inutilité est postérieure ou égale à l'année N-3, et qui sont recensés dans l'outil de suivi des cessions. Le périmètre des biens pris en compte glisse d'un an chaque année. Ont été exclues les cessions de biens à l'étranger et de biens ne disposant pas d'une date de décision d'inutilité.

Cet indicateur identifie donc la rapidité des cessions réalisées par la direction de l'immobilier de l'État.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Les cibles annuelles ont été ajustées pour tenir compte de plusieurs facteurs ayant une incidence directe sur la durée moyenne de cession.

Il convient d'une part de noter que la conjoncture économique actuelle n'est pas favorable aux transactions immobilières. De manière générale, l'immobilier professionnel se vend mal dès lors qu'il n'est pas neuf ou entièrement rénové. Cette tendance est d'autant plus prégnante pour l'État dont les biens les plus liquides ont été cédés ces dernières années. De fait, si le nombre de biens cédés diminue en tendance chaque année depuis 2011 (de 1 800 biens cédés en 2011 à moins de 1 300 potentiels pour 2017), il en va de même de la qualité des immeubles cédés. À l'exception de quelques biens emblématiques dans la capitale ou à l'étranger, la direction de l'immobilier de l'État est de plus en plus confrontée à des biens situés en dehors des zones attractives et / ou en état médiocre et qui ne sont pas aux dernières normes environnementales et d'accessibilité.

D'autre part, la loi du 18 janvier 2013 sur la mobilisation du foncier public a également produit un effet de ralentissement sur les cessions publiques. Outre l'allongement des durées de cession en raison de l'instruction plus complexe des dossiers, près de 200 biens, inscrits sur les listes régionales, attendent, pour être cédés, qu'un projet soit présenté par un acheteur.

ÊTRE UN ÉTAT EXEMPLAIRE

OBJECTIF CONCOURANT À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

OBJECTIF N° 7

Rendre accessibles les sites aux personnes en situation de handicap

■ Programme 224 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture

INDICATEUR 7.1

Accessibilité des établissements publics d'enseignement supérieur culturel aux personnes en situation de handicap [Programme 224]

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2015 Réalisation	2016 Réalisation	2017 Prévision PAP 2017	2017 Prévision actualisée	2018 Prévision	2020 Cible
Part des établissements d'ESC accessibles selon les termes de la loi de 2005 en cohérence avec les Agendas d'accessibilité programmés (ADAP)	%	41,7	55,6	70	58,33	72,22	80,56

Précisions méthodologiques

Périmètre : établissements publics d'enseignement supérieur du programme 224.

Mode de calcul : on rapporte le nombre d'établissements d'enseignement supérieur en conformité avec la loi de 2005 relative à l'accessibilité des personnes en situation de handicap (PMR, handicap auditif, visuel...) au nombre total d'établissements d'enseignement supérieur dépendant du programme 224. Cet indicateur a été revu en cohérence avec les agendas d'accessibilité programmée à 3, 6 et 9 ans.

Sources des données : directions générales en charge de la tutelle de ces établissements.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Des efforts importants ont été faits par le ministère de la Culture en matière de mise en accessibilité : en 2016, plus de 55 % des établissements publics de l'enseignement supérieur Culture sont accessibles au sens de la loi de 2005. Les travaux se poursuivent en 2018 conformément aux agendas d'accessibilité programmée à 3, 6 et 9 ans. Compte tenu des échéanciers d'investissement et de l'évolution des différents projets la prévision 2017 est actualisée à 58,33 %.

La prévision 2018 est portée à 72,22 % et la cible 2020 à 80,56 %.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES PROGRAMMES CONCOURANT À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

ÉVALUATION DES CRÉDITS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Numéro et intitulé du programme ou de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
105 – Action de la France en Europe et dans le monde	156 788 815	156 517 132	164 128 636	167 810 620	175 355 528	178 262 418
303 – Immigration et asile	8 687 883	8 289 206	9 438 000	9 577 500	11 400 000	11 600 000
152 – Gendarmerie nationale	833 571 018	694 596 753	911 257 481	736 229 489	924 509 520	790 099 459
161 – Sécurité civile	17 892 776	21 501 399	12 192 500	15 802 648	21 219 700	12 985 000
176 – Police nationale	360 137 403	410 528 215	452 773 196	387 986 463		
207 – Sécurité et éducation routières	2 986 007	3 355 859	5 346 381	5 346 381	5 506 773	5 506 773
307 – Administration territoriale	62 810 964	72 330 515	82 219 384	72 198 554	75 217 971	72 348 973
232 – Vie politique, culturelle et associative	640 192	1 804 220	3 866 000	1 731 000	777 000	1 895 000
216 – Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	151 328 850	136 386 841	111 185 621	145 605 805	89 145 404	149 475 535
138 – Emploi outre-mer	41 265 068	38 672 331	25 650 000	26 245 803	26 803 000	31 414 239
215 – Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	22 027 524	27 019 188	28 301 721	32 794 203	25 314 516	29 307 093
169 – Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 280 025	2 394 345	2 960 000	2 960 000	2 460 000	2 460 000
144 – Environnement et prospective de la politique de défense	37 383 701	38 274 375	51 867 023	57 876 758	83 856 740	70 620 362
178 – Préparation et emploi des forces	487 377 472	383 060 619	309 486 672	335 050 752	342 250 000	357 250 000
212 – Soutien de la politique de la défense	1 784 658 357	1 588 408 844	1 899 604 697	1 560 584 580	2 331 732 070	1 994 600 952
146 – Équipement des forces	74 276 855	70 251 993	65 558 346	59 450 892	86 395 002	86 369 425
175 – Patrimoines	12 630 000	13 445 000	31 516 119	22 722 759	18 035 070	29 469 546
131 – Création	1 321 745	4 439 428	21 370 000	15 100 000	19 474 166	16 224 166
224 – Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	30 252 268	50 143 298	54 623 157	57 446 815	59 722 381	59 807 447
126 – Conseil économique, social et environnemental	3 618 073	3 618 073	2 787 135	2 787 135	1 925 600	1 925 600
164 – Cour des comptes et autres juridictions financières	19 287 917	11 094 249	14 860 000	10 570 000	11 588 000	10 350 000
165 – Conseil d'État et autres juridictions administratives	26 705 253	36 083 600	47 890 171	35 950 000	52 514 527	39 508 002
129 – Coordination du travail gouvernemental	50 534 991	50 900 082	42 430 464	66 877 360	37 919 215	73 490 806
308 – Protection des droits et libertés	1 616 890	7 073 014	6 732 000	1 640 246	191 000	1 662 000
333 – Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	391 867 957	330 587 693	470 244 275	323 926 954	481 370 466	325 829 398
112 – Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	880 842	4 119 710	2 030 025	4 516 425	300 000	772 727
203 – Infrastructures et services de transports	29 177 108	33 137 762	25 807 028	34 588 947	29 523 336	35 970 333
205 – Affaires maritimes (<i>libellé modifié</i>)	8 581 815	7 202 444	6 610 000	6 610 000	6 610 000	6 610 000
181 – Prévention des risques	1 955 735	1 975 478	2 020 000	2 245 000	1 961 800	1 975 800
217 – Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	41 557 301	93 212 826	49 604 559	95 879 911	51 196 990	94 163 510

Numéro et intitulé du programme ou de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
613 – Soutien aux prestations de l'aviation civile	14 304 827	14 069 982	14 162 360	13 369 360	4 400 000	4 400 000
134 – Développement des entreprises et régulations <i>(libellé modifié)</i>	1 823 259	1 535 232	1 927 234	1 923 570	817 544	1 416 068
220 – Statistiques et études économiques	19 634 773	18 925 507	20 207 293	19 432 958	30 754 000	20 227 977
305 – Stratégie économique et fiscale	3 329 567	3 361 274	4 300 000	4 300 000	4 200 000	4 200 000
156 – Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	518 476 937	500 611 549	644 000 000	515 200 001	628 490 000	506 320 000
218 – Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	298 680 062	190 415 032	171 183 133	180 820 000	151 180 764	165 073 526
302 – Facilitation et sécurisation des échanges	99 153 389	59 518 420	73 513 656	65 826 091	68 565 640	70 112 115
309 – Entretien des bâtiments de l'État	125 689 366	128 130 229	0	0	0	0
724 – Opérations immobilières déconcentrées <i>(ancien)</i>	0	0	158 073 000	150 207 000	0	0
723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État <i>(libellé modifié)</i>	241 996 043	315 953 303	375 543 000	374 793 000	524 630 641	581 700 000
166 – Justice judiciaire	237 428 477	229 440 896	381 415 036	297 811 367	437 426 960	433 906 960
107 – Administration pénitentiaire	570 794 069	702 217 057	2 074 700 000	735 010 000	731 200 000	689 356 639
182 – Protection judiciaire de la jeunesse	44 871 791	42 352 470	57 967 012	45 555 020	67 627 721	48 212 997
310 – Conduite et pilotage de la politique de la justice	24 082 629	36 641 958	26 638 068	36 268 068	29 691 920	45 477 340
214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale	208 763 989	241 010 700	239 851 320	256 118 481	305 500 558	239 356 278
150 – Formations supérieures et recherche universitaire	416 247 483	278 585 971	321 453 875	283 883 715	346 105 353	343 485 524
231 – Vie étudiante	106 848 321	76 837 843	19 180 000	15 950 000	14 760 000	19 120 000
124 – Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	48 692 188	79 197 926	51 423 712	71 317 389	80 156 585	88 411 386
219 – Sport	12 863 187	18 229 159	16 623 537	20 279 235	17 173 167	18 255 162
155 – Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	9 268 773	7 418 599	11 361 524	25 081 945	3 668 426	3 761 874
348 – Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants <i>(nouveau)</i>					20 000 000	20 000 000
Total	7 667 049 935	7 244 877 599	9 577 884 351	7 411 260 200	8 440 625 054	7 794 748 410

PRÉSENTATION DES PROGRAMMES CONCOURANT À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

ACTION DE LA FRANCE EN EUROPE ET DANS LE MONDE (105)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	156 788 815	156 517 132	164 128 636	167 810 620	175 355 528	178 262 418

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 105 rassemble l'ensemble des moyens dévolus au ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) pour conduire la politique étrangère de la France, à l'exception de ceux dédiés à la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire (DFAE) et à la direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM).

Trois objectifs sont assignés en 2017 au programme 105 : « renforcer la sécurité internationale et la sécurité des Français », « promouvoir le multilatéralisme et construire l'Europe » et « assurer un service diplomatique efficient et de qualité ».

Le programme est chargé des fonctions de soutien pour le compte commun des quatre programmes placés sous la responsabilité du ministère, afin de gérer au mieux ses ressources humaines et ses autres moyens : politique immobilière, logistique diplomatique, sécurité, affaires financières, systèmes d'information et de télécommunications. Il inclut ainsi les ressources consacrées au fonctionnement du réseau diplomatique constitué de 160* ambassades bilatérales, 90 consulats, 16 représentations permanentes et 2 antennes diplomatiques.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 105 participe aux objectifs de la politique immobilière de l'État, d'améliorer la gestion du patrimoine immobilier et d'être un État exemplaire. Il contribue au financement des dépenses immobilières de nature récurrente en administration centrale et au sein du réseau, à savoir :

- loyers budgétaires (35,7 M€ en France et 56,5 M€ à l'étranger en PLF 2018) : ils concernent 138 biens à l'étranger dans 87 pays et 10 sites en France localisés à Paris, Nantes et Strasbourg ;
- locations et charges locatives (8,5 M€ en France et 27 M€ à l'étranger) : il s'agit plus particulièrement du bail des sites de Châtillon et de la Courneuve, et de quelque 340 loyers au sein du réseau à l'étranger ;
- énergies et fluides (2,5 M€ en France et 14 M€ à l'étranger) : cette enveloppe est répartie entre les locaux nantais et parisiens et les postes à l'étranger ; elle a pu être revue à la baisse sur les derniers exercices grâce à des renégociations de contrats avec les fournisseurs et aux mesures mises en place pour contenir les consommations ;
- entretien et maintenance courants (6,5 M€ en France et 8 M€ à l'étranger) : cette dotation finance les marchés liés à l'entretien des locaux du ministère à Paris et à Nantes et permet de procéder aux interventions de maintenance courante dans les emprises du réseau à l'étranger ;

- entretien lourd (7,5 M€ pour la France et 13,5 M€ pour l'étranger) : cette dotation permet la prise en charge des dépenses d'entretien du propriétaire préalablement financées sur le CAS immobilier de l'État, pour des interventions estimées prioritaires au maintien opérationnel des infrastructures du parc du ministère. En 2018, les dépenses concerneront en particulier la consolidation du sous-sol de l'Hôtel du ministre et la rénovation énergétique sur le site du Quai d'Orsay, ainsi que plusieurs centaines d'opérations de mises en conformité du bâti et des réseaux, de rénovations et de maintenance des équipements techniques dans les postes à l'étranger.

89 % de la valeur des biens gérés par le MEAE et 91 % de ses surfaces immobilières sont situées à l'étranger, où les ambassadeurs sont les représentants des domaines. Cette particularité a pour conséquence de soumettre les opérations du ministère à des aléas réglementaires, politiques, sécuritaires, opérationnels et monétaires propres à chaque contexte local.

Compte tenu de l'ampleur et de l'éclatement géographique du patrimoine immobilier, le MEAE maintient un niveau élevé de professionnalisation des équipes au sein de sa direction de l'immobilier et de la logistique et de ses antennes immobilières réparties dans le réseau des ambassades. Les agents issus du ministère de la transition écologique et solidaire (ingénieurs et techniciens) constituent les équipes en charge des travaux, ainsi que quelques fonctionnaires territoriaux en détachement.

Avec le projet « Quai d'Orsay 21 », le MEAE est le seul ministère à réaliser son projet emblématique de regroupement francilien en maîtrise d'ouvrage directe. C'est également le cas pour un bon nombre de projets réalisés par le MEAE à l'étranger.

En France, le projet majeur consiste en la rénovation et la modernisation du site du Quai d'Orsay (ce projet est estimé à 73 M€). Il regroupe un ensemble d'opérations complexes destinées à rénover et à moderniser ce site historique :

- travaux préparatoires (curage, désamiantage, déplombage, démolitions) ;
- opération dite de « l'Aile des Archives » faisant l'objet d'un concours européen d'architecture (réhabilitation de l'Aile des Archives, surélévation des ailes en retour, reconversion du centre enterré, construction d'un nouveau bâtiment en cœur de site) ;
- opération « Aile des gardes et accueil du public » (rénovation de l'aile des gardes et mise aux normes de sûreté de l'entrée du 1 rue Renault Pelterie).

À terme, 300 nouveaux postes de travail seront créés au Quai d'Orsay, soit un effectif global de 1 300 agents. Les surfaces concernées sont les suivantes : environ 11 000 m² de surface hors œuvre à réhabiliter ; environ 4 500 m² surface hors œuvre de construction neuve. Alors que les travaux préparatoires et l'opération « Aile des gardes et accueil du public » débutent à l'été 2017, l'opération « Aile des Archives » est en attente de la réunion du second jury du concours architectural.

Des travaux relevant de l'entretien du propriétaire ont été initiés en 2017 sur le CAS 723 : mise aux normes sécurité incendie et accessibilité de l'Hôtel du ministre (2,7 M€ en AE) et mise aux normes sécurité incendie des bâtiments administratifs (1,6 M€ en AE).

À l'étranger, la politique de rationalisation du parc immobilier du MEAE s'appuie sur le CAS « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » (programme 723). Pour mémoire, les cessions du MEAE ont généré 754 M€ de produits entre 2006 et 2016.

Les opérations d'entretien lourd relevant du propriétaire sont financées en France et à l'étranger par le programme 105 en complément du CAS. Pour financer l'entretien de ce parc d'1,5 M de m² et évalué à 4,8 Mds d'euros, le budget consacré à ces opérations a été fixé à hauteur de 20,9 M€, France et étranger confondus.

DIPLOMATIE CULTURELLE ET D'INFLUENCE (185)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 185 relève de la mission « Action extérieure de l'État », rattachée au ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Il regroupe l'ensemble des crédits destinés à l'enseignement public français à l'étranger via l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) et aux politiques de coopération culturelle, linguistique, universitaire et scientifique, ainsi qu'en matière d'enjeux globaux (environnement, santé, stabilité économique et financière, sécurité alimentaire, diffusion de la connaissance). Il contribue à l'attractivité de la France, notamment avec le transfert de la subvention d'Atout France en PLF 2015.

Le programme 185 s'inscrit dans une logique d'influence et s'appuie sur une grande variété d'instruments et de partenaires (opérateurs, établissements à autonomie financière, alliances françaises, etc.) visant à promouvoir les positions économiques, politiques et culturelles de la France à l'étranger.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) ;
- l'Agence de promotion des formations et des échanges éducatifs et scientifiques (Campus France) ;
- l'Institut français ;
- Atout France.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 185 contribue à la politique transversale à travers ses opérateurs. L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) dispose notamment d'un SPSI voté en CA et a budgété en LFI 2016 un montant de 94,1 M€ de CP pour ses dépenses immobilières. Les autres opérateurs ont budgété, en LFI 2016, les montants suivants pour leurs dépenses immobilières : 5,9 M€ par Atout France, 2,7 M€ par l'Institut français et 0,4 M€ par Campus France.

MÉTHODES RETENUES POUR L'ÉVALUATION DES EMPLOIS ET DES CRÉDITS

Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)

Les dépenses effectuées au titre des opérations immobilières ont été d'environ 42,1 millions d'euros pour 2016, dont 28,9 M€ pour les opérations d'investissement du SPSI votées au conseil d'administration (CA) et 13,2 M€ pour les opérations de gros entretien. Le montant pour 2017 ne sera connu qu'en fin d'année. Il devrait être de l'ordre de 60 M€ (environ 40 M€ pour les opérations du SPSI votées en CA et 20 M€ pour les opérations de gros entretien). Par ailleurs, ont été engagées en 2017 des opérations d'amélioration de la sécurité des établissements pour un montant d'environ 8 M€.

Le financement des opérations immobilières est généralement assuré par une participation de l'établissement sur ses fonds propres, par une aide financière de l'Agence et par un recours aux avances de France Trésor (AFT). À noter que depuis le transfert de l'État à l'AEFE de l'ensemble des biens domaniaux occupés par les EGD, le MEAE ne participe plus au financement des opérations immobilières concernant le patrimoine scolaire de l'AEFE.

Pour ce qui concerne les opérations votées en 2016/2017, la part respective de ces sources de financement a été la suivante pour :

- Alger, l'extension du lycée d'un montant de 12,0 M€ dont 8,0 M€ (part lycée) et 4,0 M€ (part AFT),
- Francfort, l'acquisition d'un terrain d'un montant de 0,6 M€,
- Lisbonne, la restructuration du lycée pour un montant de 6,5 M€ dont 6,5 M€ financés intégralement par le lycée,
- Londres, la rénovation du lycée Charles de Gaulle d'un montant de 10,5 M€ financés intégralement par le lycée.

Soit un montant total de 29,6 M€ dont 25,6 M€ et 4,0 M€ pour la part AFT.

En 2016, l'AEFE a procédé à l'établissement de son nouveau SPSI (schéma pluriannuel de stratégie immobilière). À partir d'un état des lieux complet de son patrimoine et d'objectifs de gestion actualisés, cette étude a conduit à proposer une programmation des investissements immobiliers pour les années 2016 à 2020 comprenant une vingtaine d'opérations pour un montant total estimé à 110 millions d'euros ainsi que des travaux de gros entretien pour un montant de 26 M€. Ce SPSI a été validé préalablement par le MEAE et la direction de l'immobilier de l'État. Il a été approuvé par le CA de l'Agence lors de sa séance du 27 juin 2016.

Concernant les établissements conventionnés, l'AEFE soutient leurs projets immobiliers en participant à leur financement sous la forme de subventions d'investissement. En 2017, leur montant devrait être de l'ordre de 4 M€ pour les projets immobiliers et de 5 M€ pour les projets d'amélioration de la sécurité. Les aides les plus importantes relatives à des projets immobiliers concernent les projets de Beyrouth (collège protestant), Dar es Salaam, Düsseldorf, Hong Kong, Phnom Penh, Séoul, Shanghai, et Vientiane. Les aides les plus importantes relatives à des projets d'amélioration de la sécurité concernent les établissements d'Amman, Athènes, Bamako, Bangkok, Bangui, Caracas, Conakry, Fianarantsoa, Guatemala city, Harare, Kuala Lumpur, Le Caire (hors EGD), San José et Singapour.

INTÉGRATION ET ACCÈS À LA NATIONALITÉ FRANÇAISE (104)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Au sein de la mission « immigration, asile et intégration », pilotée par la direction générale des étrangers en France (DGEF), le programme 104, dont le responsable est le directeur général des étrangers en France, constitue le principal outil financier de la politique d'intégration. Cette politique a pour finalités, l'accueil et l'intégration des personnes immigrées autorisées à séjourner en France. Elle repose, à titre principal, sur la mise en œuvre du parcours d'intégration républicaine des personnes immigrées, y compris quand elles ont obtenu le statut de réfugié, et comme aboutissement, sur la possibilité d'accéder à la nationalité française.

La masse salariale ainsi que les effectifs de la direction générale sont portés par le programme support du ministère de l'intérieur, soit le programme 216 « conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ».

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Liste des axes stratégiques suivis par le programme :

- améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État ;
- améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État ;
- conserver le patrimoine immobilier de l'État ;
- professionnaliser la gestion du patrimoine immobilier de l'État.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les implantations immobilières des services centraux, y compris les locaux de la sous-direction de l'accès à la nationalité française à Rezé (44), sont désormais portées par le programme support du ministère de l'intérieur, soit le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ». La contribution à la politique transversale découlant de leur gestion est incluse dans la contribution de ce dernier programme.

Cependant, l'OFII identifie des crédits relevant de la politique transversale issus de la subvention pour charges de service public.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

OFII

Sources des données : concernant l'exécution 2016, les consommations sont issues du compte financier 2016.

Méthodes de calcul : les méthodes retenues sont celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

En investissement :

- poursuite des opérations relatives à la réhabilitation des services centraux, dont les travaux Patay
- travaux de réhabilitation de la Direction Territoriale de Lyon.

En fonctionnement :

- bail précaire de 11 mois pour la Direction Territoriale de Lyon dans le cadre de l'opération de réhabilitation
- renouvellement du bail non prévu initialement de la Direction Territoriale de Lille à la suite d'une extension de surface pour répondre aux besoins d'accroissement des publics
- nouveaux baux en cours de signature pour Pointe à Pitre et Mayotte.

IMMIGRATION ET ASILE (303)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	8 687 883	8 289 206	9 438 000	9 577 500	11 400 000	11 600 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Au sein de la mission « immigration, asile et intégration », pilotée par la direction générale des étrangers en France (DGEF), le programme 303 dont le responsable est le directeur général des étrangers en France, regroupe les actions et les crédits des politiques relatives à la gestion de l'immigration, à la lutte contre l'immigration irrégulière et à la garantie de l'exercice du droit d'asile pour les personnes ayant besoin d'une protection internationale. Il a pour finalités l'organisation, la réglementation, la régulation des mouvements migratoires ainsi que l'accompagnement administratif des immigrants légaux et la prise en charge des demandeurs d'asile.

La masse salariale ainsi que les effectifs de la direction sont portés par le programme support du ministère de l'intérieur, à savoir le programme 216 « conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ».

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Liste des axes stratégiques suivis par le programme :

- améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État ;
- améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État ;
- conserver le patrimoine immobilier de l'État ;
- professionnaliser la gestion du patrimoine immobilier de l'État.

Le programme 303 assure pour sa part la gestion des 27 centres de rétention administrative (CRA) et des 18 locaux de rétention administrative (LRA) permanents (14 en métropole et 4 en outre-mer) gérés par les unités de police de la direction centrale de la police aux frontières (DCPAF) et de la préfecture de police de Paris.

Il existe aussi 15 zones d'attente (ZA) permanentes sous la responsabilité de la DCPAF comprenant une partie hébergement non hôtelière, dont 6 sont l'objet d'opérations immobilières (Poissy, Orly, Lyon-Saint-Exupéry, Marseille-Le-Canet, Marseille-Marignane, Bâle-Mulhouse).

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données : restitutions INFBUD40 2016 de Chorus, LFI 2017, conférence de répartition et conférence immobilière pour le PLF 2018.

Le programme 303 - action 03 assure la gestion des 27 centres de rétention administrative (CRA) et des 4 locaux de rétention administrative (LRA) gérés par les unités de police de la direction centrale de la police aux frontières et de la préfecture de police, ainsi que des zones d'attente. Cette gestion, à l'instar de l'ensemble de la politique immobilière du ministère pour l'ensemble de ses programmes, suit les axes stratégiques (améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État, la gestion, la conservation, la professionnalisation de la gestion).

En investissement

- En 2016, l'exécution a représenté 1,84 M€ en AE et 1,81 M€ en CP. Elle a porté principalement sur la création du CRA de Mayotte (0,53 M€ de CP) ainsi que sur les travaux de restructuration et de maintenance lourde d'autres CRA, dont notamment ceux de Lyon (0,27 M€), Vincennes (0,20 M€) et du Blanc-Mesnil, ainsi que la création du LRA de Modane.

- Pour 2017, la consommation prévisionnelle actualisée s'établit à 4,33 M€ en AE (y compris les AE NE) et à 3 M€ en CP de dépenses d'investissement.

Sur le même principe qu'en 2016, la programmation se caractérise par la continuation de 15 opérations en cours et 23 nouvelles opérations de restructuration, sécurisation ou maintenance lourde. L'exercice voit également l'initialisation de l'extension de 24 places du CRA de Lille, livrable en 2020, et l'extension de 59 places du CRA de Vincennes par réaménagement d'un bâtiment existant.

- L'enveloppe 2018 de 5,1 M€ en AE et 5,3 M€ en CP servira, outre les poursuites d'opérations en cours, à la création du centre de tri sanitaire de Mayotte (1 M€ en AE et CP) et au lancement de l'étude de faisabilité du nouveau CRA de Nice (0,5 M€ en AE et 0,4 M€ en CP).

L'enveloppe annuelle des travaux de mise en conformité des CRA représentera un montant global de 2,91 M€ en AE et 3,10 M€ en CP, dont principalement la réfection de la toiture du CRA du Blanc-Mesnil (0,30 M€), les aménagements intérieurs du CRA de Rouen-Missel (0,50 M€), la réfection des façades de la ZAPI de Roissy (0,40 M€), la mise en conformité électrique du CRA du Mesnil-Amelot (0,35 M€) ainsi que l'entretien de la vidéo-surveillance et du système sécurité incendie du CRA de Metz (0,27 M€).

S'y ajoutera les travaux de mise aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR) pour le CRA de Metz (0,34 M€ en AE et CP) et la ZA de Roissy (0,30 M€ en CP). À ce jour, 10 CRA en métropole sont dotés d'une ou deux chambres pour personnes en situation de handicap et deux en outre-mer.

En entretien immobilier

Ces dépenses recouvrent la maintenance préventive et curative des locaux et les autres contrats nécessaires au fonctionnement des structures, y compris l'entretien immobilier des lieux de rétention.

Bien que ces dépenses d'entretien immobilier aient atteint 5,3 M€ en 2016, la LFI 2017 avait fixé une enveloppe de 3 M€ qui a été complétée par des fonds européens (FAMI) ; le PLF 2018 a fixé une enveloppe de crédits de 5 M€ répondant aux besoins des SGAMI et SATPN compte tenu de la part très importante des charges fixes (marchés multi-techniques).

Afin d'optimiser la gestion immobilière des centres et locaux de rétention administrative ainsi que des zones d'attente, une étude a été confiée au Centre d'études sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA). Cette étude a porté sur les volets programmation et exploitation avec notamment pour le volet programmation l'objectif de normer les futures opérations de rénovation ou de construction neuve et de rationaliser les espaces, de répondre aux nouvelles contraintes techniques et réglementaires et améliorer la qualité d'usage des locaux. Ce qui permet de

disposer de locaux plus adaptés tout en améliorant les conditions de rétention ou de maintien des personnes. Plus précisément :

1. Le référentiel « programmation » contient des préconisations pour l'optimisation économique, mais aussi environnementale, des constructions nouvelles ou des reconstructions. Ces préconisations peuvent être adaptées selon le contexte local : par exemple, l'usage de panneaux solaires est recommandé pour les sites du sud de la France.
2. Le référentiel « exploitation » contient des recommandations sur les types de matériaux : revêtements de sols et muraux, types de portes, lavabos et sanitaires, permettant de réduire les coûts d'entretien. Ce référentiel est immédiatement opérationnel pour les locaux existants, et a permis d'améliorer les clauses techniques et permet un meilleur pilotage des prestataires en charge de la maintenance et de maîtriser le suivi des vérifications réglementaires afin de faciliter la gestion des marchés par les SGAMI et les services de police.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES (OFPRA)

Sources des données : les sources proviennent du compte financier 2016 ainsi que du budget initial 2017.

Méthodes de calcul : sont pris en compte dans le calcul des dépenses immobilières, les loyers et les charges, les fluides, le nettoyage, la sécurité, l'entretien/maintenance des bâtiments.

Les besoins de l'OFPRA en matière immobilière sont évolutifs en fonction du niveau de la demande d'asile, de l'organisation mise en place pour y répondre et des moyens humains alloués à l'établissement.

L'ensemble des locaux hébergeant les services de l'Office est actuellement loué. Une solution domaniale est actuellement à l'étude, en liaison étroite avec les services de la tutelle et les partenaires compétents (DIE).

Les services de l'OFPRA, regroupés au sein d'une organisation centralisée, sont répartis sur deux sites proches à Fontenay-sous-Bois (Val de Marne). L'office dispose en complément d'une antenne territoriale implantée à Basse-Terre (Guadeloupe) pour le traitement des demandes d'asile présentées dans les départements français d'Amérique (cette antenne est transférée en Guyane, à Cayenne, au 1^{er} septembre 2017).

À ce jour, l'OFPRA occupe à Fontenay-sous-Bois des locaux d'une surface de 15 200 m² dont 13 460 m² sur le site principal et 1 735 m² sur le second site.

Le parc immobilier est longtemps demeuré stable depuis l'installation de l'Office à Fontenay en 2004. Il a été étendu ces trois dernières années pour répondre à la nécessité d'héberger des effectifs en hausse sensible régulière. Les effectifs ont, en effet, évolués de 475 agents en 2012 à 800 en 2017, (+ 68 %). Dans le même temps, l'accroissement des surfaces affiche + 41 % en 3 ans.

Le site principal qui abrite le siège de l'OFPRA, construit en 2002, représentait initialement une surface de 10 783 m². Une première extension de locaux (+926 m²) a été effective au 1^{er} janvier 2015, complétée par une seconde (+503 m²) le 1^{er} novembre 2015. Depuis le 1^{er} février 2016, un plateau de 794 m² situé dans le bâtiment attenant est également mis à disposition de l'établissement par le centre d'affaires Regus.

En 2016, l'Office a loué 2 190 m² de locaux supplémentaires dont 455 m² sur le site principal et 1 735 m² dans un nouveau site.

Si les locaux sont essentiellement constitués de bureaux, ils comprennent également des aménagements spécifiques permettant l'accueil des demandeurs d'asile et des personnes protégées (5 salles d'attente, 70 box d'auditions en zone ERP) ainsi que la conservation des archives, dont l'Office doit garantir l'inviolabilité.

Le coût total des locations immobilières s'élève à 6,7 M€ en 2017 (prévision). Les différents baux sont conclus pour une durée de 9 ans divisée en périodes fermes de 3 ans.

Les dépenses d'entretien et de maintenance des locaux sont maîtrisées, les immeubles, relativement récents, sont de bonne qualité, dans un état technique général satisfaisant et disposent de prestations correspondant aux besoins fonctionnels de l'Office.

L'entretien ne nécessite pas d'opération d'investissement à la charge du locataire, hormis les travaux de cloisonnement interne auquel l'Office a procédé lors des opérations d'extension et de réaménagement dans le cadre des récents renforts d'effectifs (0,1 M€ en 2014, 0,2 M€ en 2015 et 0,3 M€ en 2016 et 0,3 M€ en 2017). Le propriétaire a en revanche procédé en 2016 au remplacement intégral, à ses frais, du groupe froid (0,15 M€) et procédera en 2017 à l'installation de 4 rideaux d'air chaud dans le hall d'accueil.

Le coût des réparations immobilières récurrentes est inférieur à 0,1 M€ par an et celui de l'énergie et des fluides à 0,2 M€.

GENDARMERIE NATIONALE (152)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	833 571 018	694 596 753	911 257 481	736 229 489	924 509 520	790 099 459

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La gendarmerie nationale assure la paix et la sécurité publiques sur près de 95 % du territoire. La disponibilité opérationnelle des militaires de la gendarmerie est garantie par leur statut militaire et la colocalisation des lieux de travail et de vie, via des concessions de logements par nécessité absolue de service (CLNAS). Son organisation singulière lui permet de remplir sa mission au plus près de la population avec un maillage constitué de 3 782 casernes implantées en métropole et outre-mer.

En 2017, le parc immobilier se répartit entre des locaux administratifs et techniques (4,3 millions de m²) et les logements de vie des militaires (75 584 logements pour une surface totale de 6,4 millions de m²).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

L'effort engagé pour améliorer la gestion du parc immobilier et diminuer les coûts de gestion, conduit le programme 152 à s'inscrire dans l'ensemble des axes et sous-axes stratégiques définis par l'État.

Dotée du système d'information GEAUDE 2G AI (Gestion Automatique Décentralisée / 2^e génération / Affaires Immobilières), la gendarmerie dispose du recensement exhaustif et de données physiques et financières de son patrimoine immobilier. Ces données alimentent par déversement régulier le référentiel technique bâtiminaire de la DIE contribuant à la définition des schémas directeurs immobiliers régionaux.

Axe n° 1 : Améliorer la gestion de l'immobilier de l'État

Conserver le patrimoine immobilier

Le parc domanial est constitué de 665 casernes. Les ressources attendues sur la période 2015-2020, et plus spécialement sur le budget triennal 2015-2017, ont permis la mise en place d'un plan d'urgence de l'immobilier du parc domanial de la gendarmerie pour lequel la priorité est donnée aux réhabilitations des logements des familles.

Rationaliser le patrimoine immobilier de l'État

Chaque projet immobilier dispose d'un cahier des charges normé et adapté à la réglementation interne ou externe (chambres de sûreté, alarmes incendie, sécurisation des casernes....) et cohérent avec les spécifications édictées par la direction de l'immobilier de l'État. L'existence d'une section « normes immobilières » au sein de la DGGN garantit le respect de ces prescriptions légales et réglementaires. Le ratio SUN / poste de travail s'établit ainsi en 2016 à 12,29 m².

La gendarmerie nationale poursuit l'effort pour optimiser la gestion de son parc immobilier en s'engageant depuis 2007 dans un « programme de performance » incluant :

- l'optimisation du parc au regard du nombre de militaires bénéficiant d'une CLNAS ;
- la livraison de logements en casernes locatives neuves (+ 566 logements en 2016) en remplacement de casernes domaniales vétustes ;
- le strict recours aux prises à bail externes ;
- une gestion rigoureuse visant une diminution des coûts de gestion (politique du juste besoin en rationalisant et optimisant les surfaces, remplacement de certains logements en application d'une politique de résiliation des baux les plus onéreux, optimisation des logements en caserne) ;
- la généralisation du logement militaire familial pour occuper des logements structurellement vacants en caserne.

Professionaliser la gestion du parc immobilier de l'État

La chaîne « affaires immobilières » comprend quatre niveaux complémentaires (national, zonal, régional et départemental). Cette chaîne immobilière assure la cohérence et le suivi des directives et leur uniformité au plan national. La gendarmerie nationale s'appuie sur ces éléments pour procéder régulièrement à des revues détaillées des grands ensembles immobiliers dans le cadre de schémas directeurs de résidence, ou au sein des grandes agglomérations urbaines en planifiant les réorganisations des unités au regard de la ressource, dans un souci de cohérence entre les lieux de travail et de vie, et d'optimisation des crédits.

Axe n° 2 : Être un État exemplaire

Accroître l'offre de logement

Par la cession de biens, notamment de casernes de logements, à des repreneurs publics ou privés.

Développement durable

La gendarmerie nationale s'engage avec volontarisme depuis plusieurs années dans le dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE). Les subventions récupérées sont réinvesties pour des opérations d'amélioration des logements des familles de gendarmes.

Aux fins de créer une dynamique vertueuse fondée sur l'intéressement, la ressource dégagée à partir des opérations immobilières conduites par les régions sur leur budget de fonctionnement leur est intégralement reversée. Ces crédits sont obligatoirement réinvestis dans des opérations de maîtrise de la demande énergétique qui génèrent à leur tour des nouveaux CEE (changement de chaudière, isolation par l'extérieur, double vitrage, éco-régulateur de chaudière, calorifugeage...).

Favoriser l'accès des sites aux personnes en situation de handicap

Les unités de gendarmerie ouvertes au public font progressivement l'objet d'une mise aux normes d'accessibilité au profit des personnes à mobilité réduite conformément aux agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP) établis en 2015. Les financements afférents sont répartis sur le CAS (ex-P 309) et sur le programme 152. Pour le parc locatif, si une grande partie des travaux d'accessibilité est financée par les propriétaires-bailleurs, la gendarmerie prend à sa charge ceux qui relèvent du locataire.

SÉCURITÉ CIVILE (161)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	17 892 776	21 501 399	12 192 500	15 802 648	21 219 700	12 985 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Depuis 2014, le programme 161 regroupe le périmètre des deux programmes de l'ancienne mission « sécurité civile » et se compose des quatre actions suivantes :

- l'action n° 11 « prévention et gestion de crises » couvre la prospective et l'identification des risques et menaces potentiels ou avérés, la préparation et la coordination opérationnelle des différents acteurs et moyens avant, pendant et après la crise ;
- l'action n° 12 « préparation et Interventions spécialisées des moyens nationaux » regroupe les moyens nationaux que l'État met à la disposition de la population, au quotidien ou lors de catastrophes majeures tant naturelles que technologiques. Elle recouvre les crédits nécessaires à leur préparation opérationnelle et à leur emploi. C'est cette action qui porte les dépenses immobilières du programme sécurité civile ;
- l'action n° 13 « soutien aux acteurs de la sécurité civile » correspond aux activités de coordination et de formation des autres acteurs de sécurité civile (services départementaux d'incendie et de secours et associations de sécurité civile) ;
- l'action n° 14 « soutien à la politique de sécurité civile » reprend toutes les fonctions de soutien général du programme.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 161 contribue à l'amélioration de la gestion du patrimoine immobilier de l'État en :

- assurant la bonne conservation du parc immobilier ;
- rationalisant le patrimoine immobilier ;
- professionnalisant la gestion du parc immobilier.

La contribution du programme à la politique transversale repose sur la mise en œuvre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière de la sécurité civile.

Basé sur plusieurs grandes orientations, guidées notamment par les conclusions de l'enquête de l'Inspection générale de l'administration (IGA) sur le bureau du déminage ainsi que sur la volonté de regrouper certaines entités afin de réduire les coûts de fonctionnement. Ses principales opérations sont les suivantes :

- le déplacement de la base aérienne de la sécurité civile de Marignane à Nîmes-Garons sur le site du groupement hélicoptères : le rapprochement des deux structures générera des économies à moyen terme. Cette opération implante la base d'avions sur le site où l'essentiel du maintien en condition opérationnelle de la flotte des avions bombardiers d'eau est réalisé. Ce projet a été lancé en 2015 (première pierre posée par le ministre de l'intérieur le 29 janvier 2016). Le transfert est effectif depuis le printemps 2017.
- la modernisation du bureau du déminage : la partie immobilière du projet de modernisation du service du déminage se traduira par la fermeture de certains centres, la mise aux normes des centres vieillissants et des aménagements complémentaires pour les centres qui seront renforcés en démineurs. Les dépenses seront partiellement compensées par les économies de fonctionnement et de foncier réalisées par les fermetures. Des projets de rénovation et de renforcement de la sécurité afin de faire face aux nouvelles menaces sont d'ores et déjà en cours pour les sites et implantations pérennes. Enfin, pour certains centres, des opérations de mutualisations du foncier avec d'autres services du ministère de l'Intérieur sont en cours d'étude permettant par ailleurs de renforcer les synergies opérationnelles.

Le schéma directeur immobilier est décliné annuellement par une convention de délégation de gestion entre la DGSCGC et la direction de l'évaluation, de la performance et des affaires financières et immobilières (DEPAFI) pour la gestion des crédits d'investissements immobiliers du programme 161, titre V « constructions neuves et grosses améliorations » de la sécurité civile.

S'agissant de l'entretien, les contrôleurs immobiliers de la DGSCGC sont en contact permanent avec les utilisateurs des sites délocalisés, afin de définir la nature des travaux à mettre en œuvre et en évaluer les coûts. Ils établissent en liaison avec les chefs de centres, la priorisation des travaux à mener et apportent leur expertise technique dans le suivi des réalisations.

Le recueil des différentes actions à conduire est établi annuellement. Leur programmation se fait, pour l'année suivante, par ordre de priorité : 1. sécurité des personnes, 2. sauvegarde du bâtiment, 3. travaux à envisager rapidement.

POLICE NATIONALE (176)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	360 137 403	410 528 215	452 773 196	387 986 463		

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données : les données constatées sont issues de Chorus. Le prévisionnel est établi en tenant compte des estimations de marché.

Méthodes de calcul : les dépenses constatées sont retraitées par activité dans Chorus.

Les principales observations concernant les dépenses relevant de la brique « propriétaire » sont reprises ci-après.

En 2016, les principales opérations lancées en AE ont été les suivantes : études pour le relogement du commissariat de Saint-Denis et des laboratoires parisiens de l'INPS (6,31 M€), pour la construction de l'hôtel de police d'Annemasse (2 M€), la réhabilitation de l'hôtel de police d'Angers, la construction de l'hôtel de police de Carcassonne (1,75 M€) et la construction du commissariat de Saint-André de la Réunion (1,5 M€).

Ont également été lancés les travaux de construction de l'hôtel de police de Saint-Amand les Eaux (3,9 M€), de réaménagement de la SDPTS à Ecully (2,3 M€), de rénovation des bâtiments 17 et 24 de l'ENP de Nîmes (2,1 M€) et de restructuration des stands de tirs de l'ENP d'Oissel (1,4 M€).

Les CP consommés sur les suites d'opérations mises en place avant 2016 concernent essentiellement :

- le relogement de la direction régionale de la police judiciaire de la préfecture de police (DRPJPP) aux Batignolles (62,31 M€) ;
- la poursuite des travaux du commissariat de police de Livry Gargan (2,41 M€), des hôtels de police de Fort-de-France (6,13 M€) et de La Rochelle (7,30 M€), du cantonnement CRS de Pondorly (13 M€).

Par ailleurs, en 2016, un effort de maintenance a été poursuivi avec la mise en place de 10 M€ destinés à financer le Plan Zonal de Maintenance Immobilière (PZMI) et de 5,14 M€ pour couvrir les dépenses relatives à la mise aux normes des laboratoires de la police technique et scientifique. En outre, dans le cadre du Pacte de Sécurité, des crédits spécifiques ont été mis en place à hauteur de 19 M€ dont 9 M€ pour la sécurisation des sites de Police et 10 M€ pour les travaux de remise à niveau des écoles de police.

En 2017, l'enveloppe budgétaire allouée à l'investissement immobilier de la police nationale à hauteur de 134 M€ en AE permet le maintien des opérations de construction ou de réaménagement programmées au triennal de la Police Nationale 2015-2017 pour les hôtels de police de Tourcoing, Béziers, Le Mans, les commissariats de Champigny-sur-Marne, Torcy et La Défense et la rénovation de l'hôtel de police de Lyon Berliet.

L'opération de relogement du commissariat de police de Saint-Denis et des laboratoires parisiens de l'INPS ayant été décalée, l'AE travaux de 44,16 M€ a été inscrite en LFI 2017 avec l'accord de la Direction du Budget. En contrepartie, un montant équivalent a été gelé en 2016.

Les paiements en CP (151,6 M€) concernent principalement les opérations de relogement des locaux de la DRPJ à Batignolles (livré en 2017), de construction de l'hôtel de police de Fort-de-France, du cantonnement de CRS de Pondorly et de l'hôtel de police de la Rochelle, d'extension de l'hôtel de police de Béziers.

Les annulations de crédits ont contraint à reporter en 2018 les opérations de Bourgoin-Jallieu, Saint-André de la Réunion, Carcassonne et Annemasse, dont le lancement était initialement prévu en 2017.

Des crédits spécifiques fléchés « pacte de sécurité » ont été budgétisés en LFI 2017 à hauteur de 17 M€ se répartissant comme suit : 10 M€ en AE/ 7 M€ en CP pour la sécurisation des sites Police et 7 M€ en AE/3,5 M€ en CP pour les travaux de remise à niveau des écoles de police. Ils sont complétés à hauteur de 3 M€ par des crédits Plan de sécurité publique.

Une dotation spécifique de 3,7 M€ en AE et 2,85 M€ en CP a été mise en place pour la mise aux normes des stands de tirs.

En 2018, la programmation à hauteur de 151 M€ en AE permet le lancement d'opérations de construction ou de réhabilitation concernant les hôtels de police de Fort-de-France, Cayenne, Béziers, Pau, Angers, le commissariat de Lyon Berliet ainsi que les projets prévus en 2017 et reportés, la mise en œuvre de projets immobiliers structurants telle la restructuration ou le relogement d'un commissariat ou d'un hôtel de police, d'une structure formation ou d'un cantonnement de CRS.

Il est également prévu d'augmenter les dotations octroyées aux SGAMI au titre des plans zonaux de maintenance immobilière (PZMI) et de poursuivre les travaux de remise à niveau des écoles de police, des laboratoires de police technique et scientifique et des stands de tirs.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE LA POLICE (ENSP)

Les dépenses de fonctionnement affectées au domaine immobilier de l'ENSP intègrent les composantes recommandées pour la rédaction des budgets par destinations. Sont ainsi regroupées les charges de loyers, de contrats de maintenance multi technique, d'expertises, d'entretien des surfaces, de garde et de surveillance, les charges d'énergies et de fluide, enfin les interventions directes des entreprises spécialisées de travaux.

Les dépenses d'investissement sont comptabilisées en immobilisation.

Sources des données : compte financier et budget initial.

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

Les crédits consacrés à la politique immobilière par l'opérateur ENSP augmentent de 2016 à 2017 pour tenir compte :

- de l'obsolescence du site de Cannes-Écluse (notamment des réseaux) ; s'agissant des crédits d'investissement, la dépense la plus significative de l'année 2017 a concerné le remplacement du tableau général basse tension (TGBT) pour un montant de 230 000 € environ, sur le site de Cannes-Écluse ;
- de la forte augmentation de l'activité de formation et d'accueil de ce site (+ 47 %) liée à ses capacités et aux besoins engendrés par les niveaux de recrutement actuels ;
- des premières mesures adoptées pour la sécurisation des enceintes.

INSTITUT NATIONAL DE POLICE SCIENTIFIQUE (INPS)

Sources des données : logiciel budgétaire WINM9

Faits marquants des gestions 2016 et 2017

Au Laboratoire de Police Scientifique de Lille, les travaux relatifs au remplacement des installations de traitement d'air avec le remplacement de 19 sorbonnes se sont déroulés de novembre 2016 à avril 2017. Le financement a été pris en charge par le programme 176 pour un montant d'environ 1 million d'euros TTC.

Parallèlement des travaux d'aménagement des divisions scientifiques du laboratoire ont été financés sur le budget d'investissement de l'INPS pour environ 125 000 €.

Au Laboratoire de Police Scientifique de Lyon, des travaux de réaménagement interne et des travaux complémentaires sur l'aérodynamique d'un bâtiment, financés par l'INPS pour un montant total de 206 000 €, ont été réalisés au dernier trimestre 2016.

Orientations pour 2017 et 2018

À noter la poursuite du projet de relogement du Laboratoire de Police Scientifique de Paris, piloté par la Préfecture de Police, avec pour objectif le lancement des travaux début 2018.

Suite à la panne irréparable d'un des deux compresseurs du groupe de froid existant au Laboratoire de Police Scientifique de Marseille, il a été nécessaire de changer cet équipement. Ces travaux, financés par l'INPS, ont été réalisés sur le 1^{er} semestre 2017 pour un montant de 76 000 €.

Suite à la réorganisation de la PTS sur le site d'Ecully, le Service Central des Laboratoires de l'INPS a été amené à s'installer dans de nouveaux locaux qui nécessitent d'importants travaux de réaménagement pour les adapter aux missions du service et lui permettre d'accueillir les nouveaux collaborateurs qui arriveront d'ici la fin d'année 2017 (cloisonnement, électricité, réfection des sols....).

Le SGAMI sud-est a été sollicité pour une étude de faisabilité dans la perspective d'obtenir des financements par la tutelle. Le chiffrage est en cours.

Par ailleurs, dans l'attente du relogement du laboratoire de Paris, des surfaces laissées vacantes par l'IJPP lors de son déménagement aux Batignolles pourraient être provisoirement octroyées à l'INPS pour permettre une petite extension du laboratoire. Quelques aménagements pour les rendre compatibles avec les activités d'analyses devraient en ce cas être réalisés.

Il a donc été proposé lors du dernier budget rectificatif de l'INPS de budgéter 350 000 € d'AE sur l'exercice 2017 pour permettre d'engager ces travaux d'ici la fin de l'année 2017.

SÉCURITÉ ET ÉDUCATION ROUTIÈRES (207)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	2 986 007	3 355 859	5 346 381	5 346 381	5 506 773	5 506 773

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 207 retrace l'action et les moyens mis en œuvre par le ministère de l'intérieur en matière de sécurité routière pour l'observation de l'insécurité routière, la communication nationale, les actions locales et l'éducation routière, en complément des actions menées principalement par les programmes « gendarmerie nationale », « police nationale » et « radars ».

La finalité de ce programme est de lutter contre l'insécurité routière et de réduire ainsi le nombre de personnes tuées ou blessées sur les routes de France. À partir des orientations fixées par le comité interministériel de la sécurité routière (CISR), les actions menées par le programme s'appuient sur trois composantes : le conducteur, la route et le véhicule.

Le programme 207 comporte trois actions. Les dépenses liées à l'immobilier et relevant directement du programme ne concernent que l'action n° 3 consacrée à l'éducation routière.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

L'effort engagé pour améliorer la gestion de son parc immobilier et diminuer ses coûts de gestion conduit le programme 207 à s'inscrire dans l'ensemble des axes stratégiques définis par l'État.

L'une des principales missions de cette action « éducation routière » concerne l'organisation des épreuves du permis de conduire (théoriques et pratiques) sur l'ensemble du territoire. Cette activité est assurée par les cellules d'éducation routière positionnées au sein des directions départementales interministérielles (DDT/DDTM, DDPP) ou des préfectures, selon l'organisation locale retenue.

Pour mener à bien cette mission, on recense environ quatre-vingt-dix centres dédiés exclusivement aux examens du permis de conduire, équipés pour la plupart de salles pour les examens théoriques, de points de départ pour les examens pratiques ainsi que de pistes pour les examens « plateau » moto et poids lourd.

En complément de ces centres et afin d'organiser les épreuves au plus près des candidats, quatre cent cinquante salles et une centaine de pistes sont mises à disposition des cellules d'éducation routière à titre gracieux ou onéreux par des structures publiques ou privées. Ce dispositif est complété par plus de six cents points de départ des examens du permis B situés, pour la plupart d'entre eux, dans des lieux publics.

Les dépenses immobilières qui découlent de l'organisation des examens du permis de conduire sont de plusieurs natures et peuvent être regroupées au sein de deux grandes familles : les dépenses immobilières courantes et les dépenses immobilières d'investissement.

Les interventions sur ces différentes implantations s'inscrivent toujours dans une démarche de conservation et rationalisation du parc, tout en veillant à en favoriser l'accessibilité.

ADMINISTRATION TERRITORIALE (307)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	62 810 964	72 330 515	82 219 384	72 198 554	75 217 971	72 348 973

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le ministère de l'intérieur est chargé des missions relatives à la sécurité, aux libertés publiques, au bon fonctionnement des institutions locales et de la vie démocratique ainsi que de la coordination interministérielle sur le territoire. Il exerce ses missions à travers le réseau des préfetures et des sous-préfetures.

Le programme « Administration territoriale », dont le secrétaire général du ministère est responsable, recouvre l'ensemble des missions des préfetures (de département, de région, de zone) et sous-préfetures. Il regroupe également l'ensemble de la représentation de l'État outre-mer (préfetures, sous-préfetures, administrations supérieures et hauts commissariats).

Ce programme est composé de cinq actions : l'action 1 « coordination de la sécurité des personnes et des biens » ; l'action 2 « réglementation générale, garantie de l'identité et de la nationalité et délivrance des titres » ; l'action 3 « contrôle de légalité et conseil aux collectivités territoriales » ; l'action 4 « pilotage territorial des politiques gouvernementales » ; l'action 5 « l'animation et au soutien du réseau ».

L'action 5 participe au DPT immobilier puisqu'elle concerne les activités de soutien et d'animation du réseau des préfetures et des sous-préfetures et, notamment, le programme national d'équipement (PNE).

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 307 concourt à la réalisation des deux axes stratégiques : améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État et être un État exemplaire (réduction de l'impact environnemental du parc).

Chaque année, un recensement des besoins est opéré auprès de l'ensemble des préfetures et sous-préfetures en métropole et en outre-mer afin de connaître les besoins en matière immobilière (construction neuve, rénovation, rationalisation). Ces besoins sont ensuite examinés, hiérarchisés et soumis à l'arbitrage du responsable de programme qui détermine ainsi la liste des opérations devant être financées.

Les programmations 2017 et 2018 prévoient, outre des opérations immobilières de restructuration (notamment les travaux de restructuration globale du site Saint-Sébastien à Marseille et de la préfecture de Haute-Corse à Bastia), des opérations liées à la mise en sécurité des biens et des personnes, à la mise en accessibilité des personnes handicapées et aux opérations d'investissement permettant de réaliser des économies d'énergie ou de rationaliser les surfaces.

L'année 2017 est marquée par le déploiement sur le territoire métropolitain et ultramarin des centres d'expertise et de ressources des titres (CERT) mis en place dans le cadre du plan préfectures nouvelle génération (ouverture des CERT dédiés au CNI/Passeport au premier semestre et celle des CERT dédiés aux permis de conduire et aux certificats d'immatriculation des véhicules au second semestre 2017).

Les travaux induits de restructuration immobilière et d'aménagement des CERT, enveloppe globale de 9 M€ majoritairement consommée en 2017, sont financés sur le programme 723 « Contribution aux dépenses immobilières ». Cette enveloppe a été entièrement alimentée par des crédits du programme 307.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

AGENCE NATIONALE DES TITRES SÉCURISÉS (ANTS)

Sources des données : les données sont issues du compte financier 2016 et du budget rectifié n°1 de 2017. Les postes retenus sont les suivants : loyers et charges, assurances, entretiens locaux, aménagements et agencements divers, eau, gaz et électricité, impôts et taxes divers.

Les dépenses consacrées à l'immobilier entre 2016 et 2017 sont stables (900K€).

Les locaux de Charleville-Mézières ont été aménagés pour pouvoir accueillir au 1^{er} octobre 2017 30 postes supplémentaires de téléconseillers dans le cadre du projet PPNG.

Une enveloppe budgétaire de 300 000 € en investissement a été ouverte à cet effet.

L'année 2018 correspond à l'étape de finalisation de la transformation de PPNG, avec une modification et une simplification du parcours usager pour l'essentiel des démarches conduisant à la délivrance de titres. Fin 2017, avec la fermeture des guichets de préfecture, l'ANTS devrait assurer la réponse de 2e niveau du serveur vocal interactif pour les usagers et professionnels. Cette mission, qui s'inscrit dans le prolongement des compétences de l'agence, via son centre de contacts citoyen de Charleville-Mézières, implique un changement en profondeur de l'organisation en place. Les projections sur la croissance d'activité du centre de contacts ainsi que les nouveaux modes de contact liés à la modification du parcours usager conduisent à envisager un débordement de l'activité vers un prestataire. Une prise à bail permettant d'accueillir cette activité en débordement et un aménagement des locaux est à l'étude pour un montant total d'environ 250 000 €, la première année.

VIE POLITIQUE, CULTUELLE ET ASSOCIATIVE (232)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	640 192	1 804 220	3 866 000	1 731 000	777 000	1 895 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le ministère de l'intérieur a pour mission de garantir l'exercice des droits des citoyens dans le domaine des élections, de la vie associative et de la liberté religieuse.

Le programme 232, dont est responsable le secrétaire général, a notamment pour finalité la mise en œuvre des lois de 1901 sur la liberté associative, de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État et de 1988 et 1990 sur le financement de la vie politique.

Le programme est composé de cinq actions dont deux qui concourent à la politique immobilière de l'État :

- l'action n° 3 « commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques » (CNCCFP) qui retrace les activités de ladite commission, autorité administrative indépendante. Le budget opérationnel de programme « CNCCFP » comprend des crédits permettant de financer le loyer et les charges locatives de la CNCCFP.

- l'action n° 4 « cultes » qui recouvre le suivi des affaires relatives aux différents cultes : tutelle administrative sur les congrégations et collectivités religieuses, application du Concordat dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Le budget opérationnel de programme « cultes, association et soutien » comprend une unité opérationnelle « Immobilier des cultes » sur laquelle sont inscrits les crédits d'investissement gérés par le bureau des affaires immobilières des préfectures, de la police et de la sécurité civile (Direction de l'évaluation de la performance, des affaires financières et immobilières - DEPAFI). Ces crédits sont destinés aux travaux de sécurisation et d'entretien des bâtiments culturels dont l'État est propriétaire en Alsace-Moselle.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivis par le programme

- « Améliorer la gestion de l'immobilier de l'État » (action n° 3 – CNCCFP) :
 - objectif : rationaliser le patrimoine immobilier de l'État (optimisation des surfaces en fonction de l'activité)
- « Améliorer la gestion de l'immobilier de l'État » (action n° 4 – Cultes) :
 - objectif : conserver le patrimoine immobilier de l'État.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Précisions concernant l'action n° 3 « CNCCFP »

Faits marquants des gestions 2016-2017

En prévision des fortes contraintes liées aux 3 échéances électorales 2017 (présidentielle, législatives et sénatoriales), la CNCCFP a procédé au cours du second semestre de l'année 2016 au réaménagement des différentes zones de contrôle. Les opérations qui ont été menées ont eu pour principal objectif le renforcement de la sécurisation des zones dédiées au contrôle de l'élection présidentielle ainsi que la densification maximale des plateaux pour y accueillir des personnels permanents et de renfort, notamment les rapporteurs contraints pour beaucoup à travailler sur place pour des raisons de sécurité.

Orientations 2017-2018

La CNCCFP, en liaison avec la Division Domaine Île-de-France, a pris à bail le 1^{er} novembre 2011 de nouveaux locaux situés au 36, rue du Louvre Paris 1^{er}. Ce bail a été conclu pour 9 ans dont une période ferme de 6 ans. Les locaux pris à bail étant des plateaux nus, le propriétaire a procédé à leur aménagement moyennant un surloyer d'un montant annuel de 0,178 M€ étalé sur les 6 premiers exercices. Les dépenses immobilières seront réduites en conséquence, à compter du 1^{er} novembre 2017. À compter de cette même date, seront mis en place les crédits en AE destinés à couvrir les 3 dernières années du bail soit 3,2 M€.

Précisions concernant l'action n° 4 « cultes »

En vertu du régime concordataire, l'État est propriétaire de 4 implantations : les palais épiscopaux et les grands séminaires de Metz et de Strasbourg. À ce titre, il en assure uniquement l'entretien du propriétaire.

Les crédits sont consacrés à la sécurité des biens et des personnes et à la pérennité de ce patrimoine historique. Ces actions contribuent au maintien de la valeur des biens.

CONDUITE ET PILOTAGE DES POLITIQUES DE L'INTÉRIEUR (216)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	151 328 850	136 386 841	111 185 621	145 605 805	89 145 404	149 475 535

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 216 porte les fonctions de pilotage du ministère de l'intérieur au travers des activités d'état-major, d'expertise, de conseil et de contrôle qu'il assure. Il veille à la cohérence du soutien apporté par les fonctions support à dimension transversale exercées par le secrétariat général, assurant une gestion mutualisée de différentes prestations au profit des directions et services du ministère. Enfin, il regroupe l'ensemble des crédits relatifs aux affaires juridiques et contentieuses du ministère et, depuis 2017, ceux du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD).

La stratégie pour 2018 est structurée autour de trois axes :

- poursuivre les efforts faits en termes d'amélioration de la prévision et du pilotage des dépenses de contentieux et de protection juridique des fonctionnaires, par la mise en œuvre du plan d'actions national piloté par la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) ;
- développer le fonds interministériel de prévention de la délinquance à travers ses programmes d'action (prévention de la délinquance, prévention de la radicalisation, sécurisation des sites, centres de prévention, réinsertion et citoyenneté) ;
- maintenir la qualité des prestations réalisées au profit des directions et services du ministère en améliorant l'efficacité de la gestion des moyens dont ils disposent et la maîtrise du coût des fonctions support.

Opérateurs rattachés au programme

Le programme 216 porte deux opérateurs : le conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) et, à compter de 2017, le groupement d'intérêt public « Réinsertion et citoyenneté ».

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivis par le programme :

- améliorer la gestion de l'immobilier de l'État (sa conservation et sa rationalisation) ;
- être un État exemplaire (réduire l'impact environnemental du patrimoine immobilier et favoriser l'accessibilité).

Le programme 216 porte l'ensemble des dépenses de fonctionnement du périmètre immobilier de l'administration centrale (loyers, loyers budgétaires, LOA, entretien, maintenance préventive et curative).

La part des dépenses d'investissement est principalement constituée des remboursements du capital des LOA des sites de Levallois-Perret (direction générale de la sécurité intérieure – DGSI) et Issy-les-Moulineaux (direction générale de la gendarmerie nationale – DGGN), ainsi que les échéances du crédit-bail de l'immeuble « Garance » depuis octobre 2015.

Conserver le parc immobilier de l'État (axe n° 1)

Le programme 216 finance, conjointement avec le programme 723 pour ainsi couvrir l'ensemble des sites de son périmètre, les marchés de contrôles réglementaires périodiques et les contrats d'exploitation-maintenance. Cette politique de mutualisation permet la réalisation d'économies d'échelle. Elle est couplée avec la mise en œuvre de marchés multi services ou multi techniques sur les sites les plus significatifs.

Rationaliser le patrimoine immobilier et professionnaliser sa gestion (axe n° 1)

Les travaux relatifs à la troisième révision du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) d'administration centrale ont été engagés début 2016 suites à l'emménagement à « Garance » des services jusque-là disséminés sur 11 sites.

Réduire l'impact environnemental (axe n° 2)

Les marchés relatifs à l'immobilier de l'administration centrale prévoient quasi systématiquement des clauses sociales et/ou de protection de l'environnement (produits d'entretien, nettoyage, déchets, pesticides....).

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données :

- Les données d'exécution 2016, issues de restitutions CHORUS, reprennent celles présentées au contrôleur budgétaire dans le cadre de l'avis au programme 2016 du programme 216.
- Les données budgétaires 2017 et 2018 correspondent à la répartition des crédits actée avec la direction du budget dans le cadre de la préparation de la LFI 2017 et du PLF 2018.

Méthodes de calcul : les chiffres retenus correspondent aux dépenses du programme 216 consacrées aux loyers, à l'entretien immobilier et aux travaux par le bureau de la gestion des sites d'administration centrale (hors immobilier social) et le bureau des affaires immobilières des préfectures, de la police et de la sécurité civile (pour l'immobilier social).

Les données d'exécution ont pu faire l'objet de retraitements pour neutraliser les erreurs d'imputation en gestion.

Exécution 2016 et prévision 2017

Les principales opérations immobilières portées par le programme en 2016-2017 sont les suivantes :

- l'achat par crédit-bail du site de Levallois-Perret qui accueille les agents de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) : l'État avait signé le 2 août 2006 une convention de location avec option d'achat (LOA) courant jusqu'en 2037, avec le groupe ICADE, propriétaire de cet espace de bureaux. Compte tenu de la baisse des taux d'intérêt immobilier, le ministère a décidé de lever l'option d'achat de l'immeuble de Levallois-Perret avant la date du 30 septembre 2016, conformément au contrat. Le montage financier de cette acquisition domaniale se fonde sur un crédit-bail immobilier d'une durée de 10 ans et 10 mois pour un montant de 192 M€ ;
- l'installation des agents supplémentaires recrutés au bénéfice de la DGSI sur le site immobilier d'Asnières-sur-Seine, libéré en décembre 2015 par les services de la sécurité civile (bail renégocié et prolongé jusqu'en décembre 2023). Ce site a fait, par ailleurs, l'objet, en 2017, de travaux de sécurisation financés sur le programme 176 « Police nationale » puis sur le programme 216 dans le cadre du plan de lutte anti-terroriste ;
- la prise à bail d'un 3^e site pour la DGSI prévue à l'automne 2017 pour accueillir des renforts d'effectifs, dont les travaux de sécurisation se poursuivront jusqu'en 2018.

Il est à noter 2 opérations concernant l'immobilier de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, financées sur les programmes 309 et 723 : la réhabilitation du site domaniale de Lognes (livré en avril 2016) et la rénovation de toitures et de façades de l'îlot Beauvau, débutée à l'automne 2015 et dont la 2^e tranche doit s'achever en décembre 2017 (la 3^e tranche doit débuter en 2018, sous réserve de confirmation par la DIE).

Perspectives pour 2018

La stratégie immobilière pour l'année 2018 du ministère de l'intérieur comporte quatre actions majeures :

- la poursuite de la réhabilitation d'un certain nombre d'immeubles de l'îlot Beauvau ;
- la poursuite de la sécurisation des biens et des personnes avec notamment le renforcement de la sécurisation du site de Garance et des travaux d'aménagement et de durcissement du 3^e site DGSI ;

- la recherche d'opportunités foncières et immobilières pour regrouper la (DGSI) sur un site domanial unique et hautement sécurisé : la création de la cité du renseignement intérieur sur un site domanial permettrait d'implanter de manière pérenne (au-delà du contexte de l'état d'urgence), sécurisée et cohérente, les services du renseignement intérieur dans la perspective d'une loi quinquennale sur le renseignement intérieur et sous la contrainte de la montée en puissance très rapide des effectifs de la DGSI ;
- la recherche d'un 2^e site domanial dans l'est parisien pour accueillir les fonctions supports et libérer l'immeuble Lumière au terme du bail en décembre 2023 : il s'agit de procéder à des mutualisations de moyens et développer de meilleures synergies fonctionnelles entre services du ministère peu distants géographiquement.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ (CNAPS)

Sources des données : WinM9 (outil comptable)

Méthodes de calcul

La valorisation financière intègre :

- les charges de fonctionnement relatives :
 - aux locations et charges,
 - aux frais d'assurance bâtiminaire,
 - à la consommation d'électricité,
 - aux contrats d'entretien et de maintenance.
- les charges d'investissement relatives aux installations générales, agencements et aménagements.

Investissement : travaux

Les dépenses prévues se réduisent à quelques aménagements dans le cadre des objectifs développement durable de type divisions électriques.

Électricité

Les données pour l'ensemble de l'établissement sont relativement stabilisées avec :

- un recul d'une année révolue depuis l'installation de la délégation territoriale Île-de-France dans de nouveaux locaux sachant que ces charges font l'objet d'une refacturation par le propriétaire ;
- la mise en œuvre du marché interministériel d'électricité pour les compteurs > 36 kw (ancien tarif réglementé « jaune ») à partir du 1^{er} novembre 2015 pour le siège de l'établissement ;
- l'adhésion au marché subséquent d'électricité pour les compteurs < 36 kw notifié (tarif réglementé « bleu ») en juin 2016 pour un rattachement des sites concernés au 1^{er} décembre 2016 ;
- l'impact des charges d'électricité variables en fonction des variations climatiques saisonnières et du mode de facturation de chaque site : accès direct à la fourniture d'énergie, refacturation par les propriétaires au titre des charges, sites avec des installations chauffage / climatisation collectives ou individuelles.

Écart de loyer

Les nouveaux locaux de la délégation territoriale Île-de-France à Aubervilliers ont bénéficié d'une franchise de loyer jusqu'au 28 février 2017.

Travaux d'entretien

Les dépenses liées aux travaux d'entretien ont été stabilisées en 2015 suite au déploiement de l'ensemble des sites du CNAPS.

Assurances

Ces dépenses sont stables.

EMPLOI OUTRE-MER (138)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	41 265 068	38 672 331	25 650 000	26 245 803	26 803 000	31 414 239

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'objectif du programme 138 est de faciliter la création d'emploi et l'accès au marché du travail des ultramarins. Ce programme se décline au travers de deux actions : l'action n° 01 « soutien aux entreprises » et l'action n° 02 « aide à l'insertion et à la qualification professionnelle » qui, pour l'essentiel, est assurée par le service militaire adapté (SMA) d'une part, et l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM), opérateur unique du ministère des outre-mer.

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- l'Agence française pour l'outre-mer (LADOM).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axe 1 : Améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État

Pour mener à bien sa mission, le SMA dispose dans les cinq départements outre-mer (en Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion et Mayotte) et en Nouvelle-Calédonie et Polynésie Française, d'emprises et de bâtiments à vocation d'instruction, d'alimentation, d'encadrement et de logement des stagiaires.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données

Les emplois en charge des fonctions immobilières sont définis par les référentiels des emplois en organisation (REO) des formations du service militaire adapté (SMA), bâtis à partir des plafonds d'emplois autorisés par la loi de finances. Les coûts moyens des ETPT ont été déterminés sur la base de l'exécution 2016 constatée dans les outils de restitution de rémunération.

Méthodes de calcul

S'agissant des emplois et dépenses de personnel en charge de fonctions immobilières, l'approche retenue par le SMA est l'approche par les emplois et le coût d'un ETPT, qui permet d'évaluer les dépenses de personnel équivalentes. Cette approche fait partie des approches présentées par la Direction de l'immobilier de l'État.

La méthode de calcul et le périmètre des emplois utilisés sont identiques à la gestion précédente.

Evolution des emplois

Après une diminution marquée du personnel de soutien au cours des gestions précédentes pour contribuer aux efforts d'économies demandés par le Premier ministre, les effectifs du personnel en charge des fonctions immobilières du SMA se sont stabilisés depuis 2016.

Ainsi, conformément à la prévision et indépendamment de la concrétisation de l'objectif du SMA 6 000 en 2017, le personnel en charge des fonctions immobilières restera stable en 2018 avec 54,10 ETPT.

Evolution des crédits

L'exécution des dépenses de personnel en 2016 est inférieure de -2,9 % par rapport à la prévision. Cette évolution s'explique par un coût moyen de l'ETPT inférieur à ce qui était prévu, du fait de la mise en place de personnel de grade légèrement inférieur au sein des catégories, lors du plan annuel de mutation.

L'évolution des prévisions de dépenses de personnel entre 2016 et 2017 est liée à une répartition différente entre les catégories d'emplois. Ce coût prévisionnel se stabilise à partir de 2017.

CRÉDITS DES OPÉRATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

L'AGENCE DE L'OUTRE-MER POUR LA MOBILITE (LADOM)

Source des données : les dépenses immobilières proviennent des restitutions de la comptabilité.

Méthodes de calcul

S'agissant de l'opérateur LADOM, ses crédits consacrés à la politique transversale de l'État en matière de politique immobilière sont portés sur le programme 138, action n° 02 « aide à l'insertion et à la qualification professionnelle ». Ils sont fléchés sur des crédits de titre 3 « fonctionnement » et correspondent à des loyers du secteur privé, LADOM étant locataire de tous ses locaux d'activité à l'exception de son ancien siège parisien dont elle est propriétaire et qu'elle loue actuellement à Airparif.

CONTRÔLE ET MODERNISATION DE LA POLITIQUE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT ROUTIERS (753)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 753, a pour objet la simplification et la modernisation de la verbalisation des infractions des 4 premières classes aux règles de la circulation et du stationnement routiers par la dématérialisation de la gestion de ces infractions et la réalisation du projet de procès-verbal électronique (PVé).

Pour sa mise en œuvre, l'État s'appuie depuis le 29 mars 2011 sur un nouvel opérateur, l'agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI), qui dispose d'une infrastructure technique et informatique performante au travers du centre national de traitement des infractions de Rennes. Ce centre est en charge du traitement des infractions issues du contrôle sanction automatisé (radars) et depuis 2010 du déploiement du procès verbal électronique (PVé).

En contribuant à améliorer la répression des infractions au code de la route, le programme 753 s'inscrit dans les orientations fixées par le CISR destinées à :

- combattre les comportements à risque ;
- sensibiliser les usagers pour améliorer la sécurité routière.

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

L'action du programme 753 est mise en œuvre par l'agence nationale du traitement automatisé des infractions (ANTAI).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 753 suit les sous-axes stratégiques suivants :

- améliorer l'efficacité de la gestion immobilière ;
- améliorer la gestion des projets immobiliers.

Les crédits du 753 sont versés dans leur intégralité à l'agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI).

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

AGENCE NATIONALE DE TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES INFRACTIONS (ANTAI)

Sources des données : budget d'exécution 2016 et du budget Initial 2017.

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

L'augmentation entre l'exécution 2016 (3,3 M€) et le BI 2017 (4 M€) s'explique essentiellement par un changement de périmètre. Les dépenses des fluides des deux sites de Rennes étaient prises en charge jusqu'en mai 2016 par le marché CNT3 dans le cadre d'un forfait global d'exploitation. Ces dépenses sont désormais prises en charge directement par l'ANTAI.

Pour 2018, les dépenses seront globalement stabilisées (4,1 M€) et prendront principalement en compte l'impact lié à l'indexation des loyers.

Le calcul prend en compte l'immobilier des 3 sites de l'agence : les deux sites de Rennes (centre principal et centre de secours) ainsi que les locaux de Paris.

Pour chaque site, sont prises en comptes les prestations suivantes : les loyers, charges, honoraires de gestion et taxes, les assurances, les fluides, le nettoyage, les aménagements des locaux de Paris, une partie des dépenses de personnel.

COMPÉTITIVITÉ ET DURABILITÉ DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE, DE LA FORÊT, DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE (*LIBELLÉ MODIFIÉ*) (149)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

En 2017, le programme 149 devient le nouveau programme fusionné (154 et 149), intitulé : « Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières ».

Suite au transfert des secteurs de la pêche et l'aquaculture dans le nouveau périmètre du ministère de l'agriculture et de l'alimentation (MAA), le programme 149 s'intitule désormais « Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture ».

Le programme vise, s'agissant du secteur agricole, à intervenir en synergie avec les fonds communautaires pour favoriser la compétitivité des exploitations et des entreprises, qui sont confrontées à des marchés nationaux et internationaux instables et à la nécessité de s'adapter à des exigences environnementales croissantes et à une demande soutenue en matière de sécurité et de qualité des produits. Il s'articule autour de 5 actions (adaptation des filières à l'évolution des marchés, gestion des crises et des aléas de production, appui au renouvellement et à la modernisation des exploitations agricoles, gestion équilibrée et durable des territoires et moyens de mise en œuvre des politiques publiques et gestion des interventions).

S'agissant du secteur forestier, le programme vise à assurer un développement équilibré, dynamique et durable des forêts et de la filière forêt bois. Cet objectif s'inscrit dans un triple souci de faire participer les produits de la forêt au développement d'une économie plus sobre en carbone, de permettre une gestion durable des forêts et de développer les emplois induits en renforçant la compétitivité de la filière bois exposée à la concurrence internationale.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME :

- l'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE)
- l'Agence de services et de paiements (ASP)
- l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
- FranceAgriMer (FAM)
- l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'Outre-mer (ODEADOM)
- l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence BIO)
- le Centre national de la propriété forestière (CNPF)
- l'Office national des forêts (ONF).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme participe à la politique interministérielle de l'État par les subventions pour charges de service public aux opérateurs listés précédemment, qui permettent d'effectuer des dépenses liées aux trois axes stratégiques :

- améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État,
- améliorer la gestion de l'immobilier de l'État,
- être un État exemplaire.

La contribution du programme à la politique transversale passe par la poursuite de la rationalisation des implantations des opérateurs, de l'optimisation de l'occupation des locaux et d'amélioration des performances énergétiques des parcs immobiliers.

A cet égard, il faut noter la poursuite des cessions de divers sites de l'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) et des maisons forestières par l'Office national des forêts.

SÉCURITÉ ET QUALITÉ SANITAIRES DE L'ALIMENTATION (206)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 206 regroupe les crédits du ministère chargés de l'agriculture destinés à prévenir les risques sanitaires et phytosanitaires. La direction générale de l'alimentation (DGAL) a pour mission de renforcer la politique de sécurité et de qualité sanitaires de l'alimentation, des animaux et des végétaux au service de la santé des consommateurs et de la capacité exportatrice de notre agriculture.

Ces prescriptions s'exercent sur la base des normes internationales et des législations européennes et nationales en vigueur que la DGAL contribue à élaborer et de l'intervention des services d'inspection qu'elle coordonne dans les départements et les régions.

Elles s'effectuent dans le cadre d'une approche globale qui nécessite d'anticiper les risques, de les évaluer et de prévoir leur évolution.

Les crédits du programme 206 sont répartis entre les actions suivantes :

- prévention et gestion des risques inhérents à la production végétale ;
- lutte contre les maladies animales et protection des animaux ;
- prévention et gestion des risques sanitaires liés aux denrées alimentaires ;
- acquisition et mobilisation des moyens scientifiques et techniques pour maîtriser les risques sanitaires ;
- élimination des farines et des coproduits animaux ;
- mise en œuvre de la politique de sécurité et de qualité sanitaires de l'alimentation ;
- qualité de l'alimentation et offre alimentaire.

La sous-action 42 au sein de l'action n° 4 est relative aux moyens alloués à l'Agence Nationale chargée de la Sécurité Sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSéS), chargée de conduire l'évaluation du risque sanitaire et d'apporter un appui scientifique et technique (notamment au travers d'un réseau de laboratoires nationaux) pour la définition des mesures de gestion du risque.

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

L'agence nationale chargée de la sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSéS) est le seul opérateur rattaché au programme 206.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme s'inscrit dans la politique immobilière de l'État par un souci de rationalisation de ce patrimoine (axe 4).

L'ANSéS, placée sous la tutelle des ministres chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail, est l'agence de référence pour l'évaluation des risques et pour la définition des programmes de

recherche scientifique et technique dans son champ d'expertise. Elle fournit aux autorités compétentes l'information et l'appui nécessaires à la gestion des risques.

CONDUITE ET PILOTAGE DES POLITIQUES DE L'AGRICULTURE (215)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	22 027 524	27 019 188	28 301 721	32 794 203	25 314 516	29 307 093

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 215 est le programme de soutien transversal à l'ensemble des programmes concourant à l'action du ministère de l'agriculture et de l'alimentation. La Secrétaire générale est le responsable de programme.

Les dépenses immobilières du programme concernent :

- en métropole, les sites de l'administration centrale (action n° 1 « moyens de l'administration centrale »),
- dans les départements ultramarins, les sites des Directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF),
- les dépenses d'investissements immobiliers (action n° 4 « moyens communs ») correspondant pour l'essentiel à des chantiers de modernisation engagés par le ministère pour rénover son patrimoine et l'adapter aux exigences de performance et de qualité attendus.

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- l'institut national de formation professionnelle du ministère de l'agriculture (INFOMA) est le seul opérateur rattaché au programme 215.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 215 participe de manière volontariste à la politique immobilière de l'État, en cohérence avec les axes stratégiques portés dans un cadre interministériel : « améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État » et « être un État exemplaire ». Ces objectifs de performance se traduisent par une optimisation du parc immobilier, une rationalisation du patrimoine et une efficience accrue de la gestion.

Améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État

Le ministère poursuit la mise en œuvre du nouveau schéma d'implantation de son administration centrale validé par la Direction de l'immobilier de l'État et le Conseil de l'immobilier de l'État en 2014. Celui-ci prévoit une réorganisation des implantations des services en 2 pôles et l'engagement d'opération de rénovation sur les trois sites centraux de Varenne, Barbet de Jouy et Lowendal qui composent le premier pôle.

En complément des chantiers de relocalisation, le ministère prévoit pour l'ensemble de ces sites parisiens et son centre informatique de Toulouse, d'assurer les travaux courants d'entretien et de maintenance.

Par ailleurs, sont poursuivies les opérations de reconstruction et de réhabilitation des directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Outre-mer, notamment celles de Martinique et de Mayotte.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données : conférences immobilières d'avril 2017.

De 2013 à 2015, le MAA a engagé des travaux conséquents concernant 2 des 5 bâtiments du site de Varenne pour environ 8 M€. Après une pause en 2016, le MAA relance en 2017 les travaux concernant les 3 bâtiments restant. Les études et les premiers marchés de travaux seront engagés d'ici la fin 2017.

Les travaux, financés également sur le programme 723, devraient se poursuivre jusqu'en 2022 pour un montant global sur tous les programmes de 15 M€.

Ces travaux consisteront principalement à :

- mettre à niveau la sécurité incendie du site conformément aux dernières normes ;
- permettre la mise en accessibilité des locaux aux personnes à mobilité réduite ;
- améliorer les performances immobilières ;
- rationaliser l'occupation des bâtiments concernés.

Sur le site de Varenne, des études seront engagées en 2017 concernant la mise aux normes de l'Hôtel Villeroy qui héberge le ministre et une partie de son cabinet. En effet, du fait de sa vétusté, celui-ci nécessite des travaux de restructuration fonctionnelle et de mise aux normes techniques. Après l'analyse des diverses études en 2017, les travaux démarreront en 2018.

Concernant le site de Barbet de Jouy, le départ fin 2015 du ministère de l'intérieur a permis au MAA de regrouper ses services en disposant désormais de la totalité du site. A cet effet, des travaux de remise aux normes du bâtiment ont débuté fin 2015 et s'achèvent dans le courant du premier trimestre 2017.

Concernant le site de Lowendal, les travaux sont financés intégralement sur le programme 723.

Par ailleurs, le site de Toulouse, où sont hébergés les centres de calculs du MAA, a été retenu par la direction interministérielle du numérique et des systèmes d'information et de communication (DINSIC) comme centre nodal du réseau informatique de l'État (RIE). Il s'agit d'un projet intitulé « Système Informatique Sud Ouest » (SISO). A travers le plan d'investissement d'avenir (PIA), des crédits ont été obtenus afin de mettre à niveau ces centres dans le cadre de la future réorganisation interministérielle des systèmes d'informations. Les travaux démarreront en juillet 2017 et se poursuivront jusqu'en août 2018.

Le MAA démarre la mise en œuvre d'un plan de rénovation des huisseries pour Varenne et Barbet de Jouy.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE AGRICOLES (142)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 142 est rattaché au ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Il regroupe les moyens destinés, d'une part, à assurer la formation d'ingénieurs, de vétérinaires et de paysagistes dans les métiers de l'agriculture et de l'agroalimentaire, ainsi que la formation des cadres supérieurs techniques du ministère et des professeurs de l'enseignement technique agricole public (action 1). D'autre part, il regroupe les moyens destinés à favoriser la cohérence et la valorisation de la recherche, du développement et du transfert de technologie dans les domaines agricole, agroalimentaire, forestier et rural (action 2).

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- l'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (Agro Paris Tech)
- l'Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier (Montpellier Sup Agro)
- l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage (Agro Campus Ouest)
- l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon)

- l'Institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement (Vet Agro Sup)
- L'École nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation Nantes-Atlantique (ONIRIS)
- L'École nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA)
- L'École nationale vétérinaire de Toulouse (ENVT)
- L'École nationale supérieure du paysage de Versailles (ENS Paysage)
- L'École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole (ENSFEA)
- L'École nationale supérieure des sciences agronomiques de Bordeaux Aquitaine (Bordeaux Sciences Agro)
- L'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEEES)
- L'Association de coordination technique agricole (ACTA)
- L'Association de coordination technique des industries agroalimentaires (ACTIA).

Par ailleurs, deux opérateurs sont rattachés à titre secondaire au programme :

- l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA)
- l'institut national de la recherche agronomique (INRA).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme participe à la politique interministérielle de l'État par les subventions pour charges de service public aux opérateurs listés précédemment, qui permettent d'effectuer des dépenses liées aux trois axes stratégiques :

- améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État,
- améliorer la gestion de l'immobilier de l'État,
- être un État exemplaire.

Le principal investissement financé par le programme est la rénovation du Campus de l'ENVA. Par ailleurs, le projet d'implantation d'AgroParisTech et de l'INRA à Saclay est un enjeu majeur qui a pour ambition de développer une stratégie structurante à long terme, tout en misant sur une gestion performante, dans le cadre d'un contrat global conception/réalisation/maintenance. Un effort de mutualisation d'équipements (salles de cours, ressources documentaires) au niveau du campus est destiné à valoriser l'utilisation efficace de l'immobilier.

RECONNAISSANCE ET RÉPARATION EN FAVEUR DU MONDE COMBATTANT (169)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	2 280 025	2 394 345	2 960 000	2 960 000	2 460 000	2 460 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Au sein de la mission « anciens combattants, mémoire et liens avec la nation », le programme 169 retrace l'ensemble des actions et interventions réalisées au profit du monde combattant, destinées à témoigner la reconnaissance de la nation due aux anciens combattants et victimes de guerre. Il est principalement mis en œuvre au profit des bénéficiaires des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (CPMIVG).

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) ;
- Institution nationale des Invalides (INI).

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (ONAC-VG)

Sources des données

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement directement imputables à l'immobilier ont été extraites du logiciel comptable YOLE :

- fonctionnement : fluides : eau, électricité, gaz, chauffage, locations immobilières, charges locatives et de copropriété, travaux d'entretien et de réparation sur immeubles, nettoyage, taxes sur l'immobilier et redevances diverses ;
- investissement : constructions et, le cas échéant, gros travaux en cités administratives.

Les dépenses indirectement imputables à l'immobilier se composent, dans les services administratifs de l'Office des dépenses 2016 des déménagements de services de proximité intervenus en application du SPSI (schéma pluriannuel de stratégie immobilière) de l'ONAC-VG et d'assurance des bureaux affectés à ces services.

Le périmètre retenu pour l'étude comprend l'ensemble des services administratifs, inclus dans le budget principal de l'ONAC-VG, financés sur la subvention pour charges de service public versée par le ministère des armées et ne comprend donc pas :

- les établissements médico-sociaux (écoles de reconversion professionnelle et maisons de retraite de l'ONAC-VG) qui fonctionnent sur des budgets distincts du budget principal de l'ONAC-VG et sont financés sur ressources propres ;
- le « pôle d'entretien des sépultures de guerre » dont les enjeux sont très éloignés de l'immobilier classique de bureaux ou de logements (problématique propriétaire/locataire absente, ratios de surface ou de consommation d'énergie sans signification...) et qui, pour cette raison, reste en dehors du champ de la politique immobilière de l'État.

Méthodes de calcul

Les méthodes de calcul retenues sont celles proposées par la Direction de l'immobilier de l'État.

Prévisions de dépenses pour 2017 : la présentation du budget de l'ONAC-VG par grandes masses (comptes à deux chiffres) fait que les multiples sous-comptes couvrant les dépenses immobilières de l'office national n'ont pas de crédits individualisés. De surcroît, leur gestion est éclatée entre de multiples acteurs. Il n'est donc pas possible de communiquer un montant global pour les crédits immobiliers de fonctionnement dans le cadre du budget initial. Les chiffres figurant dans le tableau à la ligne « fonctionnement » pour 2017 reprennent donc, par défaut, la dépense immobilière constatée en 2016. En revanche, les dépenses d'investissement ont fait l'objet de fiches programmes pour l'année 2017, permettant ainsi de communiquer un montant prévisionnel.

Analyse de l'évolution des crédits

L'exécution 2016 des dépenses directes de fonctionnement, soit 2,02 M€, s'inscrit en légère décroissance en valeur (-0,12 M€) par rapport à l'exécution 2015, qui représentait 2,14 M€, sous l'influence d'une diminution notable de 0,135 M€ des loyers et des charges.

L'exécution 2016 des dépenses directes d'investissement, soit 0,04 M€, est à un niveau inférieur aux dépenses constatées en 2015 (0,07 M€) en raison du retard pris par les études concernant deux importants programmes (mise en sécurité des services d'Afrique du Nord et mise en accessibilité de 5 services de Métropole et du Pacifique).

Des économies structurelles continuent à être réalisées dans le cadre de la stratégie de relogement de l'ONAC-VG tendant, d'une part, à la réduction systématique des surfaces de bureaux, générant les économies sur les loyers et les charges mentionnées plus haut et, d'autre part, à une grande sélectivité sur le choix des locaux, tant en termes d'état d'entretien que d'accessibilité, afin de limiter au maximum les investissements à y réaliser.

Après des exercices 2015 et 2016 où les dépenses d'investissement sont restées à un niveau particulièrement bas, les prévisions de dépenses représentent 0,45 M€ pour 2017. Elles sont liées à des travaux obligatoires (agenda de mise en accessibilité, notamment) et à des travaux motivés soit par des considérations de sécurité des personnels et des visiteurs, soit par la stratégie de relogement de l'office.

INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES (INI)

Sources des données :

- compte financier 2016 ;
- budget initial 2017 en crédits de paiement après budget rectificatif n°1.

Méthodes de calcul : celles proposées par la Direction de l'immobilier de l'État.

Analyse de l'évolution des crédits

Les dépenses d'investissement inscrites au budget initial 2017 concernent principalement des opérations engagées en 2016, qui se poursuivront en 2017 comme la mise aux normes des installations techniques et la sécurité des personnes :

- poste de haute tension : 0,28 M€ ;
- ascenseurs du Bâtiment de Robert de Cotte : 0,42 M€.

Au budget rectificatif n° 1/2017, les crédits d'investissement ont été augmentés de 0,9 M€ pour faire face aux dépenses liées aux travaux d'infrastructure votés au COP 2017/2021.

ENVIRONNEMENT ET PROSPECTIVE DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE (144)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	37 383 701	38 274 375	51 867 023	57 876 758	83 856 740	70 620 362

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Au sein de la mission « Défense », le programme 144 rassemble l'ensemble des actions contribuant à éclairer le ministère sur son environnement présent et futur, dans le but d'élaborer et de conduire la politique de défense de la France.

Placé sous la responsabilité du directeur général des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), il regroupe des entités de l'état-major des armées (EMA) et de la direction générale de l'armement (DGA), la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et la direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD), dont la vocation est dans leur domaine d'action respectif :

- d'élaborer la prospective en matière d'évolution du contexte stratégique ;
- de rechercher le renseignement de défense ;
- de définir les systèmes de force futurs et de contribuer à la maîtrise de capacités industrielles et technologiques cohérentes ;
- d'orienter et de conduire la diplomatie de défense.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- École polytechnique
- ENSTA ParisTech : École nationale supérieure des techniques avancées ParisTech
- ENSTA Bretagne : École nationale supérieure des techniques avancées Bretagne
- ISAE : Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace
- ONERA : Office national d'études et de recherches aérospatiales.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axe n° 2 : améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État.

Les crédits sont imputés sur l'action n° 3 « recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France » qui associe la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et la direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD).

Conformément aux dispositions de l'article 3-V-1, de l'arrêté du 21 décembre 2012 portant organisation de la DGSE, ce service de renseignement définit et met en œuvre la politique d'acquisition, de maintien en condition et de réforme des matériels et des infrastructures et assure le soutien dans ces domaines de ses directions et services. Il établit et actualise un schéma directeur d'infrastructure qui traite de l'ensemble du domaine immobilier sur la période couverte par la loi de programmation militaire.

La DRSD, pour sa part, ne finance pas de programmes immobiliers au sens strict. En effet, l'entretien immobilier des organismes implantés en province est assuré essentiellement par les bases de défense. Ses charges immobilières sont essentiellement consacrées à l'entretien du site de la direction centrale située en région parisienne.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

ÉCOLE POLYTECHNIQUE (X)

Sources des données : les dépenses de fonctionnement et investissement ont été extraites du progiciel SIREPA sur la base de l'axe analytique « destination ».

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TECHNIQUES AVANCÉES - ENSTA ParisTech

Sources des données : les dépenses de fonctionnement courant et d'investissement, les montants mandatés sont extraits du logiciel de comptabilité CONCERTO.

Pour mémoire, l'ensemble immobilier constitué par la nouvelle école et les logements des élèves fait l'objet d'une convention de bail que l'État a signée avec la société GENECOMI. L'État a également signé avec l'ENSTA ParisTech, le 11 mai 2011, une convention qui la reconnaît comme utilisateur de la construction. Cette opération immobilière a été réalisée en partenariat public-privé, sur le principe d'une AOT-LOA. La convention précitée attribue également à l'ENSTA ParisTech le rôle d'autorité de contrôle pour l'État du respect des obligations de GENECOMI. L'établissement s'est donc organisé pour être en mesure de :

- pré-certifier les factures trimestrielles de loyer pour le compte de l'établissement du service d'infrastructure de la défense (ESID) de Saint-Germain en Laye : à ce titre, l'école contrôle le calcul des pénalités à appliquer au mainteneur ;
- contrôler la bonne exécution du plan entretien-maintenance ;
- proposer une optimisation du gros entretien-réparation au regard des besoins de l'école.

Dans le cadre du développement de l'université Paris-Saclay d'une part et de la convention d'association entre les deux écoles de la Direction générale de l'armement (DGA), l'École Polytechnique et l'ENSTA ParisTech d'autre part, trois projets de construction de bâtiments mutualisés sont en cours de validation. Une part financière non négligeable, de l'ordre de 15 % du budget de ces futurs bâtiments, est prévue dès l'exercice budgétaire 2017.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TECHNIQUES AVANCÉES - ENSTA BRETAGNE

Sources des données : logiciels de comptabilité.

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

La forte évolution des dépenses d'investissement entre 2016 et 2017 s'explique par l'inscription d'une première tranche de crédits de paiements pour le projet d'extension des salles de cours et des laboratoires dont les travaux commencent à la rentrée.

Le coût prévisionnel de cette opération pour la partie travaux s'élève à 3 719 500 € HT.

INSTITUT SUPÉRIEUR DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'ESPACE (ISAE)

Sources des données : les dépenses de fonctionnement courant et d'investissement, les montants des paiements ayant fait l'objet de mandatement ont été extraits du progiciel de comptabilité Cocktail.

Méthodes de calcul : les dépenses de fonctionnement courant et d'investissement, seules les dépenses concernant le volet immobilier ont été comptabilisées.

ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS DE L'OPÉRATEUR CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les dépenses d'investissement réalisées en 2016 ont porté principalement sur les travaux suivants :

- l'opération de construction de la Soufflerie Aérodynamique et Aéroacoustique (SAA) initiée en 2015,
- les aménagements complémentaires des résidences étudiantes qui ont permis de renforcer leur attractivité et leur taux de remplissage,
- la maîtrise d'œuvre pour la mise en sécurité et l'accessibilité des bâtiments 2 et 3.

Les principaux investissements immobiliers programmés en 2017 sont ceux prévus au COP 2017-2021, ils concernent la poursuite de programmes initiés précédemment :

- construction de la Soufflerie Aérodynamique et Aéroacoustique (SAA)
- travaux de mise en sécurité et d'accessibilité des bâtiments 2 et 3.

Au regard de la complexité de la réhabilitation bâtiminaire de la fonction Enseignement qui prévoit, entre autres points la mise en sécurité du bâtiment Henri Fabre et la création d'un espace « Executive Education », les engagements initialement prévus en 2017 sont décalés au 1^{er} trimestre 2018.

OFFICE NATIONAL D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES AÉROSPATIALES (ONERA)

Sources des données :

Les données ont été centralisées à partir des informations transmises par le BOP DGA.

Dépenses directement imputables à l'immobilier¹ :

- dépenses d'investissement : comptes du PCG (2125, 2135, 2145, 2312 et 2313) ;
- dépenses de fonctionnement : comptes du PCG (606, 6125, 6132, 6141, 6152, 6161, 62822, 63511-CFE, 63512 et 63513).

Les dépenses indirectement imputables à l'immobilier sont les dépenses extraites avec un code activité « immobilier ».

Méthodes de calcul : méthodes préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

Il n'y a pas d'évolution significative pour les dépenses de fonctionnement.

Concernant les investissements, la priorité est toujours donnée à la mise en sécurité des sites et bâtiments existant, notamment les mises en sécurité réglementaires de bâtiments vétustes. Pour 2016 et 2017, les montants intègrent les dépenses liées au renforcement de la soufflerie S1 de Modane.

¹Suite à la suppression de la taxe professionnelle, la cotisation foncière des entreprises (CFE) est comptabilisée dans les dépenses immobilières (la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises – CVAE – ne l'est pas).

PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES (178)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	487 377 472	383 060 619	309 486 672	335 050 752	342 250 000	357 250 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Placé sous l'autorité du chef d'état-major des armées (CEMA), le programme 178 recouvre l'ensemble des ressources nécessaires à la préparation et à l'emploi opérationnel des armées, directions et services interarmées. Il constitue le cœur de l'activité du ministère des armées et sa justification première.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

L'école navale, organisme sans personnalité juridique relevant de la Direction des personnels militaires de la marine (DPMM), est devenue un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel depuis le 1^{er} janvier 2017.

Implantée à Lanvéoc (29), l'École navale, conformément aux articles R. 3411-88 et suivants du code de la défense, dispense un enseignement supérieur ayant pour objet la formation d'officiers de marine conduisant au titre d'ingénieur ou à un diplôme de master ainsi que d'étudiants poursuivant des formations conduisant à un diplôme de master ou à des diplômes propres.

Elle assure les cycles de formation de l'École militaire de la flotte et d'autres formations d'officiers de la marine nationale et dispense également des formations aux métiers du marin au profit du personnel militaire de la marine nationale.

En outre, elle dispense des formations au personnel civil et militaire des administrations de l'État intervenant dans le domaine maritime. L'École navale peut également assurer des formations dans le domaine scientifique, militaire et maritime au profit d'autres organismes publics ou d'organismes privés.

Enfin, dans son domaine de compétence, l'École navale conduit des travaux de recherche scientifique et de développement technologique. Dans ce cadre, elle dispense des formations doctorales et peut être habilitée à délivrer des diplômes nationaux de niveau égal ou supérieur au master.

Elle exerce ses activités sur le plan national et le plan international.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme, outre l'acquisition et la construction en opérations extérieures, veille à l'entretien courant des structures (nettoyage, petits travaux) et à la sécurité des installations. Il assure ces fonctions tout en optimisant les dépenses de fonctionnement, notamment dans le cadre de l'énergie et des fluides.

Depuis le 1^{er} septembre 2014, date du transfert de la fonction infrastructure au programme 212 « soutien de la politique de la défense », le programme 178 « préparation et emploi des forces » participe marginalement à la politique immobilière de l'État dans le cadre du soutien commun aux infrastructures fourni par les groupements de soutien des bases de défense (GSBDD). Cette participation est essentiellement du ressort de la sous-action 05-82 : « soutien des forces par les bases de défense ».

En conservant le périmètre historique des dépenses immobilières du P178 (7 activités au lieu de 16 : Infrastructure des opérations extérieures ; Gestion externalisée de sites ; Immobilier - entretien courant ; Immobilier - fonctionnement courant ; Immobilier - charges locatives ; Immobilier - énergies hors FOD ; Immobilier - fioul domestique), les dépenses immobilières du programme s'élèvent à 383,06 M€ (CP) en 2016.

SOUTIEN DE LA POLITIQUE DE LA DÉFENSE (212)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	1 784 658 357	1 588 408 844	1 899 604 697	1 560 584 580	2 331 732 070	1 994 600 952

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 212 constitue le programme support du ministère des armées. À ce titre, il regroupe les fonctions de direction et de soutien mutualisées au profit du ministère et a pour objectif de garantir le plus efficacement et au meilleur coût l'ensemble des fonctions indispensables au soutien de la politique de défense.

Ce programme, sous la responsabilité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), concourt à la réalisation de trois missions majeures au profit des états-majors, directions et services du ministère des armées :

- le pilotage et la coordination des politiques transverses du ministère ;
- des prestations de service en matière d'infrastructure, d'action sociale, de gestion du personnel civil et de soutien à l'administration centrale grâce à des directions ou services spécialisés ;
- la modernisation de l'administration du ministère.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (ECPAD) ;
- le Musée de l'air et de l'espace (MAE) ;
- le Musée de l'armée (MA) ;
- le Musée national de la marine (MNM) ;
- le Service hydrographique et océanographique (SHOM).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivis par le programme :

- améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État :
 - conserver le patrimoine immobilier de l'État :
 - entretenir les biens immobiliers du point de vue du locataire et du propriétaire,
 - restaurer, rénover, réhabiliter afin de garantir une utilisation des biens immobiliers.
 - adapter le patrimoine immobilier de l'État à ses missions :
 - adapter le patrimoine à son utilité, son usage et son utilisation,
 - réduire les coûts.
- être un État exemplaire :
 - développer l'offre de logements,
 - réduire l'impact environnemental du patrimoine immobilier de l'État.

Conserver le patrimoine immobilier de l'État*Entretien des biens immobiliers du point de vue du locataire et du propriétaire*

Le programme 212 supporte les dépenses d'infrastructure afférentes à « l'entretien du propriétaire » sur les immeubles affectés au ministère des armées et également les dépenses « d'entretien de l'occupant » des bureaux loués pour les services parisiens de l'administration centrale. Les autres crédits relatifs à l'entretien des biens immobiliers ont été rationalisés lors de la mise en place des bases de défense.

Restaurer, rénover, réhabiliter afin de garantir une utilisation des biens immobiliers

Dans le cadre du protocole « Culture-Défense », les ministères de la culture et des armées cofinancent depuis plusieurs années un programme de restauration d'infrastructures présentant un intérêt architectural majeur (immeubles du ministère classés au titre des monuments historiques). Depuis 2010, les crédits sont versés sous forme de subvention à l'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

Les crédits mobilisés en 2018 pour l'entretien des infrastructures (hors dissuasion nucléaire) augmentent fortement. Cette progression inédite s'imposait face à la dégradation lente mais continue de l'état du patrimoine immobilier du ministère. Ainsi, sans mesure particulière, le patrimoine dit « à risque élevé » doublerait dans les toutes prochaines années, passant de 11 % en 2015 à 22 % du parc en 2024. Il est indiqué que cet effort doit s'inscrire dans la durée pour être efficace.

Adapter le patrimoine immobilier de l'État à ses missions*Adapter le patrimoine à son utilité, son usage, son utilisation*

La gestion physico-financière des opérations d'infrastructures est pilotée par la direction de la mémoire, des patrimoines et des archives (DMPA), responsable au nom du SGA de la politique immobilière du ministère. La mise en œuvre des moyens est assurée par le service d'infrastructure de la Défense (SID). Cette organisation a pour finalité de rationaliser l'allocation des moyens immobiliers permettant aux armées, directions et services de mener à bien leur mission. Ces interventions comprennent :

- les dépenses relatives à l'adaptation des infrastructures existantes pour l'accueil de nouveaux équipements (Infrastructure d'accueil Rafale, A400M, Hélicoptère Nouvelle Génération....) ;
- les dépenses des armées et services indispensables à l'activité des forces et conditionnant la capacité opérationnelle, notamment la remontée en effectifs des forces opérationnelles, les efforts dans le domaine du renseignement, de la sécurité-protection (SecPro) et de la cyberdéfense (sécurisation des réseaux électriques et données sensibles, Data Center), l'adaptation des hôpitaux et de la médecine des forces ;
- les dépenses relatives à l'adaptation de capacité d'infrastructures non technico-opérationnelles ;
- les dépenses de maintenance lourde ;
- les dépenses de maintien en condition opérationnelle des infrastructures et celles de maintien en condition générale.

L'année 2018 verra la montée en puissance des programmes d'infrastructure d'accueil et de soutien du sous-marin BARRACUDA, des véhicules de l'armée de terre de nouvelle génération et de l'avion « Multi-rôles transport tanker » (MRTT), ainsi que la poursuite des investissements générés par la remontée en puissance de la Force Opérationnelle Terrestre (FOT) et les besoins accrus de sécurité-protection (SECPRO).

Réduire les coûts

L'adaptation du parc immobilier aux besoins du ministère contribue à la réduction des coûts, car elle permet :

- de céder des emprises devenues inutiles ;
- de contribuer à financer des opérations d'infrastructure, par l'intermédiaire du CAS « gestion de l'immobilier de l'État » qui bénéficie de la ressource générée par les cessions d'emprises.

Être un État exemplaire*Développer l'offre de logements*

À travers sa politique de logement familial, le ministère des armées participe au développement de l'offre de logements. En outre-mer, tout en poursuivant l'effort de réhabilitation des logements, l'accent a été mis sur les constructions nouvelles afin d'améliorer la qualité du parc ministériel et permettre ainsi une diminution du coût des prises à bail dans le secteur privé. En métropole, les crédits consacrés à la réhabilitation de logements sont en hausse afin de répondre au même objectif d'économies.

Réduire l'impact environnemental du patrimoine immobilier de l'État

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques interministérielles de protection de l'environnement, le ministère des armées dispose d'un Haut fonctionnaire au développement durable (HFDD), en la personne de la directrice de la mémoire, des patrimoines et des archives. De multiples actions sont menées dans ce domaine notamment :

- la dépollution de certaines emprises,
- le financement de projets par le fonds d'intervention pour l'environnement.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

ÉTABLISSEMENT DE COMMUNICATION ET DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE DE LA DÉFENSE (ECPAD)

Sources des données : logiciel de gestion financière et comptable « Win M9 » de l'ECPAD pour l'exécution 2016 et budget rectificatif n° 1 présenté en CA en juillet pour 2017.

Méthodes de calcul

Les méthodes de calcul retenues sont celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

Calcul des dépenses exécutées de l'année 2016 :

- charges directes : analyse de la comptabilité par les comptes d'immobilisations, de charges, de tiers et de trésorerie liées à l'immobilier ;
- charges indirectes : fluides, soutiens transversaux (espaces verts, entretien des locaux, gardiennage) et dépenses de personnel en charge de fonctions immobilières (département infrastructure).

Depuis 2012 et la globalisation des subventions pour charges de service public, l'établissement ne reçoit plus de subventions d'équipement. Les investissements sont autofinancés par l'ECPAD, par le biais de sa CAF et de ses fonds propres et par des ressources affectées (requalifiées en ressources fléchées à compter de 2016).

Conventions de ressources affectées :

- la convention passée avec le Service Parisien de soutien à l'Administration Centrale (SPAC) contribue à d'importants travaux de rénovation des infrastructures du fort d'Ivry-sur-Seine ;
- la convention passée avec l'État-major des armées (EMA) a permis la création de l'École des métiers de l'image et du son (EMI) dont l'ouverture a eu lieu en février 2013 ;
- les deux conventions passées avec la DMPA ont pour objet la réfection et la mise en conformité des installations du cercle de l'ECPAD.

Le principal objectif de 2016 a été de finaliser les opérations financées sur recettes fléchées du ministère des armées :

- les travaux de rénovation du bâtiment 04 « direction » sont terminés ;
- la réhabilitation du cercle mess est achevée et la totalité des paiements associés effectuée, sans dépassement de l'enveloppe financière.

Concernant la subvention de l'EMA, il reste à engager les opérations de réfection des chambres de l'EMI à hauteur de 403 k€ qui seront effectuées en 2018.

Les autres opérations importantes lancées par l'établissement en 2016 ont été :

- les phases d'audit et de diagnostic du marché de voirie pour 64 k€ (AE) ;
- la mise en place d'un système de vidéo surveillance pour 40 k€ (AE) dans le cadre de l'opération Sentinelle ;
- la maîtrise d'œuvre et la mission du désamiantage et de la réfection de couverture en amiante ciment pour 27 k€ (AE) et 20 k€ (CP) ;
- l'entretien des équipements et de l'infrastructure pour 22 k€ (AE) et 37 k€ (CP).

MUSEE DE L'AIR ET DE L'ESPACE

Les dépenses de fonctionnement correspondent aux lignes budgétaires concernées par la politique transversale.

Les dépenses d'investissement correspondent au tableau de financement des opérations pluriannuelles du musée de l'air et de l'espace.

Sources des données :

- compte financier de l'année 2016 ;
- budget rectificatif n° 1 de l'exercice 2017 ;
- tableau des investissements (opérations pluriannuelles) du musée de l'air et de l'espace de janvier 2017 ;
- bilan 2015 de la mise en œuvre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière.

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

Analyse de l'évolution des crédits

Pour les dépenses de fonctionnement : les prestations relatives à la sécurité du bâtiment, des biens et des personnes sont en hausse, du fait de la poursuite de la mise aux normes des bâtiments et des contraintes liées aux effets des mesures du plan Vigipirate. Toutefois, la politique de maîtrise des coûts s'est poursuivie avec, pour exemple, la baisse des dépenses liées aux fluides (poste électricité : 332 k€ en 2015 / 220 k€ en 2016).

Pour les dépenses d'investissement : comme prévu, l'année 2016 a vu le début des travaux d'infrastructure relatifs aux rénovations de la façade Ouest, de la Grande Galerie, des réserves en sous-sol et la construction du hangar « Bois et toile ».

Présentation du parc immobilier

Le musée de l'Air et de l'Espace (MAE) se répartit sur deux sites distincts situés sur les communes du Bourget (12,5 ha) et de Dugny (13 ha).

Le Bourget

Le MAE occupe neuf bâtiments dont l'Aérogare conçue par l'architecte Labro et datant de 1937, inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Les autres bâtiments sont constitués de hangars – halls dédiés à des expositions spécifiques ouvertes au public : la Conquête spatiale, les Avions de l'entre-deux guerres, les Hélicoptères et autres voilures tournantes, les Avions de chasse de l'Armée de l'air/les Prototypes, Concorde, les avions de la seconde guerre mondiale, une exposition consacrée au régiment de chasse Normandie-Niemen et enfin le Planétarium.

La surface d'exposition couverte est de l'ordre de 22 000 m². Les halls A et B, vétustes, sont exploités comme réserves, l'accès y est strictement contrôlé du fait de la présence d'amiante.

Dugny

Le second site du musée, situé en face au-delà de la piste 03/21, sur la commune de Dugny, rassemble les ateliers de restauration et les réserves constituées d'avions, de moteurs et d'équipements. Un hangar est occupé par des associations partenaires auxquelles sont confiés des chantiers de restauration. Enfin, un chantier d'insertion professionnelle, les Ailes de la Ville, est installé dans le hangar dit « Bermuda » le plus récent de la zone et y occupe 750 m². Ce hangar abrite aussi des collections en réserve (1 000 m²).

Les surfaces couvertes occupent de l'ordre de 12 000 m² au sol.

À noter, que l'année 2016 a vu le début du chantier de construction du hangar dit « Bois & toile » d'une surface au sol de 2 000 m² dont la livraison a été programmée en juin 2017.

Stratégie immobilière

Approche générale, long terme

Le musée de l'Air et de l'Espace manque de surfaces couvertes pour abriter et conserver ses collections. Il est en outre mal desservi par les transports en commun. Dans le cadre du projet « Grand Paris », une station du Grand Paris Express (GPE) est prévue à proximité immédiate du MAE en 2024 ainsi que de nombreux aménagements à usages commerciaux, loisirs, bureaux ou habitats. Les réunions de travail se sont poursuivies avec la Société du Grand Paris. Les premiers impacts pour le MAE sont programmés à l'été 2018 avec le dévoiement de la RN2. Dans ce contexte, la fréquentation du MAE, actuellement de 250 000 visiteurs par an pourrait atteindre 1 million de visiteurs. Il convient dès lors de préparer dès maintenant cette échéance post 2020.

Dans la zone aérogare, l'intégration des halls d'exposition dans un ensemble de loisirs de services et de commerces a bien progressé dans le cadre d'une convention signée le 24 juillet 2015 avec les villes de Dugny et du Bourget, Aéroport de Paris (ADP), Unibail Rodemco, la Société du Grand Paris ainsi que la Société Publique Locale de l'Aéroport du Bourget. Un synoptique d'organisation et une première esquisse de principe du projet ont ainsi pu être présentés à la tutelle du musée (DPMA) ainsi qu'à son conseil d'administration.

Il s'agit d'augmenter d'environ 50 % les surfaces d'exposition (Site du Bourget) qui seraient ainsi portées de 22 000 à 35 000 m² par intégration des halls du musée hors Labro, Concorde et 39 - 45 au sein d'un Pôle de Loisirs, Services et Commerces de 50 000 m². La manœuvre foncière liée à ce projet ainsi que son mode de financement doivent maintenant être appréhendés avec précision avec pour objectif une mise en service des nouvelles installations à l'horizon 2024. Il est à noter qu'une variante dans laquelle le musée réalise le projet en autonome sur sa propre emprise foncière est aussi étudiée.

Côté réserves à Dugny, la densification du site pour rationaliser l'emprise muséale tout en préservant son potentiel à accueillir de nouvelles constructions a fait l'objet d'études de principe avec la ville de Dugny, Aéroport de Paris (ADP) ainsi que la Société Publique Locale de l'Aéroport du Bourget. La refonte du plan de masse de la zone technique pourrait reposer sur des échanges fonciers, des déconstructions et des reconstructions. Deux grandes orientations se dégagent, cessions de terrains à ADP ou à la ville de Dugny qui doivent encore être affinées tant au plan financier qu'opérationnel.

Il convient de noter que la densification du site de réserves à Dugny est un préalable indispensable à la réalisation d'un musée agrandi sur le site de l'aérogare dans la mesure où il y aura suppression des hangars de réserves A et B et que la construction nouvelle suppose la destruction en toute ou partie de halls existants suivant la nature du projet.

Court et moyen termes

Le Bourget : la stratégie du musée de l'Air et de l'Espace pour les cinq années à venir consiste à améliorer la présentation de ses collections et à restaurer l'aérogare de LABRO dans son état initial de 1937 pour redonner au site le cachet architectural qui lui permettra de devenir un acteur incontournable du « Grand Paris » sur la zone du Bourget. Ainsi, après la rénovation de la salle monumentale des huit colonnes, inaugurée en juin 2013, c'est l'ensemble des façades Est et Ouest ainsi que les pignons nord et sud, les terrasses, la tour de contrôle de l'aérogare et l'intérieur de la grande galerie qui seront rénovés entre 2014 et 2018. Ce projet est financé par une subvention exceptionnelle du ministère des armées à hauteur de 21,5 M€, à laquelle s'ajoutent les dotations en fonds propres annuelles.

Concernant la façade Est et les pignons Nord et Sud, les travaux sont achevés depuis fin octobre 2015. Les travaux de la façade Ouest et de l'intérieur de la Grande Galerie ont commencé à l'été 2016 et doivent être achevés en novembre 2018.

En parallèle, les espaces au sein des hangars-halls sont réorganisés et mis aux normes en termes d'accessibilité et de sécurité. Ainsi, le hall de la Cocarde a été rouvert au public pour le SIAE 2015. Un nouveau hall 39 - 45, objet d'un mécénat (Bathurst, États-Unis) à hauteur de 1,6 M€ (1 700 m²) a été inauguré le 11 juin 2015. De même un nouvel espace dédié au régiment de chasse Normandie - Niemen (300 m²) financé en grande partie par mécénat (Banque ZENIT, Fédération de Russie, 500 k€) a été inauguré le 4 juin 2015.

La rénovation et la mise aux normes de ces halls permet de préserver une prestation convenable pour la visite du musée durant la période 2016 – 2018, qui verra la fermeture de la Grande Galerie durant les travaux de rénovation qui entraîneront : la fermeture des ailes Nord et Sud de l'aérogare consacrées aux « débuts de l'aviation », à la « Guerre 14 – 18 » ou encore à l'animation à destination du jeune public « Planète Pilote ».

Dugny : le second volet de cette stratégie concerne la zone de Dugny. Actuellement, les surfaces couvertes consacrées aux réserves (environ 12 000 m²) sont insuffisantes : une vingtaine d'appareils et environ 300 conteneurs moteurs restent actuellement stockés en plein air. Leur dégradation est naturellement accélérée et les risques de perte à terme sont avérés. Une meilleure conservation des collections passe par la construction d'un hangar de grande taille (6 000 m²) pour abriter les avions actuellement exposés aux intempéries et mettre en place une rotation des collections entre un espace de réserve et le tarmac du musée.

La construction d'un bâtiment de 2 000 m² dédié aux réserves « Bois et toile » permettra d'abriter certaines pièces particulièrement fragiles de la collection d'aérostation, des débuts de l'aviation, de la guerre de 1914 – 1918, des planeurs et des avions légers. Ce dernier projet, objet d'un mécénat du GIFAS à hauteur de 4.7 M€, est actuellement au stade de la réalisation et devait être livré courant juin 2017. Il sera alors très utile pour abriter en partie la collection de la guerre 14 - 18 actuellement exposée dans l'aile Nord de l'aérogare LABRO et dont la rénovation a débuté fin 2016. Enfin, la reconstruction de l'ancien hall métallo textile 39 - 45 permet d'augmenter les surfaces de réserves de 1500 m² dès l'été 2017.

La remise à niveau des installations du MAE s'articule dorénavant ainsi :

En 2016 :

- fin des travaux et réception du système de sécurité incendie (juin 2016 – coût total 1,3 M€)
- début des travaux de la Grande Galerie Sud, fin prévue novembre 2018 (allocation exceptionnelle)
- début des travaux de rénovation de la façade Ouest incluant terrasse et tour de contrôle (allocation exceptionnelle)
- poursuite de la mise aux normes de l'accessibilité des espaces d'exposition jusqu'en 2018
- réalisation de 2 000 m² de surfaces couvertes à DUGNY destinés à la collection « Bois & Toile »

- début du remontage de l'ex-hangar métallo textile 39-45 à DUGNY (1500 m²) - reconstruction achevée au printemps 2017 -.
- étude et lancement des travaux de mise en sécurité des hangars abritant les réserves à DUGNY (750 k€) - remise à niveau de l'éclairage dans les ateliers et remplacement de la cellule haute tension du site -
- poursuite des études de rénovation du musée dans le cadre du projet Grand Paris pour les 2 emprises - début de l'étude de faisabilité financière et immobilière.

En 2017 :

- remise à niveau et assainissement des locaux affectés aux réserves en sous-sol du bâtiment LABRO - maîtrise d'œuvre désignée en 2016 - travaux prévus en 4 tranches de 500 k€ chacune -
- remise et réception des travaux de rénovation de la façade Ouest de l'aérogare, des terrasses et de la tour de contrôle
- poursuite des travaux de remise aux normes de l'accessibilité aux espaces de collection jusqu'en 2018
- poursuite de la mise en sécurité des bâtiments abritant les réserves à DUGNY : SSI.

En 2018 :

- fin des travaux de remise en état de la Grande Galerie Sud en novembre 2018 - début des travaux de scénographie (début de l'aviation) dans cette zone pour une livraison et réouverture au public programmée pour le Service industriel de l'aéronautique (SIAE) 2019 -
- livraison de la scénographie de la Grande Galerie Nord en novembre 2018 et réouverture au public de cette zone consacrée à la période 1914-1918
- poursuite des travaux de mise à niveau et assainissement des locaux affectés aux réserves en sous-sol du bâtiment LABRO
- poursuite de la mise en sécurité des bâtiments abritant les réserves à DUGNY : dallage HM 4.

MUSEE DE L'ARMEE

Sources des données :

- comptes financiers 2016 et antérieurs
- budget initial 2017
- extraction de données ressources humaines
- bilan de la mise en œuvre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière présenté à l'information du conseil d'administration (juin 2017)

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

Analyse de l'évolution des crédits

L'évolution des dépenses d'investissement est pour l'essentiel liée au rythme d'exécution des opérations d'investissement destinées à améliorer l'environnement scientifique et culturel du musée d'une part, et à préserver les espaces patrimoniaux d'autre part. Outre leur vocation de témoignage historique, ces derniers concourent au développement des ressources propres du fait de leur location ponctuelle.

C'est dans ce cadre qu'un programme de rafraîchissement du Grand salon, destiné à préserver une offre compétitive de location d'espaces, a été prévu à l'été 2017.

La délocalisation des réserves sur le site de Satory constitue un autre chantier majeur du musée, avec notamment la mise en œuvre de la réhabilitation du bâtiment n° 012, différée du fait de la nécessité de conduire des diagnostics supplémentaires relatifs à l'état des sols et des structures et de prendre en compte la situation initiale du bâtiment.

Les travaux relatifs au chantier de l'aile Monaco, dédiés à la bibliothèque, au centre de documentation et au cabinet d'arts graphiques et photographiques (550 m²) sont arrivés à leur terme, avec une ouverture progressive des espaces depuis décembre 2016.

Dépenses de personnel

Le pôle infrastructure du musée est composé de 9 membres permanents (+2 contrats uniques d'insertion). Leur rémunération totale s'élève à 444 452 € annuels. Les effectifs de ce pôle ne devraient pas évoluer pour le musée dans sa configuration actuelle. En revanche, une équipe devra être constituée pour suivre le projet d'extension, que cela soit dans sa composante scientifique ou dans sa composante immobilière.

Dépenses de fonctionnement courant

L'année 2016 a été consacrée :

- à la poursuite de la remise en état des installations climatiques de l'ensemble des bâtiments affectés au musée. Des mesures de maintenance (consommables, interventions préventives...) sont toutefois toujours nécessaires et ont mobilisé des crédits de fonctionnement. L'enjeu est stratégique pour le confort de visite mais surtout pour la préservation des collections présentées ou mises en réserve.
- aux travaux de maintenance dans les espaces muséographiques afin de conserver un niveau d'excellence pour présenter les collections permanentes.
- à l'entretien des salons de réception (hors Grand salon) pour répondre à la demande des clients et devenir plus attractif sur le marché de la location d'espaces.

Dépenses d'investissement (T7)

L'année 2016 a été consacrée notamment :

- aux aménagements muséographiques, pour un montant de près de 200 k€ qui ont visé à une meilleure conservation des œuvres exposées (vitrines du tableau de Ingres, du cheval Vizir, du glaive de directeur de Carnot...), ou ont permis de réhabiliter des aménagements vieillissants, tels ceux du département moderne ;
- à la clôture du chantier de l'aile Monaco, dédié aux espaces qui accueillent le centre de documentation, la bibliothèque, ainsi que le cabinet d'arts graphiques et de photographies. Ces espaces permettront, d'une part de conserver dans des conditions satisfaisantes les collections du musée (notamment les fonds précieux) et, d'autre part d'accueillir le public et les chercheurs en consultation. L'ouverture est progressive depuis décembre 2016.

Perspectives immobilières

Le musée de l'Armée occupe toujours 1 465 m² de surface utile nette (SUN). Ces surfaces sont réparties dans les bâtiments 002, 004, 005, 006, 007 et 012 situés dans l'Hôtel national des Invalides. Les espaces de bureaux dédiés à la conservation ou à l'administration sont majoritairement concentrés sur deux étages tandis que les volumes destinés à l'exploitation (régie des recettes, billetteries et accueils, laboratoire photographique, PC sécurité, ateliers polyvalents et de restauration) sont situés en rez-de-chaussée.

Conformément à ce qui avait été annoncé lors du conseil d'administration du 17 juin 2015 (approximativement 9 m² d'occupation par personnel) le ratio SUN / m² demeure stable, toujours en dessous des 12 m² réglementaires.

En 2016, le musée comptait 155 personnels permanents pour un plafond de 163 équivalents temps plein, chiffre qui restera inchangé durant toute la durée du COP 2015-2019.

La cible de ratio d'occupation de 12 m² par poste de travail devrait être ainsi maintenue jusqu'en 2019.

À l'heure actuelle, la gestion active de l'immobilier attribué au musée de l'Armée s'efforce de rationaliser le coût de fonctionnement de ses deux sites, accompagnée par une politique de développement de l'exploitation des bâtiments sur le long terme.

Cette stratégie demeure principalement axée sur la valorisation et le renforcement de l'identité respective des sites de l'Hôtel national des Invalides, dédiés à la présentation au public des œuvres de collection et de Satory, consacré à la conservation des collections via des réserves aménagées dans un cadre optimisé particulièrement nécessaire du fait de la conduite du chantier des collections.

Le projet d'extension du parcours permanent du musée, actuellement à l'étude constitue également un axe majeur de la politique immobilière de l'établissement.

Les dépenses de travaux d'entretien et réparations sur les biens immobiliers se sont élevés à 277 491 € en 2015, 221 841 € en 2016 (soit une baisse de 1 %) et ont été votés à hauteur de 477 120 € au budget 2017.

Cette augmentation est liée à la mise en œuvre d'un contrat global de maintenance des matériels de climatisation. Jusqu'alors, les dispositifs de traitement de l'air faisaient l'objet d'opérations lourdes de réparation, dont le financement était réalisé grâce à des crédits d'investissement.

MUSEE NATIONAL DE LA MARINE

Sources des données :

- rapport de l'agent comptable sur le compte financier 2016 ;
- budget primitif 2017 ;
- bilan 2017 sur la mise en œuvre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (CA juin 2016).

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

L'évolution des dépenses immobilières du musée national de la marine sur 2014-2016 est dominée par deux projets majeurs :

- l'aménagement de la deuxième partie du centre de conservation et de ressources de Dugny. Après la livraison du bâtiment fin 2015, le déménagement des collections, jusque-là entreposées à Romainville, a commencé début 2016 pour s'achever à l'automne de la même année. Le projet de réhabilitation du bâtiment a été conduit avec l'appui de l'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (OPPIC), auquel le musée a délégué la maîtrise d'ouvrage de l'opération par convention de mandat. La seconde phase de l'opération a également été confiée à l'OPPIC par une deuxième convention de mandat ;
- le lancement, en juillet 2016, du projet de rénovation du site de Chaillot avec la signature d'une convention de mandat avec l'OPPIC lui confiant la maîtrise d'ouvrage déléguée pour mener à bien ce chantier de rénovation du bâtiment et de réaménagement des espaces muséographiques, privatisables, commerciaux et de bureaux pour les 4 prochaines années.

Depuis le déménagement des collections de Romainville à Dugny, le musée se répartit sur 7 sites différents, composés de 17 bâtiments dont la surface utile brute globale, y compris les espaces d'expositions et de réserves, représente 25 900 m².

Le ratio d'occupation des espaces de bureaux s'établit à 13,4 m² /poste. Ce léger accroissement du ratio par rapport à 2016 reflète la situation transitoire dans laquelle se trouvent les agents du service de la Conservation qui se déplacent sur deux sites et disposent donc de deux postes de travail pour la durée du déménagement.

Perspectives immobilières

Rénovation du musée à Chaillot

Conformément aux annonces du ministre de la défense d'octobre 2014 et d'octobre 2015, le musée national de la Marine est engagé dans un projet de rénovation ambitieux de son site de Chaillot. Cette rénovation, pour laquelle le ministère des armées mobilise un budget travaux de 58 M€, a vocation à faire du musée le grand musée maritime français du XXI^e siècle. Il s'agit de faire découvrir à un large public l'aventure maritime de la France et les enjeux maritimes les plus contemporains.

Cette rénovation a l'ambition de renforcer l'attractivité du musée et de repenser son modèle économique :

- par un contenu muséographique modernisé, immersif, mobilisant les nouvelles technologies ;
- par une programmation culturelle diversifiée ;
- par sa capacité à accueillir les événements majeurs du monde maritime ;
- par les services qu'il offrira (librairie-boutique, restaurant, espaces privatisables).

Le site de Chaillot sera complètement réhabilité, c'est-à-dire :

- remis en conformité avec les normes réglementaires et techniques ;
- restructuré pour une meilleure organisation des espaces autour de lieux d'exposition, si possible agrandis, et un agencement optimisé des surfaces dédiées aux différentes fonctions, en particulier événementielles.

Le calendrier de l'opération prévoit les étapes suivantes :

- **31 mars 2017 : fermeture du musée ;**
- 2017-2018 : chantier des collections – déménagements des œuvres à Dugny ;
- automne 2018 : sortie du canot de l'empereur et début de la préparation du chantier ;
- printemps 2019 : démarrage des travaux bâtiment ;
- printemps 2020 : démarrage des travaux muséographiques ;
- printemps 2021 : fin des travaux bâtiment ;

- printemps 2021 : fin des travaux muséographiques ;
- automne 2021 : ouverture du musée rénové.

Dugny II

Avec le lancement de l'opération de rénovation des espaces du musée national de la Marine au Palais de Chaillot à Paris, les collections accueillies actuellement sur le site parisien (œuvres et objets en réserve ou dans les salles et fonds de la bibliothèque) vont devoir être déplacées vers les nouvelles réserves de Dugny.

Ces collections ne faisant pas partie du périmètre de l'aménagement initial du centre de conservation et de ressources (CCR) de Dugny, il s'agit désormais d'engager une deuxième phase d'aménagement du CCR, opération dite « Dugny 2 » afin d'y permettre leur accueil et le démarrage des travaux sur le site parisien.

Prévues dans une réserve foncière d'environ 1 000 m² « dite réserve de Chaillot » au sein du hangar actuel, ces collections devront partager les espaces disponibles avec les grands objets déjà installés comme les bateaux à flots. Il s'agit de concevoir un stockage performant en termes d'occupation et économique en termes d'investissement afin de ne pas grever le budget alloué à la rénovation. En fonction du nouveau parcours muséographique, une partie de ces collections restera à Dugny. Ce stockage sera donc pensé de manière durable tant d'un point de vue de la conservation préventive que d'accessibilité des collections.

Une enveloppe de 1,77 M€ TTC est prévue pour cette opération. Les engagements de crédits sont intervenus en 2016 et ont été financés par un abondement de la subvention de titre 7.

Rénovation des quais

La rénovation du musée national de la Marine se décline également dans ses musées du littoral (Brest, Port-Louis, Rochefort et Toulon). Chacun des sites a vocation à développer, au service du projet global, des thématiques spécifiques, compte tenu de son histoire et de sa géographie particulières, dans un lien renforcé avec les collectivités territoriales.

Au cours des prochaines années, les nouveaux projets scientifiques et culturels se traduiront par des investissements immobiliers qui intégreront la programmation de la mise aux normes de chacun des sites, notamment en termes d'accessibilité, ainsi que des investissements muséographiques. Une enveloppe de 5 millions d'euros est prévue pour la réalisation de ces aménagements.

Dépenses immobilières

Les dépenses de fonctionnement en matière immobilière ont progressé depuis 2016 du fait de la mise en service du nouveau pôle de conservation et de ressources de Dugny (passation d'un marché de gardiennage et de nettoyage, prise en charge de dépenses nouvelles d'entretien des espaces extérieurs, maintenance des équipements, fluides (en particulier d'électricité pour alimenter les installations de conditionnement, de traitement de l'air et de contrôle de l'hygrométrie des réserves du musée).

SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OcéANOGRAPHIQUE DE LA MARINE (SHOM)

Sources des données :

- compte financier de l'année 2016 ;
- budget de l'exercice 2017 ;
- tableau des investissements.

Méthodes de calcul

- Dépenses de fonctionnement et d'investissement :

- pour l'année 2016 : exploitation des dépenses directement imputables à l'immobilier par l'analyse de la comptabilité et l'identification des comptes d'immobilisations et de charges
- pour l'année 2017 : inscription des crédits budgétaires aux comptes concernés.

ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS

Les travaux d'infrastructure immobilière du SHOM ont porté sur 3 axes principaux :

- rénovation de toitures ;
- changement d'installations de régulation de chauffage ;
- divers travaux de VRD (voiries, réseaux, divers).

En outre, l'étude de la construction d'un bâtiment neuf a été lancée.

Comparaison des écarts entre la LFI 2016 et son exécution :

- Fonctionnement : le gardiennage, l'entretien des espaces verts, le ménage et la maintenance ont représenté l'essentiel des dépenses.
- Investissement : pas d'opération majeure en 2016 :
 - rénovation de toitures ;
 - rénovation des installations de chauffage ;
 - quelques travaux de voiries et réseaux divers (VRD).

Planification des travaux sur les années 2017 et à venir :

- lancement de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un bâtiment neuf et construction du bâtiment neuf en lieu et place du bâtiment principal. La livraison est prévue à l'horizon 2021. La validation finale du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI), qui conditionne le démarrage des travaux, ayant été retardée, ces travaux prévus en 2016 ont été décalés.
- poursuite de la rénovation de toitures.

ÉQUIPEMENT DES FORCES (146)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	74 276 855	70 251 993	65 558 346	59 450 892	86 395 002	86 369 425

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 146 a pour objet principal de mettre à la disposition des armées les armements et matériels nécessaires aux opérations décidées par le Chef de l'État et le Gouvernement. Ses objectifs sont fixés en loi de programmation militaire. Le programme 146 est placé sous la responsabilité conjointe du chef d'état-major des armées (EMA) et du délégué général pour l'armement (DGA).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axe n° 2 : améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État.

Les actions 6 à 10 (correspondant aux systèmes de forces) sont consacrées spécifiquement aux investissements dans les armements et matériels nécessaires à l'action des armées. Les investissements immobiliers nécessaires aux programmes d'armement sont traités au niveau du programme 212. Certains travaux nécessaires à leur mise au point dans les centres d'essais de la DGA peuvent être financés par la sous-action correspondant au programme d'armement demandeur.

Au sein du programme « équipement des forces », l'action 11 « préparation et conduite des programmes d'armement » regroupe d'une façon générale les activités de la DGA en matière de préparation et de conduite des programmes

d'armement, d'expertise technique, d'essai et de soutien et a pour finalité d'assurer la maîtrise d'ouvrage des programmes et des opérations d'armement.

Dans ce cadre, elle recouvre le fonctionnement et l'entretien du parc immobilier de la DGA. Pour le programme 146, les activités concernées relèvent d'une part du fonctionnement et sont :

- entretien courant du parc immobilier (gardiennage, nettoyage, déchets...) ;
- fonctionnement des bâtiments-gestions des énergies hors fuel domestique (FOD) ;
- fonctionnement des bâtiments-FOD ;
- fonctionnement des bâtiments-charges locatives ;
- loyers hors loyers budgétaires.

D'autre part des investissements : activités « évolution et entretien des infrastructures » et « évolution et entretien des réseaux techniques ».

Les points notables pour les prochaines années sont la dernière phase de l'opération Cyberdéfense se traduisant par des derniers engagements sur l'année 2017 et de paiements sur l'annuité 2017, sans augmentation de l'enveloppe budgétaire totale allouée aux investissements de type immobilier dans le cadre du programme 146.

PATRIMOINES (175)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	12 630 000	13 445 000	31 516 119	22 722 759	18 035 070	29 469 546

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La politique patrimoniale de l'État s'articule autour de trois finalités principales :

- rendre accessibles au plus grand nombre les œuvres capitales de l'humanité et de la France ;
- sauvegarder, protéger, enrichir et mettre en valeur le patrimoine culturel dans toutes ses composantes, favoriser la création architecturale, urbaine et paysagère du cadre de vie des Français ;
- encourager les initiatives culturelles locales, développer les liens entre les politiques culturelles de l'État et celles des collectivités territoriales.

Ces actions visent à familiariser le plus grand nombre à la richesse de l'héritage des générations précédentes, à lui permettre d'y trouver des éléments d'éducation ou de loisir et à déterminer ce qu'il entend transmettre à son tour aux générations futures. Le champ patrimonial concerné par le programme 175 comprend les monuments historiques, les espaces protégés, l'archéologie, les musées, les archives, l'architecture, l'ethnologie et la langue française et les langues de France.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- l'Établissement public du château de Fontainebleau ;
- l'Établissement public du château de Versailles ;
- l'Établissement public du musée de Picasso ;
- l'Établissement public du musée du Louvre ;
- la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais (RMNGP) ;
- le domaine national de Chambord ;
- le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (CNAC-GP) ;
- le Centre des monuments nationaux (CMN) ;
- l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme ne supporte que marginalement, et seulement pour les services à compétence nationale, des dépenses immobilières, principalement concentrées sur le secteur archivistique. Les dépenses afférentes à la conservation et à la restauration des monuments historiques appartenant à l'État sont quasi exclusivement exécutées par les opérateurs financés par le programme.

CRÉATION (131)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	1 321 745	4 439 428	21 370 000	15 100 000	19 474 166	16 224 166

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 131 a pour objet de soutenir la diversité et le renouvellement de la création, ainsi que sa diffusion auprès des publics les plus larges. Ce soutien apporté à la richesse de la création et à son accès au public constitue un véritable enjeu démocratique. Il est un élément important de cohésion sociale et vise l'épanouissement de chaque individu.

L'action du ministère de la culture et de la communication en matière de soutien à la création repose sur une offre publique, dans le cadre d'une intervention directe, déléguée, autonome ou partenariale. Le périmètre du programme 131 couvre les interventions du ministère dans les champs du spectacle vivant et des arts plastiques.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- la Comédie Française
- l'Opéra national de Paris
- l'Établissement public du parc et de la grande halle de la Villette (EPPGHV)

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme ne supporte que marginalement, et seulement pour les services à compétence nationale, des dépenses immobilières. Les dépenses sont quasi exclusivement exécutées par les opérateurs financés par le programme.

TRANSMISSION DES SAVOIRS ET DÉMOCRATISATION DE LA CULTURE (224)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	30 252 268	50 143 298	54 623 157	57 446 815	59 722 381	59 807 447

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 224 regroupe les politiques transversales de l'État dans le domaine culturel : favoriser l'accès des citoyens à la culture, développer l'éducation artistique et culturelle, encourager les pratiques artistiques de l'ensemble

de la population et mener des politiques ciblées tant à l'égard de catégories de publics spécifiques que dans les zones défavorisées.

Il est également le programme support du ministère de la Culture et porte à ce titre ses dépenses de fonctionnement et en particulier les dépenses relatives à la politique immobilière de l'État.

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- L'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (OPPIC).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme participe à l'efficience de la gestion immobilière de l'État grâce via la mise en œuvre d'une optimisation des surfaces d'administration centrale et aux efforts fournis en termes d'achat public pour l'ensemble des dépenses de fonctionnement liées à la gestion des bâtiments (gardiennage, nettoyage, entretiens courants, fluides...).

Le programme supporte les dépenses immobilières du ministère relatives au fonctionnement et à l'entretien des sites d'administration centrale ainsi que les dépenses des administrations déconcentrées qui ne sont pas mutualisées sur les programmes 309 et 333. Le programme supporte également les dépenses d'investissement sur les sites d'administration centrale et déconcentrée.

LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES (334)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 334 regroupe au sein de la mission « médias, livre et industries culturelles », les crédits spécifiquement alloués par l'État à sa politique en faveur du livre et des industries culturelles.

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- Bibliothèque Nationale de France (BNF)

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme ne supporte que marginalement des dépenses immobilières. Les dépenses sont quasi exclusivement exécutées par les opérateurs financés par le programme.

RECHERCHE CULTURELLE ET CULTURE SCIENTIFIQUE (186)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 186 vise, d'une part à promouvoir auprès du plus large public la culture scientifique et technique et, d'autre part, à soutenir des actions de recherche spécifiques à la culture, en particulier celles concernant le patrimoine culturel national (archéologie, histoire de l'art, ethnologie...) dans ses aspects de connaissance et de conservation et celles concernant la création, en lien avec l'enseignement supérieur de la culture (architecture, arts plastiques, spectacle vivant...).

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- L'Établissement public du palais de la découverte et de la cité des sciences et de l'industrie (Universcience).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme ne supporte que marginalement des dépenses immobilières. Les dépenses sont quasi exclusivement exécutées par un opérateur financé par le programme (Universcience).

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE ET DE LA CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE (UNIVERSCIENCE)

Sources des données : pour les enveloppes de fonctionnement et d'investissement, les données sont extraites du compte financier 2016 et du budget voté au titre de l'exercice 2017 (BI 2017), catégorie « dépenses par destination », sous-catégorie « bâtiment ».

L'établissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie (EPPDCSI), dit Universcience, est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), créé le 1^{er} janvier 2010, par décret n° 2009-1491 du 3 décembre 2009.

ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS

L'année 2017 est marquée par des projets d'investissement d'envergure avec notamment la fin des travaux de remise en état de la Cité des sciences et de l'industrie à la suite de l'incendie et les travaux du bâtiment Méliès. D'importantes rénovations sont également prévues au Palais de la Découverte dans le cadre du schéma directeur du Grand Palais.

Enfin, des travaux sur les bâches et coupoles de la Cité des sciences et de l'industrie sont conduits par l'OPPIC dès 2017.

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (126)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	3 618 073	3 618 073	2 787 135	2 787 135	1 925 600	1 925 600

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) est la troisième assemblée constitutionnelle de la République. Assemblée consultative, principalement composée de membres désignés par les organisations socioprofessionnelles nationales, le Conseil est principalement investi de cinq missions :

- conseiller le Gouvernement et le Parlement et participer à l'élaboration de la politique économique, sociale et environnementale ;
- favoriser, à travers sa composition, le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles dont les préoccupations, différentes à l'origine, se rapprochent dans l'élaboration de propositions d'intérêt général ;
- contribuer à l'évaluation des politiques publiques à caractère économique, social et environnemental ;
- promouvoir un dialogue constructif et une coopération avec les assemblées consultatives créées auprès des collectivités territoriales et auprès de ses homologues européens et étrangers ;
- contribuer à l'information des citoyens.

La révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 et la loi organique du 28 juin 2010 sont à l'origine d'une évolution institutionnelle et, par suite, d'une inflexion stratégique majeure. La loi organique permet l'entrée du secteur «environnement» au Conseil (33 membres) et d'un groupe «jeunes» à effectif constant de conseillers, la mise en place des saisines parlementaires et l'ouverture du droit de pétition aux citoyens, ainsi que l'introduction de la parité hommes-femmes.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le Conseil économique social et environnemental occupe le Palais d'Iéna, propriété de l'État, dont la surface hors œuvre nette est de 17 487 m².

Les axes stratégiques de la politique transversale se déclinent notamment par la volonté de :

- conserver et entretenir le patrimoine immobilier de l'État dans le cadre d'un plan pluriannuel d'investissement ;
- réduire les coûts : diminuer les dépenses de fonctionnement par des travaux de modernisation ;
- réduire l'impact environnemental du patrimoine immobilier de l'État : le CESE s'est engagé dans une démarche de développement durable qui se décline par des opérations programmées parmi lesquelles l'amélioration de l'isolation, la rationalisation des systèmes de climatisation, de chauffage, de ventilation, ou encore la récupération des eaux pluviales.

Afin de poursuivre le plan pluriannuel d'investissement, le mandat confié en 2013 à l'OPPIC (opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture) sera prolongé par avenant pour une nouvelle période de 5 ans (2018-2022) selon les grands axes suivants :

- **Assurer l'accueil des publics** : le CESE a souhaité être exemplaire quant à la manière dont il accueille tous les publics et leur permet un accès le plus large au Palais qu'il occupe. Des opérations sont donc programmées pour permettre au CESE de conduire toutes les démarches nécessaires à la mise en accessibilité de ses locaux aux personnes à mobilité réduite et d'offrir un accompagnement adapté à toutes les personnes en situation de handicap (signalétique, boucle auditive...). Cette ambition sociale passe également par la possibilité qui sera donnée aux entreprises de travaux qui soumissionneront dans le cadre des appels d'offres lancés de former des jeunes issus des quartiers défavorisés.
- **Conserver le patrimoine** : le CESE occupant des bâtiments en partie réalisés par l'architecte Auguste Perret et classés au titre des monuments historiques, il attache une importance réelle à l'entretien et à la mise en valeur de ce patrimoine exceptionnel.
- **S'inscrire dans une politique de développement durable** : un audit thermique et énergétique a été conduit pour faire le point sur la situation actuelle et tenter d'identifier toutes les marges d'améliorations possibles. Cet audit a traité à la fois des questions de consommations d'énergie, d'isolation, de bilan carbone et d'usage et des actions sont mises en place afin d'en tirer toutes les conséquences.
- **Valoriser le patrimoine immobilier** : le CESE occupant des locaux prestigieux au cœur du XVI^e arrondissement de Paris, il est essentiel qu'il puisse se doter d'un outil de gestion patrimoniale adapté et réfléchir à des opérations de valorisation de ses bâtiments.

COUR DES COMPTES ET AUTRES JURIDICTIONS FINANCIÈRES (164)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	19 287 917	11 094 249	14 860 000	10 570 000	11 588 000	10 350 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La Cour des comptes, les chambres régionales et territoriales des comptes ainsi que la Cour de discipline budgétaire et financière forment un même ensemble, les juridictions financières, régies par le code des juridictions financières.

Elles ont pour mission de s'assurer du bon emploi de l'argent public et contribuent à la mise en œuvre du droit reconnu à la société de demander « compte à tout agent public de son administration » et aux citoyens « de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée » (articles 15 et 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen).

La Cour des comptes œuvre au respect de ces principes en examinant les comptes et en contrôlant la gestion de l'État et de ses opérateurs, des institutions de protection sociale, des entreprises publiques ou encore des organismes bénéficiaires de concours financiers publics. Le cas échéant, elle met en jeu la responsabilité des comptables publics et des ordonnateurs comptables de fait, ou saisit les instances habilitées à prononcer d'autres sanctions. Par ailleurs, la Cour des comptes analyse la situation des finances publiques, et évalue les politiques publiques. Enfin, elle certifie les comptes de l'État et ceux du régime général de la Sécurité sociale.

Les chambres régionales et territoriales des comptes remplissent, à l'égard des collectivités territoriales et des organismes publics qui en dépendent, les mêmes attributions d'examen des comptes des comptables publics et de contrôle de la gestion, à l'exception des missions de certification des comptes. Les chambres régionales et territoriales des comptes rendent également des avis sur les budgets de ces collectivités, sur leurs marchés et sur leurs délégations de service public.

La Cour de discipline budgétaire et financière sanctionne les irrégularités ou les fautes de gestion commises par les ordonnateurs et, de façon générale, les gestionnaires publics.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les crédits du programme 164 consacrés à la politique immobilière de l'État relèvent de l'action n° 27 « pilotage et soutien des juridictions financières » qui regroupe l'essentiel des dépenses hors titre 2 exposées pour le programme au titre des fonctions support.

Au sein des juridictions financières, ces crédits sont essentiellement utilisés par la direction du patrimoine et de la logistique de la Cour des comptes qui assure la maîtrise d'œuvre ou la conduite d'opération des projets immobiliers qui s'inscrivent dans l'ensemble des axes stratégiques de la politique immobilière de l'État.

À la suite de l'approbation rendue par le Ministre délégué chargé du budget au cours de l'année 2013 sur le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI), les juridictions financières ont pu réaliser la plupart des orientations majeures sur la période 2013-2015.

Toutefois et compte tenu de l'abandon du projet de relogement d'une partie des services de la Cour des comptes dans l'hôtel de la Marine et du regroupement territorial issu de la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, la politique immobilière des juridictions financières suit désormais quatre priorités principales pour la période 2017-2019 :

- adapter les locaux aux besoins professionnels : pour tenir compte de la croissance régulière des effectifs, en raison du développement des missions, et de l'évolution d'un travail de plus en plus collégial, les locaux continueront à faire l'objet d'une adaptation afin de pouvoir augmenter leur capacité d'hébergement et permettre également une meilleure synergie en développant les espaces collaboratifs (notamment avec la création d'une salle de délibérés ou l'aménagement de nouveaux espaces de réunion et de formation).
- sécuriser les bâtiments existants : pour donner suite aux recommandations formulées par les diagnostics réalisés sur l'état des bâtiments, les locaux continueront à faire l'objet de travaux de sécurisation ou de rénovation (notamment pour achever les travaux de réhabilitation des immeubles Mont-Thabor et Mondovi, engager la rénovation du monte-charge et restructurer la colonne sanitaire dans le Palais Cambon) avec un renforcement des composantes liées à la sûreté et l'accessibilité des locaux de la Cour des comptes.
- poursuivre les travaux d'entretien : pour maintenir le patrimoine immobilier des juridictions financières et moderniser les locaux existants, divers travaux d'entretien lourd seront réalisés sur les chambres régionales des comptes (notamment en matière de ravalement des façades et de reprise des couvertures) mais également sur la Cour des comptes avec la rénovation des circulations.
- achever les travaux d'aménagement liés à la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 : pour accueillir le regroupement territorial des chambres régionales des comptes Grand Est et Occitanie.

CONSEIL D'ÉTAT ET AUTRES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES (165)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	26 705 253	36 083 600	47 890 171	35 950 000	52 514 527	39 508 002

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 165 regroupe les moyens affectés au Conseil d'État (CE), aux cours administratives d'appel (CAA), aux tribunaux administratifs (TA) et à la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Ces institutions doivent garantir le respect du droit par l'administration. Cette mission inclut le jugement des différends opposant l'administration et les administrés, le conseil aux autorités publiques dans l'élaboration des projets de loi et d'ordonnance ainsi que des principaux décrets et la réalisation d'études et d'expertises juridiques au profit des administrations.

Par leur double fonction, juridictionnelle et consultative, elles assurent la conformité de l'administration française au droit : il est ainsi un des rouages essentiel de l'État de droit dans notre pays.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les crédits du programme 165 consacrés à la politique immobilière de l'État relèvent de l'action « soutien », qui regroupe l'ensemble des dépenses hors titre 2 exposées pour le programme au titre des fonctions support. Au sein de la juridiction administrative, l'utilisation de ces crédits, par une structure centrale professionnalisée, s'inscrit dans l'ensemble des axes stratégiques de la politique immobilière de l'État.

La politique immobilière du Conseil d'État et de la juridiction administrative suit quatre priorités :

- **Adapter les locaux des juridictions à leurs besoins** : afin de permettre aux juridictions de fonctionner dans des conditions satisfaisantes, dans un contexte de forte croissance de l'activité contentieuse, il est parfois indispensable de procéder à la restructuration et à l'optimisation des espaces de travail existants. Dans certains cas particuliers, l'extension des locaux, voire le relogement d'une juridiction, peut également s'avérer nécessaire.
- **Mettre aux normes et valoriser les bâtiments existants** : les bâtiments de la juridiction administrative sont souvent anciens, situés en centre-ville, et quelquefois soumis à des réglementations particulières (classés, inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ou situés en secteur sauvegardé). L'enjeu essentiel est d'assurer la conformité des bâtiments aux normes en vigueur, notamment celles relatives à l'éco-responsabilité et à l'accessibilité des personnes handicapées.
- **Assurer la sécurité des lieux et des personnes** : les juridictions administratives sont confrontées à une augmentation significative des incidents à l'accueil ou lors des audiences qui s'accompagnent parfois d'agressions physiques et de menaces dont sont victimes les magistrats et les agents de greffe. Par ailleurs, elles sont de plus en plus souvent victimes d'intrusions et de vols. Elles doivent enfin se prémunir du risque d'attentats. Dans ce contexte, un programme pluriannuel de mise en sécurité des juridictions qui comporte notamment l'installation ou la mise à niveau des équipements de vidéo surveillance, de contrôle d'accès et d'anti-intrusion a été mis en œuvre.
- **Accroître l'efficacité de la gestion immobilière** : la direction de l'équipement du Conseil d'État s'est engagée dans une démarche de recherche d'économies qui s'appuie essentiellement sur la maîtrise des coûts de maintenance et de fonctionnement courant. La mise en œuvre d'actions transversales, telles que la réalisation de diagnostics thermiques, participe à la réalisation de cet objectif. En outre, une base de données patrimoniale a été créée. Cet outil centralisé permet de piloter de manière plus efficace la gestion des éléments techniques du parc immobilier de la juridiction administrative.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données

Les données d'exécution 2016 sont issues de Chorus.

Les données 2017 et 2018 correspondent aux montants des briques de budgétisation issus du cycle des conférences budgétaires.

Méthodes de calcul

Le référentiel de programmation attaché au programme 165 a été utilisé afin de permettre d'isoler les crédits consacrés à l'immobilier.

Le cas échéant, les résultats obtenus sont affinés en suivant les méthodes préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État (utilisation des comptes PCE pour 2016 ; application d'un taux de variation pour 2017 et 2018).

Les dépenses de personnel sont inscrites en suivant la méthode de l'évaluation du coût d'un ETPT à partir du nombre d'emplois et du montant de la masse salariale, étant précisé que les fonctions immobilières sont centralisées au niveau du secrétariat général du Conseil d'État.

L'année 2016 a été marquée par l'opération de réhabilitation ou de relogement du tribunal administratif de Nice. De plus, le Conseil d'État a lancé la restauration de la façade de l'aile « Colette » du Palais Royal ainsi que la première phase des travaux de rationalisation et d'accessibilité du tribunal administratif de Paris. Par ailleurs, les travaux d'extension du tribunal de Melun ont également été poursuivis. Enfin, le Conseil d'État a entrepris le déploiement du programme de mise en sûreté des bâtiments de la juridiction administrative.

L'année 2017 est marquée par les travaux d'aménagement du nouveau tribunal administratif de Nice. En outre, il est prévu de lancer les travaux de relogement du tribunal administratif de Basse-Terre. Enfin, le Conseil d'État poursuivra les opérations nécessaires à la mise en accessibilité et à la sûreté des bâtiments de la juridiction administrative ainsi que les opérations de réfection et d'aménagement du Palais Royal, avec la création de salles de réunions en sous-sol et la restructuration de l'aile « Colette ».

L'année 2018 sera principalement marquée par la poursuite des travaux de restructuration du tribunal administratif de Paris et du schéma directeur du Palais Royal. De plus, les opérations nécessaires à la mise en accessibilité et à la sûreté des bâtiments de la juridiction administrative seront reconduites avec notamment le lancement des travaux de mise à niveau technique et fonctionnelle du Palais des juridictions administratives de Lyon. Les relogements de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) et du tribunal administratif de Marseille font également partie des projets importants qui seront initiés en 2018.

COORDINATION DU TRAVAIL GOUVERNEMENTAL (129)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	50 534 991	50 900 082	42 430 464	66 877 360	37 919 215	73 490 806

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Placé sous la responsabilité du secrétaire général du Gouvernement, le programme 129 fédère principalement les fonctions d'état-major, de stratégie et de prospective, de coordination et de soutien exercées par les services du Premier ministre.

Les crédits du programme « coordination du travail gouvernemental » sont ainsi répartis en huit actions :

- action 1 « coordination du travail gouvernemental » qui regroupe les crédits des cabinets du Premier ministre et des secrétaires d'État qui lui sont rattachés, ainsi que du secrétariat général du Gouvernement (SGG), du service d'information du Gouvernement (SIG) et de diverses structures de toute nature relevant du Premier ministre ;

- action 2 « coordination de la sécurité et de la défense » qui regroupe les crédits du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), incluant l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), du groupement interministériel de contrôle (GIC), chargé des interceptions de sécurité, ainsi que les fonds spéciaux, destinés à financer des actions liées à la sécurité extérieure et intérieure de l'État, principalement pour la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) du ministère des Armées. Elle assure également la coordination des enseignements de défense et de sécurité au travers de deux opérateurs : l'institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et l'institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) ;
- action 3 « coordination de la politique européenne » qui regroupe les crédits du secrétariat général des affaires européennes (SGAE) ;
- action 10 « soutien » qui regroupe les crédits de la direction des services administratifs et financiers du Premier ministre (DSAF), qui assure les missions d'administration générale, de soutien et de frais généraux de l'ensemble des services du Premier ministre, incluant les cabinets ;
- action 11 « stratégie et prospective » qui regroupe les crédits des organismes de conseil et de prospective placés auprès du Premier ministre : commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP), conseil d'analyse économique (CAE), conseil d'orientation des retraites (COR), conseil d'orientation pour l'emploi (COE), centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), haut conseil de la famille (HCF), haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie (HCAAM) et haut conseil du financement de la protection sociale (HCFPS), ainsi que les subventions destinées à plusieurs organismes de recherche ;
- action 13 « Ordre de la légion d'honneur » qui regroupe les crédits de la grande chancellerie de la Légion d'honneur ;
- action 15 « mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives » qui regroupe les crédits de la MILDECA ainsi que les subventions à destination de deux opérateurs : l'observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) et le centre interministériel de formation anti-drogue (CIFAD) ;
- action 16 « modernisation de l'action publique » qui regroupe les crédits pour mettre en œuvre la feuille de route de modernisation de l'action publique et organiser le pilotage interministériel du numérique et des systèmes d'information et de communication.

À compter de 2018, les crédits du Conseil national des communes « Compagnon de la Libération » (action 14) sont transférés au programme 169 « reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant ».

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- la grande chancellerie de la légion d'honneur (GCLH),
- l'institut des hautes études de défense nationale (IHEDN),
- l'institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ),
- l'observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT),
- le centre interministériel de formation anti-drogue (CIFAD), qui est logé à titre gratuit dans un bâtiment appartenant à la direction générale des douanes en Martinique.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

La mise en œuvre de la politique immobilière de l'État par le programme 129 se traduit notamment :

- par la rationalisation du patrimoine immobilier avec notamment le regroupement sur le site « Porte-conteneurs » de plusieurs structures et l'abandon de baux privés ;
- par la valorisation des biens immobiliers, qu'il s'agisse de travaux d'entretien du propriétaire pour les immeubles domaniaux (inscrits à l'inventaire des monuments historiques et /ou classés pour un certain nombre d'entre eux) ou d'entretien du locataire pour les immeubles de bureaux loués ;
- par l'amélioration de la gestion du patrimoine immobilier de l'État. Elle consiste concrètement à optimiser l'occupation de la surface de bureau (ratio SUN/effectif administratif), à maîtriser les coûts de gestion immobilière des immeubles (ratios coût d'entretien courant et coût d'entretien lourd par m² de SUB) tout en assurant un niveau satisfaisant d'entretien du patrimoine domanial. Le développement de l'entretien préventif garantit l'utilisation en toute sécurité du parc immobilier. Cet axe stratégique s'inscrit dans l'objectif plus large d'optimisation du coût et de la gestion des fonctions support ;

- par l'adaptation du patrimoine à son usage et à son utilité en favorisant par exemple l'accès des personnes à mobilité réduite à certains bâtiments anciens.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière des Services du Premier ministre, présenté au Conseil de l'immobilier de l'État, vise au rassemblement de la plupart des services. Il est en effet prévu de regrouper une vingtaine d'entités dans un même ensemble immobilier constitué par les bâtiments sis 20, avenue de Ségur et 3, place de Fontenoy (Paris – 7^e). Parallèlement, les implantations qu'il est prévu de conserver font l'objet de travaux d'entretien lourd.

L'opération Ségur-Fontenoy

Cette opération majeure permettra de réduire le nombre total d'implantations (au nombre de 38 en 2015) à 24 en 2018 tout en offrant un cadre de travail fonctionnel, entièrement modernisé et conforme aux réglementations.

Un protocole d'accord relatif aux conditions de location de l'ensemble immobilier restructuré a été signé le 24 mai 2013 avec la société de valorisation foncière et immobilière (SOVAFIM). Un bail en état futur d'achèvement (BEFA) a été signé le 23 mai 2014 pour concrétiser les conditions juridiques, financières, qualitatives de location de l'ensemble immobilier.

Les travaux de restructuration de l'îlot Ségur-Fontenoy commencés en 2015 se sont achevés pour partie le 30 juin 2016 avec la livraison de l'îlot Fontenoy qui a accueilli en septembre et octobre 2016 le Défenseur des droits et la CNIL. La livraison de l'immeuble Ségur est intervenue, quant à elle dès le 30 juin 2017. Les emménagements se dérouleront au cours du dernier trimestre 2017. Il est attendu une labellisation « bâtiment basse consommation (BBC) Effinergie rénovation » de l'ensemble immobilier et une certification « NF bâtiments tertiaires/démarche haute qualité environnementale (HQE) ».

Les autres opérations

Les autres implantations qu'il est prévu de conserver et dont la gestion technique immobilière est assurée par la DSAF font l'objet d'un schéma directeur pluriannuel de travaux d'entretien lourd (rénovation de façades et toitures, mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite des hôtels ministériels, mises aux normes techniques et de sécurité).

Les locaux libérés par l'opération Ségur-Fontenoy vont permettre de rationaliser l'implantation de certaines structures et de libérer des locaux soumis à bail. Ainsi, le bail de l'OFDT d'une durée de 9 ans dont 4 fermes a évité des frais de déménagement et de réinstallation compte tenu de l'intégration de l'OFDT dans le projet de regroupement des services du Premier Ministre. L'OFDT s'installera, au côté de la MILDECA, au 69 rue de Varenne dans des locaux libérés par des entités rejoignant le site Ségur/Fontenoy.

Les opérations conduites par les opérateurs

Grande chancellerie de la Légion d'honneur

La politique immobilière mise en œuvre par la grande chancellerie de la Légion d'honneur concourt à la préservation du patrimoine historique de l'Ordre. Elle permet également de tendre vers des objectifs d'amélioration des performances énergétiques du bâti et d'assurer son accessibilité aux personnes porteuses de handicap. Dans le cadre de son programme pluriannuel, la grande chancellerie a engagé un ensemble de travaux, concourant à l'amélioration du bâti des deux maisons d'éducation.

Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies

Comme indiqué ci-dessus, l'OFDT s'installera au 69 rue de Varenne dans des locaux libérés par des entités rejoignant le site Ségur/Fontenoy.

Institut des hautes études de sécurité et de la justice (INHES-J)

Le ministère des armées a mis à disposition du SGDSN, pour le compte de l'Institut des hautes études de sécurité et de justice et du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS), des locaux à l'intérieur du bâtiment 13 de l'École militaire, à l'issue d'une opération de réhabilitation immobilière estimée à 22,3 M€. Le SGDSN participe au financement de l'opération immobilière à hauteur de 60 %, calculés en proportion des surfaces occupées, soit 13,5 M€. Après avoir procédé par facturation interne jusqu'en 2016, cette participation prend la forme d'un décret de transfert annuel entre 2017 et 2019, dernière année de contribution au financement du SGDSN.

PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS (308)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	1 616 890	7 073 014	6 732 000	1 640 246	191 000	1 662 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Placé sous la responsabilité du secrétaire général du Gouvernement, le programme 308 regroupe en 2017 les crédits de huit autorités administratives indépendantes, d'une autorité publique indépendante, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), d'une autorité constitutionnelle indépendante, le Défenseur des Droits (DDD) et de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH).

Il est composé de sept actions qui portent chacune une autorité à l'exception de l'action 6 « autres autorités indépendantes » et de l'action 7 « sécurité et protection des libertés »

Chaque autorité bénéficie d'un BOP individualisé :

- Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ;
- Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ;
- Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) ;
- Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) ;
- Comité consultatif national d'éthique (CCNE) ;
- Commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN) ;
- Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) ;
- Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL) ;
- Défenseur des droits (DDD) ;
- Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) ;
- Autorité de régulation de la distribution de la presse (ARDP).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les axes stratégiques de la politique transversale se déclinent notamment par :

- la valorisation des biens immobiliers par l'entretien courant du locataire ;
- l'amélioration de la gestion par le suivi des indicateurs d'efficience de la gestion immobilière. Concrètement il s'agit d'optimiser l'occupation de la surface de bureau (ratio SUN/poste de travail), de maîtriser les coûts de gestion immobilière des immeubles (ratio coût d'entretien courant par m² de SUB) tout en offrant un environnement satisfaisant pour les agents ;
- la rationalisation du patrimoine immobilier avec le regroupement sur le site « Ségur-Fontenoy » de plusieurs structures et la renégociation des baux afin de maîtriser davantage l'évolution des coûts des loyers.

Les autorités administratives indépendantes occupent des locaux domaniaux gérés par la direction des services administratifs et financiers des services du Premier ministre (CNCTR, CCSDN, CCNE, CNCDH, CADA, CNIL, DDD) ou le Conseil d'État (HATVP) ou loués dans le secteur privé (CGLPL, CSA).

Les dépenses immobilières réalisées par les autorités administratives indépendantes du programme 308 relèvent du titre 3 (loyers, entretien courant, charges courantes) à l'exception de celui de CSA qui bénéficie en tant qu'API depuis 2015 d'une subvention inscrite en titre 6 englobant l'ensemble de ses crédits.

Certaines autorités sont associées au projet de restructuration de l'ensemble immobilier Ségur-Fontenoy (20 avenue de Ségur et 3 place de Fontenoy) porté par le programme 129 « coordination du travail gouvernemental ».

La CNIL et le DDD ont d'ores et déjà emménagé dans le bâtiment Fontenoy après avoir résilié leurs baux dès l'automne 2016.

Aussi, depuis le PLF 2017, les dépenses immobilières du DDD et de la CNIL sont inscrites sur le programme 129. À l'automne 2017, la CADA, le CCNE, la CCSDN ainsi que la CNCDH seront accueillis dans le bâtiment Ségur ce qui permettra de réduire le nombre d'implantations significativement.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données : les données 2016 sont renseignées à partir de Chorus et les données 2017 sont issues de l'annexe immobilière des conférences budgétaires.

Méthodes de calcul : celles proposées par la Direction de l'immobilier de l'État.

Éléments transversaux

Les entités du programme 308 n'ont pas réalisé d'acquisitions, de constructions et de travaux structurants sur la période. Cela s'explique essentiellement par la nature du parc immobilier occupé par ces autorités : il s'agit en effet d'immeubles pris à bail pour lesquels les travaux lourds sont pris en charge par les propriétaires ou les bailleurs.

Il est à noter un changement de périmètre important sur la période.

En 2016, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH), le Comité consultatif national d'éthique (CCNE), la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) et le Défenseur des droits (DDD) représentaient 85 % des dépenses immobilières et 82 % des loyers non budgétaires du programme.

L'installation fin 2016 du Défenseur des droits et de la Commission nationale de l'informatique et des libertés dans l'immeuble Fontenoy se traduit en 2017 par le débasage des dépenses immobilières prises en charge par ces autorités, d'où la forte diminution des crédits de paiement. En effet, les dépenses immobilières du site Ségur-Fontenoy sont prises en charge pour l'ensemble du bâtiment sur le programme 129.

Le Contrôle général des lieux de privation de liberté

Le Contrôleur général occupe des locaux au 16-18 quai de la Loire dans le 19^e arrondissement de Paris. Initialement, l'emprise était de 561 m² (bureaux et locaux d'archives) pour un loyer de 168 870 euros HT. Mais compte tenu de la croissance des effectifs du Contrôleur général, le bail initial a été renégocié, en vue notamment d'y adjoindre une emprise complémentaire de surface de bureau au rez-de-chaussée (298 m²). Le nouveau bail 6/9 ans a été conclu à date d'effet du 15 février 2015, pour un montant total de loyer sur l'emprise élargie s'établissant à 254 600 euros HT, avec une franchise de loyer de trois mois.

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique a succédé à la Commission pour la transparence de la vie publique et son installation s'est faite dans les mêmes locaux, situés au 98-102 rue de Richelieu, dans un immeuble pris à bail par le Conseil d'État. Cette emprise a pour contrepartie le remboursement des coûts d'occupation auprès du Conseil d'État sur la base d'une convention d'utilisation des locaux.

Les locaux actuels de la Haute autorité, d'une surface de 802 m² dont 560 m² de surface utile nette pour 58 postes de travail (agents, stagiaires, rapporteurs et membres), soit un ratio de 9,70 m² par agent, ne permettent pas d'envisager l'accueil de nouveaux agents. Cette implantation n'est plus adaptée à l'effectif de l'Autorité, le recrutement étant d'ailleurs d'ores et déjà entravé par l'impossibilité d'installer les nouveaux agents.

Une nouvelle implantation est donc nécessaire avec une surface utile brute d'environ 1 250 m² dès 2017 en prenant en compte deux contraintes majeures, dans le respect du plafond de loyer fixé par la Direction de l'immobilier de l'État (400 € HT/HC du m²) : un système de sécurité renforcé et des locaux présentant des caractéristiques techniques particulières permettant l'accueil d'une trentaine d'armoires fortes (nécessité d'une charge au sol d'au moins 500 kg pour chacune des armoires).

Les dépenses immobilières pour 2016 et 2017 prennent en compte les coûts d'occupation de l'immeuble de la rue Richelieu correspondant au financement de l'implantation de la Haute autorité au sein des locaux du Conseil d'État (convention d'utilisation des locaux et avenant HATVP- Conseil d'État) pour accueillir ses agents et rapporteurs.

L'asymétrie importante en AE et CP s'explique par le montant important d'AE qui devrait être mobilisé en 2017 pour couvrir l'engagement pluriannuel du nouveau bail (6 ans).

MOYENS MUTUALISÉS DES ADMINISTRATIONS DÉCONCENTRÉES (333)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	391 867 957	330 587 693	470 244 275	323 926 954	481 370 466	325 829 398

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Créé au 1^{er} janvier 2011 et rattaché au Premier ministre sous la responsabilité du secrétaire général du Gouvernement, le programme 333 regroupe sur son action 01 les crédits de fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) ainsi que depuis 2016 les crédits de fonctionnement des directions régionales et départementales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRDJSCS) ainsi que des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) d'Île-de-France et de Corse.

Le programme 333 regroupe également sur son action 02 les crédits immobiliers de l'occupant pour les services de l'administration territoriale sous l'autorité des préfets, dont le réseau des préfectures ainsi que les services de rectorat sont situés en cité administrative, hors Outre-mer.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le principal axe stratégique suivi par le programme 333 est l'amélioration de la gestion de l'immobilier de l'État.

L'indicateur suivi par le programme 333 est l'optimisation de l'occupation de l'immobilier de bureau, subdivisé en deux sous-indicateurs : le nombre de mètres carrés (SUN) par ETPT et les dépenses d'entretien courant par mètre carré (SUN).

Dans le cadre de l'amélioration de la gestion immobilière de l'État, le programme favorise l'amélioration des conditions d'implantation des services déconcentrés, fournit un cadre adapté aux agents et permet l'accueil dans de bonnes conditions des usagers de services public. Par les rationalisations immobilières qu'il induit, il contribue à réduire le coût de fonctionnement des services. Il constitue l'un des facteurs de la réalisation effective de la réforme de l'administration territoriale de l'État.

Ainsi, la direction des services administratifs et financiers (DSAF) du Premier ministre participe aux réunions de la conférence nationale de l'immobilier public (CNIP), ce qui lui permet de suivre la mise en œuvre du volet immobilier des actions de mutualisation à l'initiative des préfets.

En matière de mutualisations immobilières, l'instruction du 28 juin 2016 complétant le décret de mai 2015 portant charte de déconcentration réaffirme le caractère central des schémas directeurs immobiliers régionaux (SDIR) dans la stratégie de rationalisation en œuvre sur le programme. Les SDIR doivent en particulier tirer parti de la nouvelle carte des régions, et redessiner la cartographie des implantations immobilières à l'horizon du 1^{er} janvier 2018, en adéquation avec les localisations des nouveaux sièges des directions régionales.

Le programme 333 assure le suivi de telles évolutions depuis 2013, grâce à l'exploitation des inventaires des baux et des loyers budgétaires constitués par les secrétaires généraux aux affaires régionales. Ce recensement s'est poursuivi en 2016 au travers de l'agrégation de données complémentaires, notamment sur les sites multi-occupés et les conditions de facturation qui s'y rattachent. Ces documents permettent de connaître précisément l'implantation des structures, les mouvements de services, notamment les nouvelles prises à bail, les renouvellements de baux et leur abandon.

Modification du périmètre du programme pour 2017

Suite au rapport IGA/IGF d'avril 2016 relatif à l'extension du programme 333, plusieurs recommandations sont mises en œuvre en 2017, dont la prise en charge des moyens de fonctionnement des DRAC, DREAL, DRAAF, DIRECCTE, DRDFE, DRRT et SGAR en plus des DDI et DR(D)JSCS, ainsi qu'une expérimentation aux services placés sous l'autorité du préfet en Outre-mer (expérimentation conduite en Martinique).

Cette modification de périmètre conduit, de fait, pour 2017 à une augmentation des dépenses d'entretien immobilier, notamment sur les postes de nettoyage et de gardiennage des directions régionales. De plus, l'expérimentation conduite en Martinique conduit également à une hausse des dépenses immobilières portées par le programme 333.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les crédits du programme 333 consacrés à la politique immobilière de l'État sont regroupés :

- dans l'action 1 pour les dépenses de nettoyage et de gardiennage des directions départementales interministérielles (DDI). De plus, à compter de l'exercice 2016, le périmètre de l'action est élargi aux dépenses de fonctionnement des directions régionales et départementales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRDJSCS) et des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) d'Île-de-France et de Corse.
- dans l'action 2 « loyers et charges immobilières des administrations déconcentrées ». L'action est constituée des postes de dépenses suivants : loyers budgétaires, loyers externes, fluides et énergie, charges immobilières, travaux courants du locataire, impôts et taxes, assurance des bâtiments, collecte et traitement des déchets, entretien des espaces verts, études et expertises.

Les emplois portés par le programme 333 ne sont pas consacrés à la politique immobilière de l'État. En effet, ils correspondent aux directeurs des directions départementales interministérielles et leurs adjoints, aux secrétaires généraux pour les affaires régionales (SGAR) et leurs adjoints, aux chargés de mission, aux agents des PFRH et aux gestionnaires du BOP 333.

Sources des données

En 2016, la source de données est l'exécution au 31 décembre 2016 contenue dans le rapport annuel de performance. En 2017, elle correspond à la LFI pour l'année 2017 répartie par poste de dépenses.

Les crédits du programme 333 consacrés à la politique transversale sont destinés à couvrir les dépenses immobilières de l'État « occupant ». Ces dépenses sont particulièrement rigides, puisque la majorité d'entre elles relève d'obligations réglementaires ou contractuelles.

L'exécution 2016 est marquée par l'intégration au programme 333 des moyens de fonctionnement des directions régionales et départementales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRDJSCS) et des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Île-de-France et de Corse (DRJSCS). Ces intégrations ont pour effet de majorer de 0,9 M€ en action 1 les dépenses de nettoyage et de gardiennage assurées par le programme.

Concernant l'action 2, la réduction du nombre de sites occupés initiée depuis 2014/2015 se poursuit en 2016, avec une baisse de 2,8 % du nombre de baux déclarés par les secrétariats généraux pour les affaires régionales (SGAR). Une évolution à la baisse en découle pour la surface utile nette (SUN) occupée, représentant désormais 1,6 millions de m². Toutefois, suite à la mise en œuvre en 2016 d'un nouvel outil de recensement des surfaces, visant à préciser les travaux budgétaires, cet item n'est pas directement comparable avec la SUN occupée au 31/12/15. La tendance baissière constatée est fonction des opérations de regroupement de services effectuées, impliquant l'abandon de sites ainsi que de la densification des effectifs. Ces opérations favorisent également de meilleures conditions d'organisation et de travail, voire de mutualisation de fonctions supports.

Au titre de la rationalisation des surfaces occupées, plusieurs réalisations peuvent être citées :

- Bouches-du-Rhône (13) : livraison du nouveau siège de la DREAL pôle St-Charles, accueillant également l'Autorité de sûreté nucléaire. Ce regroupement permet la cession de quatre sites libérés par la DREAL ;
- Charente-Maritime (17) : emménagement de la DDPP 17 à la Rochelle, cité Duperré. Cette opération de regroupement de services se poursuivra en 2017 avec l'accueil de la DDCS 17 ;
- Morbihan (56) : regroupement des DDPP et DDCS à Vannes, entraînant l'abandon de deux sites ; cession de deux emprises et regroupement de services de la DDTM 56 à Auray, site de la Porte Océane ;
- Nord (59) : restitution d'une antenne de l'unité régionale DIRECCTE à Lille en octobre 2016 ;
- Pyrénées-Orientales (66) : regroupement des unités territoriales de la DREAL et de la DRAC sur un site hébergeant également la DDTM ;
- Seine-Maritime (76) : la DDTM 76 quitte deux sites ;
- Somme (80) : restitution par la préfecture de deux sites sous loyers budgétaires ; restitution d'un bâtiment de la DRAAF à Amiens.

Le déploiement de maisons de l'État se poursuit également. Celles-ci ont pour but de regrouper des implantations de services déconcentrés à l'échelon infra-départemental. Pour 2016, les ouvertures suivantes influent sur le programme :

- Côtes d'Armor (22) : ouverture de la maison de l'État de Lannion. Celle-ci regroupe les services de la sous-préfecture ainsi qu'une antenne de la DDTM 22 ;
- Eure-et-Loir (28) : ouverture de la maison de l'État de Châteaudun ;
- Gers (32) : ouverture des maisons de l'État de Mirande et Condom ;
- Loir-et-Cher (41) : ouverture de la maison de l'État de Saint-Germain-en-Laye ;
- Moselle (57) : ouverture de la maison de l'État de Château-Salins ;
- Hautes-Pyrénées (65) : ouverture de la maison de l'État de Glanement ;
- Saône-et-Loire (71) : la maison de l'État de Louhans regroupe : la sous-préfecture, la direction départementale des territoires (DDT), l'inspection de l'éducation nationale de la circonscription et l'Office national des forêts (ONF) ;
- Vendée (85) : la maison de l'État de Fontenay-le-Comte regroupe en septembre les services de la sous-préfecture et la délégation territoriale de la DDTM 85.

Les crédits dédiés à la politique immobilière sont majoritairement consacrés à l'engagement et au paiement des loyers. S'agissant des loyers, l'exécution 2016 s'élève à 213,5 M€ en CP, dont 131,2 M€ en loyers budgétaires et 82,3 M€ en loyers externes.

Concernant les loyers budgétaires, l'exécution 2016 est marquée par les difficultés rencontrées par les services à avoir une visibilité sur l'évolution de ce type de loyers ; les renégociations menées par la DIE pouvant conduire à des variations importantes. Certaines difficultés de paiement ont également été rencontrées en fin de gestion, identifiées à hauteur de 0,2 M€ en AE et CP.

Concernant les loyers externes, les engagements se sont élevés à 121 M€. Ce montant inclut le report de deux opérations immobilières majeures :

- le crédit-bail à construction pour le site Aspretto à Ajaccio regroupant notamment la DDCSPP, la DDTM, la DIRECCTE, la DRJSCS, la DRAAF, la DREAL, le secrétariat général pour les affaires de Corse ainsi que le centre de services partagés interministériels (CSPI) : engagement sur 25 ans de 64 M€ ;
- le crédit-bail à construction pour le site Viotte à Besançon nécessaire au regroupement de la DRDJS, de la DRAAF, la DREAL, l'ARS ainsi que deux DDI pour une estimation initiale de 27,2 M€.

Ces deux opérations immobilières n'ayant pu aboutir en 2016, 61,7 M€ ont été annulés en cours d'exercice, le solde étant conservé par le responsable de programme afin de satisfaire aux règles d'engagement des baux et marchés pluriannuels sur la durée ferme de contractualisation.

En crédits de paiement, plusieurs aléas intervenus en cours d'exercice ont réduit le besoin exprimé par les services :

- en région Normandie, une réunion interministérielle a acté au cours du 1^{er} trimestre 2016 l'arrêt du paiement des loyers de l'immeuble Concorde à Rouen et la constitution d'une provision pour transaction contentieuse
- en région Auvergne Rhône-Alpes, la renégociation du bail de la DREAL à Lyon (immeuble Lugdunum) a abouti favorablement, occasionnant une économie en année pleine de 0,2 M€.

S'agissant des autres dépenses immobilières, leur exécution 2016 s'élève à 117 M€ en CP. Ce regroupement de postes de dépenses comprend :

- les dépenses de fluides et énergies de 35,5 M€ en CP. Ce poste est en diminution par rapport à 2015 en raison de difficultés de prévision des consommations rencontrées par les services en gestion courante. De plus, il a pu être constaté selon les BOP régionaux une réception tardive des factures liées aux nouveaux marchés de fluides.
- les dépenses d'entretien courant du locataire, soit 50,3 M€ en CP. Outre les dépenses courantes d'entretien immobilier, ce poste recouvre les travaux liés aux remises en état suite à des dégradations liées à des facteurs humains (manifestations) ou climatiques, ainsi que les travaux relevant des clauses contractuelles des baux lors de l'abandon d'un site privé (remise en état des locaux). Les travaux de la DDTM du Calvados, consécutifs aux dégâts des manifestations agricoles d'août 2015, ont ainsi été payés en 2016 à hauteur de 0,4 M€. Les travaux de remise en état de locaux suite à abandon d'un site privé se rattachent également à ce poste. Des chantiers de sécurisation des locaux sont également inclus dans ce poste de dépenses (par exemple, les locaux préfectoraux de l'Yonne ou du territoire de Belfort). Ces dépenses regroupent également celles relatives au nettoyage et gardiennage des DDI, pour 12,8 M€.

- les autres dépenses immobilières, soit 31,2 M€ en CP en exécution 2016, comprennent comme en 2015 les charges immobilières, impôts et taxes, ainsi que l'assurance des bâtiments.

Analyse de l'évolution des crédits en 2017

En LFI 2017, les crédits de paiement du programme 333 consacrés à la politique immobilière de l'État sont en augmentation de 1,2 % par rapport à la LFI 2016, passant de 342,6 M€ à 346,7 M€. Alors que le nombre de sites occupés diminue, cette augmentation est due à un nouvel élargissement du périmètre du programme en 2017, impactant les dépenses de nettoyage et de gardiennage.

Dans cette ressource, les loyers budgétaires représentent 132,6 M€ en AE et en CP, en diminution de 0,8 % par rapport à la LFI 2016. Les loyers externes se montent en CP à 85,5 M€, soit une baisse de 1,2 %. Ces baisses sont consécutives à la réduction du nombre de sites occupés, compensant ainsi l'application des clauses d'indexation annuelles.

En loyers externes, une enveloppe de 223,7 M€ en AE est destinée à couvrir les renouvellements de baux pluriannuels ou des nouvelles prises à bail. En 2017, les principales opérations de regroupement à engager sont les suivantes :

- BOP Corse (2A) : le regroupement des services sur le site d'Aspretto à Ajaccio (report sur 2017 du projet 2016) : 64,0 M€ d'AE ;
- BOP Bourgogne Franche-Comté (25) : le regroupement de la DRDJSCS, de la DRAAF, la DREAL, l'ARS ainsi que deux DDI sur le site de Viotte, engagé pour un montant actualisé de 37,7 M€ ;
- BOP Martinique : le regroupement de deux services de la DIECCTE sur un nouveau site unique pour 12,9 M€ ;
- BOP Hauts-de-France (80 et 59) : le regroupement des services sur une implantation immobilière à Amiens pour 37,0 M€ d'AE ainsi que le regroupement de trois services de la DIRECCTE à Lille sur un site unique pour 7,7 M€ ;
- BOP Normandie (76 et 61) : création de maisons de l'État à Dieppe et à Montagne-au-Perche ;
- BOP Provence-Alpes-Côte d'Azur (05) : création de la maison de l'État de Briançon.

Suivant les dernières avancées des projets, les engagements des projets Aspretto et Amiens sont susceptibles de ne pas s'appliquer à l'exercice 2017. Les autres dépenses immobilières s'élèvent à 128,6 M€ en CP et comportent :

- les dépenses de fluides et énergies, à hauteur de 37,7 M€ en CP. Ce montant traduit une baisse de 5,9 % par rapport à la LFI 2016 s'expliquant par, d'une part, le plein effet des marchés de gaz et d'électricité, les aléas climatiques favorables, ainsi que l'évolution à la baisse des surfaces occupées ;
- les crédits d'entretien courant du locataire d'un montant de 60,3 M€ en CP, dont 22,8 M€ relatifs au nettoyage et gardiennage des DDI ainsi que des services sous l'autorité des préfets. En effet, et à la suite de l'extension 2016 aux crédits de fonctionnement des DR(D)JSCS, le programme 333 est étendu à compter du 1^{er} janvier 2017 aux crédits de fonctionnement courant des autres directions régionales (DR) métropolitaines sous l'autorité des préfets de région, ainsi qu'aux crédits de fonctionnement courant des secrétariats généraux pour les affaires régionales (SGAR), des délégations régionales à la recherche et à la technologie (DRRT) et des délégations régionales aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes (DRDFE). Suite à cette extension de périmètre, le poids de dépenses de nettoyage progresse de 78,1 %, expliquant la hausse importante du poste entretien courant du locataire entre la LFI 2016 et la LFI 2017 et donc la hausse des crédits consacrés à la politique immobilière de l'État.

La sous-partie travaux d'entretien courant du locataire représente dans le même poste 32,9 M€, en progression de 1,9 % en comparaison de la LFI 2016. Selon la planification pluriannuelle de la dépense du responsable de programme, le niveau de crédits arrêté sur ce poste est indispensable aux opérations relevant de la sécurisation des locaux, de réparations d'urgence relevant du locataire, de rénovations et d'aménagements des espaces de bureaux. Dans ce cadre, une attention particulière est à nouveau portée en 2017, dans le respect du périmètre du programme 333, au financement de maisons de l'État ainsi qu'à la mise en œuvre des agendas d'accessibilité programmée.

- les autres dépenses immobilières d'un montant de 30,6 M€ en CP, sont en diminution de 0,9 % au regard de la LFI 2016, les charges immobilières, coûts d'assurance ainsi que les impôts et taxes diminuant avec le nombre de sites occupés.

IMPULSION ET COORDINATION DE LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (112)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	880 842	4 119 710	2 030 025	4 516 425	300 000	772 727

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 112 est géré par le Commissariat général à l'égalité des territoires, service du Premier ministre à vocation interministérielle. L'orientation générale de ce programme est de concourir, dans le cadre d'une vision nationale et dans une perspective de développement durable, à la réalisation de deux finalités : renforcer l'attractivité économique et la compétitivité des territoires et assurer leur cohésion et leur équilibre.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Par ordonnance n° 2014-1555 du 22 décembre 2014, le Gouvernement, conformément à l'habilitation donnée par le Parlement, a uni et élargi au sein de Business France les missions antérieurement confiées à l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) et à Ubifrance, agence française pour le développement international des entreprises. La tutelle de cet opérateur est assurée par le programme 112 conjointement avec les programmes 134 « développement des entreprises et du tourisme » et 185 « diplomatie culturelle et d'influence ».

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 112 participe à cette politique au travers de l'axe 2 « améliorer la gestion de l'immobilier de l'État » et des objectifs « maîtriser l'évolution du coût des loyers » par la gestion rigoureuse de ses coûts d'occupation et « améliorer l'efficacité de la gestion immobilière » par le respect des normes de surface de bureaux lors de l'aménagement des locaux.

Jusqu'en 2018, les crédits de fonctionnement du CGET sont positionnés sur le programme 112 qui supporte ainsi les dépenses immobilières du programme 147 « politique de la ville ». Pendant l'opération de concentration immobilière des services du CGET menée entre 2014 et 2017 (implantation à Saint-Denis), les crédits dédiés à la politique immobilière de l'État étaient constitués en majeure partie de loyers non budgétaires.

Cet automne 2017, le CGET finalise son regroupement sur le site Ségur-Fontenoy, poursuivant ainsi la démarche de mutualisation et de rationalisation des dépenses immobilières engagée à la fin de l'année 2014. À partir de l'année 2018, les dépenses seront supportées par le programme 129 « coordination du travail gouvernemental ». Ainsi le programme 112 ne participera plus que de manière résiduelle au DPT « Politique immobilière de l'État » à compter de 2018.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données : les données d'exécution 2016 sont issues de Chorus, les données de la LFI 2017 et du PLF 2018 sont communiquées par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Méthodes de calcul : les crédits sont retracés par nature de dépense au moyen d'une restitution Chorus s'agissant de l'exécution 2016. La catégorie « autres dépenses » regroupe les taxes et les services. Les loyers du CGET représentent la quasi-totalité de la contribution du programme.

L'évolution de la contribution du programme 112 est liée à l'opération de rationalisation immobilière des services du Premier ministre sur le site de Ségur Fontenoy. Le CGET procédera à un déménagement à l'automne 2017 et quittera ainsi ses locaux situés au 5, rue Pleyel à Saint-Denis.

Les crédits immobiliers sont inscrits sur le programme 129 s'agissant du site Ségur-Fontenoy. Les montants mentionnés en PLF 2018 intègrent les dépenses résiduelles liés à la gestion du site de Saint-Denis.

POLITIQUE DE LA VILLE (147)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 147 « intègre la mission « cohésion des territoires ».

Il est chargé d'assurer l'égalité entre les territoires, réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Les territoires concernés par la politique de la ville présentent, en effet, d'importants écarts de développement par rapport à leur environnement, tant d'un point de vue économique que social (chômage, échec scolaire, problèmes de santé...), qu'il convient de réduire en adaptant les interventions publiques à leurs spécificités et aux besoins de leurs habitants.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Deux opérateurs concourent aux objectifs du programme 147, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et l'établissement public d'insertion de la Défense.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 147 ne porte pas directement de crédits immobiliers.

INFRASTRUCTURES ET SERVICES DE TRANSPORTS (203)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	29 177 108	33 137 762	25 807 028	34 588 947	29 523 336	35 970 333

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 203 porte à la fois sur les infrastructures et sur les services de transport routiers, ferroviaires, fluviaux, portuaires, maritimes et aéroportuaires, sur la sécurité, la sûreté et la régulation des secteurs économiques concernés, à l'exception de la sécurité du transport maritime qui relève du programme 205 « sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et du secteur aérien qui fait l'objet du budget annexe « contrôle et exploitation aériens ».

Ce programme fait appel aux financements de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) sous forme de fonds de concours.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Seul l'opérateur Voies navigables de France (VNF), rattaché au programme 203, est concerné par une gestion immobilière significative.

La gestion immobilière de la Société du Grand Paris, actuellement en phase de montée en charge, deviendra significative dans les années à venir. En outre, les dépenses immobilières réalisées par la SGP sont l'objet même de la politique publique qui lui est confiée (développement des infrastructures de transport collectif du Grand Paris).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Du fait de l'existence de l'action n° 3 du programme 217 « conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer » dédiée à la politique, la programmation immobilière et ses moyens de fonctionnement, la participation du programme 203 à la politique immobilière de l'État est très limitée et se concentre sur l'immobilier technique.

La création des directions interdépartementales des routes (DIR) en 2006 s'est traduite par la constitution d'un parc immobilier technique de 300 sites environ comportant des centres d'entretien et d'intervention (CEI), des points d'appuis occasionnels et permanents et dix-huit centres d'ingénierie et de gestion du trafic (CIGT).

Cette réorganisation a nécessité la mise en place de deux programmes immobiliers :

- l'immobilier technique hors contrat de partenariat : plus de deux cents sites ont été conservés dont une part importante est à mettre aux normes, à réparer ou à remettre à niveau (équipements de type chaufferie, isolation, électricité et portes sectionnelles, accès aux personnes à mobilité réduite) pour un coût estimé à 20 k€ par site. Des montants de 3,3 M€ en AE et en CP ont été prévus à ce titre en LFI 2017.

En parallèle, des investissements complémentaires sont parfois nécessaires, comme la construction d'annexes à certains CEI (hangars, couverture de stockage de sel, sécurisation de la gestion des déchets, traitement des eaux des plates-formes avant rejet au milieu naturel), l'extension, la réparation et le maintien de la sécurité et la salubrité des installations.

- le contrat de partenariat pour le financement, la conception, la construction, l'entretien, la maintenance et la gestion de soixante-trois centres d'exploitation et d'intervention (CEI) du réseau routier national non concédé : contrat signé le 14 janvier 2010 pour une phase de réalisation qui s'est achevée avec l'acceptation par l'État du dernier CEI le 14 mai 2012. En 2017, le loyer de ce contrat représente 18,9 M€ en AE et 25 M€ en CP.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données : budget du programme 203 pour 2017

Méthodes de calcul

Les dépenses suivantes sont prises en compte dans l'estimation de la contribution du programme à la politique transverse :

- les dépenses 2017 d'entretien de l'immobilier technique à hauteur de 20 k€ par site en moyenne ;
- le loyer du contrat de partenariat pour la construction et l'entretien des nouveaux CEI pour l'année 2017.

S'agissant des emplois, le programme 203 ne consacre aucun effectif à la politique immobilière.

En 2016, le loyer du contrat de partenariat représentait un montant de 21,3 M€ d'AE et 26,5 M€ de CP en exécution. Par ailleurs, 10,6 M€ d'AE et 8,9 M€ de CP ont été dépensés au titre de la maintenance et de l'entretien pour l'immobilier technique hors contrat de partenariat, alors que la LFI 2016 prévoyait 4,2 M€ en AE et CP.

En LFI 2017, 18,9 M€ AE et 25 M€ CP sont prévus pour loyer PPP. 3,3 M€ en AE et CP ont pour leur part été prévus au titre de l'immobilier technique hors contrat de partenariat.

AFFAIRES MARITIMES (LIBELLÉ MODIFIÉ) (205)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	8 581 815	7 202 444	6 610 000	6 610 000	6 610 000	6 610 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Avec ses 5 000 kilomètres de côtes et ses 10 millions de kilomètres carrés de zone économique exclusive (ZEE), la France dispose du deuxième domaine maritime dans le monde. Ses approches maritimes, notamment dans la zone ouest Bretagne, Manche, Mer du Nord sont parmi les plus fréquentées du globe. Dans ces conditions, les questions immobilières dans le cadre de la sécurité maritime, de sûreté, de protection de l'environnement, mais aussi de formation des gens de mer revêtent une importance particulière et sont des enjeux de société majeurs.

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

Le programme 205 assure la tutelle de l'École nationale supérieure maritime (ENSM). Cette école de navigants et d'ingénieurs est implantée sur quatre sites : le Havre, Nantes, Marseille et Saint-Malo. Cette école a par ailleurs une mission importante de formation professionnelle des marins, notamment au travers des requalifications réglementaires, en particulier sur le site de Saint-Malo.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

1) La politique transversale de l'immobilier concerne en premier lieu l'action « Sécurité et sûreté maritime », qui se caractérise par une grande professionnalisation de la gestion du patrimoine immobilier technique de l'État.

L'entretien des établissements de signalisation maritime (ESM) des Phares et Balises est une mesure primordiale pour assurer la signalisation et la sûreté maritime. Une programmation des travaux sur les ESM fixes se poursuit de manière continue vers une amélioration des méthodes de planification qui doivent permettre d'estimer plus précisément les interventions nécessaires et planifier la rénovation des phares. L'axe immobilier est un enjeu particulièrement important pour le maintien en conditions opérationnelles des ESM.

Les travaux d'entretien et de modernisation des centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS, qui ont la responsabilité de la direction et de la coordination des missions de recherche et de sauvetage en mer, de la surveillance de la navigation maritime, de la diffusion de renseignements de sécurité maritime, de la surveillance des pollutions maritimes, de la surveillance de l'environnement marin et des pêches) poursuivent l'objectif de modernisation des implantations territoriales des sites. Chaque année des crédits sont mis à disposition pour l'aménagement des équipements techniques, des systèmes d'information et de l'immobilier de ces sites vitaux.

L'intervention sur les sites à vocation opérationnelle (Phares et Balises, CROSS) requiert une véritable planification de la stratégie immobilière : état des lieux des besoins, actions à mettre en œuvre pour atteindre une adéquation entre besoins et moyens, le tout dans une optique de réduction continue des dépenses.

2) Le programme est également un programme support pour les services relevant des affaires maritimes. Dans ce cadre, il participe à la rationalisation du patrimoine immobilier de l'État par de nombreuses cessions et le co-financement d'opération de rénovation.

La Direction des affaires maritimes planifie des cessions immobilières et respecte les ratios m²/agent. Le programme exécute le paiement de loyers budgétaires de ses services déconcentrés (environ 1,1 M€ en CP) et la participation du programme immobilier local à l'entretien est essentielle pour maintenir en état des bâtiments situés à proximité du littoral et donc davantage sujets à dégradations naturelles d'origine météorologique. Si les services des affaires maritimes n'assurent plus l'entretien du propriétaire et diminuent continuellement les surfaces, ils conservent néanmoins certains loyers marchands (1,9 M€) qui couvrent à la fois des bâtiments de service dans l'attente de la stabilisation des projets locaux de mutualisation engagés depuis 2011, mais également des logements de fonctions

pour des personnels soumis à nécessité absolue de service ou selon le régime des conventions d'occupation avec astreintes, particulièrement en outre-mer. Ainsi, de manière régulière, le programme consacre environ 4,8 M€ par an aux dépenses récurrentes de l'immobilier technique et de service (entretien, loyers, énergies et fluides), soit environ 2,5 % de la LFI du programme, ou 1 700 € par agent et par an (sur une base de 2 850 agents sur le programme 205). De manière moins régulière, le programme dépense environ 1,2 M€ en CP de travaux lourds sur des projets immobiliers concernant le plus généralement le patrimoine technique opérationnel (CROSS, Phares et Balises).

3) S'agissant de l'opérateur ENSM, il a engagé des travaux pour établir un nouveau schéma pluriannuel de stratégie immobilière. Dans le cadre du CPER PACA 2015-2020, un projet de réaménagement de locaux du site de Marseille vient d'être lancé en juin 2017. Il prévoit une rationalisation de ses surfaces afin d'optimiser les conditions d'études des élèves des 3 premières années du cursus ingénieur, à horizon fin 2019. Ce projet est cofinancé par l'ENSM et les collectivités locales.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 205 consacre entre 6 et 8 M€ de dépenses immobilières par an.

L'approche retenue depuis plusieurs années consiste à analyser les dépenses effectives relevant de l'immobilier à partir d'une liste de comptes du Plan Comptable de l'État.

Cette approche est financière et ne repose que sur l'analyse des dépenses et non sur l'activité métier concernée.

PAYSAGES, EAU ET BIODIVERSITÉ (113)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Constitué pour relever les défis identifiés dans la stratégie nationale de la biodiversité 2011-2020, le programme 113 est le support des actions engagées pour préserver la biodiversité qui constitue désormais son axe principal. Dans le prolongement du processus partenarial initié par le Grenelle de l'environnement et le Grenelle de la mer, le programme vise à appréhender de façon transversale l'ensemble des questions liées à la biodiversité, en abordant aussi bien la préservation des ressources et milieux naturels que l'aménagement concerté et la protection des espaces, des sites et des paysages, dans le cadre d'un développement équilibré et durable des territoires.

Le programme prend appui sur la mobilisation des services de l'État, tant au niveau régional que départemental et sur la richesse de nombreux partenariats négociés et organisés avec les collectivités locales, les entreprises, les associations, les centres de recherche, ainsi que les établissements publics opérateurs de l'État.

Pour répondre à ces enjeux, le programme s'appuie sur trois piliers :

- la préservation, la gestion des sites et paysages remarquables et exceptionnels français ;
- la protection active des espaces et ressources naturels ;
- la préservation, restauration, renforcement et valorisation de la biodiversité.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- l'Agence française pour la biodiversité
- six agences de l'eau
- le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)
- l'Établissement public du Marais poitevin
- l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS)
- dix parcs nationaux.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 113 ne participe pas directement à la politique immobilière de l'État. Il contribue néanmoins au financement d'opérateurs qui consacrent des crédits à cette politique.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données

Les données ont été établies à partir d'une enquête menée auprès des opérateurs du programme sur la base des dépenses générales immobilières, issues de leurs comptes financiers 2015 et 2016, de leurs budgets prévisionnels 2017 (budgets rectificatifs le cas échéant), corrigées par les estimations d'exécution à fin 2017.

Méthodes de calcul

L'imputation des charges sur les principaux comptes de l'instruction comptable M9 applicable aux opérateurs (comptes 212, 2131, 2135, 2141, 2145, 2181, 2312, 2313, 2382, 2383, 6061, 6125, 6132, 614, 6152, 6156, 6162, 6255, 6286, 6288, 63511, 63512, 63513) a dû être adaptée pour tenir compte de la spécificité de certains opérateurs, s'agissant de leur patrimoine foncier ou immobilier (par exemple, terrains nus pour les parcs, patrimoine immobilier pour le conservatoire du littoral).

Sont inscrites en dépenses de fonctionnement toutes les dépenses de création, entretien et réparations, maintenance, consommables (eau, électricité, gaz, fuel, bois), frais de locations, d'actes, dépenses d'entretiens et de personnels imputables aux locaux et bâtiments des établissements.

Sont comptabilisées par ailleurs les dépenses d'investissements contribuant à la valorisation du patrimoine immobilier des opérateurs.

Les investissements des parcs nationaux dans le domaine immobilier concernent essentiellement l'aménagement/réhabilitation de maisons d'accueils des parcs nationaux et la construction de cabanes pastorales, ainsi que de logements de fonction.

Concernant le Parc national des Pyrénées, les gestions 2015 et 2016 sont marquées par la mise en œuvre du nouveau schéma pluriannuel de stratégie immobilière tel qu'il a été adopté par le conseil d'administration le 7 juillet 2016.

Il repose sur les orientations suivantes :

- cessions des biens immobiliers vacants (maison des gardes de Gèdre, deux logements de garde à Etsaut pour 888 m² au total). Ces ventes ont été effectuées entre juillet et août 2015 pour la somme de 259 900 €. Elles permettent, en année pleine, de réaliser environ 32 200 € d'économie de fonctionnement.
- envisager la cession de locaux vétustes (logement des gardes de Saint Lary Soulan – 690 m²), logement des gardes de Gabas (607 m²). Cela permettra de réaliser environ 21 000 € d'économie de fonctionnement par an.
- définir un nouveau mode de dévolution des refuges du Parc (un consultant a été choisi pour accompagner le Parc sur ce point). L'hypothèse étant une délégation de service publique longue (actuellement cinq ans) avec transfert des gros travaux au titulaire.
- investir, avec le revenu des cessions, dans les bâtiments conservés afin d'améliorer la performance énergétique des bâtiments. Dans le cadre de l'appel à projet « territoire à énergie positive pour la croissance verte », pour lequel le Parc national des Pyrénées a été retenu, des dépenses d'investissement vont être mobilisées pour réhabiliter sur le plan énergétique quatre bâtiments du Parc (les logements des gardes de Cauterets, la maison du Parc et de la vallée de Luz Saint Sauveur, la maison du Parc d'Etsaut et la maison des gardes de Bedous),
- privilégier le partenariat avec les collectivités pour gérer les maisons du Parc national des Pyrénées. L'objectif est de revoir le partenariat et de le formaliser pour les maisons de Luz Saint Sauveur – du plan d'Aste – commune d'Arrens Marsous et de l'accueil d'Orédon dans la réserve naturelle nationale du Néouvielle,
- rénover la maison du Parc national des Pyrénées de Gavarnie, comme une maison du Parc et du Patrimoine mondial de l'UNESCO. Un dossier POCTEFA sera présenté à l'occasion du prochain appel à projet.
- mettre en œuvre l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées. L'ensemble des agendas d'accessibilité programmés (Ad'Ap) ont été déposés le 27 août 2015.

Les premiers effets de ces décisions ont débuté en 2016 avec une réduction d'environ 10 % des charges de fonctionnement.

Une enveloppe conséquente d'investissements, consacrée à la mise aux normes des bâtiments, est maintenue (510 000 €). Elle est servie à partir des crédits de la convention « territoire à énergie positive pour la croissance verte » et des produits des ventes domaniales.

En 2017 le parc immobilier du PAG prend forme pour offrir aux équipes de terrain et aux populations un cadre de travail et d'accueil plus efficace. L'accent est mis presque exclusivement sur les Maisons du Parc (bureaux et locaux de travail), de manière à offrir aux nombreux agents sur les territoires du PAG les moyens de remplir leurs missions (ex à Camopi, les 13 agents permanents ainsi que ceux de passage pour mission ont à leur disposition actuelle 2 bungalows de type « chantier »).

Pour le Parc amazonien, la rationalisation des infrastructures se traduit par un besoin raisonné de constructions, d'acquisition ou de locations immobilières indissociables de la mise en place de l'Établissement Public dans un contexte immobilier tendu lié au doublement démographique tous les 15 ans, au manque d'infrastructure, à une disponibilité foncière réduite et à un tissu d'entreprises localement très restreint.

Les investissements de l'agence de l'eau Loire-Bretagne portent essentiellement sur la mise aux normes de l'accessibilité des bâtiments, ainsi que des travaux de chauffage pour une délégation.

EXPERTISE, INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET MÉTÉOROLOGIE (159)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 159 regroupe à compter du PLF 2017 les politiques transversales au service de la transition écologique au travers notamment des subventions pour charges de service public des trois opérateurs suivants : Centre d'études et d'expertise pour les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cérema), Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) et Météo-France.

Ces opérateurs, placés sous la tutelle de la Direction de la recherche et de l'innovation, interviennent sur des politiques transversales au service de la transition écologique, en s'appuyant fortement sur l'expertise scientifique et technique, avec une forte dimension territoriale :

- appui apporté à de nombreuses politiques publiques, nationales et locales, dans une logique de développement durable du territoire et d'adaptation au changement climatique, ainsi que de promotion de modes durables de gestion des territoires ;
- développement de l'expertise, de la connaissance, de méthodologies et de modèles d'analyse et de prévision au bénéfice des décideurs politiques et économiques de tout niveau, ainsi que des particuliers ;
- renforcement de la qualité scientifique, technique et opérationnelle des prestations et produits, nécessitant un recours permanent à la recherche et à l'innovation et une gestion attentive des compétences spécialisées (capitalisation et adaptation permanente de ces compétences).

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

Les opérateurs rattachés au programme 159 sont le Cérema, l'IGN et Météo-France.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivis par le programme :

- améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État
- conserver le patrimoine immobilier de l'État : restaurer, rénover, réhabiliter afin de garantir une utilisation des biens immobiliers
- professionnaliser la gestion du patrimoine immobilier de l'État : planifier une stratégie permettant, d'une part, de faire un état des lieux du parc à disposition et des besoins existants et futurs et, d'autre part, de prévoir les actions à mettre en œuvre pour atteindre une adéquation entre besoins et moyens, le tout dans une optique de réduction des coûts liés à l'immobilier
- adapter le patrimoine immobilier de l'État à ses missions : réduire les coûts
- être un État exemplaire : réduire l'impact environnemental du patrimoine immobilier de l'État
- rationaliser le patrimoine immobilier de l'État : réduire les coûts
- participer à une démarche citoyenne.

Le programme ne porte pas de crédits destinés à la politique immobilière de l'État, mais contribue à cette politique transversale par le biais de ses opérateurs.

PRÉVENTION DES RISQUES (181)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	1 955 735	1 975 478	2 020 000	2 245 000	1 961 800	1 975 800

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 181 élabore et met en œuvre les politiques relatives :

- à la connaissance, l'évaluation, la prévention et la réduction des risques industriels et miniers et des pollutions chimiques, biologiques, sonores, électromagnétiques, lumineuses, radioactives ;
- à la connaissance, l'évaluation, la prévention et la prévision des risques naturels (inondations notamment) et à la sécurité des ouvrages hydrauliques ;
- à l'évaluation et la gestion des sols pollués ;
- à la prévention et la gestion des déchets (prévention, valorisation et traitement) ;
- à l'évaluation des risques que présentent les organismes génétiquement modifiés (OGM) pour la santé et l'environnement.

Une seconde particularité réside dans le caractère transversal de ce programme qui vise notamment à améliorer la conciliation des différents usages. La prévention des risques se trouvant à l'interface d'enjeux divers, ce programme requiert la participation d'autres missions (« Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales », et « Outre-mer ») et l'intervention de partenaires variés afin de répondre à l'attente des citoyens en ce domaine.

Le programme 181 ne participe que très marginalement à la politique immobilière de l'État.

Il contribue néanmoins au financement d'opérateurs qui consacrent des crédits à cette politique.

Pour l'année 2016, le montant des crédits consacrés à la politique transversale s'élève à 1,95 M€ en AE et 1,98 M€ en CP.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Trois opérateurs rattachés au programme 181 contribuent à la politique immobilière de l'État. Il s'agit de l'ADEME, de l'INERIS et de GEODERIS.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Aucun axe stratégique de la politique transversale suivi par le programme 181 n'est pertinent.

Dans le domaine de la prévention des risques et de la pollution (action n° 1 du programme), seuls les opérateurs ADEME et INERIS contribuent à la politique immobilière de l'État.

Pour l'action n° 9 « contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection », l'Autorité de la Sûreté (ASN) participe à la marge à cette politique.

Concernant l'action n° 10 « prévention des risques naturels et hydrauliques », seuls les services de la prévention des crues (SPC) et les unités d'hydrométrie (UH) peuvent relever de cette politique.

Et enfin, dans le domaine de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisation et expropriations sur les sites (action n° 11 du programme), seul GEODERIS contribue à cette politique.

CONDUITE ET PILOTAGE DES POLITIQUES DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA MOBILITÉ DURABLES (217)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	41 557 301	93 212 826	49 604 559	95 879 911	51 196 990	94 163 510

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 217 assure pour le ministère de la transition énergétique et solidaire (MTES), d'une part, et pour le ministère de la cohésion des territoires (MCT) d'autre part, une fonction de pilotage des politiques et de gestion des moyens correspondant aux domaines suivants :

- la fonction juridique (action 2) ;
- la politique et la programmation de l'immobilier et des moyens de fonctionnement des services (action 3) ;
- la politique et la gestion des systèmes d'information et des réseaux informatiques (action 4) ;
- la politique des ressources humaines, de l'action sociale, de la médecine de prévention et de la formation (action 5) ;
- les actions nationales, européennes et internationales en faveur du développement durable (action 6).

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Les opérateurs rattachés au programme 217 sont l'école nationale des ponts et chaussées (ENPC) et l'école nationale des travaux publics de l'État (ENTPE).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 217 suit l'axe stratégique n° 2 : améliorer la gestion de l'immobilier de l'État.

La politique des moyens de l'immobilier définie et mise en œuvre par le programme 217 vise, dans un cadre contraint de maîtrise de la dépense, une offre de qualité adaptée aux besoins des services dans les meilleures conditions de coût et de délai.

Elle se doit de fournir aux agents un environnement de travail satisfaisant dans des implantations immobilières rationalisées, en les faisant bénéficier de l'ensemble des services d'utilité collective nécessaires à leur activité tout en optimisant les surfaces allouées en application des objectifs fixés par la politique immobilière de l'État.

Les progrès réalisés en termes de rationalisation du patrimoine immobilier de l'État sont mesurés, dans le volet « performance » du programme 217, par un ratio d'efficacité de la gestion immobilière, décliné en deux sous-indicateurs :

- ratio d'entretien courant en administration centrale (coûts d'entretien courant/m² SUB) ;
- ratio d'occupation en administration centrale (m² SUN/postes de travail).

L'assiette de calcul du ratio d'entretien courant en administration centrale a été modifiée en 2012. Une clarification a été introduite dans la répartition des financements des dépenses immobilières (y compris les loyers) entre programmes de la mission écologie, développement et mobilité durables. Cette réforme a permis de rattacher les dépenses immobilières des services au programme support pour les activités transverses et aux programmes de politique concernés pour les services techniques (DIR par exemple).

Les ratios ne sont suivis que pour les services centraux, car à l'exception de l'outre-mer, la totalité des dépenses immobilières des services déconcentrés métropolitains des MTES et MCT (gardiennage, nettoyage, loyers et entretien courant immobilier) relèvent désormais du programme 333 « moyens mutualisés des administrations déconcentrées ».

À noter, enfin, que le regroupement immobilier des services centraux a été achevé en avril 2017. Cette opération visait à offrir aux agents des conditions de travail rationalisées et plus modernes. Elle doit permettre à terme une utilisation plus efficiente des surfaces de travail optimisées et devrait ainsi avoir une plus forte incidence sur les ratios précités.

En conclusion, le programme 217 finance :

– *en administration centrale*, y compris les sites en région du centre ministériel de valorisation des ressources humaines (CMVRH), du centre de prestations et d'ingénierie informatiques (CP2I) et, jusqu'en 2017, du service de l'observation et des statistiques (SOES), (actions 3 et 5) :

- les loyers, qu'ils soient marchands ou budgétaires, les charges locatives afférentes aux baux ainsi que les taxes sur les bureaux ;
- les dépenses d'entretien des immeubles qui recouvrent le nettoyage et les petits travaux d'entretien courant ;
- les dépenses énergétiques ;
- les dépenses relatives au gardiennage et à l'accueil des différents sites de l'administration centrale ;
- les dépenses de sécurité incendie réglementaires en matière d'immeubles de grande hauteur ;
- les dépenses d'entretien et de maintenance ainsi que les travaux lourds.

Le programme participe également au financement des dépenses immobilières de ses opérateurs (ENPC et ENTPE) en leur versant une subvention pour charges de service public (action 5).

– *en services déconcentrés*, pour les directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'outre-mer (DEAL) et la direction des territoires de l'alimentation et de la mer de Saint-Pierre et Miquelon (DTAM), les loyers, les dépenses immobilières ainsi que les dépenses de gardiennage et de nettoyage.

Le programme 217 (action 3) peut financer également des dépenses d'investissement immobilier relatives à des projets qui ne sont pas pris en charge par le compte d'affectation spécial CAS « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » (ex : dépenses immobilières des écoles).

RECHERCHE DANS LES DOMAINES DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA MOBILITÉ DURABLES (190)

PRESENTATION DU PROGRAMME

Le programme 190 couvre la recherche dans les domaines du développement durable, de l'énergie, des risques, des transports, de la construction et de l'aménagement.

Il participe à l'amélioration des connaissances pour la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique : amélioration énergétique des bâtiments ; harmonisation des outils de planification en matière d'urbanisme et de gestion des territoires ; transports plus respectueux de l'environnement et répondant aux besoins en mobilité ; réduction des consommations d'énergie et de leur contenu en carbone ; développement des énergies renouvelables ; préservation de la biodiversité ; maîtrise des risques ; traitement des déchets ; enjeux de la ville durable ; santé-environnement et répond aux orientations définies par la Stratégie nationale de recherche (SNR), en particulier celles portant sur l'urgence environnementale et les écotechnologies.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Les principaux opérateurs du programme 190 sont les suivants :

- le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) ;
- l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR) ;
- l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) ;
- l'IFP Énergies nouvelles (IFPEN).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME A LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 190 ne dispose pas de politique immobilière en propre. Les axes stratégiques suivis par le programme sont ceux des opérateurs dont il est responsable chef de file.

RÉGIMES DE RETRAITE ET DE SÉCURITÉ SOCIALE DES MARINS (197)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme ne comporte qu'un seul opérateur. Le régime de sécurité sociale des marins géré par l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) est un régime spécial, au sens de l'article L711.1 du code de la sécurité sociale. Il offre une protection contre :

- les risques maladie, accident, invalidité, maternité et décès assurés par la Caisse générale de prévoyance (régie par le décret du 17 juin 1938 modifié) ;
- le risque vieillesse, assuré par la Caisse des retraites des marins (régie par le code des pensions de retraite des marins).

Par ailleurs, l'ENIM développe une action sanitaire et sociale en direction du monde maritime en servant des prestations extralégales aux marins, pensionnés et ayants droit, ainsi qu'en subventionnant des institutions sociales œuvrant dans les domaines de la prévention des risques liés à leur activité et de l'amélioration des conditions de vie des gens de mer.

L'ENIM est enfin en charge du recouvrement des cotisations des marins et armateurs.

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- l'Établissement national des invalides de la marine (ENIM)

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

La politique immobilière de l'ENIM s'est inscrite dans les orientations fixées par la 1^{re} convention d'objectif et de gestion (COG) et déclinées dans le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2011-2015 dont le bilan peut être présenté comme suit :

Une gestion active du patrimoine par la mise en œuvre d'un important programme de cessions qui a permis une notable réduction des surfaces et du nombre de sites générant par ailleurs des retours de produits de cessions

Ainsi, 4 biens immobiliers ont été cédés ou sont en cours de vente à ce jour pour un montant global de 5,3 M€. Deux immeubles ont été vendus : le Centre de liquidation des prestations (CLP) de Bordeaux pour 2,2 M€ en 2014 et le Centre de sécurité des navires (CSN) de Concarneau pour 0,175 M€ en 2015. Les autres immeubles qui devraient être vendus sont principalement des Hôtels de gens de mer (HGM) dont notamment celui de Boulogne-sur-Mer qui fait l'objet d'un protocole d'accord pour 1,5 M€ et le HGM de Concarneau dont la promesse de vente est en cours d'élaboration pour 0,36 M€.

La réduction de la moitié du nombre de sites de bureaux et la rationalisation d'un quart de ses surfaces

En effet, le parc immobilier de bureaux a été réduit de 10 à 5 implantations qui comprennent le bureau des affaires maritimes et le CLP de Bordeaux, la relocalisation du siège parisien à Périgny et la remise au domaine des biens devenus inutiles pour les besoins du service. La surface globale de ce parc initialement de 10.777 m² est aujourd'hui de 8.278 m² soit une réduction de 24 %.

Un désengagement des structures immobilières d'accueil

Dans le cadre de la révision de sa politique d'action sociale en 2011, l'ENIM a engagé un processus d'arrêt de la réduction tarifaire aux ressortissants du régime dans les HGM gérés par l'Association pour la gestion des institutions sociales maritimes (AGISM) et pour se mettre en conformité avec ses statuts, le désengagement de la gestion des hôtels dont l'ENIM est propriétaire ou affectataire.

Ce désengagement concerne les HGM de Dunkerque et du Havre, de Boulogne-sur-Mer (1,5 M€ – estimation de la Direction de l'immobilier de l'État), de Concarneau (0,36 M€ – offre d'achat -), de La Rochelle (3,4 M€ – estimation de la Direction de l'immobilier de l'État) et du foyer logement de Saint-Quay-Portrieux (2,7 M€ – estimation de la Direction de l'immobilier de l'État) pour une valeur globale de 7,96 M€ hors biens domaniaux.

Concomitamment à ce désengagement de l'ENIM, la situation financière dégradée de l'imagisme a conduit l'association à une liquidation judiciaire qui a été prononcée le 30 mars 2016 et un repreneur (Té DOCTEGESTIO) a été désigné par le tribunal de grande instance de Paris le 30 juin 2016.

Dans ce cadre, le repreneur a fait connaître son souhait de se porter acquéreur de l'hôtel désaffecté de Concarneau, du foyer logement de Saint-Quay-Portrieux et de l'hôtel de La Rochelle.

Concernant le HGM de Boulogne-sur-Mer, celui-ci fait l'objet d'un protocole d'accord de vente depuis 2013 avec la SPL-ATB et la cession doit être actée pour la fin du mois de septembre 2017.

L'hôtel de Concarneau, dont l'activité a cessé en 2013, fait l'objet d'une promesse de vente (en cours d'élaboration) au profit du repreneur pour un montant de 360 k€.

Si l'objectif est toujours de pouvoir vendre rapidement les biens, il est à noter que le fait que l'ENIM ait engagé à la fin du mois d'août une procédure de référé mesures-utiles devant le TA de Lille pour obtenir l'expulsion de la société Décongestion du bâtiment de Boulogne Sur Mer pourrait compromettre à court et moyen terme ces ventes.

Le HGM du Havre est un bien domanial dont l'ENIM est affectataire. Une remise aux domaines par une déclaration d'inutilité impliquerait une rupture de la convention d'occupation précaire signée en fin d'année 2015 pour une durée de 9 ans. La rupture anticipée de cette convention entraînerait le versement par l'ENIM d'indemnités au repreneur de l'activité.

L'hôtel de Dunkerque a été récupéré en 2007 par le grand port autonome qui en définit l'usage par le biais d'autorisations d'occupation temporaire (AOT).

Une réduction des coûts d'occupation

Deux actions principales ont été menées sur la réduction des coûts d'occupation par l'amélioration des performances énergétiques du parc. Une partie de la démarche a été réalisée par l'installation du nouveau siège à Périgny (17) dans un bâtiment BBC. La seconde partie a été mise en œuvre en 2015 par la réalisation de travaux de rénovation thermique sur les 3 sites de production pour un investissement global de 782.800 €.

La politique immobilière des années à venir sera définie par la seconde COG et par le prochain SPSI. actuellement en cours d'élaboration.

SOUTIEN AUX PRESTATIONS DE L'AVIATION CIVILE (613)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	14 304 827	14 069 982	14 162 360	13 369 360	4 400 000	4 400 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 613 exerce au bénéfice des deux programmes opérationnels de la mission « contrôle et exploitation aériens » une gestion mutualisée de différentes prestations, notamment dans les domaines des ressources humaines, juridique, financier, de la gestion du patrimoine immobilier de la DGAC et des systèmes d'information de gestion et métiers. L'objectif est d'optimiser le coût de ces fonctions, tout en cherchant à offrir le meilleur service à l'ensemble des directions et services de la DGAC qui peuvent ainsi se consacrer à leur cœur de métier.

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- l'École nationale de l'aviation civile (ENAC)

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

La politique immobilière de la DGAC, déclinaison interne de la politique immobilière de l'État, fait l'objet, compte tenu de la spécificité de son patrimoine et de son financement, d'un protocole signé le 18 décembre 2014 entre le secrétaire général du MTES, la Direction de l'immobilier de l'État, la DGAC et l'ENAC.

Son pilotage est assuré, au sein de la DGAC, par deux instances :

- un comité stratégique immobilier, présidé par le directeur général de la DGAC, qui définit la stratégie immobilière et fixe les grandes orientations ;
- un comité technique immobilier de la DGAC, présidé par le directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire (SNIA), qui prépare les décisions du CSI et met en œuvre ses décisions.

Le programme 613 supporte les dépenses de fonctionnement, d'entretien et d'investissement relatives au patrimoine occupé par la gendarmerie des transports aériens, formation spécialisée de la gendarmerie nationale placée pour emploi auprès de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) avec une mission de contrôle et de surveillance en zone réservée des plate-formes aéroportuaires.

La gestion du patrimoine immobilier occupé par la GTA est confiée au SNIA, service à compétence nationale de la DGAC en charge de la gestion du patrimoine immobilier et de l'ingénierie aéroportuaire spécialisée.

Cette action s'insère dans les orientations du plan stratégique 2016-2020 du SNIA et notamment le développement de la performance environnementale et de l'efficacité énergétique ainsi que la consolidation de la position du SNIA en tant qu'opérateur immobilier de la DGAC.

DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET RÉGULATIONS (*LIBELLÉ MODIFIÉ*) (134)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	1 823 259	1 535 232	1 927 234	1 923 570	817 544	1 416 068

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Les politiques menées par le programme 134 ont pour finalité d'assurer la mise en place d'un environnement économique favorable à la compétitivité des entreprises, notamment à l'international et de veiller à une régulation efficace des marchés dans l'intérêt des consommateurs et pour la protection et la sécurité des citoyens.

Trois directions générales (des entreprises ; du Trésor ; de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes), ainsi que leurs réseaux déconcentrés, le Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGEJET) et trois autorités administratives indépendantes (Autorité de la concurrence -AC-, Autorité de régulation des communications électroniques et des postes -ARCEP-, Commission de régulation de l'énergie -CRE-) concourent à la réalisation de ces objectifs en collaboration avec cinq opérateurs et les acteurs du développement économique local que sont les collectivités territoriales, les chambres consulaires et les réseaux associatifs de proximité. En 2017, les moyens de fonctionnement de la CRE ont été transférés au ministère de la Transition écologique et solidaire sur le programme 217 « conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables ».

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME :

- Business France, issu de la fusion de l'Agence française pour le développement international des entreprises (Ubifrance) et de l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII)
- Agence nationale des fréquences (ANFr)
- Établissement public national pour l'aménagement et la restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA)
- Institut national de la propriété industrielle (INPI)
- Fonds national de promotion du commerce et de l'artisanat (FNPCA).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État en adaptant le patrimoine aux missions et en professionnalisant sa gestion.

Les informations présentées infra concernent la DGCCRF et les autorités administratives indépendantes (AAI).

Depuis 2011, les crédits immobiliers de la DGCCRF ont été en grande partie transférés sur le programme 333. La gestion des locaux hébergeant les agents CCRF en région et en département est assurée de façon mutualisée au sein des DDI, des Directe et des Dieccte, sans qu'il soit possible d'identifier la part d'ETPT relevant exclusivement du programme 134.

La DGCCRF continue à gérer sur le programme 134 les crédits immobiliers des DIECCTE et de l'École nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (ENCCRF).

Les dépenses liées à l'immobilier pour les trois AAI couvrent principalement le coût du loyer, les charges locatives, l'entretien des locaux et le coût des fluides :

- l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) a renégocié son bail en 2010 à un prix de 408 €/m². Ses dépenses immobilières s'élèvent à 3,33 M€ en CP pour 2016 et 3,35 M€ en montant prévisionnel 2017. Afin de préparer l'échéance du bail actuel au 31 décembre 2018, l'ARCEP est engagée, avec l'appui d'un cabinet spécialisé en conseil immobilier, dans une démarche visant à définir une stratégie immobilière. Cette démarche est conduite en relation étroite avec les interlocuteurs budgétaires de l'ARCEP et la Direction de l'immobilier de l'État (DIE).
- la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a déménagé en 2010 et partage ses locaux avec le Médiateur national de l'énergie (MNE). Les dépenses immobilières de la CRE représentent 3,5 M€ pour 2016 hors remboursement du MNE estimé à 1 M€ environ.
- l'Autorité de la concurrence occupe 3 sites à Paris. Deux sites sont en location : le site historique du 11, rue de l'Echelle et le site du 3, place de Valois. Le troisième situé 6, avenue de l'Opéra est domanial (il n'est pas soumis au paiement de loyer budgétaire). Les dépenses immobilières de l'Autorité de la concurrence sont estimées à 12,45 M€ en AE et 2,25 M€ en CP en 2016.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données

Pour les emplois : enquête IGF fonctions supports

Pour les dépenses : restitution Chorus INF-BUD-40.

Méthodes de calcul

Les chiffres fournis pour l'évaluation des loyers budgétaires et des loyers non budgétaires sont ceux communiqués à la Direction du Budget, lors de la réunion de répartition du mois de juillet 2017.

Il convient également de préciser qu'à l'exception des loyers budgétaires, les dépenses liées à l'immobilier ne font pas l'objet d'une brigue spécifique, car elles sont réparties sur l'ensemble des activités de la DGCCRF. Ces dépenses ont été identifiées à partir des comptes généraux. Pour 2018, un taux d'inflation de 1 % a été appliqué aux dépenses de 2017.

Depuis la gestion 2011, les crédits consacrés à la politique transversale immobilière de l'État ont été en grande partie transférés sur le programme 333 pour le fonctionnement des DDI et l'immobilier des services affectés par la Réate. La DGCCRF continue à gérer sur le programme 134 les crédits immobiliers des DIECCTE et de l'École nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (ENCCRF).

La gestion des locaux hébergeant les agents CCRF en région et en département est assurée de façon mutualisée au sein des DDI, des Directe et des Dieccte, sans qu'il soit possible d'identifier la part d'ETPT relevant exclusivement du programme 134.

Fait marquant 2017 : les baux relatifs aux locaux de l'ENCCRF à Montpellier ont été renégociés en 2016. Les nouveaux baux ont été signés en janvier 2017 avec un montant de loyer annuel de 598 524 €, en baisse de 43 % par rapport aux baux précédents.

Perspectives 2018 : sauf éléments nouveaux, le périmètre des crédits immobiliers est désormais stabilisé et ne devrait pas connaître d'évolution majeure.

CRÉDITS DES OPÉRATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL POUR L'AMÉNAGEMENT ET LA RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX (EPARECA)

Sources des données

EPARECA est un promoteur immobilier. À ce titre, un certain nombre de comptes comptables sont utilisés aussi bien pour comptabiliser ses propres dépenses de fonctionnement que celles concernant la construction, la réhabilitation et l'exploitation des centres commerciaux et artisanaux.

Un retraitement est donc nécessaire pour identifier les dépenses liées à la politique immobilière de l'état.

Pour les comptes de charges, la distinction se fait au travers la terminaison des numéros de comptes comptable (1 pour l'exploitation et 2 pour les dépenses de fonctionnement).

Pour les comptes d'investissement, la distinction s'opère grâce à la mise en place de section budgétaire propre à l'établissement (fonctionnement-production-exploitation).

Méthodes de calcul : celles préconisées par la direction de l'immobilier de l'État à l'exception du retraitement analytique entre les dépenses de fonctionnement et les autres dépenses liées aux activités de l'établissement.

L'année 2016 a été marquée par une baisse ponctuelle du montant loyer de 15 k€ suite à la renégociation de la clause d'indexation pour mise en conformité avec la législation en vigueur.

Il n'y aura pas d'évolution marquante pour les années 2017 et 2018.

FONDS NATIONAL DE PROMOTION ET DE COMMUNICATION DE L'ARTISANAT (FNPCA)

Sources des données : convention de mise à disposition de locaux entre le FNPCA et l'ISM (Institut Supérieur des Métiers, association).

Méthodes de calcul : loyer annuel révisé chaque année par l'indice des loyers des activités tertiaires.

Changement interne de bureaux pour le recentrage de l'équipe dans une surface restreinte mais plus grande avec pour conséquence une augmentation du loyer annuel de 10 k€ en prenant en compte également l'indice de révision des loyers.

STATISTIQUES ET ÉTUDES ÉCONOMIQUES (220)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	19 634 773	18 925 507	20 207 293	19 432 958	30 754 000	20 227 977

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 220 couvre les activités de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), essentiellement orientées vers la fourniture d'informations statistiques aux acteurs institutionnels et économiques ainsi qu'au grand public. Cette fourniture consiste en des opérations de collecte et de traitement statistique des informations avant leur diffusion. Celles-ci relèvent des domaines macro-économique, sectoriel, démographique et social. Le programme comprend également la tenue des répertoires d'état civil, des entreprises et le recensement annuel de la population.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

La contribution du programme 220 consacrée à l'immobilier est consommée très majoritairement pour assurer le paiement des loyers et charges incontournables (eau, gaz, électricité, taxes...), y compris le nettoyage des locaux et autres entretiens courants, pour un montant de 940 k€ en 2017. L'INSEE doit par ailleurs régulièrement assurer la prise en charge de certaines dépenses d'entretien lourd urgent qui relèvent du propriétaire.

En 2017, la rationalisation du parc immobilier et la préservation des conditions de travail constituent les priorités. Par conséquent, trois catégories de travaux ont été mises en œuvre :

- des travaux de resserrement liés à la diminution des effectifs ;
- des travaux de désamiantage pris en charge par l'occupant (peinture, dalles de sol) ;
- des travaux d'accessibilité pour améliorer les conditions de travail des personnes à mobilité réduite.

Plus précisément, le programme contribue aux axes stratégiques suivants :

axe 1 : améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État :

- depuis 2013, par un plan de contrôle interne comptable destiné à garantir la qualité des informations contenues dans Chorus RE-FX ;
- en 2017, via plusieurs expertises en vue d'estimer les travaux nécessaires au maintien ou à la remise en état des bâtiments (Toulouse, Dijon, Marseille, Strasbourg) ;
- par la mise à jour régulière de la plate-forme MIOGA pour les opérations de repérage et de traitement de l'amiante.

axe 2 : améliorer la gestion de l'immobilier de l'État :

ajustement des surfaces aux effectifs :

- en 2017 le resserrement des locaux de l'Insee concerne les établissements suivants :
 - Nancy : densification au profit de la DPJJ au premier semestre de l'année 2017
 - Caen rue Bloch : regroupement sur un site unique des deux bâtiments de l'INSEE au premier trimestre 2017
 - Guadeloupe où il est envisagé de rassembler les effectifs sis sur 2 implantations (Pointe à Pitre et Basse Terre) sur une seule localisation (Jabrun)
- Strasbourg, Dijon et Bordeaux.

travaux d'entretien courant de l'occupant :

- les directions régionales assurent l'entretien courant des bâtiments
- un programme triennal de petits travaux de mise en accessibilité des établissements suivis dans le cadre des Ad'Ap a été initié en 2016 et se poursuivra en 2017 et 2018.

travaux lourds assurés par le programme 220 :

- En 2017, sont entrepris :
 - une opération de changement d'huisseries défectueuses sur 2 façades très exposées aux intempéries à Clermont-Ferrand
 - une opération de remplacement d'un appareil de levage du site de Rouen pour une mise en conformité de la réglementation en vigueur ;
 - les travaux de désamiantage et de réfection du restaurant administratif du site de Marseille ont été réalisés.
- En 2018, sont programmés :
 - l'installation d'un ascenseur dans le bâtiment rénové de Dijon ;
 - des travaux de désamiantage à Clermont-Ferrand ;
 - des travaux de mise en accessibilité des sites de Menpenti et Delpuech à Marseille ;
 - des travaux de désamiantage sur le site de Menpenti à Marseille.

D'autres opérations d'entretien lourd (propriétaire) sont financées sur le programme 723 ou 724 : sécurisation anti-inondation à Caen, ascenseur à Lille.

Enfin, le déménagement du siège de la direction générale de l'Insee à Montrouge est prévu au début de l'année 2018.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données :

- Pour les emplois, les sources pour fixer le coût d'un ETPT sont : le RAP pour 2016, la LFI pour 2017 et le PLF pour 2018.
- Pour les crédits hors-titre 2, les sources sont la restitution Chorus INF-BUD-40 (étude par compte PCE).

Méthode de calcul : celle préconisée par la Direction de l'immobilier de l'État.

Dépenses de personnel

Les coûts moyens des ETPT sont ceux du RAP pour 2016 et ceux des PAP pour 2017 et 2018. Conformément au RAP et aux PAP il s'agit de coûts moyens hors CAS pensions et hors prestations sociales. Le poids des prestations sociales est marginal et ne modifie pas le niveau des coûts globaux.

Le nombre d'ETPT est évalué à partir de la ventilation des agents du programme par métier disponible fin 2016. L'évolution sur 2017 et 2018 est calculée en appliquant l'évolution moyenne du plafond d'emploi telle que définie dans les PAP. Cette ventilation en 36 métiers comporte un métier intitulé gestionnaire immobilier dans lequel sont classés tous les agents en charge de la programmation immobilière, du suivi des opérations immobilières, de la gestion du parc ainsi que de l'élaboration et de la mise à jour du document unique d'évaluation des risques professionnels, de l'application des consignes en matière de sécurité et de l'information des acteurs chargés de l'hygiène, de la sécurité et de la prévention. La conversion du nombre d'agents en ETPT est basée sur un ratio de 0,96, qui est le ratio moyen observé de passage entre agents et ETP à l'INSEE.

Dépenses hors titre 2

Les dépenses de 2016 sont extraites de restitutions de Chorus (INF-BUD-40). Les projections pour 2017 et 2018 s'agissant de dépenses pérennes sont élaborées conformément à la méthode préconisée par la Direction de l'immobilier de l'État dans les documents méthodologiques afférents au DPT Immobilier. Ainsi, les dépenses de 2017 ont été évaluées en appliquant le taux de variation entre les crédits exécutés en 2016 et les crédits ouverts en 2017 sur le programme par la LFI hors dotation de recensement aux communes. Il en est de même pour 2018. Le taux

d'évolution hors loyers appliqué est de 1,1 % en 2017 et de 1,8 % en 2018, conformément aux hypothèses d'inflation révisées sous-jacentes au triennal. Le taux d'évolution des loyers correspond à l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) qui est pour les mêmes périodes de 0,5 % puis 1,8 %.

L'évolution des crédits, outre l'application du taux d'inflation pour les dépenses pérennes, résulte principalement pour 2017 et 2018 des renouvellements de baux privés d'établissements régionaux.

STRATÉGIE ÉCONOMIQUE ET FISCALE (305)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	3 329 567	3 361 274	4 300 000	4 300 000	4 200 000	4 200 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 305 rattaché au ministre de l'économie et des finances relève de la mission « économie ». Sa finalité est d'éclairer le mieux possible les choix du gouvernement en lui apportant une aide à la conception et à la mise en œuvre des politiques économiques et financières, afin d'assurer une croissance durable et équilibrée de l'économie française.

L'action n° 2 « développement international de l'économie française » pilotée par la direction générale du Trésor (DG Trésor) contribue à la mise en œuvre des actions internationales du programme en s'appuyant sur le réseau des services économiques.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivis par le programme :

- améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État
- améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État.

Au 1^{er} juillet 2017, la DG Trésor dispose à l'étranger d'un parc immobilier composé de 134 bureaux et de 81 logements, en pleine ou copropriété, en location ou en colocation avec le ministère des affaires étrangères.

Améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État

La DG Trésor effectue une enquête annuelle d'évaluation des valeurs locatives des biens qu'elle occupe. Chaque année, la valeur locative des biens est mise à jour sur la base d'une étude réalisée localement et après validation d'une commission interministérielle locale du logement. Ces données servent à calculer le montant des retenues logements des agents.

Améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État :

- en poursuivant chaque année son programme d'entretien et de réparation des biens domaniaux et en réalisant des contrôles techniques et des travaux préventifs ;
- en rationalisant son patrimoine immobilier : les opérations de regroupement au sein des ambassades se sont concrétisées en 2017 à Port-Louis, Koweït City et Dacca. Le regroupement des services de Lima est en cours de finalisation. Ces regroupements ont par ailleurs permis la vente des bureaux de Port-Louis.

Parallèlement, la mise en œuvre d'un plan de cessions des logements non indispensables a été décidée.

En 2016, 6 biens ont été vendus : Varsovie, Genève Londres, Dublin, Singapour et Oslo,

Au premier semestre 2017, un bien a été vendu (bureaux de Port-Louis) et quatre sont en cours de vente (New York, Ottawa, Santiago et Bangkok).

Il a par ailleurs été mis fin à la prise à bail d'un logement suite à la suppression d'un poste de VIA (volontaire international administratif) à Abu Dhabi.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données :

- Pour les emplois, les sources pour fixer le coût d'un ETPT sont : le RAP pour 2016, la LFI pour 2017 et le PLF pour 2018.
- Pour les crédits hors-titre 2, la source est une restitution Chorus INF-BUD-40 : étude par compte PCE, de préférence à l'utilisation des codes activités qui ne sont pas correctement utilisés à l'étranger.

Méthodes de calcul : celle préconisée par la Direction de l'Immobilier de l'État.

Après une baisse de 0,2 M€ des dépenses en 2015 par rapport à 2014, une nouvelle baisse de 0,3 M€ est constatée entre 2016 et 2015 principalement due aux loyers non budgétaires.

Malgré la prise à bail de nouveaux logements pour des VIA (Accra, Berne et Londres), les dépenses liées aux loyers non budgétaires représentent près de 60 % des économies réalisées en 2016.

Cette baisse s'explique notamment par la résiliation des baux des bureaux de Dublin et Dacca suite au regroupement au sein des ambassades ainsi que la non reconduction du bail pour le logement d'un VIA sur Abu Dhabi.

L'économie réalisée sur les loyers budgétaires s'est élevée à 0,04 M€ suite à la vente en 2015 des bureaux de Bangkok et au regroupement des services au sein de l'ambassade.

Enfin, la DG Trésor a vendu en 2016 six logements (Dublin, Londres, Genève, Varsovie, Singapour et Oslo) ce qui a eu pour conséquence une baisse des dépenses d'entretien afférentes à ces biens.

Pour 2017, d'autres ventes de logements et des opérations de regroupement des services au sein des ambassades pourraient générer des économies.

Les ventes des bureaux de Port-Louis en mai 2017 et de Zagreb, en septembre 2017, vont en effet entraîner une baisse des loyers budgétaires en 2017 et 2018.

GESTION FISCALE ET FINANCIÈRE DE L'ÉTAT ET DU SECTEUR PUBLIC LOCAL (156)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	518 476 937	500 611 549	644 000 000	515 200 001	628 490 000	506 320 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 156 regroupe les moyens consacrés aux opérations de recettes (assiette, recouvrement, contrôle) de l'État et des collectivités territoriales, au paiement des dépenses publiques et à la tenue des comptes publics. Il est mis en œuvre par la direction générale des finances publiques (DGFIP) et ses services déconcentrés, sous la responsabilité de son directeur général.

Les principaux axes sont :

- contribuer à la solidité financière des institutions publiques, en mobilisant l'ensemble des compétences fiscales, comptables, juridiques, financières et patrimoniales de la DGFIP ;
- favoriser un environnement de confiance et conforter le civisme, par sa qualité de service et sa proximité ;
- devenir une administration numérique de référence au bénéfice de tous, grâce à une offre numérique renouvelée, décloisonnée et prenant en compte les nouveaux usages ;

- conforter une culture commune porteuse de sens et de progrès pour renforcer le professionnalisme de ses équipes.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivis par le programme :

- améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État ;
- maintenir la qualité du cadre de vie des agents et les conditions d'accueil des usagers ;
- rationaliser le patrimoine immobilier en l'adaptant aux évolutions des structures et des emplois et en diminuant les coûts de fonctionnement ;
- participer à la réduction de l'impact environnemental du patrimoine immobilier de l'État.

Améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État

La DGFIP dispose d'un parc immobilier important réparti sur l'ensemble du territoire (environ 3 300 bâtiments représentant moins de 3,2 millions m²).

La connaissance de ce parc est assurée par une application de gestion ministérielle qui permet d'appréhender le patrimoine immobilier tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Une mise en cohérence des données de cette base avec l'application interministérielle Chorus RE-FX est assurée dans l'attente d'un outil de gestion immobilière unique reprenant l'intégralité des données bâtimentaires. Le Référentiel Technique (RT) et l'Outil d'Aide au Diagnostic (OAD) se substitueront au plus tard le 1^{er} janvier 2018 à l'application ministérielle.

Maintenir la qualité du cadre de vie des agents et les conditions d'accueil des usagers

La DGFIP s'inscrit dans une démarche de maintien des conditions de travail des agents et d'accueil des usagers tout en veillant au respect des mises aux normes réglementaires (ascenseurs, accessibilité handicapé notamment dans le cadre des Agendas d'Accessibilité Programmée...). Elle met en œuvre le volet immobilier du plan d'urgence sécurité (PUS) afin de renforcer la protection et la sécurité de ses agents.

Rationaliser le patrimoine immobilier en l'adaptant aux évolutions des structures et des emplois et diminuer les coûts de fonctionnement

La DGFIP a poursuivi en 2016 une politique dynamique de rationalisation visant à maîtriser l'évolution des loyers privés et budgétaires et des charges liées à l'occupation des bâtiments (fluides, nettoyage...).

Participer à une démarche citoyenne : réduire l'impact environnemental du patrimoine immobilier de l'État

La DGFIP s'est dotée d'un outil de suivi des fluides (OSF) dont les fonctionnalités permettent à un gestionnaire de disposer d'un inventaire, d'assurer un suivi et de piloter les consommations et les dépenses, par énergie et par bâtiment. Cet outil a été complété d'un module d'aide à la décision fondé sur l'état technique des bâtiments qui permet de mieux cibler les investissements générateurs d'économies d'énergie et de diminution des gaz à effet de serre (GES) à réaliser et d'assurer un suivi des rendements des investissements immobiliers effectivement réalisés.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données

Les dépenses immobilières exécutées en 2016 sont issues de Chorus et ont été établies principalement sur la base de la table de correspondance proposée par la Direction de l'Immobilier de l'État.

Les données relatives au PLF 2018 sont issues des travaux budgétaires menés dans le cadre de la conférence de répartition d'août 2017. Validées par la Direction du Budget, ces données sont déclinées dans le PAP 2018 du programme 156.

Les données relatives aux emplois ont été collectées à l'issue d'une enquête nationale et sont issues de l'application « Sagerfip ».

Les données relatives aux coûts moyens par agents sont issues de l'infocentre Atlas.

Méthodes de calcul

Concernant les emplois

La méthode retenue pour déterminer les dépenses de personnel est celle de la multiplication du nombre d'agents en charge de fonctions immobilières par le coût moyen par catégorie.

Les emplois recouvrent plusieurs métiers, en qualité d'utilisateurs mais aussi au titre de la politique immobilière assurée par la Direction de l'immobilier de l'État :

- responsable de la politique immobilière de l'État,
- gestion du patrimoine immobilier de l'État,
- gestion de l'immobilier utilisé par la DGFIP,
- gardiens et concierges,
- veilleurs de nuits.

Il est précisé que le programme 156 est le programme support de la Direction Immobilière de l'État. Les emplois et la masse salariale indiqués pour la DGFIP tiennent donc compte des ressources affectées à la conduite de la politique immobilière de l'État.

Concernant les crédits consacrés à la politique immobilière

Il est précisé que les dépenses immobilières du programme 156 sont réparties sur la base de la nomenclature d'activités de la DGFIP, selon leur nature.

Les dépenses de fonctionnement du programme 156 consacrées à la politique immobilière correspondent majoritairement à des dépenses indivises, c'est-à-dire des dépenses partagées entre plusieurs actions sans qu'il soit possible d'effectuer une affectation à une action de politique publique.

Analyse de l'évolution des emplois et des crédits

La DGFIP poursuit une action d'optimisation des surfaces et de rationalisation de son parc immobilier notamment dans les communes disposant de plusieurs implantations immobilières en tenant compte des évolutions sur l'organisation des services.

Les dépenses immobilières de 2016 et 2017 sur le programme 156 s'inscrivent dans le cadre de cette action et viennent en complément des investissements réalisés à partir du programme 723 « opérations immobilières nationales et des administrations centrales » et des crédits du programme 724 « opérations immobilières déconcentrées » qui sont obtenus auprès des RBOP préfectoraux.

La libération des surfaces domaniales et locatives permet ainsi de maîtriser le coût des loyers budgétaires et diminuer le poids des loyers privés. Elle réduit, par ailleurs, les frais de gestion associés à l'occupation des locaux (fluides, nettoyage, charges locatives).

Ces opérations d'optimisation impliquent toutefois de garantir, notamment au compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'État », les ressources nécessaires au financement préalable des travaux d'aménagements dans les sites destinés à accueillir les personnels à reloger en vue de la libération des locations ou des biens à céder.

Pour 2018, la politique immobilière de la DGFIP est structurée autour de trois principaux axes :

- la rationalisation du parc en conformité avec la politique immobilière de l'État, tout en maintenant de bonnes conditions de travail des agents et d'accueil des usagers ;
- la mise en œuvre, d'un point de vue immobilier, de l'Adaptation de ses Structures et de son Réseau (ASR) ;
- l'entretien et la mise aux normes des immeubles et, notamment, la poursuite du déploiement des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

La DGFIP continuera, également, de soutenir l'amélioration de la sécurité des personnes et des biens.

CONDUITE ET PILOTAGE DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES (218)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	298 680 062	190 415 032	171 183 133	180 820 000	151 180 764	165 073 526

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 218 assure l'impulsion des politiques publiques menées par le ministère de l'économie et le ministère de l'action et des comptes publics au travers d'activités d'expertise, de conseil et de contrôle. Il harmonise ou assure la convergence des politiques ministérielles transversales (ressources humaines, systèmes d'information...) et fournit, sur des périmètres différenciés selon les secteurs, des activités de prestations de services harmonisés.

Dans ce cadre, le Secrétariat général des ministères assure la mise en œuvre de la politique immobilière de l'État pour son périmètre avec pour objectifs d'assurer aux agents de l'État un cadre de travail de qualité et fonctionnel, de faire bénéficier les usagers de bonnes conditions d'accueil, d'utiliser le patrimoine public dans des conditions qui garantissent la performance immobilière et la préservation de sa valeur.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Conserver le patrimoine immobilier de l'État*Entretenir les biens immobiliers d'un point de vue du locataire et du propriétaire*

Le Secrétariat général conduit sa stratégie de maintenance patrimoniale en se fondant sur la méthode des ratios APOGEE, pour assurer le niveau indispensable des réparations les plus importantes. Ces interventions nécessitent une programmation annuelle de crédits d'investissement dont le volume est déterminé selon l'âge du bâtiment. Cette méthode permet de limiter la dépense de gros entretien réparation sur 20 ans à 12 % du coût de la construction, alors que le défaut d'entretien sur la période porte le coût à plus de 30 %. C'est à ce titre que le site de Bercy fait l'objet d'investissements importants.

Professionnaliser la gestion du patrimoine immobilier de l'État

La politique immobilière du programme 218 s'inscrit dans le cadre d'un schéma prévisionnel de stratégie immobilière (SPSI) établi pour une première période 2006-2010 et révisé pour la période 2008-2013, puis pour la période 2014-2018.

À ce jour les immeubles parisiens ne représentent plus que 53 % de la SUB occupée par l'administration centrale. La part du locatif est tombée de 30 % à 14 % du parc en SUB et l'immeuble d'Ivry a permis de réaliser une économie de 25 M€ par an de coûts de location. La densification a permis d'économiser plus de 20 000 m² de surface utile nette et le ratio par agent a été ramené de 14,77 m² en 2008 à 13,5 m² au 31/12/2013. Toutes les opérations en cours visent à ramener ce ratio à 12 m².

Participer à une démarche citoyenne*Réduire l'impact environnemental du patrimoine immobilier de l'État*

Les services centraux des ministères ont réalisé le bilan carbone ainsi que le diagnostic de performance énergétique de l'ensemble de leur parc immobilier. Les résultats des audits ont permis de dégager des priorités d'intervention et de travailler à l'élaboration d'un programme de travaux et d'actions à mettre en œuvre en termes de gestion des bâtiments et de sensibilisation des utilisateurs.

Dans le cadre des orientations du SPSI 2014-2018, les ministères privilégient pour ses nouvelles implantations des immeubles conformes aux meilleures normes environnementales.

Le Secrétariat général a engagé une renégociation des baux en cours afin de réduire les coûts locatifs.

En termes d'investissements, la programmation 2017 privilégie les travaux de sécurisation, notamment en matière de sécurité incendie et de mise aux normes.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données : restitutions budgétaires à fin 2016 et à fin juillet 2017 par natures de dépenses et liste des comptes PCE.

Méthodes de calcul

Le SCL a engagé en 2015 les dépenses d'électricité pour les années 2016 et 2017 permettant de diminuer, pour 2017, les dépenses immobilières (environ 400 k€ pour les seules dépenses d'électricité). Toutefois, la dépense reviendra en 2018 afin de couvrir les besoins financiers des années suivantes.

Concernant les autres économies, compte tenu d'un déménagement programmé du laboratoire de Paris à Massy au mois d'octobre 2017, elles devraient être effectives en 2018 pour un montant estimé entre 10 et 20 k€ (nettoyage, entretien des bâtiments et énergie, notamment).

Le SCL rénove et aménage le laboratoire de Massy en vue d'accueillir les agents actuellement en poste au laboratoire de Paris (environ 30 agents). La fin de l'essentiel des travaux est programmée au mois d'octobre 2017 pour un aménagement immédiat.

Une tranche fonctionnelle de 4 800 k€ a été mise à sa disposition et a été engagée pratiquement en totalité.

Le laboratoire de Paris sera libéré en octobre 2017 permettant les économies immobilières liées à ce laboratoire (énergie, entretien des bâtiments, nettoyage, surveillance...).

Par ailleurs, le SCL bénéficie du concours du programme 309 pour des travaux relevant du propriétaire (environ 50 k€ chaque année).

FACILITATION ET SÉCURISATION DES ÉCHANGES (302)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	99 153 389	59 518 420	73 513 656	65 826 091	68 565 640	70 112 115

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 302 regroupe l'ensemble des actions de la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) auxquelles sont associés des objectifs :

- de protection du territoire national, européen et de nos concitoyens,
- d'amélioration de l'attractivité de notre territoire et de la compétitivité de nos entreprises,
- de redressement de nos comptes publics grâce à un dispositif de recouvrement sécurisé et efficient et à la lutte contre les fraudes fiscale et financière.

L'action de la DGDDI est organisée autour de deux branches complémentaires et indissociables – les opérations commerciales et la surveillance – qui s'appuient sur des outils et des méthodes de travail communs reposant sur la connaissance des flux internationaux de marchandises et de voyageurs. Cette action s'inscrit au cœur des problématiques contemporaines : protection de l'espace national et européen, soutien de la compétitivité des entreprises françaises et attractivité de notre territoire, redressement des comptes publics, lutte contre les fraudes fiscale et financière, conséquences de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne en 2019.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

En cohérence avec les opérations financées sur les programmes 723 et 724, qui supportent principalement la politique immobilière de l'État, le programme 302 contribue à l'amélioration de la gestion du patrimoine de l'État au travers des actions décrites ci-après.

Participation à l'effort de conservation en bon état du patrimoine immobilier de l'État

Le programme 302 finance sur la période 2016-2018 de nombreuses opérations d'entretien lourd dans des bâtiments domaniaux. Méritent notamment d'être signalés :

- des rénovations de circuit de chauffage et de système de climatisation (en 2016 le remplacement du système de climatisation d'un bâtiment en Martinique) ; en 2017 la poursuite des travaux de rénovation du chauffage au centre informatique douanier d'Osny (CID)) ;
- des remises en état de toitures ou de ravalement de façades (en 2016 la réfection des toitures à l'hôtel des douanes de Bayonne et à l'école des douanes de Tourcoing ; en 2018 les travaux de ravalement des bâtiments du CID) ;
- des travaux de rénovation intérieure (en 2016 la rénovation du 2^e étage d'un bâtiment de la direction de Roissy dont l'occupation a été densifiée ; en 2017 la remise en état du bâtiment abritant la brigade de surveillance intérieure (BSI) de Nancy et en 2018 la rénovation du site de Woippy abritant la BSI de Metz.

Professionnalisation de la gestion du patrimoine immobilier de l'État au travers de la planification d'une stratégie

Le programme 302 s'inscrit dans cette démarche en coordonnant son action propre avec les schémas directeurs immobiliers régionaux (SDIR), dans le but de rationaliser l'implantation des bureaux et des unités de douane tout en préservant leurs capacités opérationnelles.

Cette stratégie est menée afin de répondre aux objectifs résultant de la politique immobilière de l'État et de permettre la mise en œuvre des orientations arrêtées par le ministre dans le cadre du projet stratégique de la douane. Ce plan stratégique s'inscrit dans la démarche de modernisation de l'action publique engagée par le Gouvernement.

Rationalisation du patrimoine immobilier de l'État

Cette rationalisation se traduit par une adaptation du patrimoine à son utilité, usage et utilisation.

La mise en œuvre de la stratégie immobilière du programme et l'ensemble des travaux effectués ont permis de stabiliser la surface utile nette de l'ensemble du parc immobilier (domanial et locatif). La surface utile nette s'élève à 191 410 m² en juillet 2017 (donnée figurant dans le tableau relatif aux indicateurs immobiliers du PAP 2018). L'évolution combinée des effectifs et des surfaces occupées conduit à un ratio SUN/effectifs, 12,54 m² par agent en juillet 2017 qui tend à se rapprocher de l'objectif fixé (12 m² par agent).

Les opérations engagées dans ce cadre sur la période 2016-2018 s'articulent autour des priorités suivantes :

- la poursuite des efforts entrepris pour la mise aux normes des locaux utilisés dans le cadre des procédures de retenue douanière (cellules et locaux destinés à l'accueil des avocats et médecins). Il s'agit par exemple de l'installation, en 2017, de deux cellules de retenue sur le site de la brigade de Gennevilliers et de l'achèvement de la constitution d'un pôle de retenue douanière à Marseille ;
- la mise en place d'un programme de sécurisation des locaux abritant les services douaniers. Ce programme s'inscrit dans le cadre de la lutte anti-terrorisme et vise à une protection renforcée des sites douaniers ;
- la participation du programme au financement des travaux qui résultent de la mise en œuvre des politiques publiques : agendas d'accessibilité programmés (Ad'AP) établis par les préfets régionaux et visant à garantir l'accessibilité des bâtiments publics et plan ministériel « administration exemplaire » pour l'environnement ;
- la poursuite des travaux d'amélioration des installations utilisées par les brigades de surveillance de toute nature (terrestre, garde-côtes ou de surveillance aérienne). Méritent d'être cités par exemple, en 2016 et 2017, la poursuite des opérations d'extension et de mise aux normes aéronautiques d'un hangar destiné à la maintenance centralisée des aéronefs de la douane à Bordeaux-Mérignac et d'allongement d'un quai à Aspretto en Corse, l'achèvement de la transformation du site de Fréjus. En 2018 débiteront les travaux concernant les sites visant au relogement des brigades de surveillance intérieure de Menton et Amiens ;
- le financement d'opérations immobilières résultant de la réorganisation des services. Peuvent être citées, en 2016, les opérations immobilières permettant l'installation de centres d'expertise douaniers à Nantes Atlantique et L'Isle d'Abeau. L'année 2017 est marquée par l'adaptation des sites devant accueillir les recettes

interrégionales des douanes (Le Havre, Lyon, Dijon, Montpellier, Dunkerque et Marseille). En 2018, une opération immobilière significative sera initiée dans un des bâtiments domaniaux de la cité des douanes de Marseille (La Joliette) afin d'y constituer un pôle opérationnel douanier regroupant différents services. Également, l'année 2018 sera marquée par l'accompagnement immobilier de l'adaptation des services au nouvel environnement qui préparera le rétablissement d'une frontière douanière avec le Royaume-Uni dans la perspective du « BREXIT ».

Maîtrise des coûts

L'analyse des dépenses consacrées à la logistique et à l'immobilier traduit les objectifs que la douane s'est fixée en matière de limitation des dépenses de fonctionnement. En effet, on constate sur la période 2015 – 2016 des diminutions sur de nombreux postes : loyers domaniaux (-1,79 %), fluides (eau : -5,6 %, fioul : -16,5 %, gaz : -4,27 %). Seules les dépenses en matière de loyers privés connaissent une légère augmentation (+0,75 %).

Par ailleurs, plusieurs projets immobiliers en cours traduisent la démarche engagée par la DGDDI pour réduire ses coûts de fonctionnement. Par exemple, peuvent être citées l'opération immobilière, financée sur le programme 723, visant à fusionner les écoles des douanes de Rouen et de La Rochelle, ainsi que les opérations visant le site du Bureau Central du Havre (BUC) et de l'Hôtel des douanes de Marseille qui permettront de densifier l'occupation de ces deux sites domaniaux en y regroupant plusieurs services.

ENTRETIEN DES BÂTIMENTS DE L'ÉTAT (309)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	125 689 366	128 130 229	0	0	0	0

FONCTION PUBLIQUE (148)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 148 relève de la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) laquelle est rattachée au ministère de l'action et des comptes publics. Un décret, en date du 22 décembre 2016, est venu consacrer le rôle de DRH de l'État de la DGAFP en renforçant sa mission de pilotage et de coordination de la politique des ressources humaines commune à l'ensemble de la fonction publique.

La DGAFP est à la fois garante de la cohérence statutaire et de l'animation du dialogue social, elle assure une fonction d'accompagnement dans la mise en œuvre des chantiers RH interministériels et inter fonction publique. Pour garantir l'ensemble de ses missions à l'égard des agents publics, l'activité de la DGAFP s'articule autour de quatre missions principales :

- construire une fonction publique innovante avec l'ensemble des agents,
- fournir une expertise pour toute la fonction publique, en appui de la transformation des politiques de ressources humaines,
- faire vivre un dialogue social de qualité et équilibré,
- accompagner la transformation des politiques ressources humaines par la mobilisation des acteurs.

L'action de la DGAFP couvre ainsi l'ensemble de la politique conduite en matière de fonction publique. Les crédits du programme 148 ne rendent compte que partiellement de cette mission. Les moyens financiers alloués portent en effet uniquement, dans leur dimension interministérielle, sur les trois actions suivantes :

- formation,
- action sociale,
- apprentissage.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

La DGAFP exerce la tutelle de l'École nationale d'administration (ENA) et des cinq Instituts régionaux d'administration (IRA). Elle leur alloue pour leurs missions générales de formation une subvention pour charges de service public.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 148 en lui-même ne poursuit pas d'objectifs en lien avec la politique immobilière de l'État. Il n'entre dans le champ d'élaboration du DPT que par l'intermédiaire de la subvention pour charge de service public qu'il verse aux opérateurs dont il assure la tutelle, sans d'ailleurs que les missions de ces derniers ne se rattachent également directement aux axes stratégiques poursuivis par la politique immobilière de l'État.

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE (192)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La recherche industrielle et l'innovation constituent un levier majeur de renforcement de la compétitivité des entreprises, donc de croissance et de développement de l'emploi, pour faire face à une concurrence internationale accrue. En l'absence de matières premières abondantes, le niveau d'innovation et de maîtrise des technologies est un déterminant fort de la compétitivité de l'économie. Le développement de la recherche technologique des entreprises constitue une des grandes priorités de la stratégie européenne « Europe 2020 ».

Les actions conduites dans le cadre de ce programme visent à renforcer la compétitivité de notre industrie par la recherche, l'innovation et les transferts de technologie.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Les principaux opérateurs contribuant à ce programme sont le Groupe Mines Télécom, le Groupe des écoles nationales d'économie et de statistique (GENES), Supélec et le laboratoire national de métrologie et d'essais.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les actions sont conduites selon trois axes portés par les trois actions du programme :

- le soutien aux pôles de compétitivité et aux projets de R&D industrielle
- le soutien au développement des PME innovantes et à la diffusion de l'innovation
- les actions d'enseignement supérieur, de recherche et de soutien à la création d'entreprises.

Les quatre objectifs de performance retenus dans le cadre du programme assurent la mise en œuvre de ces axes stratégiques à travers :

- la politique des pôles de compétitivité, qui est portée par l'objectif n° 1 « contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises par le développement des pôles de compétitivité » ;
- l'action des organismes de formation supérieure et de recherche du programme, qui est mesurée dans les objectifs n° 2 « optimiser la valorisation de la recherche des organismes de formation supérieure et de recherche » et n° 4 « développer l'efficacité et l'attractivité des formations des écoles du programme » ;
- le développement de l'innovation qui est recherché par la poursuite de l'objectif n° 3 « contribuer au développement des entreprises technologiquement innovantes ».

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

GROUPE MINES TELECOM : INSTITUT MINES TELECOM (IMT) ET MINES PARIS TECH

Sources des données : les 6 Écoles des Mines ainsi que par l'Institut Mines Télécom (IMT).

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

La politique immobilière du groupe Mines Télécom, présentée pour la conférence immobilière 2017, est caractérisée par 2 projets principaux : la construction du nouveau bâtiment de l'IMT à Saclay qui constitue l'opération phare de la période et le projet CREAPP « apprentis créatifs » en cours de réalisation à Alès.

Les autres grands axes de cette politique concernent la poursuite des programmes engagés avec, d'une part, les opérations de rénovation et de restructuration des locaux des écoles et d'autre part, les travaux ciblés sur les 3 chantiers prioritaires relatifs à l'accessibilité des handicapés, la sécurisation des accès aux campus et la rénovation énergétique, avec une problématique désamiantage spécifique.

La politique immobilière de l'IMT sera par ailleurs impactée par l'importante réforme statutaire intervenue au 1^{er} janvier 2017 qui a conduit à intégrer toutes les écoles des mines au sein de l'IMT, à l'exception de celle de Paris. Un chantier très lourd a été engagé pour finaliser cette intégration, définir des modalités optimisées de suivi et de programmation des travaux et définir à moyen terme un SPSI commun pour l'ensemble du parc des écoles intégrées.

La construction du nouveau bâtiment de l'Institut Mines Télécom

Il a vocation à regrouper la direction générale de l'IMT, Télécom Paris Tech et une partie de Télécom Sud Paris soit 450 personnes environ. Les marchés de travaux ont été signés fin 2016. Les travaux sont en cours ; un comité de pilotage associant la tutelle ainsi que la SAFI/GIM a été institué pour suivre l'avancement du projet. Le déménagement est prévu pour la rentrée 2019.

Le coût prévisionnel de l'opération est de 146,6 M€ ; il convient de rappeler qu'elle est très largement autofinancée par la cession des actifs immobiliers propres et les fonds de l'établissement soit 107,1 M€ au total, le budget ministériel apportant 11,8 M€ en dotation en capital à l'établissement et le PIA finançant 27,7 M€.

Ce projet qui s'inscrit dans le cadre de l'opération d'intérêt national de construction du campus Paris Saclay représente une opportunité majeure qui permettra aux grandes écoles du ministère de développer davantage encore leur potentiel en étant présentes au cœur d'une communauté scientifique au rayonnement international.

Les opérations structurantes dans les écoles

École nationale supérieure des mines de Paris

L'école s'est engagée dans une réflexion sur le développement et la valorisation du site historique du boulevard Saint Michel intégrant une rationalisation des surfaces et la rénovation des locaux. Une expertise va être conduite en concertation avec la SAFI/GIM pour établir un état des lieux technique et procéder à une estimation financière des différents scénarii envisageables. L'implication dans la COMUE Paris Sciences et Lettres conduit l'école à remettre son site parisien au cœur de sa stratégie et à y envisager un ambitieux plan de développement immobilier, si les financements peuvent être réunis.

L'école poursuit par ailleurs le programme de travaux engagé les années précédentes pour la rénovation des façades, de la verrière et de la bibliothèque d'une part et la création d'un Fablab d'autre part (montant : 2,9 M€).

IMT Alès

L'opération emblématique pour l'école est le projet CREAPP « apprentis créatifs » dont la réalisation est prévue sur la période 2015-2018. Cette opération s'inscrit dans une double démarche d'augmentation des capacités de formation et de rationalisation des implantations, avec un transfert du site de Nîmes vers Alès.

Les marchés de travaux ont été lancés à l'été 2016 avec 3 tranches prévues : un nouveau bâtiment d'apprentissage, un « hub créativité » et le réaménagement des locaux existant (plateaux d'enseignement, déplacement du musée minéralogique et aménagement du centre de documentation). Le coût du projet est de 18,6 M€ financé par l'école, le PIA et les collectivités locales.

IMT Albi-Carmaux

Le projet principal en cours concerne la construction d'un nouveau bâtiment qui accueillera notamment le Fablab, l'incubateur ainsi qu'un espace de travail collaboratif. L'opération est inscrite au contrat de plan État région 2015-2020 ; son coût est de 2,48 M€, dont 1,33 M€ financés sur les fonds propres de l'établissement et 1,15 M€ par les collectivités territoriales. Les marchés de travaux ont été lancés.

L'opération d'extension de la résidence étudiante JARLARD (60 logements supplémentaires) qui avait démarré en 2015 a été livrée à la rentrée 2016 (coût : 3,3 M€ financés par une société d'HLM dans le cadre d'un bail emphytéotique sur des terrains de l'École).

IMT Lille Douai

L'opération la plus significative concerne la réhabilitation de la résidence étudiante Lavoisier qui comprend 400 chambres. Le coût de l'opération est de 6,2 M€ financé à hauteur de 2,45 M€ par la part État du CPER, de 1,8 M€ par la région, de 1,5 M€ par le FEDER et de 0,48 M€ par les collectivités locales.

L'appel d'offres a été lancé en juin 2016. Les travaux de rénovation seront déployés en 3 tranches jusqu'en 2019. La première tranche (118 chambres – montant : 937 k€) a démarré en 2017.

IMT Saint-Étienne

La principale opération de réhabilitation lourde concerne la transformation en bureaux du bâtiment dit Château Laurin, à Gardanne. Le coût total de l'opération est de 2,5 M€ financé par l'école et par la commune à hauteur de 0,7 M€. La mission de maîtrise-d'œuvre a démarré en 2016. L'opération est en cours.

Les autres perspectives pour 2017 sont ciblées sur les opérations suivantes : finalisation de la construction du campus Georges Charpak à Gardanne (projet de réalisation d'un ID – FAB et la création d'un laboratoire de recherche...), aménagements de locaux pour les pédagogies innovantes (réalisation d'un LCub avec un learning center) et rénovation d'un amphithéâtre sur le site de Saint-Étienne.

Les autres travaux immobiliers

Toutes les écoles poursuivent par ailleurs les programmes de travaux engagés les années antérieures qui concernent plus particulièrement la mise en œuvre de l'agenda d'accessibilité handicapés, les chantiers de rénovation énergétique des bâtiments auxquels s'ajoute une opération très lourde de désamiantage du campus d'Évry estimée à 30 M€ (la programmation des travaux est répartie sur 15 ans au minimum) et enfin la sécurisation des accès aux écoles avec l'installation de caméras de surveillance et de dispositifs de contrôle des entrées.

OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES DÉCONCENTRÉES (ANCIEN) (724)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	0	0	158 073 000	150 207 000	0	0

OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES ET ENTRETIEN DES BÂTIMENTS DE L'ÉTAT (*LIBELLÉ MODIFIÉ*) (723)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	241 996 043	315 953 303	375 543 000	374 793 000	524 630 641	581 700 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Parmi l'ensemble des dépenses immobilières de l'État, le programme « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État » finance, grâce aux recettes issues des produits de cessions d'actifs immobiliers et des produits de redevances domaniales ou de loyers perçus par l'État, des opérations immobilières structurantes ainsi que des dépenses d'entretien à la charge du propriétaire, réalisées sur le parc immobilier propriété de l'État ou qui figure à l'actif de son bilan, au profit :

- des administrations centrales des ministères ;
- des services déconcentrés de l'État ;
- des opérateurs de l'État.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

L'amélioration de la gestion du patrimoine immobilier de l'État est l'axe stratégique principal suivi par le programme.

La directrice de l'immobilier de l'État de la DGFIP est responsable du présent programme. Suite à l'encaissement des recettes résultant de la vente d'immeubles de l'État et de redevances domaniales ou de loyers perçus par l'État, il met à disposition des responsables des budgets opérationnels de programme (BOP) ministériels ou régionaux les crédits nécessaires à la politique d'entretien immobilier à la charge du propriétaire et à la conduite des projets immobiliers de restructuration.

Dans le cadre de la rénovation de la politique immobilière de l'État, décidée en janvier 2016, un nouveau dispositif de gouvernance est mis en place pour l'élaboration des programmations immobilières et financières supportées par le CAS immobilier.

C'est à partir du recueil des différentes programmations et de leur analyse que le responsable de programme priorise les projets et ajuste en conséquence les niveaux de mises à disposition de crédits pour chaque BOP. Cet exercice de priorisation est réalisé selon une approche globale et interministérielle et permet de privilégier, pour les mises à disposition de crédits, les projets les plus conformes aux objectifs fixés par la politique immobilière de l'État (rationalisation des surfaces, qualité de vie des agents, accueil des usagers) et les plus vertueux au plan économique (gains fonctionnels pour les services et marges d'optimisation budgétaire).

S'agissant en particulier de l'entretien à la charge du propriétaire, la stratégie du programme s'articule, dans la continuité des orientations du programme 309, autour de deux axes dans un souci de gestion efficace et économe du parc immobilier, et d'exemplarité. Il s'agit d'une part de développer la maintenance préventive des bâtiments, source d'économies sur le long terme, et d'assurer la réalisation des contrôles réglementaires. D'autre part, des travaux lourds et en particulier de remise en état et en conformité doivent également pouvoir être financés, notamment lorsque les exigences de sécurité liées aux bâtiments accueillant des publics ou aux conditions de vie au travail des agents l'imposent.

Qu'il s'agisse d'opérations structurantes ou d'entretien du propriétaire, le responsable de programme recherche une sélectivité accrue dans ses choix, notamment s'agissant des travaux lourds et de remise en état. Sur ce type de projets en particulier, en dehors des ressources qui doivent rester allouées aux opérations d'entretien préventif, une plus grande concentration des dépenses sur un nombre restreint de projets exemplaires et structurants sera recherchée à terme.

Ainsi, les projets immobiliers correspondants sont examinés dans le cadre :

- des réunions en formation opérationnelle de la Conférence nationale de l'immobilier public (CNIP) et au niveau local des Conférences régionales de l'immobilier public (CRIP) selon les seuils définis par la direction de l'immobilier de l'État, qui examinent les dossiers présentés par les ministères et par les préfets de région, afin de vérifier leur conformité avec les normes de la politique immobilière de l'État et avec les schémas pluriannuels de stratégie immobilière (SPSI) ;
- du dialogue de gestion avec chaque responsable de BOP, centré sur les programmations immobilières et financières.

Une charte de gestion du CAS « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » et une instruction comptable en cours de refonte recensent les règles de gestion et le rôle de chaque intervenant dans un souci de clarté et de lisibilité. Une équipe dédiée de la direction de l'immobilier de l'État est en contact régulier avec les responsables de BOP dans une logique interministérielle de dialogue de gestion.

Dès 2018, le programme 723 contribuera à la réalisation du grand plan d'investissement (GPI) à travers deux de ses priorités : accélérer la transition énergétique et réduire structurellement la dépense publique. S'agissant de la transition énergétique, des travaux lourds de rénovation et de restructuration offrent l'occasion d'améliorer l'isolation des immeubles, de retenir des équipements permettant de réduire les consommations de fluides. Au-delà de l'accélération de la transition énergétique, ces travaux doivent également contribuer à la réduction structurelle de la dépense publique. La remise à niveau du parc immobilier permettra in fine de réduire les moyens consacrés aux dépenses d'entretien correctifs et de pouvoir développer une politique préventive d'entretien plus économique sur la durée.

CONTRIBUTION DES CESSIONS IMMOBILIÈRES AU DÉSENDETTEMENT DE L'ÉTAT (*LIBELLÉ MODIFIÉ*) (721)

Ce programme concerne en 2018 la contribution au désendettement de l'État perçue sur les produits de cessions et reversée au budget général.

Le programme ne participe pas directement à la politique immobilière de l'État.

JUSTICE JUDICIAIRE (166)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	237 428 477	229 440 896	381 415 036	297 811 367	437 426 960	433 906 960

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Les services judiciaires ont pour mission de rendre la justice en matière civile, pénale, commerciale et sociale. Le programme 166 finance l'ensemble des juridictions de l'ordre judiciaire, le Casier judiciaire national et l'École nationale des greffes.

Les opérations d'investissement immobilier sont concentrées sur l'action 6 du programme 166 intitulée « soutien ».

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

École nationale de la magistrature (ENM) : sa mission est d'assurer la formation des magistrats de l'ordre judiciaire. Elle a en charge la gestion immobilière de ses bâtiments.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME A LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme contribue aux deux axes stratégiques principaux de la politique immobilière de l'État et plus particulièrement à l'axe n° 1 : améliorer la gestion du patrimoine immobilier.

Améliorer la connaissance du patrimoine de l'État

Le patrimoine immobilier judiciaire comprend 704 sites abritant un peu moins de mille deux cents juridictions réparties sur une surface d'environ 2,3 millions de m². Ces chiffres marquent à la fois une réduction du nombre de sites (le solde entre les bâtiments abandonnés et les nouveaux bâtiments étant de -18), consécutive aux regroupements facilités par les nombreuses livraisons de bâtiments par l'Agence pour l'Immobilier de la justice (APIJ) et une extension des surfaces en raison de la livraison du Tribunal de Paris (+120 000 m²) alors que l'abandon des sites parisiens sera progressif.

Le ministère de la justice est propriétaire de 28 % des implantations. 44 % des implantations appartiennent aux collectivités territoriales et ont été mises à la disposition de la justice, à titre gratuit, dans le cadre de transferts intervenus en 1987. Des surfaces en location ont été prises par la direction des services judiciaires au regard de surfaces insuffisantes dans certaines cours d'appel.

Le patrimoine des services judiciaires est caractérisé par l'importance des édifices anciens, comportant de nombreux monuments classés ou inscrits. Ce patrimoine ancien contraste avec les nouveaux palais de justice à l'architecture contemporaine construits ces dernières années (Bordeaux, Grenoble, Nantes, Pontoise, Toulouse, Montpellier...).

Afin d'améliorer la connaissance du patrimoine immobilier de l'État, sont réalisés systématiquement des diagnostics techniques, audits et levées de plan qui alimentent les bases de données Patrimmo (Antilope) et Chorus-RE FX. Les deux applications font l'objet d'un rapprochement systématique des données.

Professionaliser la gestion du patrimoine immobilier de l'État

Les travaux immobiliers bénéficient d'une démarche de programmation rigoureuse qui s'appuie notamment sur la mise en place d'un contrôle de gestion physico-financier des opérations judiciaires et un personnel qualifié qui permettent d'assurer un pilotage fin des crédits du BOP immobilier du programme 166, mais aussi d'offrir une visibilité accrue pour les exercices à venir. En outre, la direction des services judiciaires organise la professionnalisation de la gestion de l'exploitation maintenance via la mise en place d'une équipe dédiée au pilotage de la fonction et l'organisation de formations, notamment pour les responsables des palais de justice récemment livrés. Elle travaille à l'harmonisation des contrats et des pratiques. Par ailleurs, les conventions d'utilisation pour les biens domaniaux ont été largement déployées, en partenariat avec la Direction de l'immobilier de l'État, en 2016 et 2017. La direction des services judiciaires a également engagé la mise en place des conventions de répartition des charges, essentiellement avec les barreaux et les greffes privés. Un projet de circulaire entre le ministère de l'économie et des finances et le ministère de la justice est toujours en cours, pour mettre en œuvre les conventions d'occupation avec l'ensemble des tiers-occupants.

Rationaliser le patrimoine immobilier judiciaire

Au-delà de la réforme de la carte judiciaire, la recherche d'une rationalisation des surfaces occupées et la cession ou remise à disposition des biens devenus inutiles se poursuivent. En outre, les travaux consécutifs au regroupement des juridictions ont accéléré la mise aux normes des bâtiments judiciaires tout en permettant l'amélioration globale des conditions de travail et de fonctionnement dans les juridictions. En parallèle, un travail de renégociation des baux permettant de respecter les normes instituées dans le cadre de la politique immobilière de l'État est mené.

Conserver et améliorer le patrimoine judiciaire

En 2016, environ 450 opérations d'investissement ou d'étude ont été menées, dont une centaine qui a fait l'objet d'une livraison.

En 2017, 500 opérations visent trois objectifs principaux :

- garantir la pérennité et le bon fonctionnement technique du patrimoine par la mise en œuvre d'un programme de gros entretien-rénovation, qui prend en compte les objectifs gouvernementaux en matière de Grenelle de l'environnement, d'accessibilité et de lutte anti-terroriste ;

- améliorer la situation des juridictions sur le plan fonctionnel et absorber l'augmentation actuelle et future des effectifs avec une attention particulière également portée au traitement des archives et leur externalisation ;
- mettre en œuvre, sous l'angle immobilier, la réforme de la justice du XXI^e siècle (fusion des TASS-TCI, déploiement des services d'accueil unique du justiciable (SAUJ), transfert du tribunal de police au tribunal de grande instance).

Parallèlement, l'Agence pour l'Immobilier de la justice (APIJ) conduit pour le compte du ministère de la justice 13 opérations, dont 7 en phase chantier, parmi lesquelles 2 opérations qui devraient être livrées avant la fin de l'année (Saint-Martin et Lons le Saunier).

Par ailleurs, la prise de possession du nouveau tribunal de Paris, en contrat de partenariat public privé, est effective depuis le 11 août 2017, pour une mise en service prévue mi-avril 2018, avec une montée en charge progressive des audiences en lien avec le déménagement qui se prolongera jusqu'à fin juin 2018.

Au titre de l'année 2017, le BOP immobilier prévoit, hors opérations APIJ, de consacrer pour le patrimoine existant 52 % du montant de ses crédits aux travaux de gros entretien-renouvellement (GER). Il s'agit d'opérations relevant de l'hygiène et de la sécurité des personnes (« solidité-sécurité », « sécurité incendie »), de la mise en sûreté des palais, de la rénovation du clos et du couvert et de mises aux normes pour atteindre les objectifs gouvernementaux (accessibilité, Grenelle essentiellement). Au sein de cette enveloppe, il est prévu de consacrer 6 % du montant des crédits aux travaux de mise en accessibilité des biens recevant du public en 2017. Les années suivantes, la programmation immobilière devra dégager les ressources nécessaires à la mise en accessibilité du parc judiciaire dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmé qui a été validé le 27 novembre 2015 et qui s'étale jusqu'en 2024.

Les opérations de réaménagement, restructuration-rénovation, extension représentent 44 % des crédits : elles concernent des sites où l'état général d'obsolescence des équipements, les dégradations du clos et du couvert et l'inadaptation fonctionnelle ne permettent pas de réaliser des opérations spécifiques, mais nécessitent de traiter globalement tout ou partie des bâtiments. Enfin, 4 % des crédits sont consacrés à la mise en œuvre des mesures nouvelles liées au volet immobilier de la loi de modernisation de la Justice du XXI^e siècle (SAUJ, réforme des juridictions sociales).

S'agissant des dépenses d'entretien immobilier, les crédits sont affectés aux BOP des cours d'appel. Elles sont essentiellement consacrées à la mise en œuvre des contrats de maintenance-exploitation, à la réalisation des travaux de petit entretien ou d'amélioration des conditions de travail, à la mise aux normes des câblages courants forts/courants faibles, à l'archivage, à l'achat de matériels techniques et aux déménagements liés aux différentes opérations immobilières.

En outre, le ministère met en œuvre l'outil de suivi des fluides (OSF) permettant d'optimiser les contrats de fourniture d'énergie, de prioriser les opérations de réduction de la consommation d'énergie et d'en contrôler les effets.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE (ENM)

Sources des données :

- Compte financier 2016 (adopté lors du Conseil d'administration du 27 février 2017).
- Budget initial 2017 (adopté lors du Conseil d'administration du 24 octobre 2016).

Méthodes de calcul

La méthode retenue pour l'évaluation de la part des emplois et de la masse salariale de l'École nationale de la magistrature (ENM) consacrée à la politique immobilière est l'approche par les emplois et le coût d'un ETPT. Ont été recensées les personnes qui sont associées à la politique immobilière de l'établissement. Cela s'étend du Secrétaire Général qui signe les marchés et assiste aux commissions d'appel d'offre, au Secrétaire Général Adjoint qui, à Paris, gère le bâtiment de l'antenne de l'ENM, à l'équipe technique qui a en charge le suivi de l'entretien de l'immobilier et enfin, de la cellule marchés publics, qui assure la partie administrative et financière de la politique immobilière.

L'intégralité de la dépense immobilière (investissement comme fonctionnement) est supportée par le budget de l'ENM au profit de bâtiments dont l'État est propriétaire.

Pour mémoire, l'École nationale de la magistrature dispose d'une double implantation. Pour le site bordelais comme pour le site parisien, elle bénéficie, en application des dispositions du décret n° 2008-1248 du 1^{er} décembre 2008 relatif à l'utilisation des immeubles domaniaux de l'État, de conventions d'utilisation.

Pour les bâtiments bordelais, la convention d'utilisation a été signée le 5 avril 2011. Elle prévoit une mise à disposition des bâtiments d'une surface hors d'œuvre nette de 6 568 m² (surface utile nette de 1938 m²) pour une durée de 9 années à compter du 1^{er} janvier 2011, sans loyer budgétaire.

Pour Paris, la convention d'utilisation signée le 6 mars 2013 prévoit la mise à disposition de bâtiments d'une surface hors d'œuvre nette de 2602 m² (surface utile nette de 1215 m²) pour une durée de 9 années à compter du 1^{er} janvier 2013, sans loyer budgétaire.

S'agissant des dépenses d'investissement, elles correspondent, pour l'exercice 2016 à :

- la sécurisation des locaux des deux sites ;
- à Paris : l'augmentation de la capacité d'accueil des locaux pour s'adapter au surcroît d'activité, la réalisation de l'Ad'AP et l'aménagement de postes de travail supplémentaires ;
- à Bordeaux : la liaison du grand amphithéâtre avec une salle de cours, la création d'un studio e-learning et de sanitaires, dont un sanitaire PMR dans le cadre de l'Ad'AP.

Par ailleurs, la mise en œuvre de deux marchés d'énergie (gaz et électricité) avec le service des achats de l'État, via l'UGAP, a permis de maîtriser les dépenses consacrées à l'énergie.

Le budget initial 2017 prévoit la poursuite de l'Ad'AP et la mise en place d'un plan particulier de mise en sûreté des bâtiments bordelais.

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE (107)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	570 794 069	702 217 057	2 074 700 000	735 010 000	731 200 000	689 356 639

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le service public pénitentiaire participe à l'exécution des décisions pénales. Il contribue à l'insertion ou à la réinsertion des personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire au moyen de programmes adaptés en établissements pénitentiaires et en milieu ouvert, à la prévention de la récidive et à la sécurité publique dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des droits des personnes détenues. Il est organisé de manière à assurer l'individualisation et l'aménagement des peines des personnes condamnées (article 2 de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009).

La direction de l'administration pénitentiaire (DAP) a la responsabilité d'un nombre important de bâtiments répartis sur l'ensemble du territoire : établissements pénitentiaires, sièges des directions interrégionales des services pénitentiaires (DISP) mais aussi des structures destinées à l'insertion et à la probation (SPIP) et à la formation des personnels (École nationale de l'administration pénitentiaire).

Les investissements immobiliers figurent sur l'action 1 du programme intitulée « Garde et contrôle des personnes placées sous-main de justice ».

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) : sa mission est d'assurer la formation initiale et continue des personnels.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME A LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme contribue aux deux axes stratégiques de la politique immobilière de l'État :

- améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État ;
- être un État exemplaire.

Le patrimoine pénitentiaire comprend environ 300 sites pour une superficie de 3,3 millions de m². Ce patrimoine est en grande partie vétuste : près de 60 établissements pénitentiaires ont été construits avant 1900.

Les 186 structures pénitentiaires, qui sont toutes la propriété de l'État, offrent actuellement une capacité de 60 505 places pour une population carcérale de 69 502 personnes détenues écrouées hébergées au 1^{er} juin 2017. Cette surpopulation pénale chronique contribue à la dégradation continue de l'état du patrimoine pénitentiaire.

Le budget opérationnel de programme (BOP) immobilier regroupe l'essentiel de la contribution de la DAP à la politique immobilière de l'État

Le parc immobilier pénitentiaire a bénéficié de plusieurs programmes de construction de grande ampleur : le programme 13 000 (1987-1992), le programme 4 000 (1997-2005), le programme 13 200 (LOPJ, 2002), le NPI (nouveau programme immobilier), encore en cours et le programme de construction 3200, financé en 2017 pour sa première vague et sur le prochain quinquennal 2018-2022 pour ses vagues 2 et 3. Enfin, le quinquennal à venir marquera également le lancement du programme encellulement individuel (PEI) décidé en 2016.

L'objectif de la direction de l'administration pénitentiaire est d'accroître la capacité du parc pénitentiaire afin de résorber la surpopulation carcérale tout en poursuivant la nécessaire rénovation du parc immobilier afin d'héberger les détenus dans des conditions satisfaisantes. La France sera dotée de 61 900 places de prison en 2018, dont 39 800 construites lors des 30 dernières années. Les programmes immobiliers du 3200, du NPI et du PEI traduisent les prescriptions de la loi pénitentiaire de 2009 sur le plan architectural. L'encellulement individuel sera assuré dans des cellules de 10,5 m². L'application des régimes différenciés sera permise dans le respect des droits et devoirs des détenus prévus par la loi. Le développement des activités sera facilité, avec l'objectif de proposer plusieurs heures d'activité par jour à chaque détenu. Les liens familiaux seront préservés grâce à l'aménagement d'unités de vie familiale (UVF) et/ou de parloirs familiaux dans chaque établissement pour peines. Enfin, la végétalisation des cours de promenades est prise en compte.

L'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) joue un rôle majeur dans la modernisation du parc immobilier pénitentiaire. Elle est aussi chargée d'une mission de programmation fonctionnelle et technique.

Le bureau de l'immobilier de la DAP dispose également d'un réseau de départements des affaires immobilières (DAI) présents dans chaque direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) pour mettre en œuvre sa politique immobilière.

Les départements des affaires immobilières conduisent les travaux de rénovation, de maintenance et de maintien en conditions opérationnelles des établissements pénitentiaires existants.

Les BOP déconcentrés, portés par les DISP, participent également à la politique immobilière de l'administration pénitentiaire

Pour ce qui relève des contrats de partenariat public – privé, les DISP sont en charge, sur leur BOP et pour chacun des établissements concernés qui relèvent de leur ressort, du paiement de la totalité des loyers, y compris leur part investissement. Toutefois, afin de mieux identifier les dépenses de l'État en tant qu'entité propriétaire, des modifications ont été apportées en 2016 au référentiel d'activités du programme 107. Désormais, la part investissement des loyers des établissements gérés en PPP ou en AOT-LOA est isolée.

PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE (182)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	44 871 791	42 352 470	57 967 012	45 555 020	67 627 721	48 212 997

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) est chargée, de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre. Elle conçoit en particulier les normes et les cadres d'organisation de la justice des mineurs, en liaison avec les directions compétentes. Elle assure directement, dans les services et établissements de l'État, ou indirectement par le secteur associatif habilité, la prise en charge de mineurs au civil ou au pénal.

Le programme 182 finance les opérations d'investissement et l'ensemble des charges liées à l'immobilier (loyers, maintenance, fluides...) des neuf directions interrégionales et de l'école nationale de la DPJJ (responsables de BOP), des directions territoriales et ses établissements et services. À partir du 1er janvier 2018, l'essentiel des crédits d'investissement immobilier sera regroupé dans un BOP central sous la responsabilité du service de l'immobilier ministériel (SIM) du secrétariat général (cf. infra).

Les dépenses d'investissements immobiliers sont imputées sur les actions 1 « mise en œuvre des décisions judiciaires » et 3 « soutien » du programme 182.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme contribue à la politique immobilière de l'État selon les deux axes de cette politique :

- améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État ;
- être un État exemplaire.

Le parc immobilier de la DPJJ est de taille modeste et est hétérogène du fait de la variété des missions et des modalités de prise en charge des établissements et services éducatifs. Il est par ailleurs réparti sur tout le territoire national métropolitain et ultramarin en raison de la nécessaire proximité avec le public.

Ce parc a vocation à servir de cadre de vie quotidien et de mise en œuvre des actions éducatives pour les mineurs qui y sont accueillis. L'espace de vie ayant un caractère structurant pour les jeunes, son état général a un impact significatif sur la qualité de l'action éducative et une incidence non négligeable sur les conditions de travail des agents. Compte tenu du public accueilli, du caractère contraignant des séjours et d'une faible appropriation des lieux, le parc immobilier est exposé à de nombreuses dégradations, qui imposent d'importantes dépenses d'entretien et réduisent la marge de manœuvre de la DPJJ dans le pilotage de ses opérations immobilières.

Améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État

Dans le cadre de la réforme du secrétariat général du ministère de la justice (décret n° 2017-634 du 25 avril 2017), visant notamment à renforcer la mutualisation des fonctions transversales au sein du ministère, la conduite de la plupart des opérations d'investissement immobilier de la DPJJ sera transférée au service de l'immobilier ministériel (SIM). Le SIM sera dès lors responsable d'un nouveau BOP central immobilier (investissements). Il sera chargé d'établir une programmation pour le compte de la DPJJ en fonction de ses orientations nationales et des demandes ou projets exprimés par les services déconcentrés (DIRPJJ et ENPJJ) à l'occasion de dialogues de gestion dédiés.

La DPJJ bénéficiera ainsi de l'expertise et du savoir faire en matière de conduite des opérations d'investissement des départements immobiliers (DI) des délégations interrégionales du secrétariat général, placées sous la responsabilité fonctionnelle du service de l'immobilier ministériel.

La DPJJ conserve l'intégralité de la gestion de la brique de l'occupant (prises à bail, charges locatives, travaux d'entretien courant, fluides, nettoyage gardiennage).

Le suivi de la gestion des biens immobiliers de la DPJJ est actuellement réalisé à l'aide d'un outil interne d'inventaire du patrimoine. Cet outil Excel rassemble des informations ayant trait à l'identification des équipements, aux surfaces, aux loyers domaniaux et privés, aux diagnostics amiante et à l'accessibilité des locaux par les personnes à mobilité réduite. Le patrimoine de la DPJJ fait également l'objet d'un suivi à partir des saisies opérées par les gestionnaires du référentiel immobilier ministériel (GRIM) de la DPJJ dans CHORUS RE-FX. Le maintien simultané de ces deux outils perdurera jusqu'à la consolidation définitive des saisies dans Chorus RE-FX.

Un autre objectif de la réforme précitée est également une amélioration de la connaissance du patrimoine du ministère, grâce au développement et au déploiement progressif d'une application informatique commune (PATRIMMO). Il s'agira d'un outil de connaissance partagée entre la PJJ, la direction des services judiciaires (DSJ), la direction de l'administration pénitentiaire (DAP) et le SIM.

Des fiches patrimoine, disponibles sur l'intranet de la DPJJ, renseignent sur l'historique de chaque bien, ses caractéristiques et les opérations récentes qui y ont été réalisées. En outre, la direction de l'immobilier de l'État est systématiquement saisi pour évaluer la valeur vénale des biens dont la DPJJ envisage la cession.

Être un État exemplaire

L'adoption de programmes-cadres fonctionnels et techniques par type d'unité éducative permet, en définissant des normes de référence, applicables par les directions interrégionales et bientôt les départements immobiliers dans leurs fonctions de maître d'ouvrage, de standardiser les équipements.

Par ailleurs, la DPJJ veille à ce que les nouvelles normes, liées à l'évolution de la réglementation, notamment en matière d'isolation thermique, soient intégrées dans la définition du besoin et la réalisation de l'ensemble des opérations de réhabilitation et de construction de ses équipements. La DPJJ prescrit en outre dans ses programmes-cadres des dispositions fonctionnelles et techniques visant à respecter les principes de développement durable (récupération des eaux de pluie, chantiers propres...). Enfin, dans le cadre de son agenda d'accessibilité programmés (Ad'AP), la DPJJ poursuit la mise aux normes d'accessibilité de son parc immobilier.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données : CHORUS, inventaire du patrimoine de la DPJJ.

Méthodes de calcul

La PJJ applique les méthodes préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État pour les opérations immobilières relatives aux bureaux et autres bâtiments à usage administratif. Il convient néanmoins de souligner que la plus grande partie de son parc immobilier (80 %) est consacrée à la prise en charge éducative des mineurs sous main de justice. Il n'est donc pas pertinent de lui appliquer un ratio d'occupation par agent (salles de cours, de détente, salles d'activités, ateliers, pièces réservées à l'accueil des mineurs ou de leur famille).

Les dégradations récurrentes sur les bâtiments de la PJJ nécessitent l'utilisation de matériaux particulièrement résistants. Les coûts de fabrication ou de réhabilitation de sites sont donc initialement plus élevés que pour des bâtiments standards, mais ce choix doit permettre in fine de maîtriser les dépenses de maintenance courante et, également, de maintenir le caractère opérationnel des locaux au profit de la mission éducative. Les établissements éducatifs de la PJJ sont classés ERP 5e catégorie. Ainsi, certaines réparations doivent intégrer les recommandations des commissions de sécurité et dépasser la simple remise en état. Le budget dédié aux réparations doit donc souvent inclure des dépenses qui vont au-delà du strict retour à l'existant.

Enfin, le parc immobilier de la PJJ se caractérise par une très grande hétérogénéité, dans la nature des biens qui le composent comme dans leur fonction (domaines fonciers remarquables, maisons du XIXe siècle ou années 1920, bâtiments des années 1950 / 1970 ou bâtiments récents, structures d'hébergement, ateliers, immeubles de bureaux...). Des ratios standards (€/m²) ne peuvent donc être appliqués.

Avec un montant de 48,21 M€ de crédits de paiements, les dépenses de la PJJ contribuant à la politique immobilière de l'État représentent 14 % de ses ressources globales (hors titre 2). Les dépenses du propriétaire (11,08 M€) représentent 23 % des dépenses de la politique immobilière de la PJJ et celles de l'occupant (37,13 M€), soit 77 %.

Analyse de l'évolution des emplois et des crédits

Les ressources dédiées aux dépenses du propriétaire de la PJJ se stabilisent en 2018 par rapport aux années précédentes, ce qui permet de poursuivre le programme d'opérations initié en 2016 et 2017 après une gestion 2015 sans lancement de nouvelles opérations. Ces opérations, essentiellement de réhabilitation, visent deux objectifs : d'une part remettre à niveau des structures dont l'état de dégradation affecte la qualité de la mission éducative, voire ne garantit plus la sécurité du personnel et, d'autre part, adapter aux besoins d'aujourd'hui des structures éducatives anciennes et dont la configuration est devenue inappropriée.

En plus d'opérations complexes et pluriannuelles, visant à mettre des structures immobilières conformes à la mission éducative, la PJJ continue la mise aux normes de ses bâtiments avec la réglementation (accès aux personnes à mobilité réduite en particulier).

S'agissant des dépenses de l'occupant, le niveau de ressources augmente en 2018. Cela, afin de prendre en compte le coût des surfaces supplémentaires (prises à bail, fluides, nettoyage), induites par le renforcement des effectifs les années antérieures mais également pour accroître l'effort de la PJJ en matière d'entretien courant (maintenance préventive et curative). Cette ressource, portée à 7,12 M€, permettra de faire face aux dégradations et à une vétusté importante.

CONDUITE ET PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE LA JUSTICE (310)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	24 082 629	36 641 958	26 638 068	36 268 068	29 691 920	45 477 340

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Placé sous la responsabilité du secrétaire général du ministère de la justice, le programme 310 regroupe les moyens de l'état-major, du secrétariat général, des directions normatives et de services ou établissements d'intérêt commun pour le ministère, notamment les opérateurs immobiliers du ministère – l'agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) et l'établissement public du palais de justice de Paris (EPPJP) –.

La stratégie du programme 310 poursuit un double objectif :

- améliorer la qualité des prestations de soutien au cabinet du ministre, aux services et directions du ministère, notamment dans les domaines de la gestion des ressources humaines, de la fonction financière, de l'immobilier, des achats, de l'informatique et de la statistique ;
- prendre une part active à la modernisation de l'organisation et du fonctionnement du ministère pour créer les conditions d'une gestion efficiente, notamment au travers du pilotage des mesures de modernisation.

La politique immobilière portée par le programme se rapporte aux emprises immobilières de l'administration centrale, des neuf plates-formes interrégionales du ministère et des deux opérateurs.

L'action n° 4 du programme regroupe les crédits de personnel ainsi que les crédits de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'activité de l'ensemble des sites d'administration centrale du ministère de la justice.

Au sein du secrétariat général du ministère de la justice, le service de l'immobilier ministériel (SIM) élabore, en liaison avec les directions, la stratégie et la politique immobilières ministérielles et en coordonne la mise en œuvre pour les quatre programmes concernés (107,166,182 et 310).

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Deux opérateurs sont rattachés au programme 310 :

- l'agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ), établissement public national à caractère administratif, conduit les opérations les plus importantes de construction et de rénovation des palais de justice et des établissements pénitentiaires. L'Agence a pour mission, pour le compte du ministère de la justice et de ses établissements publics et dans des conditions définies par convention :
 - de réaliser toute étude et analyse préalable relative aux investissements immobiliers, à l'entretien et à la valorisation du patrimoine du ministère de la justice ;
 - d'assurer la réalisation d'opérations de construction, de réhabilitation ou de maintenance ;
 - de mener à bien toute mission d'assistance dans le domaine de la gestion et de la valorisation du patrimoine immobilier.
- l'établissement public du palais de justice de Paris (EPPJP), établissement public administratif sous tutelle du ministère de la justice. Cet organisme est chargé de concevoir, acquérir, faire construire et aménager les nouveaux locaux du futur palais de justice de Paris aux Batignolles. Il doit également procéder au réaménagement du bâtiment historique de l'Île de la Cité. La dissolution de l'établissement est prévue dans un délai de deux ans après la réalisation du palais de justice.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 310 concourt à la politique immobilière de l'État et contribue, plus particulièrement, à l'axe n° 1 « améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État » et à l'axe n° 2 « être un État exemplaire ».

Le parc immobilier du programme 310 est constitué pour l'essentiel de locaux de bureaux loués à des bailleurs privés, de locaux dont l'État est propriétaire et de locaux en crédit-bail immobilier (immeuble Olympe de Gouges). Il s'agit des sites de l'administration centrale en région parisienne et dans les neuf plates-formes interrégionales (PFI) chargées d'apporter leur soutien aux juridictions et aux services déconcentrés de la DAP et de la DPJJ.

L'optimisation du patrimoine immobilier de l'administration centrale se poursuit. Le ministère de la justice achève en 2017 une opération de regroupement de l'administration centrale visant à renforcer son efficacité, améliorer les conditions de travail des agents et réaliser des économies de fonctionnement. Le projet « Chancellerie 2015 » s'est traduit par le regroupement des services centraux du secrétariat général, de la DSJ, de la DAP et de la DPJJ dans le parc du Millénaire (19^e arrondissement de Paris), et par la relocalisation des directions normatives (DACS et DACG) sur le site historique de la place Vendôme. Au cours de l'année 2017, l'inspection générale de la justice, issue de la fusion des inspections existantes, a également rejoint le site du Millénaire.

Pour accompagner ce regroupement des services du ministère sur deux sites, l'État a acquis pour le compte du ministère de la justice un nouveau site d'archivage dans l'Oise, se substituant au site de Saint-Fargeau-Ponthierry (Seine-et-Marne) devenu inadapté.

Grâce aux économies réalisées et aux marges de manœuvre ainsi dégagées, des travaux importants sont menés afin d'assurer la préservation et la sécurisation des sites de l'administration centrale, notamment sur le site de la place Vendôme.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données : Chorus puis réparties par brique budgétaire selon le code activité retenu lors de l'imputation comptable.

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

Les crédits du programme 310 consacrés à l'immobilier participent à la gestion des sites de l'administration centrale et des neuf plates-formes interrégionales (PFI) du secrétariat général. D'une année à l'autre, ces crédits évoluent en fonction des travaux de rénovation ou de réhabilitation à mener et du montant à engager pour le renouvellement des baux. Pour les opérateurs, l'évolution de la dotation versée s'explique principalement par les créations d'emplois.

L'opération « Chancellerie 2015 » s'est traduite par le regroupement des services centraux sur deux sites, au parc du Millénaire (19^e arrondissement de Paris) et place Vendôme. Elle s'est achevée au cours de l'année 2017 avec la relocalisation de l'inspection générale de la justice sur le site du Millénaire.

En 2018, les archives de la Chancellerie seront transférées au sein d'un nouveau bâtiment d'archivage, acquis par l'État. Par ailleurs, le ministère poursuivra son objectif de maîtrise des dépenses immobilières.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE (APIJ) & ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS ((EPPJP)

Sources des données :

- 2016 : compte financier 2016
- 2017 : BR 2017.

Méthodes de calcul :

- pour les dépenses directement imputables à l'immobilier : loyer et charges locatives
- pour les dépenses indirectement imputables à l'immobilier : assurances des locaux, maintenance et travaux, divers contrats d'entretien...

Il est à noter que l'APIJ gérant les moyens et les crédits de l'EPPJP qui occupe les mêmes locaux, les données relatives aux dépenses directes et indirectes de fonctionnement sont communiquées globalement au titre des deux établissements comme dans la précédente restitution.

SOUTIEN DE LA POLITIQUE DE L'ÉDUCATION NATIONALE (214)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	208 763 989	241 010 700	239 851 320	256 118 481	305 500 558	239 356 278

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 214 regroupe les moyens concourant de manière transversale à la mise en œuvre des programmes de la mission enseignement scolaire relevant du ministère de l'éducation nationale.

L'action n° 8 de ce programme couvre la définition, la mise en œuvre et le pilotage des politiques transversales relatives aux dépenses de fonctionnement général, aux systèmes d'information, aux équipements informatiques et à l'immobilier, notamment :

- le fonctionnement immobilier, incluant l'entretien courant, des services centraux et déconcentrés ;
- la construction, l'équipement et l'entretien des bâtiments occupés par les lycées et collèges restés à la charge de l'État (notamment les établissements des collectivités d'outre-mer) et les subventions aux collectivités d'outre-mer pour celles qui en assument la charge ;
- la construction et l'entretien lourd des bâtiments occupés par les services administratifs de l'État et des opérateurs.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- le centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) ;
- le centre international d'études pédagogiques (CIEP) ;
- le centre national d'enseignement à distance (CNED) ;
- l'office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) ;
- le réseau de création et d'accompagnement des nouvelles offres pédagogiques (CANOPÉ).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivie par le programme :

- améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État,
- contribuer à la mission d'exemplarité de l'État au regard du développement durable.

Le ministère poursuit sa politique de densification des surfaces « État » en procédant à l'abandon de surfaces louées et au regroupement de services, tant pour les bâtiments administratifs des services centraux que pour ceux des services déconcentrés. Les effets des mesures déployées sont perceptibles au travers de différents ratios, dont notamment le ratio m² SUN (surface utile nette)/poste de travail qui s'améliore afin de se rapprocher du ratio cible de 12 m² par poste de travail.

Bâtiments administratifs des services centraux

Outre le plan annuel de maintenance des bâtiments, la programmation pluriannuelle des travaux 2016-2019 comprend des opérations de restauration, de rénovation ou de réhabilitation afin de garantir l'utilisation en toute sécurité des biens immobiliers et d'améliorer la qualité des bâtiments.

Les mesures de rationalisation du patrimoine immobilier mises en œuvre dans le cadre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2009-2013 ont principalement porté sur l'abandon de sites vétustes, le regroupement des structures par pôles fonctionnels dans des bâtiments domaniaux (complété, si nécessaire, par la prise à bail de bâtiments neufs ou rénovés économes en énergie et accessibles aux personnes à mobilité réduite) et la poursuite des travaux d'aménagement et de restructuration favorisant la densification de l'occupation.

Afin de poursuivre cet effort d'optimisation du parc immobilier, le SPSI 2014-2019 prévoit d'importants travaux de densification et de mise aux normes. Ainsi, des travaux seront entrepris sur le site Descartes à compter de 2016 pour accroître la capacité d'accueil et mettre fin à un bail privé sur une autre implantation, tout en effectuant la mise à niveau et l'entretien patrimonial de ce site domanial.

Outre le suivi des indicateurs énergétiques, différentes mesures relevant du Grenelle de l'environnement et des objectifs de la loi relative à la transition énergétique pour une croissance verte ont été engagées et seront poursuivies. Elles visent principalement à réduire l'impact environnemental du patrimoine immobilier de l'État et à favoriser l'accessibilité de ses sites aux personnes en situation de handicap. Un agenda d'accessibilité programmée (ADAP) a été déposé pour le site Descartes, seule implantation classée « établissement recevant du public » (ERP).

Bâtiments administratifs des services déconcentrés

La mise en œuvre de la stratégie immobilière du ministère, visant à conjuguer rationalisation des locaux et regroupement fonctionnel des services, se poursuit. Depuis 2015, la situation liée au désengagement des conseils départementaux dans les CIO impacte l'évolution du parc immobilier. Dans ce contexte, afin de maîtriser la dépense immobilière et dans un souci de maillage géographique, une carte d'engagement de l'État a été élaborée permettant ainsi de limiter par académie, lors des désengagements des conseils départementaux, le nombre de CIO d'État.

L'évolution globale constatée sur les cinq dernières années (de 2012 à 2016) est significative puisque les superficies utiles brutes (SUB) occupées par les services déconcentrés² ont été réduites de 9 % et que le ratio SUN/agent s'améliore sur la même période de 1,3 point, pour atteindre 13,1 m²/agent, ce dernier ratio restant stable par rapport à 2015. Entre 2015 et 2016, les superficies totales (en surface utile brute), quel que soit le type de propriété, dédiées aux bâtiments des services administratifs déconcentrés ont diminué de plus de 3 %.

De même, les superficies louées ont diminué de près de 13 % en 5 ans, permettant une baisse du coût global des loyers de 6,4 % (enquête auprès des services déconcentrés) malgré une progression du coût moyen au m² de 7,2 %.

Outre les opérations réalisées sur le programme 214, sont par ailleurs financées sur le programme 723, à partir des produits de cession du ministère, les constructions en maîtrise d'ouvrage État du rectorat de Guadeloupe dont la livraison a été effectuée en 2015 (solde en 2016 et 2017) et de celui du rectorat de Lille et de la DSDEN du Nord pour lequel les travaux ont débuté en 2017.

²À noter que ce périmètre est différent de celui pris en compte au titre des indicateurs dans le PAP du programme 214, car il intègre les cités administratives et les logements de fonction.

Les axes prioritaires de travail fixés aux académies pour les années à venir portent sur la mise en œuvre de la carte d'engagement de l'État pour les CIO, sur les mutualisations entre services déconcentrés et opérateurs nationaux du ministère et sur la mise en conformité du parc au regard de la réglementation en matière d'accessibilité des établissements recevant du public, conformément aux agendas d'accessibilité programmée qui ont été déposés en septembre 2015. Les projets de relogement des petites structures (CIO et circonscriptions IEN) dans des maisons de l'État seront également recherchés quand cela s'avère opportun. Toutes ces opérations seront réalisées dans le cadre de la nouvelle gouvernance immobilière locale (passage en CRIP ou en CNIP), ce qui permettra de vérifier la pertinence des projets au regard des opportunités immobilières des autres administrations. Il est bien entendu que les projets s'inscriront dans les SDIR préparés par les préfets de région dont la phase stratégie est prévue pour fin 2017.

Pour ce qui concerne les constructions scolaires, les enjeux majeurs portent sur l'accompagnement de la démographie scolaire à Mayotte. Par ailleurs la construction de deux lycées en Nouvelle-Calédonie se poursuit dans le cadre de l'obligation légale correspondante (loi organique du 3 août 2009).

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les crédits du programme 214 consacrés à la politique immobilière sont regroupés dans l'action 8 « logistique, systèmes d'information, immobilier ».

L'analyse de l'exécution 2016 des crédits HT2 est réalisée à partir d'extractions de Chorus par domaine fonctionnel (actions), référentiel d'activités et compte PCE.

Les projets de lois de finances sont élaborés par brique de budgétisation, regroupant des activités du référentiel de programmation. Les crédits sont ensuite répartis par action.

Sources des données : extraction Chorus INF-BUD-40, RAP 2016, PAP 2017 et 2018.

Méthodes de calcul

Les dépenses de fonctionnement immobilier sont regroupées dans l'activité « entretien courant » de la brique « immobilier – dépenses de l'occupant ».

Il est précisé que certaines dépenses telles que la collecte des déchets ou l'achat et l'entretien des matériels de sécurité incendie sont comprises dans ce périmètre, plus large que celui du DPT.

Les données d'exécution 2016 correspondent au RAP 2016.

Au PLF 2017, les crédits dédiés aux constructions scolaires du second degré à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française avaient été transférés vers le programme 123 « conditions de vie en outre-mer ». Les dotations dédiées aux constructions scolaires du second degré à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie ont fait l'objet d'une rétrocession des crédits au programme 214 en gestion 2017 par décret de transfert.

En ce qui concerne les emplois, l'évaluation est réalisée selon la méthode proposée par la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE).

Immobilier – Dépenses du propriétaire pour les services déconcentrés

Acquisitions/constructions

Les dépenses 2016 et 2017 concernent l'achèvement de la construction d'un bâtiment pour le relogement des services du rectorat et de la direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) de la Haute-Garonne à Toulouse. Le bâtiment ayant été livré en 2015, les crédits 2016 et 2017 en CP sont relatifs au paiement du solde de l'opération. De plus, en 2016 a été financée l'acquisition de locaux pour le relogement du CEREQ, ces locaux feront par la suite l'objet de travaux de réhabilitation afin d'accueillir les services.

En 2018, sera lancée l'opération de construction destinée à reloger les services du rectorat de Créteil, de la DSDEN du Val-de-Marne et du CROUS de Créteil.

Travaux structurants

En 2016 les principales opérations ont concerné les opérations de réhabilitation de locaux pour le rectorat d'Aix-Marseille, la DSDEN du Haut-Rhin, la DSDEN du Finistère, la DSDEN de la Nièvre, le bâtiment Canopé de Dijon devant accueillir des services déconcentrés, les services académiques de Nancy-Metz et l'opération d'extension pour le vice-rectorat de Mayotte. En 2017, ces opérations doivent se poursuivre à l'exception de celle de Mayotte qui est

achevée. De plus, l'opération de réhabilitation de la DSDEN de la Lozère et l'opération de réhabilitation des locaux pour les besoins du CEREQ devraient aussi débiter en 2017. En 2018 seront lancées les opérations de regroupement des services pour les rectorats de Clermont-Ferrand, de Montpellier et d'Orléans-Tours et l'opération de réhabilitation des locaux du service informatique du rectorat de Lille.

Entretien lourd

Outre les différentes opérations de maintenance, sécurité et mise en accessibilité sur l'ensemble des locaux, les opérations les plus significatives en 2016 concernent les travaux de chauffage du rectorat de Grenoble, les travaux pour le relogement du service des examens et concours dans les locaux du CNED de Grenoble, les travaux d'aménagement pour le rectorat de Lille, les travaux de sécurité dans le bâtiment Canopé de Lyon accueillant des services académiques, les travaux de réorganisation dans le rectorat de Nantes, les travaux de menuiseries dans le rectorat de Nice et dans le bâtiment du SIEC et les travaux dans différents bâtiments administratifs de l'académie de Toulouse.

En 2017, les opérations importantes portent sur les façades du rectorat de Caen, la rénovation des installations thermiques du rectorat de Créteil, la poursuite de la mise en sécurité du bâtiment Canopé de Lyon, les façades du rectorat de Nantes, l'électricité pour le rectorat de Nice, l'enveloppe du bâtiment de la DSDEN de l'Eure et les travaux pour la DSDEN des Côtes-d'Armor.

De plus, les crédits sont mis en place dans le cadre de la programmation arrêtée dans les agendas d'accessibilité programmée régionaux et dans les CIO repris en charge par l'État après le désengagement des conseils départementaux.

Immobilier – Dépenses du propriétaire pour l'administration centrale

La réhabilitation des bâtiments pérennes de l'administration centrale du MENESR porte sur la mise aux normes, de sécurité et de rénovation thermique des sites. Les travaux visent quatre objectifs principaux : respect des normes de performance immobilière, suivi des recommandations issues du Grenelle de l'environnement, maîtrise des coûts de fonctionnement et amélioration des conditions de travail des personnels.

Les principales opérations en cours portent sur :

- le pôle du 110 rue de Grenelle : travaux de sécurité et de mise aux normes de l'hôtel de Rochechouart qui se sont terminés en novembre 2016 à l'issue d'un chantier de 22 mois ; la restauration des façades sur cours intérieures (dont le chantier a débuté en septembre 2016 pour une durée de 18 mois) et la mise en accessibilité de l'entrée du ministère dont les travaux se sont déroulés d'avril à novembre 2016 ;
- le site « Descartes » pour lequel un programme de travaux a été établi dans le cadre du SPSI, comportant notamment : la mise aux normes électriques des amphithéâtres (démarrage des travaux en 2017), l'accessibilité (bâtiment Monge), la sécurisation des bâtiments, la rénovation thermique et la réfection de la façade du bâtiment Langevin dont les travaux ont débuté fin 2016 et le remplacement du groupe froid du site Descartes. Il est précisé que ce site comprend un bâtiment classé aux monuments historiques (Boncourt).

Le financement est assuré conjointement par le programme 214 et le BOP ministériel du programme 723 « contribution aux dépenses immobilières » (CAS élargi en 2017).

Des travaux complémentaires de reprise d'étanchéité d'une façade ont été engagés en fin d'année 2016 sur le bâtiment de l'école supérieure de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESENESR) située à Chasseneuil du Poitou et sont à présent terminés. Par ailleurs, de nouveaux travaux de réfection et de mise aux normes du système de sécurité incendie et du chauffage du site ainsi que des travaux de restructuration d'une salle de formation de l'ESENESR ont été engagés en 2017.

Par ailleurs, un agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap) a été déposé en 2015, présentant le niveau d'avancement des travaux réalisés et la programmation des opérations restant à mettre en œuvre sur les 6 années à venir.

Constructions scolaires

Constructions scolaires outre-mer

- Pour Mayotte, l'État conserve l'exercice des compétences en matière d'investissement pour les établissements scolaires du second degré (construction, réhabilitation, extension, maintenance), par dérogation au régime de droit commun.

L'exécution des crédits en 2016 s'est élevée à 43,8 M€ en AE et 40 M€ en CP. Cela traduit l'avancement satisfaisant des chantiers. Concernant les constructions neuves, les crédits 2016 ont permis notamment d'achever la construction du collège de Awalé, de poursuivre la construction du collège de Ouangani et du lycée de Mamoudzou nord et de notifier les marchés de travaux pour la construction du collège de Boueni.

Les dotations 2017 et 2018 permettront de poursuivre les différentes opérations de maintenance, d'extension ou de réhabilitation déjà lancées. Outre ces opérations, les constructions du collège de Bouyouni (ex Longoni), du collège « autour de Doujani », du lycée des métiers du bâtiment à Longoni et du lycée de Mamoudzou sud devraient être lancées. De plus, l'enveloppe de crédits doit permettre de financer des opérations relatives à la sécurisation, au premier équipement, aux équipements sportifs, à la restauration scolaire et à la rénovation des infirmeries et des blocs sanitaires dans les établissements existants ;

- Le transfert de compétences au profit de la collectivité de Nouvelle-Calédonie a pris effet le 1er janvier 2012. Les investissements à réaliser dans les lycées existants sont désormais assurés. En revanche, dans le cadre de la loi organique du 3 août 2009, l'État doit assurer le financement des opérations de construction des lycées de Pouembout (province nord) et de Mont-Dore (province sud) dont le coût global est estimé à 95 M€ (y compris les équipements pédagogiques) pour les deux lycées.

En 2016, 15,5 M€ d'AE ont été engagés et 35,1 M€ de CP ont été consommés pour les deux lycées. En 2017 et 2018 les crédits sont dédiés aux travaux des deux lycées.

Les lycées doivent être livrés par tranches, la première a été livrée en 2016 pour le lycée de Pouembout et en 2017 pour le lycée de Mont-Dore.

Concernant la Guyane, des subventions sont versées à la collectivité unique pour les lycées dans le cadre de la convention spécifique 2007-2013 signée entre l'État et les collectivités. Si le dispositif a été soldé en AE en 2014, la couverture en CP est conditionnée par l'avancement des opérations. Ainsi 0,56 M€ de CP ont été mandatés en 2016.

- Pour la Polynésie française, l'État contribue également au financement des constructions scolaires du second degré sous forme de subventions dans le cadre de la convention décennale entre l'État et la collectivité relative à l'éducation conclue en 2007 et ayant donné lieu à des avenants annuels. À compter du 1er janvier 2017, une nouvelle convention décennale en date du 22 octobre 2016 est entrée en vigueur.

En 2016, 2,69 M€ et 1,83 M€ en CP ont été consommés, correspondant à des opérations inscrites dans l'avenant 2016, à celle du collège de Teva I Uta et à des opérations antérieures.

Au PLF 2017, les crédits dédiés aux constructions scolaires du second degré en Polynésie française ont été transférés vers le programme 123 « conditions de vie en outre-mer ». Ces crédits d'un montant de 2,5 M€ en AE et CP ont fait l'objet d'un transfert en gestion au MEN.

Pour l'année 2018, la dotation annuelle qui s'élève à 2,5 M€ en AE et en CP permettra la poursuite des opérations.

Investissement immobilier pour les établissements d'enseignement restés à la charge de l'État

Cette ligne budgétaire prenait auparavant en charge quatre établissements scolaires : le lycée Jean Zay et le lycée autogéré à Paris, le lycée d'Andorre et le lycée de Saint-Pierre-et-Miquelon. Toutefois, dans le cadre de la création des internats d'excellence, devenus internats de la réussite, plusieurs nouveaux établissements sont aujourd'hui à la charge de l'État (Sourdun, Montpellier et Marly-le-Roi), entraînant une augmentation des surfaces du patrimoine à entretenir. À ce titre des crédits 2016, 2017 et 2018 sont consacrés à l'opération de restructuration du lycée Jean Zay. De plus, dans le cadre de la construction d'un internat à Saint-Pierre-et-Miquelon co-financé par le MOM, le programme d'investissements d'avenir (PIA), la collectivité territoriale et le lycée Letournel, le MEN participe à cette dépense.

Immobilier – Dépenses de l'occupant

Loyers

Les crédits 2017 et 2018 sont prévus selon les règles de budgétisation des loyers, les AE engagées au moment de la signature du bail devant couvrir la totalité du loyer pendant la durée ferme du bail.

À noter qu'en 2016 a débuté la dépense de loyer en CP dans le cadre du relogement des services du rectorat de Paris, la livraison du nouveau bâtiment étant intervenue le 29 février 2016. Les AE avaient été engagées en 2014, lors de la signature du contrat de crédit-bail, sur la base des annuités de crédit-bail pendant 18 ans. En 2018, le niveau des engagements d'AE sera notamment impacté par la nouvelle prise à bail pour le relogement d'une partie des services du rectorat de Martinique devant abandonner un site présentant des risques sismiques.

En ce qui concerne le projet de la Martinique, l'opération de regroupement des services académiques en une seule implantation (site Terreville) au lieu de deux (sites Terreville et Tartenson) estimée à 9,7 M€, qui devait être réalisée en 2016, a connu des évolutions. Il était en effet apparu nécessaire de traiter le confortement sismique du bâtiment non prévu initialement. Cette opération ne pouvant pas être réalisée en site occupé compte tenu de la nature des travaux, un relogement provisoire des services doit être envisagé. Dans ces conditions, le coût global de l'opération s'avérant très élevé, sa pertinence économique a été remise en cause et comparée à d'autres solutions, notamment un relogement par voie locative. Ce projet fait l'objet d'une analyse commune entre la direction de l'immobilier de l'État (DIE) et le MEN. Au regard de ces éléments, le projet conçu à l'origine n'est plus d'actualité.

Le désengagement de certains conseils départementaux du fonctionnement des CIO conduit à accroître les dépenses de loyers pour l'État. Les évolutions immobilières s'inscrivent toutefois dans un cadre défini au niveau national par une carte d'engagement de l'État pour les CIO par académie et par département afin de répondre aux enjeux pédagogiques et de maillage du territoire tout en maîtrisant les dépenses. Des augmentations de loyers sont donc attendues en 2017 et 2018 lorsque l'État, dans le cadre de cette carte, reprend en charge des CIO.

Loyers budgétaires

En 2016 les loyers budgétaires prennent en compte les nouveaux bâtiments du rectorat de Toulouse/DSDEN de la Haute-Garonne et du rectorat de Guadeloupe. La livraison de ces nouveaux bâtiments conduit à des augmentations de loyer budgétaire du fait de la prise en compte de locaux neufs et de l'abandon de locaux vétustes et non fonctionnels. D'une manière générale, les opérations de regroupement ou de réhabilitation dans des locaux domaniaux conduisent à une augmentation du poste des loyers budgétaires du fait de la plus forte valeur locative de bâtiments neufs ou remis à neuf.

Concernant les bâtiments de l'administration centrale, la prévision intègre à compter de 2017 le loyer budgétaire de l'hôtel de Rochechouart (suspendu pendant la durée des travaux) et celui du site de Vanves.

L'évolution du montant des loyers budgétaires a été calculée en PLF 2017 avec une indexation de l'ILAT de 0,59 %. Pour le PLF 2018, l'indexation prévue est de 1,8 %.

FORMATIONS SUPÉRIEURES ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE (150)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	416 247 483	278 585 971	321 453 875	283 883 715	346 105 353	343 485 524

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 150 rassemble l'intégralité des moyens (crédits et emplois) consacrés par l'État aux missions de formation et de recherche dévolues aux établissements d'enseignement supérieur, opérateurs du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI).

La politique publique financée sur ce programme a pour premiers objectifs de répondre aux besoins de qualification supérieure et d'améliorer la réussite des étudiants. Par le financement de la recherche universitaire et en imbrication étroite avec les organismes de recherche, elle vise également à la constitution d'une recherche scientifique française de niveau international et à l'amélioration du transfert et de la valorisation de ses résultats.

Au service de ces objectifs nationaux, les opérateurs du programme sont amenés à consolider leur positionnement européen et international et, par ailleurs, à améliorer l'efficacité de leur gestion.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

En 2017, 206 opérateurs sont rattachés au programme 150 et regroupés en cinq catégories d'opérateurs :

- les universités et assimilés (73 établissements)
- les écoles et formations d'ingénieurs (34 établissements)
- les opérateurs de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche (41 établissements)
- les autres opérateurs d'enseignements supérieurs et de recherche (36 établissements)
- l'établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF).

Par ailleurs 21 communautés d'universités et établissements (COMUE) sont désormais opérateurs du programme 150.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

- améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État : améliorer l'efficacité de la gestion immobilière.

Les moyens du programme 150 que le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) consacre à la politique immobilière des établissements d'enseignement supérieur sous sa tutelle sont regroupés sur l'action n° 14 « immobilier ».

L'objectif de la politique immobilière menée par le MESRI est de permettre à ses opérateurs de disposer d'un patrimoine dans un état satisfaisant, adapté à leurs différentes missions (enseignement, recherche, documentation, vie de campus), fonctionnel, offrant de bonnes conditions de travail et de vie à l'ensemble de la communauté universitaire et respectant les normes en vigueur (notamment en termes de sécurité). Cette politique prend en compte la nécessaire évolution de l'immobilier universitaire vers des campus accessibles (mise en place des agendas programmés d'accessibilité, les Ad'AP), durables (transition énergétique) et attractifs (évolution des usages avec le développement du numérique et de nouvelles pratiques pédagogiques). Cette stratégie est déclinée au niveau des sites et des établissements. Elle est traduite dans des schémas directeurs immobiliers dans lesquels doivent être recherchées une optimisation et une rationalisation de leur parc immobilier par une meilleure occupation des locaux et une diminution des surfaces utilisées. Les perspectives de mutualisation au niveau des sites et une maîtrise de son impact financier (anticipation des coûts induits par les investissements immobiliers, programme pluriannuel immobilier...) visent à en garantir la soutenabilité financière. Elle repose également sur une connaissance approfondie du parc immobilier tant quantitative que qualitative notamment des coûts d'exploitation et de maintenance ainsi qu'une bonne maîtrise de son pilotage. Cette connaissance est renforcée depuis 2016 par le déploiement, en lien avec la direction de l'immobilier de l'État, de nouveaux outils : le référentiel technique (RT) et l'outil d'aide à la décision (OAD).

Le MESRI s'inscrit dans la politique immobilière de l'État. C'est dans ce cadre qu'il porte la nouvelle campagne de schémas pluriannuels de stratégie immobilière (SPSI) des opérateurs lancée par la direction de l'immobilier de l'État (DIE) par une circulaire du Premier ministre du 19 septembre 2016.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Source des données

Les moyens du programme 150, que le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) consacre à la politique immobilière des établissements d'enseignement supérieur sous sa tutelle, sont regroupés sur l'action 14 « immobilier ».

Les crédits de l'année 2017 inscrits en Loi de finances et de l'année 2018, inscrits en PLF sont ventilés en :

- crédits de titre 2 (T2), correspondant aux emplois et aux dépenses de personnel pris en charge par l'État
- crédits hors titre 2 (HT2), correspondant aux dépenses d'investissement, dont les opérations du CPER, ou de fonctionnement directement liées à ces dépenses. Ils sont répartis dans les deux briques de budgétisation de la rubrique consacrée aux crédits immobiliers : brique financement projets d'une part, brique financement récurrent d'autre part.
- crédits hors titre 2 (HT2), correspondant aux autres crédits de l'action 14, qui sont, en majorité, consommés par les opérateurs du programme 150, y compris les crédits de masse salariale alloués aux établissements d'enseignement supérieur passés aux responsabilités et compétences élargies (RCE) qui, à ce titre, ont en charge les dépenses de personnel.

Méthodes de calcul

Le programme 150 disposant d'une action exclusivement dédiée à l'action immobilière, sont pris en compte uniquement les crédits de cette action.

Modalités spécifiques relatives aux CPER

Les CPER sont financés en AE différents de CP avec une couverture en CP des AE ouvertes s'étalant sur 5 ans. Les financements ouverts au titre des CPER se présentent comme suit :

- contrats de projets État-Régions 2007-2014 : le montant total d'AE mis en place fin 2014, au terme de cette génération de CPER fin 2014, s'élève à 1 511,7 M€ (soit un taux d'exécution de 78 %) qui ont été couvertes en CP fin 2017 à hauteur de 97 % (1 465,2 M€). La couverture en CP des AE ouvertes au titre des CPER 2007-2014 sera soldée en 2018 avec une enveloppe de 46,5 M€ ;
- contrats de plan État-Régions 2015-2020 : le montant total d'AE mises en place depuis 2015 au titre de l'exécution de cette génération de CPER, est de 417,9 M€, soit un taux d'exécution de 44,8 %. Ces AE ont été couvertes en CP à hauteur de 90 M€, soit un taux de couverture de 21,5 %. Une enveloppe de 156 M€ en AE et 120 M€ en CP est inscrite au projet de loi de finances (PLF 2018) au titre de l'exécution de la 4^e année des CPER 2015-2020.

Modalités spécifiques relatives aux contrats de partenariat public-privé

Les contrats de partenariat public-privé (PPP), dont la durée varie entre 25 et 30 ans, sont financés après la livraison des ouvrages comme suit :

- amortissement en CP des AE initiales correspondant aux redevances « investissement » mises en place au moment de la signature du contrat,
- dotations annuelles en AE = CP au titre des redevances dues pour les frais de financement et le « gros entretien renouvellement » (GER).

Préalablement à la signature des contrats, l'État peut verser des crédits d'ingénierie et de procédure (indemnités aux candidats non retenus) aux porteurs de projets.

Lors de la réalisation des travaux (entre la signature du contrat et la mise à disposition des ouvrages), il peut être versé par l'État des crédits destinés à couvrir des aléas restés à la charge de la personne publique ou destinés à la prise en charge du premier équipement.

Par ailleurs, les crédits immobiliers sont imputés selon des modalités destinées à assurer une cohérence entre la dépense « État » et les budgets « Opérateurs ». Ils sont répartis par titre et catégorie comme suit :

- titre 3 :

- catégorie 31 : dépenses de fonctionnement, correspondant à des charges locatives ou à des frais connexes d'opérations de construction sous maîtrise d'ouvrage État ;
- catégorie 32 : subventions pour charges de service public au titre :
 - de la maintenance et de la logistique immobilière qui sont intégrées dans le modèle d'allocation des moyens,
 - des dotations de mise en sécurité (au sens des remises aux normes, y compris certaines dépenses réalisées par l'établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France - EPAURIF),
 - des contributions que l'État verse aux universités bénéficiant de la dévolution du patrimoine immobilier,
 - des dépenses liées aux contrats de partenariat public-privé signés par un opérateur : crédits d'ingénierie, indemnités des candidats non retenus, redevances « gros entretien-renouvellement » (GER) ainsi que certains frais financiers dus après la livraison des ouvrages,
 - des crédits de masse salariale des établissements ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies (RCE).

- titre 5 :

- catégorie 51 : dépenses d'investissement de l'État portant sur les constructions, extensions et/ou réhabilitations réalisées sous maîtrise d'ouvrage de l'État dans le cadre des CPER ou hors CPER.

- titre 7 :

- catégorie 72 : participations - dotations en fonds propres – correspondant :
 - au financement de constructions et/ou réhabilitations réalisées dans le cadre des CPER ou hors CPER et dont la maîtrise d'ouvrage est confiée à un opérateur ou une collectivité territoriale,
 - aux subventions de premier équipement versées aux établissements bénéficiaires d'une opération de construction et/ou réhabilitation, quel qu'en soit son maître d'ouvrage,
 - au financement de la part « investissement » des contrats de partenariat public-privé (PPP) dont le pouvoir adjudicateur du contrat est un opérateur.

Les crédits dédiés aux dépenses de personnels indirectement imputables à l'immobilier sont inscrits sur l'action 14 sous-action 1 en crédits de titre 2 :

- catégorie 21 : rémunération d'activité
- catégorie 22 : cotisations et contributions sociales
- catégorie 23 : prestations sociales et allocations diverses.

Analyse de l'évolution des emplois et des crédits

Depuis 2016, les treize contrats de partenariat public-privé (PPP) pour la construction et l'aménagement de locaux universitaires faisant l'objet d'un financement budgétaire sur le programme 150 ont été signés dont les trois derniers en 2016. En 2017, dix d'entre eux ont fait l'objet de versements de redevances dues au titre de l'exécution des contrats de partenariat.

Par ailleurs, à la suite des conclusions émises par la mission d'évaluation des opérations Campus, conduite fin 2012 par M. Peylet, conseiller d'État, un certain nombre de projets, pour lesquels il avait été initialement prévu de passer un contrat de partenariat public-privé, sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage public (MOP). Les engagements relatifs aux contrats signés et les orientations prises en 2013 ont nécessité des ajustements des enveloppes budgétaires sur les exercices suivants notamment pour tenir compte de l'avancement des projets qui, pour la plupart, sont engagés.

Après la procédure de revoyure initiée par le Premier ministre en 2016 faisant suite à la réforme territoriale et prévoyant la révision de certains contrats, l'enveloppe contractualisée par l'État pour l'enseignement supérieur a été portée à 1033,3 M€ au lieu des 998,25 M€ contractualisés au moment de la signature des contrats en 2015 dont :

- 933,7 M€ sur le P 150 pour des opérations immobilières universitaires au lieu de 903,7 M€
- 99,6 M€ sur le P 231 pour des opérations concernant le logement étudiant au lieu de 94,55 M€.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les crédits du programme 150 sont majoritairement dépensés par ses opérateurs (206 en 2017) ; ceux-ci disposent, par ailleurs, de ressources autres que celles de l'État pour leur fonctionnement et leurs investissements. Le grand nombre d'opérateurs du programme conduit le ministère à regrouper ces établissements par catégorie d'opérateurs. L'évaluation des crédits des opérateurs consacrés à la politique transversale est présentée globalement (toutes catégories d'opérateurs) et par catégorie d'opérateurs.

L'évaluation des crédits consacrés par les opérateurs à la politique transversale est constituée par le montant de dépenses prévues et réalisées sur l'action 14 par les établissements. L'autonomie de gestion dont ils disposent pour utiliser les crédits qui leur sont alloués par l'État permet aux opérateurs de recourir au principe de fongibilité de crédits entre les actions, en fonction des orientations retenues dans leur budget.

Sources des données

Les données présentées (prévisions 2016 et prévisions 2017) sont issues d'une enquête déclarative en ligne, l'enquête PAP 2018 (données 2017) et l'enquête PAP 2017 (données 2016), conduites auprès de l'ensemble des opérateurs du programme 150. Dans le cadre de cette enquête, les données de la prévision 2016 ont été ajustées par rapport aux éléments communiqués pour le PAP 2016 (l'exécution 2016 n'étant pas disponible). Par ailleurs, s'agissant d'une enquête déclarative, quelques établissements interrogés n'ont pas pu communiquer leurs données.

Méthodes de calcul

Les dépenses immobilières des opérateurs du programme 150 sont regroupées dans une action du programme 150 (action 14 : immobilier). Il est possible de distinguer les dépenses de fonctionnement (hors personnel) et d'investissement sur cette action.

Sur l'ensemble des opérateurs, plus de 100 disposent, en application de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, de responsabilités et compétences élargies (RCE).

VIE ÉTUDIANTE (231)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	106 848 321	76 837 843	19 180 000	15 950 000	14 760 000	19 120 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 231 est doté de crédits destinés principalement à allouer des bourses aux étudiants inscrits dans des filières relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ce système d'aide sociale a pour objectif de donner à tous les étudiants les mêmes chances d'accès et de réussite dans l'enseignement supérieur.

Il s'articule autour d'aides allouées directement aux étudiants : bourses sur critères sociaux attribuées en fonction des ressources et charges des parents, aides au mérite en complément des bourses sur critères sociaux, aides à la mobilité internationale en faveur d'étudiants boursiers souhaitant suivre une formation ou un stage à l'étranger s'inscrivant dans leurs cursus d'études et dans le cadre d'un programme d'échanges, aides ponctuelles en faveur d'étudiants rencontrant de graves difficultés, ou allocations annuelles pour les étudiants rencontrant des difficultés pérennes (Aides spécifiques – ex FNAU) et d'aides indirectes : logement et restauration, compétences assurées par le réseau des œuvres universitaires (Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) et Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS)).

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- le réseau des œuvres universitaires (CNOUS et CROUS).

Il intervient tant sur le champ des aides sociales, du logement, de la restauration que de l'action culturelle et du soutien à l'engagement étudiant ainsi que les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivis par le programme :

- améliorer la gestion du patrimoine immobilier : améliorer la conservation du patrimoine immobilier
- être un État exemplaire avec l'objectif « rendre accessibles les sites aux personnes en situation de handicap ».

L'objectif de la politique du logement étudiant menée par le ministère chargé de l'enseignement supérieur est de permettre au plus grand nombre d'étudiants qui en font la demande d'accéder à un hébergement de qualité et à un moindre coût.

La mise en œuvre est coordonnée par le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) et déclinée par les CROUS, notamment dans leurs schémas directeurs immobiliers. Elle repose sur un suivi précis de l'évolution quantitative et qualitative du parc immobilier destiné aux étudiants.

Les moyens du programme 231 consacrés à la politique du logement et de la restauration étudiante sont regroupés sur l'action n° 2 « aides indirectes ».

Le parc géré par les CROUS comptait environ 169 612 logements à la fin 2016. Ce parc reste néanmoins en deçà des besoins identifiés.

Au titre du Plan 40 000, les différents acteurs mobilisés ont permis d'identifier 40 391 places nouvelles créées sur la durée de ce plan (dont 19 904 en Île-de-France) et principalement dans 11 académies (Aix-Marseille, Bordeaux, Créteil, Lille, Lyon, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse, Versailles).

Plusieurs évolutions législatives et réglementaires ont été réalisées contribuant à faciliter la construction et la gestion de résidences universitaires qui bénéficient désormais d'un régime dérogatoire au droit commun des logements sociaux adapté aux besoins des étudiants et des jeunes en formation. Ainsi, une définition des résidences universitaires a été inscrite dans le code de la construction et de l'habitation (article L. 631-12) ; un assouplissement des dispositions relatives aux aires de stationnement (ordonnance n° 2013-889 du 3 octobre 2013) et à l'accessibilité des résidences pour étudiants aux personnes handicapées (décret n° 2014-337 et arrêté du 24 mars 2014) a été réalisé. Le décret n° 2016-1020 du 26 juillet 2016 a précisé les critères et conditions pour l'attribution des logements conventionnés en résidence universitaire et la loi n° 2017-86 du 27-1-2017 relative à l'égalité et la citoyenneté (art.123) a donné la possibilité aux bailleurs sociaux de construire, acquérir et gérer des résidences universitaires dans les nouvelles conditions définies dans le code de la construction. Elle autorise également la récupération des charges locatives sous la forme d'un forfait. Cette loi propose encore l'expérimentation d'un dispositif autorisant le gestionnaire d'une résidence universitaire qui n'est pas totalement occupée après le 31 décembre de chaque année à louer les locaux inoccupés, pour des séjours d'une durée inférieure à trois mois s'achevant au plus tard le 1er septembre, à des publics reconnus prioritaires par l'État au sens du droit au logement opposable.

Enfin, les nouvelles procédures relatives aux marchés publics prévues dans l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ont été prises en compte pour élaborer des procédures adaptées pour remplacer la procédure dite d'occupation temporaire d'un terrain de l'État sur laquelle s'appuyaient les CROUS pour construire certaines de leurs résidences étudiantes.

Des crédits immobiliers ont été identifiés. Ils sont destinés à financer des opérations immobilières comme les constructions nouvelles, les restructurations, les réhabilitations, les acquisitions, ou encore les opérations relevant de la maintenance, de la mise en sécurité ou de l'entretien des bâtiments. Ils sont ainsi répartis :

- les dotations en fonds propres versées au réseau des œuvres universitaires et scolaires pour lui permettre de réaliser les opérations suivantes :
- assurer le premier équipement des nouveaux logements étudiants,
- financer des réhabilitations de logements.

Une des mesures du Plan national de la vie étudiante (PNVE), présenté le 1er octobre 2015, prévoit le développement de logements étudiants de qualité. En effet, à la diversité des étudiants et de leurs besoins, il convient de répondre par une diversité de l'offre de logement : logements avec animation, proches des lieux de vie et /ou d'études...

La nécessité de construire des logements nouveaux, dans le cadre notamment du plan 40 000, doit s'accompagner d'une action en faveur de la qualité en particulier au sein des résidences gérées par les CROUS.

Au titre des CPER 2015-2020, les crédits inscrits pour 2017 s'élèvent à 19,18 M€ en AE et 15,95 M€ en CP, relevant des 94,55 M€ contractualisés sur le programme 231 pour 2015-2020.

Le réseau des œuvres universitaires est le principal opérateur de la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans le domaine du logement étudiant. Par son action, le CNOUS vise à harmoniser les pratiques des différents CROUS.

RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES PLURIDISCIPLINAIRES (172)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 172 constitue un instrument majeur pour le pilotage du système français de recherche et d'innovation et pour la mise en œuvre des politiques nationales afférentes sous l'égide du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chef de file de la politique de recherche mise en œuvre par l'intermédiaire de l'ensemble des programmes de la mission interministérielle. Depuis le PLF 2015 et dans un souci de simplification et d'une meilleure coordination des opérateurs de recherche, les programmes 172 et 187 ont été fusionnés et les actions redéfinies selon les contours des thématiques des alliances.

Le programme met en œuvre la stratégie nationale de recherche France-Europe 2020 qui a été structurée suivant dix défis sociétaux, en articulation avec la programmation européenne Horizon 2020 :

1. « Gestion sobre des ressources et adaptation au changement climatique » ;
2. « Une énergie, propre, sûre et efficace » ;
3. « Stimuler le renouveau industriel » ;
4. « Santé et bien-être » ;
5. « Sécurité alimentaire et défi démographique » ;
6. « Mobilité et systèmes urbains durables » ;
7. « Société de l'information et de la communication » ;
8. « Sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives » ;
9. « Une ambition spatiale pour l'Europe » ;
10. « Liberté et sécurité de l'Europe, de ses citoyens et de ses résidents ».

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- l'Académie des technologies
- l'Agence nationale de la recherche (ANR)
- le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)
- le Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
- Monopole
- l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST)
- l'Institut national des études démographiques (INED)
- l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA)
- l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)
- l'Institut Polaire français Auriculo-temporale (IPEV)
- le Bureau de recherche géologique et minière (BRGM)
- le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)
- l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)

- l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)
- l'Institut de recherche pour le développement (IRD)
- l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivis par le programme :

- améliorer la gestion de l'immobilier de l'État :
 - conserver le parc immobilier
 - rationaliser le patrimoine immobilier de l'État
 - professionnaliser la gestion du parc immobilier
- être un État exemplaire : réduire l'impact environnemental du patrimoine de l'État.

Les dépenses immobilières réalisées sur ce programme le sont uniquement par des opérateurs de l'État, principalement des organismes de recherche, qui sont amenés, dans le cadre des missions qui leur sont confiées, à acquérir, entretenir, rénover, rationaliser un patrimoine immobilier assez important et parfois très spécialisés (laboratoires scientifiques, animaleries, très grandes infrastructures de recherche...). Ces dépenses immobilières sont réalisées sur le budget de ces organismes, lequel est alimenté en partie par une subvention pour charge de service public. Ces opérateurs vont renouveler leur schéma prévisionnel de stratégie immobilière.

RECHERCHE SPATIALE (193)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 193 a pour finalité d'assurer à la France et à l'Europe la maîtrise des technologies et des systèmes spatiaux nécessaires pour faire face aux défis de recherche, de sécurité, de développement économique, d'aménagement du territoire ou encore d'environnement qui se posent ou qui sont susceptibles de se poser à elles.

Le programme 193 finance également la contribution française à l'Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques (Eumetsat) qui développe et opère une flottille de satellites météorologiques européens en orbite géostationnaire (Meteosat) et en orbite polaire (Metop et EPS), les exploite et en diffuse les résultats.

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- le Centre national d'études spatiales (CNES).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivis par le programme :

- améliorer la gestion de l'immobilier de l'État :
 - conserver le parc immobilier
 - rationaliser le patrimoine immobilier de l'État
 - professionnaliser la gestion du parc immobilier
- être un État exemplaire : réduire l'impact environnemental du patrimoine de l'État.

Les dépenses immobilières réalisées sur ce programme le sont uniquement par un opérateur de l'État, le Centre national d'études spatiales (CNES) qui est amené, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, à acquérir, entretenir, rénover, rationaliser un patrimoine immobilier assez important et très spécialisé. Ces dépenses immobilières sont réalisées sur le budget de cet organisme, lequel est alimenté en partie par une subvention pour charge de service public. Cet opérateur va renouveler son schéma prévisionnel de stratégie immobilière.

PRÉVENTION, SÉCURITÉ SANITAIRE ET OFFRE DE SOINS (204)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La stratégie poursuivie en 2018 en termes de prévention, de sécurité sanitaire et d'offre de soins s'inscrit en cohérence avec la stratégie nationale de santé.

Les priorités identifiées recouvrent largement les axes principaux du programme 204 qui consistent à :

- piloter le réseau des agences sanitaires ;
- déployer des stratégies et des politiques de santé publique fondées sur les connaissances scientifiques disponibles ;
- réduire au minimum la vulnérabilité de la population face à des événements sanitaires graves menaçant la collectivité ;
- moderniser l'offre de soins et garantir sa qualité.

Les agences sanitaires sont réorganisées pour gagner en efficacité, en réactivité et rendre plus cohérentes et plus lisibles leurs missions pour les professionnels de santé et le grand public. Cette rationalisation permettra de renforcer l'efficacité de l'État dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques. Un développement de la mutualisation des fonctions supports sera mis en œuvre au cours de l'année 2018.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

La direction générale de la santé a encouragé par le passé ses opérateurs à s'inscrire dans le cadre de la politique immobilière de l'État. Elle inclut toujours cette demande dans le Contrat d'objectifs et de performances (COP) et dans le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) de chacun des opérateurs. La mise en application de la circulaire du Premier ministre du 19 septembre 2016 relative à la nouvelle campagne SPSI des opérateurs de l'État permettra à la suite d'une expertise développée et d'un diagnostic affiné (mise en place du référentiel technique et de l'outil d'aide au diagnostic), un renforcement du rôle de la tutelle dans l'élaboration et le suivi des SPSI.

L'Agence nationale de santé publique (ANSP), créée le 1^{er} mai 2016 à la suite du regroupement du GIP Alidades, de l'EPRUS, de l'INPES et de l'InVS a rassemblé dès le premier semestre 2017, tous les personnels sur le site de l'InVS à Saint-Maurice (Val de Marne). Les travaux d'extension des locaux s'achèveront au cours du 1^{er} trimestre 2019.

L'agence nationale du médicament et des produits de santé (ANSM) bénéficie dans le cadre de son nouveau SPSI 2016-2020 d'un accompagnement renforcé de la part de la Direction de l'immobilier de l'État et des ministères de tutelle. Elle continuera en 2018 les travaux sur ces bâtiments (rénovation et mise en conformité concernant la sécurité).

Des travaux sont actuellement en cours pour étudier un éventuel regroupement géographique des agences sanitaires sous tutelle du ministère et pouvant aussi associer des agences d'autres ministères.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

AGENCE NATIONALE DE SANTÉ PUBLIQUE (ANSP)

Tant pour les dépenses de fonctionnement que pour les dépenses d'investissement, les données sont issues du plan comptable par nature de dépenses.

Sources des données : comptes financiers de l'agence.

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'Immobilier de l'État.

Pour la conduite de la politique immobilière de Santé Publique France, pour les années 2016 à 2018, l'agence nationale de santé publique s'appuie sur le projet immobilier exposé dans le document d'orientation générale du schéma pluriannuel de stratégie immobilière, approuvé en décembre 2015 par le conseil d'administration de l'ex InVS. Il est à noter que ce projet a été approuvé par le ministère des affaires sociales et de la santé en janvier 2017 et fait l'objet d'avis de la direction du budget en janvier 2017 et de la direction de l'immobilier de l'État (DGFIP) en juillet 2017.

Ce projet a les incidences décrites ci-après :

Pour ce qui concerne l'année 2016

Cette année a été marquée par la préparation du regroupement des effectifs de la nouvelle agence (fusion de l'INPES, l'InVS, l'EPRUS et du GIP ADALIS) sur le site dit de VACASSY sur la commune de St Maurice (94).

Le budget 2016 dévolu à l'immobilier a couvert :

- les dépenses liées aux paiements des loyers, taxes et charges pour les sites occupés par les anciennes agences INPES et EPRUS sur la commune de Saint Denis (93) et pour le siège social de l'ancien GIP ADALIS sur la commune de Paris 20^e.
- les dépenses liées aux paiements de loyers, taxes et charges pour les quatre centres d'écoutes en région (Lille / Strasbourg / Marseille / Toulouse).
- les dépenses liées à la mise en œuvre du projet immobilier permettant le regroupement des agents sur St Maurice :
 - études de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un nouveau bâtiment
 - prestations intellectuelles pour la mise en place d'un bâtiment modulaire d'une surface de plancher de 1950 m² dans l'attente de la construction du nouveau bâtiment.
- les dépenses liées aux travaux d'entretien exclusivement pour le site de Saint Maurice.

Pour ce qui concerne l'année 2017

Cette année se caractérise par l'abandon des surfaces louées en Seine Saint Denis (93) et à Paris 20^e en fin de premier trimestre 2017 avec transfert de toutes les activités du siège de l'agence sur le site de St Maurice.

Cette partie de la phase opérationnelle du projet immobilier a généré une forte augmentation du budget de fonctionnement dédié à l'immobilier de l'agence afin de permettre le financement des dépenses ponctuelles suivantes :

- travaux pour la mise en œuvre du bâtiment modulaire
- premiers loyers dus pour ce bâtiment
- loyers, taxes et charges dus au titre du premier trimestre 2017 pour les sites de Saint Denis et de Paris 20^e
- frais de sortie anticipée de bail
- indemnités pour remises en état des plateaux de bureaux laissés en l'état.

Par ailleurs, le budget 2017 permet de faire face aux autres dépenses courantes de fonctionnement :

- le paiement de loyers, taxes et charges pour les quatre centres d'écoutes en région (Lille / Strasbourg / Marseille / Toulouse)
- les dépenses en fluide pour l'ensemble des sites
- les dépenses d'entretien et de maintenance pour les bâtiments du site de Saint Maurice
- les dépenses liées au transfert d'activité (déménagements, vidage des locaux abandonnés...).

Quant aux dépenses d'investissements, le budget 2017 couvre les besoins en financement :

- des études de maîtrise d'œuvre et des prestations intellectuelles connexes pour la construction d'un nouveau bâtiment
- des travaux d'adaptation pour la mise en service d'un centre de documentation dimensionné pour accueillir le fond documentaire des trois agences fusionnées et les travaux pour la sécurisation de locaux abritant des activités confidentielles
- des travaux liés au renforcement des installations électriques nécessaires au bon approvisionnement en énergie du site
- des études pour le réaménagement des voiries du site.

Pour ce qui concerne l'année 2018

L'année 2018 se caractérisera essentiellement par la construction du troisième bâtiment sur le site de Saint Maurice ainsi que l'entretien courant des sites occupés par l'agence, soit les quatre centres d'écoutes en région (Lille / Strasbourg / Marseille / Toulouse).

AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ DU MÉDICAMENT ET DES PRODUITS DE SANTÉ (ANSM)

Sources des données : les données 2016 sont extraites du logiciel de gestion budgétaire Sous-qualifié. Pour 2017, il s'agit de la projection au regard du BP et des consommations actualisées au 31 juillet 2017.

Méthodes de calcul

Les principes de calcul sont ceux préconisés par la direction de l'immobilier de l'État.

L'analyse des dépenses 2016 s'est faite sur la base du montant présenté au compte financier 2016 de l'ANSM ; les chiffres sont donc actualisés par rapport aux données fournies l'année dernière. Les comptes ont été analysés pour en extraire les dépenses entrant dans le périmètre décrit ci-dessous.

L'analyse des prévisions 2017 s'est faite sur la base du budget initial 2017 voté pour l'ANSM. La méthode d'analyse a été la même que pour 2016.

Ont été considérées comme des dépenses liées à la politique immobilière de l'établissement :

- concernant les investissements :
 - les dépenses touchant à la structure, l'aménagement ou la rénovation des bâtiments et des installations utilisées par l'ANSM. N'ont pas été intégrées les dépenses liées aux matériels de transport, au mobilier, ainsi qu'aux matériels de bureau et informatique.
- concernant le fonctionnement :
 - les fluides (eau, gaz et électricité) ;
 - les loyers et charges des bâtiments (dont toutes charges communes aux bâtiments et de charges de copropriété) ;
 - les dépenses de maintenance, entretien, nettoyage* et réparation des bâtiments et installations (dont les maintenances multi-techniques et des espaces verts), sans prise en compte des maintenances des matériels (ex : photocopieuses, véhicules, matériel de restauration pour le RIE « restaurant d'entreprise », matériels de laboratoire...) ;
 - *Ce point a été ajouté cette année pour le calcul des dépenses
 - les dépenses de maintenance des installations de sécurité (incendie, ascenseurs, contrôles d'accès, gardiennage...).

Analyse de l'évolution des crédits

Sur la partie fonctionnement, l'agence, en relation avec la société Ayming, prestataire de la Direction de l'immobilier de l'État, va entamer une renégociation des baux du site de Lyon, ce qui devrait permettre de baisser le loyer de ce site à compter de 2018.

Sur la partie investissement, l'ANSM poursuit son plan de rénovation et de modernisation de ses locaux. Des travaux conséquents ont été lancés afin d'améliorer le cadre de travail des collaborateurs, mais aussi l'accueil des intervenants et prestataires extérieurs. Cela s'est traduit en 2016 par la rénovation de deux ailes du 5^e étage du bâtiment C&D pour une surface avoisinant les 900 m.

La réalisation du projet ambitieux de rénovation totale du restaurant d'entreprise a été assuré en 2016 avec une maîtrise des délais et du budget voté pour l'opération pour un montant de 2,6 M€.

Les travaux de rénovations concernent également les sites en province notamment Vendargues avec des réalisations financées à hauteur de 147 k€.

Enfin, l'agence a lancé un important programme de travaux de sécurité en 2 tranches afin d'assurer la nécessaire modernisation des installations et répondre aux exigences de l'ANSSI. La première tranche a été réalisée en 2016 avec l'installation des éléments techniques liés à la détection d'intrusion.

Concernant 2017, les travaux de rénovation du bâtiment C&D (2 ailes au 4^e étage) sont en cours.

Cet objectif d'amélioration des locaux devrait se poursuivre durant les trois prochaines années suite à une révision du planning de réalisation.

Une modernisation des ascenseurs et monte charges est rendue obligatoire compte tenu de l'ancienneté et de la vétusté des installations (1993). Les travaux doivent débuter au dernier trimestre 2017 pour une durée 2 ou 3 ans.

Enfin, s'agissant des travaux de sécurité, la seconde tranche, liée à l'installation de caméra, au circuit vidéo et à la redondance informatique notamment dans le cadre du PCA-PRA, doit être finalisée fin septembre.

INSTITUT NATIONAL DU CANCER (INCa)

Sources des données : les dépenses liées à l'immobilier sont suivies en comptabilité analytique par un compte dédié.

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'Immobilier de l'État.

Grâce aux mesures effectuées dans le cadre du 1^{er} S.P.S.I (Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière), l'INCa a réalisé des économies immobilières cumulées de plus de 2,8 M€ TTC sur la période 2011-2015.

Ce 1^{er} SPSI s'est achevé au 1^{er} trimestre 2016 et une campagne de lancement des SPSI de 2^e génération a débuté à la fin de l'année 2016 et est en cours d'établissement. La fin du bail actuel de l'INCa intervenant au 31 décembre 2017, la Direction de l'Immobilier de l'État ainsi que la Direction du Budget ont accepté que l'Institut lance des discussions avec le propriétaire du site pour envisager le renouvellement de son bail à des conditions économiques associées satisfaisantes sans attendre la validation du 2^e SPSI.

C'est ainsi que l'INCa a réussi à obtenir la signature d'un nouveau bail pour trois années supplémentaires – qui prendra effet au 1^{er} janvier 2018 et qui grâce à la négociation (baisse du prix du loyer et franchise appliquée) lui permettra d'économiser sur le loyer hors charges un peu plus de 500 000 € TTC sur trois ans.

CONDUITE ET SOUTIEN DES POLITIQUES SANITAIRES, SOCIALES, DU SPORT, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE (124)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	48 692 188	79 197 926	51 423 712	71 317 389	80 156 585	88 411 386

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 124 a pour finalité de favoriser la réussite des politiques publiques mises en œuvre au travers des programmes opérationnels des missions « solidarité, insertion et égalité des chances », « santé », « sport, jeunesse et vie associative » et, pour deux des programmes, de la mission « ville et logement ».

Pour ce faire, il porte les moyens de la gestion des ressources humaines et du fonctionnement d'une quinzaine de directions d'administration centrale des ministères sociaux, de 4 délégations interministérielles ou ministérielles, des inspections générales des affaires sociales, de la jeunesse et des sports ainsi que d'un réseau territorial ; composé des directions (régionales) de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (D(R)(D)JSCS) et de 17 agences régionales de santé (ARS) ayant le statut d'opérateurs de l'État. Il couvre en outre le périmètre des opérateurs relevant du programme 163 (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire – INJEP avant sa transformation en service à compétence nationale par décret en date du 24 décembre 2015 et Agence du Service Civique).

Outre les apports des fonctions d'état-major, le soutien apporté aux autres programmes par l'intermédiaire du programme 124 revêt deux formes :

- la mise à disposition d'expertises et de compétences dans les domaines de la gestion financière, des ressources humaines, de la politique immobilière, de l'informatique, des achats de la logistique, des affaires juridiques et de la communication ;
- l'allocation et la gestion de ressources financières et humaines.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Le décret n° 2013-727 du 12 août 2013 a porté création, organisation et attributions d'un secrétariat général des ministères sociaux (SGMS). Au sein de ce dernier, la Direction des Finances, des Achats et des Services (DFAS) a pour mission, en vertu de l'article 5 de l'arrêté du 12 août 2013, de notamment :

- piloter, en lien avec la Direction de l'immobilier de l'État, les politiques immobilières des ministères sociaux ;
- coordonner les SPSI des opérateurs, en lien avec les services et directions ;
- assister et conseiller les organismes rattachés aux ministères pour les opérations immobilières.

Sur cette base, la DFAS, en tant que tutelle immobilière, suit aujourd'hui 35 opérateurs, pour leur stratégie immobilière, en concertation avec leurs tutelles métiers ainsi qu'avec la Direction de l'immobilier de l'État.

Parmi ces opérateurs, le programme 124 porte en totalité les moyens de fonctionnement et donc les dépenses immobilières courantes des 17 agences régionales de santé (ARS). Il porte également la dépense immobilière des opérateurs « jeunesse » relevant du programme 163 (Agence du Service Civique et aussi l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation prioritaire, avant sa transformation en service à compétence nationale par décret en date du 24 décembre 2015), dans la mesure où ils sont logés par l'administration centrale.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Axes stratégiques de la politique transversale suivis par le programme :

- Améliorer la gestion du parc immobilier :
- conserver le parc immobilier : entretenir les biens immobiliers d'un point de vue du locataire et du propriétaire
- rationaliser le patrimoine immobilier de l'État : adapter le patrimoine à son utilité, son usage, son utilisation.

Le programme 124 regroupe notamment les crédits immobiliers de l'administration centrale et des services d'outre-mer (DJSCS) hors entretien lourd.

Pour les services déconcentrés, la DFAS apporte sa contribution dans ce cadre en les accompagnant dans la réalisation des projets immobiliers arrêtés au niveau interministériel par le Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP).

En effet, à ce jour, une large part des moyens destinés aux dépenses immobilières de ces services ne sont aujourd'hui plus portés par le programme 124 :

- depuis 2011, l'ensemble des crédits immobiliers attachés aux services déconcentrés (régionaux et départementaux) hors outre-mer ont été transférés vers le programme 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées » ;
- en 2017, une expérimentation en Martinique de mutualisation sur le programme 333 des moyens de fonctionnement de l'ensemble des services de l'État est conduite. L'ensemble des crédits destinés aux dépenses immobilières de la DJSCS de Martinique ont ainsi fait l'objet d'un transfert en gestion vers le programme 333.

S'agissant de l'administration centrale, le programme 124 porte les crédits immobiliers qui la concernent.

De plus, depuis 2014, les moyens logistiques et immobiliers destinés à l'administration centrale du programme 155 « Conception et évaluation des politiques de l'emploi et du travail », programme support du ministère chargé du travail, sont transférés chaque année en gestion vers le programme 124. Ceci fait suite à la création, en 2013, d'un secrétariat général commun aux secteurs ministériels Santé/Solidarité, Jeunesse et Sports et Travail/Emploi, en 2013. L'année 2017 est donc la quatrième année pleine de mutualisation des moyens visant à assurer une qualité de service optimale dans un contexte de réduction des moyens de gestion.

Compte tenu de ces éléments, les indicateurs de performance immobilière suivis au titre du programme 124 ne portent donc que sur les bâtiments occupés par l'administration centrale en lien avec le programme 155.

Les ministères sociaux ont en outre poursuivi leur politique d'optimisation des moyens immobiliers au moyen d'un programme de rationalisation et d'optimisation des occupations. La poursuite de cet axe de progression est instruite, en lien avec la Direction de l'Immobilier de l'État, dans le cadre de l'élaboration de son prochain schéma prévisionnel de stratégie immobilière (SPSI).

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données

L'exécution 2016 est issue des données CHORUS et de la JPE du RAP 2016 qui est décrite à l'action 12. Cette action porte l'ensemble des dépenses immobilières des services centraux et d'outre-mer de l'administration sanitaire, sociale, du sport, de la jeunesse et de la vie associative. En 2016, a été pris un transfert en gestion n° 2016-352 du 24 mars 2016 en provenance du programme 155 « conception, gestion, évaluation des politiques de l'emploi et du travail » pour un montant de 24 988 833 € en AE et 37 325 133 € en CP dont 5 177 538 € en AE et 18 112 101 € en CP pour les dépenses immobilières. Ce transfert, opéré pour la troisième année consécutive, s'inscrit dans le cadre de la mutualisation, au sein d'un secrétariat général commun créé en 2013, des fonctions support d'administration centrale des trois ministères du champ social. Il permet de couvrir, au niveau de l'administration centrale, l'ensemble des dépenses de fonctionnement courant, d'immobilier, de bureautique, d'infrastructures informatiques ainsi que les projets et la maintenance applicative destinés aux directions support.

Méthodes de calcul : revalorisation annuelle de l'ensemble des baux (privés et domaniaux) de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT).

En 2016, les dépenses locatives du secteur privé portées par l'administration centrale, la réalisation est conforme à la prévision. Ainsi, le bail du site Mirabeau (bail du périmètre santé) a été engagé pour 6,5 M€ en AE sur 3 ans, soit la durée ferme du bail.

Aucune nouvelle prise à bail pour les services déconcentrés d'outre-mer n'a été effectuée en 2016.

Pour 2017, aucune nouvelle prise à bail n'est prévue tant en administration centrale qu'en services déconcentrés. Il convient de noter également que les crédits inscrits en LFI pour 2017 n'intègrent pas les crédits attendus en décret de transfert en provenance du programme 155 sur le programme 124 pour les dépenses locatives de l'administration centrale. Par ailleurs, les crédits inscrits tiennent compte de la revalorisation du taux ILAT (0,59 %) prévue pour 2017.

Cependant, il convient de signaler une évolution de périmètre concernant la DJSCS de Martinique. En effet, il est mené en 2017 une expérimentation en Martinique pour l'ensemble des directions ministérielles relevant du périmètre du programme 333. Ainsi, les crédits de fonctionnement courant, de formations transverses et l'ensemble des dépenses immobilières de la DJSCS de Martinique ont fait l'objet d'un transfert en gestion au programme 333 « moyens mutualisés des administrations déconcentrées » pour un montant de 583 583 € en AE et 1 077 557 € en CP.

Pour 2018, les crédits inscrits en PLF, sous réserve d'amendements lors de la phase de discussion parlementaire du PLF, consolident le transfert en gestion du programme 155 vers le programme 124 d'une part pour un montant de 5 163 431 € en AE et 18 497 365 € en CP et d'autre part les dépenses locatives.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

AGENCES RÉGIONALES DE SANTÉ

Sources des données

Les informations relatives aux dépenses immobilières des opérateurs sont issues :

- pour l'exécution 2016 : des comptes financiers 2016 des agences régionales de santé votés par les conseils de surveillance ;
- pour la prévision 2017 : des budgets initiaux votés par les conseils de surveillance pour l'exercice 2017.

Ces données sont extraites par des requêtes via le système d'information SIREPA en opérant un croisement entre destinations et comptes comptables concernés.

Méthodes de calcul : la subvention pour charge de service public en provenance du programme 124 est la seule source de financement des dépenses immobilières au sein des agences. La part de crédits de l'État finançant des dépenses immobilières correspond donc au niveau des dépenses constatées en 2016 et programmées en 2017.

Entre les exercices 2015 et 2016, les dépenses immobilières des agences régionales de santé diminuent d'environ 3 %. Au sein de ces dépenses, les loyers et les charges locatives représentent environ 80 % des dépenses de fonctionnement des agences. Les dépenses relatives aux loyers et charges locatives sont en diminution d'environ 4 %.

Par ailleurs, le ministère poursuit, en lien avec la Direction de l'Immobilier de l'État, la politique de densification des sites des ARS et soutient les ARS dans les renégociations de bail qui sont en cours pour plusieurs sites.

SPORT (219)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	12 863 187	18 229 159	16 623 537	20 279 235	17 173 167	18 255 162

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Les principaux objectifs du programme 219 résultent directement des dispositions des articles L.100-1 et L.100-2 du code du sport. Ainsi, le programme 219 contribue au développement du sport dans ses composantes « sport pour tous » et « sport de haut niveau », dans des conditions de sécurité et d'encadrement permettant le respect de l'intégrité des personnes et des valeurs éthiques, valeurs qui élèvent le sport au rang d'outil d'éducation et d'insertion sociale. De plus, les actions doivent être menées dans le respect de la démarche de développement durable.

La politique sportive développée au sein du programme Sport est déterminée selon cinq axes stratégiques principaux :

- accentuer la lutte contre les inégalités d'accès à la pratique sportive, que ces inégalités existent entre les territoires ou entre les différentes composantes de la société française ;
- promouvoir le sport comme facteur de santé et de bien-être, avec la poursuite des actions engagées en 2013 dans le cadre du plan d'action pluriannuel « sport santé bien être » ;
- adapter la stratégie du sport de haut niveau, en s'appuyant notamment sur le réseau des établissements ;
- favoriser la préservation de la sincérité des compétitions sportives et de leur éthique ;
- favoriser le développement de l'économie du sport et de l'emploi dans le secteur du sport, au travers notamment d'une attention portée aux contrats d'avenir, de l'apprentissage et à l'adaptation du dispositif de formation aux métiers du sport et de l'animation.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Il s'agit de l'INSEP, des écoles (ENSM et ENVS), du Musée National du sport et du CNDS. Les CREPS ne sont plus opérateurs de l'État depuis l'entrée en vigueur des dispositions de la loi NOTRe (janvier 2016) prononçant leur décentralisation partielle (transfert du patrimoine immobilier des CREPS aux régions).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Les axes stratégiques et leurs sous-axes sont les suivants :

- connaître le patrimoine immobilier de l'État
- conserver le patrimoine immobilier de l'État
- professionnaliser la gestion du patrimoine immobilier de l'État
- rationaliser le patrimoine immobilier de l'État
- participer à une démarche citoyenne.

Les investissements réalisés dans les Écoles nationales et à l'INSEP s'inscrivent dans le cadre des actions conduites pour accroître le rayonnement du sport français sur la scène internationale, maintenir la France parmi les grandes nations sportives et permettre à ces établissements d'accomplir dans des conditions satisfaisantes leurs missions de formation conduisant aux métiers d'encadrement du sport et de l'animation.

Pour information, près de 600 sportifs de haut niveau, inscrits dans l'un des 22 pôles France relevant des parcours de performance fédéraux (PPF) des fédérations sportives olympiques et paralympiques, s'entraînent quotidiennement à l'INSEP. Par ailleurs, INSEP et écoles nationales accueillent plus de 5 300 stagiaires par an pour leur permettre de se former aux métiers de l'encadrement du sport.

Les travaux réalisés par l'État sont indispensables :

- afin de maintenir les conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires à l'accueil des usagers et du public ;
- pour adapter les équipements sportifs dont ils disposent aux parcours d'excellence sportive (PES) des fédérations et aux exigences de l'entraînement du sport de haut niveau.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

ÉCOLE NATIONALE DES SPORTS DE MONTAGNE (ENSM)

Consolidation des comptes correspondant aux dépenses liées à l'immobilier :

- investissement : dépenses directes : comptes 212, 213 et 214 et 23
- fonctionnement : dépenses directes : comptes 613, 614, 6152 et 6156 et dépenses indirectes : comptes 60611, 60613, 60614, 60615 et 60617.

Sources des données : compte financier 2016 et budget initial 2017.

Les dépenses d'investissement en 2016 se sont élevées à 479 k€ et ont concerné :

- pour le site de Prémanon- CNSNMM : la finalisation de la construction du pavillon nordique et le lancement de la transformation du stade des Tuffes en vue de l'accueil des JOJ de Lausanne en 2020 ;
- pour le site de Chamonix- ENSA : des travaux de plomberie et la mise en place du réseau interministérielle de l'État (RIE).

Pour 2017, les prévisions de dépenses d'investissement s'élèvent à 1,7 M€ et concernent la poursuite de la mise en œuvre des travaux prévus dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement sur les deux sites. A l'ENSA, poursuite des travaux de plomberie et des vestiaires des professeurs et des agents et mise en conformité pour assurer la sécurité sanitaire et l'accessibilité des personnes en situation de handicap.

ÉCOLE NATIONALE DE VOILE ET DES SPORTS NAUTIQUES (ENVSU)

Consolidation des comptes correspondant aux dépenses liées à l'immobilier :

- investissement : dépenses directes : comptes 212, 213 et 214 et 23
- fonctionnement : dépenses directes : comptes 613, 614, 6152 et 6156 et dépenses indirectes : comptes 60611, 60613, 60614, 60615 et 60617.

Sources des données : compte financier 2016 et budget initial 2017.

Pour 2016, les dépenses de fonctionnement liées à l'immobilier sont stables toujours dans un souci d'entretenir le patrimoine et de moderniser les bâtiments pour répondre à la demande des usagers.

Pour 2016, les dépenses d'investissement ont concerné les travaux d'aménagement des bâtiments et la mise aux normes de l'accessibilité.

Pour 2017, des travaux sont prévus à hauteur de 553 k€ et concernent la poursuite du plan d'investissement engagé depuis 2015.

INSTITUT NATIONAL DU SPORT, DE L'EXPERTISE ET DE LA PERFORMANCE (INSEP)

Consolidation des comptes correspondant aux dépenses liées à l'immobilier :

- investissement : dépenses directes : comptes 212, 213 et 214 et 23
- fonctionnement : dépenses directes : comptes 613, 614, 6152 et 6156 et dépenses indirectes : comptes 60611, 60613, 60614, 60615 et 60617.

Sources des données : compte financier 2016 et budget initial 2017.

S'agissant des dépenses d'investissement, un plan pluriannuel d'investissement a été élaboré pour la période 2014-2018. Les immobilisations corporelles pour 2016 s'élèvent à 2,4 M€. Elles concernent essentiellement des travaux réalisés sur les installations sportives (halle Maigrot, espaces Terre Pierre, gymnase Marie-Thérèse Eyquem).

Pour 2017, trois opérations sont actuellement en cours de réalisation : réfection d'étanchéité du gymnase Eyquem, rénovation du gymnase Letessier et réalisation d'un terrain de grands jeux extérieur. D'autres travaux sont prévus tels que l'installation d'une IRM, la climatisation des bâtiments médicaux, la sécurisation du site). Les tableaux en mode GBCP ne permettent pas d'identifier les montants des comptes retenus.

S'agissant des dépenses de fonctionnement liées à l'immobilier en 2016, on retiendra celles liées à la sous-traitance et aux services extérieurs, principalement sur les travaux d'entretien et de réparations, les dépenses de location compte tenu de la mise en place du chapiteau destinée à abriter le pôle de la boxe, le bâtiment Letessier étant en réfection générale (opération OPPIC) et les dépenses de maintenance.

Pour 2017, les dépenses de maintenance sont prévues en hausse (+17 %) ainsi que les dépenses de location (extension en année pleine du chapiteau provisoire). Néanmoins, les tableaux en mode GBCP ne permettent pas d'identifier les montants sur les comptes retenus.

MUSÉE NATIONAL DU SPORT (MNS)

Consolidation des comptes correspondant aux dépenses liées à l'immobilier :

- investissement : dépenses directes : comptes 212, 213 et 214 et 23
- fonctionnement : dépenses directes : comptes 613, 614, 6152 et 6156 et dépenses indirectes : comptes 60611, 60613, 60614, 60615 et 60617.

Sources des données : compte financier 2016 et budget initial 2017.

Les dépenses de fonctionnement liées à l'immobilier concernent essentiellement la redevance due par le MNS à la ville de Nice au titre des locaux qu'il occupe au sein du stade « Allianz Riviera », conformément à la convention de mise à disposition et d'exploitation des locaux en date du 2 avril 2013. Cette dépense est imputée sur le compte 613 pour un montant de 537 k€.

Les dépenses d'investissement réalisées en 2016 s'élèvent à 21 k€. Elles concernent notamment la sécurité des espaces, la conservation des collections et les derniers paiements relatifs au marché d'aménagement du musée.

CENTRE NATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT (CNDS)

Consolidation des comptes correspondant aux dépenses liées à l'immobilier :

- investissement : dépenses directes : comptes 212, 213 et 214 et 23
- fonctionnement : dépenses directes : comptes 613, 614, 6152 et 6156 et dépenses indirectes : comptes 60611, 60613, 60614, 60615 et 60617.

Sources des données : compte financier 2016 et budget initial 2017.

Le CNDS ne supporte pas de dépenses d'investissement. Il occupe des locaux dont il est locataire et à ce titre les dépenses de fonctionnement liées à l'immobilier concernent cette location.

ACCÈS ET RETOUR À L'EMPLOI (102)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme a pour objectif de faciliter l'accès ou le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi en général et, de manière plus ciblée, des publics particuliers qui rencontrent des difficultés d'insertion dans le marché du travail.

Ce programme contribue ainsi :

- à mobiliser les moyens d'action du service public de l'emploi et de ses opérateurs en faveur du rapprochement entre offres et demandes d'emploi ;
- à financer les interventions de solidarité pour les personnes en fin de droit de l'assurance chômage ;

- à accompagner les publics spécifiques (jeunes, travailleurs handicapés, insertion par l'activité économique) ;
- à offrir un retour à l'emploi (contrats aidés, emplois d'avenir).

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

- *Pôle emploi* (le principal)
Cet opérateur participe à la mise en œuvre du service public de l'emploi. Sur la période 2013-2017, la mobilisation de l'opérateur pour lutter contre le chômage a été accentuée. Ce sont en effet deux mille agents supplémentaires qui ont en 2013 renforcés les moyens humains de l'opérateur. En 2017, Pôle emploi a fortement été sollicité pour participer, en lien avec les Conseils régionaux, à la mise en œuvre du plan d'urgence pour l'emploi.
- *le Fonds de solidarité*
Il s'agit de l'opérateur qui collecte les ressources nécessaires au financement des allocations de solidarité dont la principale est l'allocation de solidarité spécifique (ASS). Ces ressources sont constituées de la collecte de la contribution exceptionnelle de 1 % perçue sur le traitement des agents publics et d'une subvention d'équilibre de l'État.
- *l'Établissement public d'insertion de la défense (EPIDE)*
Cet opérateur est placé sous la triple tutelle des ministres chargés des armées, du travail et de la cohésion des territoires. Il s'adresse aux jeunes de moins de vingt-six ans de métropole sans diplôme, sans qualification ou en voie de marginalisation et qui se portent volontaire pour entrer dans le dispositif qui vise à leur apporter les savoirs de base essentiels à l'insertion professionnelle.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme ne supporte pas directement de dépenses immobilières. Ces dépenses sont exécutées par les opérateurs financés par le programme.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

EPIDE

Méthodes de calcul : celle préconisée par la Direction de l'immobilier de l'État.

Problématique de la gestion immobilière de l'EPIDE

Le parc immobilier de l'EPIDE est constitué de 19 centres

- 5 centres dont l'EPIDE est propriétaire
- 11 centres en location longue durée, dont 9 à la société 2 IDE, un à la SCI Saint Quentin 2 Associés et le centre de Toulouse sous convention d'occupation
- 3 centres en location de courte durée.

L'établissement n'est pas pourvu de budget d'investissement lui permettant de réhabiliter les sites cédés et, moins encore, d'en construire. Il possède une visibilité médiocre et non pérenne des ressources destinées aux opérations d'infrastructure pour la construction de son SPSI.

L'état du parc immobilier de l'EPIDE se répartit selon une courbe de Gauss. En effet, sur 19 centres, en intégrant le centre de Toulouse dont la 1^{re} tranche a été livrée en avril 2017 (la 2^e et dernière tranche doit être livrée en novembre 2017), 6 centres sont dans un état jugé « bon », 9 centres sont dans un état jugé « moyen » et 4 centres dans un état « mauvais ».

Une analyse selon le type d'occupation : propriétaire / locataire révèle la même répartition, puisque sur les 5 centres propriété de l'EPIDE : 3 sont en état « moyen », un en état « bon », et un état « mauvais ».

Il est à noter une forte baisse des crédits d'investissement en 2016 qui s'accroît en 2017.

Actions 2016-2017

L'année 2016 – 2017 traduit l'aboutissement du plan d'accroissement de la capacité des centres actuels et la réalisation concrète d'un des 2 nouveaux centres dans le Sud de la France voulus par le Président de la République. De plus, une relocalisation des 2 centres de Lanrodec et Combrée est à l'étude, compte tenu de leur inadaptation aux critères majeurs d'implantation d'un centre EPIDE. Par ailleurs, le projet de cession des parcelles inutilisées de Strasbourg se poursuit dans le cadre de la rationalisation du patrimoine. Enfin, de nombreuses opérations d'infrastructure ont été réalisées sur l'ensemble du parc pour consolider la sécurité des bâtiments, notamment les installations liées aux cuisines et salles de restauration et à la protection contre l'incendie.

Projets 2017-2018

La société 2 IDE a prévu pour 2017 et plus une reprise des opérations au profit des 9 centres, dont elle est propriétaire, après avoir consacré ses crédits principalement aux opérations d'accroissement de la capacité des centres en 2015 et 2016. Le montant global des travaux à conduire en 2017 a été estimé à 2 111 k€ dont 84 k€ pour des travaux « 606 », 1 812 k€ pour les travaux « hors 606 » et 215 k€ de renouvellement d'équipements de cuisine. Celui pour la période 2018 – 2021 reste à valider.

L'EPIDE poursuit, quant à lui, son effort pour améliorer son parc immobilier et notamment la sécurité de ses installations.

Création de deux nouveaux centres à 150 volontaires

Dès l'annonce présidentielle, des recherches de site ont été effectuées avec le concours actif des services territoriaux de l'État. Deux sites où des infrastructures scolaires appelées à être libérées pouvaient être reprises par l'établissement, en l'occurrence Nîmes et Toulouse, se sont rapidement imposés, il a été retenu l'ancien collège Bigot sis à Nîmes et l'ancien centre des examens sis à Toulouse pour y implanter un centre EPIDE.

Actuellement, le centre de Toulouse s'appuie sur une convention d'utilisation à titre gracieux. Les travaux de désamiantage du site ont eu lieu en novembre et décembre 2016. Ce site sera livré en 2 phases. La 1^{re} phase a été livrée le 23 mars 2017 et permet d'accueillir 60 volontaires. La 2^e tranche relative aux 90 volontaires complémentaires sera livrée en novembre 2017. Le calendrier et les coûts sont conformes aux prévisions, soit un investissement de 5 400 k€.

La vente d'une parcelle à Strasbourg

La vente d'une parcelle inutilisée est enfin débloquée. Eurométropole s'est désengagée de la proposition de vente en ouvrant sur un promoteur dans le cadre d'un projet d'aménagement urbain du quartier, où est implanté le centre EPIDE. La cession en liaison avec Eurométropole pour concourir à un projet d'urbanisme devrait être effective début 2019 pour un nouveau montant estimé à 4,1 M€ HT par la Direction de l'immobilier de l'État le 23 mars 2017, intégrant les contraintes du nouveau PLU.

Vente d'une emprise partielle du centre de Montry

En 2015, la commune de Montry s'est rapprochée de l'établissement pour acquérir une ou plusieurs parcelles inutiles au centre. Ce projet de réaménagement urbain est conduit par EPA Marne et concerne finalement une seule parcelle. La Police nationale s'est également montrée intéressée pour acquérir la totalité des parcelles inutilisées dans le but de créer un centre de formation et de recrutement, ainsi que des stands de tirs pour les policiers d'Île-de-France. Actuellement, EPA Marne a confirmé son intérêt pour l'achat d'une seule parcelle privant de tout accès indépendant le reste des parcelles inutilisées. Ce projet de cession a été estimé à 137 k€ HT par la Direction de l'immobilier de l'État en 2016. Aucun engagement n'a pour l'instant été pris vis-à-vis des 2 candidats potentiels.

Recherches d'économies

Toute réhabilitation lourde touchant à l'enveloppe des bâtiments est effectuée en se rapprochant des normes liées à la réglementation RT 2012. Ainsi, la performance énergétique du parc immobilier a tendance à s'améliorer (isolation des façades, mise en place de doubles vitrages...), d'autant plus que lors des changements de chaudières (centre de Bordeaux), ou lors de la mise en place d'une chaudière (centre de Cambrai) suite à une extension capacitaire, le choix du matériel et les conditions de dévolution des marchés offrent toutes les garanties pour accroître encore la performance énergétique du parc.

Enfin, un effort général est entrepris pour entretenir les réseaux de chauffage et d'eau chaude sanitaire, parfois vétustes, afin de les rendre plus performants.

La problématique de la mise aux normes ERP

L'article 5 de l'ordonnance du 2 août 2005 relative à l'EPIDE dispose que les installations des centres sont assimilées à des établissements militaires et ne sont pas soumises aux règles d'accessibilité aux personnes handicapées et aux règles de sécurité prévues pour les établissements recevant du public (ERP) dans le code de l'urbanisme et de l'habitat.

Révision du protocole avec 2IDE

La conduite systématique de négociations à la baisse des loyers lors de leur renouvellement a permis, conjointement aux actions menées auprès de 2 IDE, d'obtenir une baisse globale de 3 % des loyers, alors que la surface occupée s'est accrue de 10 % entre 2015 et 2016.

Une action d'optimisation conduite par l'EPIDE de la fonction immobilière assurée par 2 IDE au profit de 9 des centres a été entamée en 2015. Elle s'est traduite par le passage de 20 % de la dette de 2 IDE à taux fixe, entraînant une réduction de loyer de 100 k€ appliquée sur le site de Lyon Meyzieu. Il est prévu la poursuite de la rationalisation du patrimoine de 2 IDE, ainsi qu'une révision des plans d'affaires.

Des travaux devant conduire à la signature d'un nouveau protocole ont été entamés fin 2016 pour une révision effective en fin d'année 2017.

ACCOMPAGNEMENT DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI (103)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme a pour objectif de favoriser l'anticipation des mutations économiques dans les entreprises, les branches et les territoires mais aussi d'améliorer l'insertion dans l'emploi par l'adaptation des qualifications et la reconnaissance des compétences.

Ce programme poursuit ainsi un double objectif :

- favoriser la sécurisation des parcours professionnels (activité partielle, contrat de sécurisation professionnelle, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) ;
- développer l'emploi au travers de l'accroissement de l'activité (exonérations sectorielles : zones de revitalisation rurale, micro-entreprises, zones de revitalisation de la Défense, aides et prêts à taux zéro pour les créateurs d'entreprises).

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

Le programme 103 assure le financement de deux opérateurs :

- Centre INFFO

Cet opérateur constitue l'échelon national de l'information et de la documentation dans le domaine de la formation professionnelle. Sa mission est d'élaborer, de capitaliser et de diffuser l'information et la documentation d'intérêt national à destination des pouvoirs publics et des partenaires sociaux.

- AFPA

L'article 39 de la loi n° 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi porte création, par voie d'ordonnance, de l'établissement public industriel et commercial (EPIC) au 1er janvier 2017 pour reprendre, dans un cadre renové, les missions assurées auparavant par l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). Cet opérateur a vocation à assurer des missions de service public financées par une subvention État. Ces missions s'articulent autour de 4 piliers à savoir : l'ingénierie de la formation professionnelle, l'incubateur des formations aux métiers et compétences émergentes et l'appui aux opérateurs du conseil en évolution professionnelle. Par l'intermédiaire de ses filiales et hors financement État, l'opérateur peut également proposer des actions dans le champ concurrentiel telles que des prestations aux entreprises désireuses de former leurs salariés.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme ne supporte pas directement de dépenses immobilières. Ces dépenses sont exécutées par les opérateurs financés par le programme.

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'EMPLOI ET DES RELATIONS DU TRAVAIL (111)

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme a pour objectif l'amélioration des conditions d'emploi et de travail des salariés du secteur concurrentiel (16 millions de personnes), au moyen de plusieurs leviers : la qualité du droit, sa diffusion et le contrôle de sa mise en œuvre, le conseil et l'appui au dialogue social.

Sa responsabilité incombe au directeur général du travail, qui s'appuie sur les services centraux de la direction générale du travail, les services déconcentrés (directions régionales des entreprises, de la consommation, de la concurrence, du travail et de l'emploi – DIRECCTE), ainsi que sur les opérateurs du programme : l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) ainsi que l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

OPÉRATEUR RATTACHÉ AU PROGRAMME

- l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) :

La direction générale du travail assure la tutelle de l'ANACT qui participe à la mise en œuvre de l'action n° 1 « santé et sécurité au travail » du programme 111. Ses missions sont définies à l'article L. 4642-1 du code du travail. Les grandes orientations stratégiques de l'agence ont été fixées dans le contrat d'objectifs et de performance (COP) 2014-2017, signé entre l'État et l'ANACT le 26 novembre 2013. Celui-ci prévoit le recentrage des activités de l'agence sur son cœur de métier, l'amélioration des conditions de travail et en particulier, sur la qualité de vie au travail, la prévention des risques professionnels et de la pénibilité.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 111 ne supporte pas directement de dépenses immobilières.

CRÉDITS DES OPÉRATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL (ANACT)

Sources des données

Les données proviennent du compte financier 2016 et du BI 2017 voté au CA du 24/11/2016.

Les natures de dépenses retenues sont : électricité, énergie (60611), loyer (6132), charges locatives (614), entretien et réparation immobilier (6152), prestation extérieure de nettoyage locaux (6286), taxe foncière (63512), acquisition installation et agencement (2181).

Méthodes de calcul : l'ANACT est locataire d'un seul site. Les dépenses ci-dessus sont affectées à 100 % à sa structure.

Pour 2016 et 2017, il n'y a pas de fait marquant.

Concernant 2018, l'ANACT ne prévoit pas d'évolution de son schéma et de ses coûts immobiliers.

Cependant, l'ANACT fait partie du dispositif de renégociation des baux privés de l'État piloté par la DIE. Après une étude réalisée par un prestataire mandaté par la DIE, la renégociation de son bail est en cours.

Le SPSI de l'ANACT 2017-2021 est actuellement en cours de validation par les instances concernées. Une présentation est prévue au CA du 23/11/2017.

CONCEPTION, GESTION ET ÉVALUATION DES POLITIQUES DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL (155)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total	9 268 773	7 418 599	11 361 524	25 081 945	3 668 426	3 761 874

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 155 a pour finalité essentielle de favoriser la réussite des politiques publiques mises en œuvre au titre de la mission « Travail et Emploi » placée sous l'autorité du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

À ce titre, il porte les moyens de la gestion des ressources humaines et du fonctionnement des directions d'administration centrale relevant du ministre chargé du travail, y compris depuis 2013 la Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle (DGEFP) et de ses services déconcentrés, les directions (régionales) des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DI(R)ECCTE). Ces directions constituent, depuis 2011, les services déconcentrés communs aux ministères en charge des politiques du travail et de l'emploi d'une part, et de l'économie et de l'industrie d'autre part.

En administration centrale le décret n° 2013-727 du 12 août 2013 porte création, organisation et attributions d'un secrétariat général des ministères sociaux (SGMS). Au sein de ce dernier, la Direction des Finances, des Achats et des Services (DFAS) assure les missions de direction financières et immobilières pour l'ensemble des ministères sociaux et porte les programmes « supports » 124 et 155.

OPÉRATEURS RATTACHÉS AU PROGRAMME

La Direction des Finances, des Achats et des Services (DFAS) a pour mission, en vertu de l'article 5 de l'arrêté du 12 août 2013, de notamment :

- piloter, en lien avec la Direction de l'immobilier de l'État, les politiques immobilières des ministères sociaux ;
- coordonner les SPSI des opérateurs, en lien avec les services et directions ;
- assister et conseiller les organismes rattachés aux ministères pour les opérations immobilières.

Sur cette base, la DFAS, en tant que tutelle immobilière, suit, en 2017, 35 opérateurs pour leur stratégie immobilière, en concertation avec leurs tutelles métiers ainsi qu'avec la Direction de l'immobilier de l'État.

Parmi ces opérateurs, le programme 155 porte les moyens immobiliers de l'Institut National du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (INTEFP).

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Améliorer la gestion du parc immobilier :

- conserver le parc immobilier : entretenir les biens immobiliers d'un point de vue du locataire et du propriétaire
- rationaliser le patrimoine immobilier de l'État : adapter le patrimoine à son utilité, son usage, son utilisation.

CONTRIBUTION DU PROGRAMME À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Le programme 155 regroupe notamment les crédits immobiliers de l'administration centrale et des services d'outre-mer (DIECCTE) hors entretien lourd.

Pour les services déconcentrés, la DFAS accompagne la réalisation des projets immobiliers arrêtés au niveau interministériel ou régional.

En effet, à ce jour, une large part des moyens destinés aux dépenses immobilières de ces services ne sont aujourd'hui plus portés par le programme 155 :

- depuis 2011, l'ensemble des crédits immobiliers attachés aux services déconcentrés (régionaux et départementaux) hors outre-mer ont été transférés vers le programme 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées » ;
- en 2017, une expérimentation en Martinique de mutualisation sur le programme 333 des moyens de fonctionnement de l'ensemble des services de l'État est conduite. Dans ce cadre, l'ensemble des crédits destinés aux dépenses immobilières de la DJSCS de Martinique ont fait l'objet d'un transfert en gestion vers le programme 333.

Une nouvelle prise à bail pour reloger la DIECCTE de Mayotte en 2017 est intervenue. A cet effet, 1,85 M€ en AE ont été ouverts en PLF 2017 sur le programme 155 pour contribuer à l'engagement de 2,07 M€ correspondant à la période ferme du bail (9 ans).

S'agissant de l'administration centrale, depuis 2014, les moyens logistiques, immobiliers et une partie des dépenses informatiques du programme 155 ont été transférés en gestion sur le programme 124 pour tenir compte de la réorganisation, en 2013, des directions support d'administration centrale.

L'année 2017 est donc la quatrième année pleine de mutualisation des moyens visant à assurer une qualité de service optimale en réduisant les coûts de gestion.

Sur le plan budgétaire, mises à part les dépenses relatives à l'administration centrale, seules sont restées sous la compétence ministérielle les dépenses immobilières des services déconcentrés d'outre-mer, hors entretien lourd. L'indicateur immobilier suivi au titre du programme 155 ne porte donc que sur les bâtiments occupés par l'administration centrale en lien avec le programme 124.

EMPLOIS ET CRÉDITS DU PROGRAMME CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

Sources des données

L'exécution 2016 est issue des données CHORUS et de la JPE du RAP 2016 qui est décrite à l'action 10. Cette action porte l'ensemble des dépenses immobilières de l'administration du travail et de l'emploi.

En 2016, a été pris un transfert en gestion n° 2016-352 du 24 mars 2016 à destination du programme 124 « conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative » pour un montant de 24 988 833 € en AE et 37 325 133 € en CP dont 5 177 538 € en AE et 18 112 101 € en CP pour les dépenses immobilières. Ce transfert, opéré pour la troisième année consécutive, s'inscrit dans le cadre de la mutualisation, au sein d'un secrétariat général commun créé en 2013, des fonctions support d'administration centrale des trois ministères du champ social. Il permet de couvrir, au niveau de l'administration centrale, l'ensemble des dépenses de fonctionnement courant, d'immobilier, de bureautique, d'infrastructures informatiques ainsi que les projets et la maintenance applicative destinés aux directions support.

Méthodes de calcul : revalorisation annuelle de l'ensemble des baux (privés et domaniaux) de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT).

En 2016, plusieurs baux de locaux privés occupés par des DIECCTE en outre-mer sont arrivés à échéance en 2016, nécessitant d'engager en AE l'intégralité de la dépense dès cette année. Ces opérations immobilières ont été budgétées sur les reports de crédits de 2015 sur 2016 ce qui a permis d'engager le bail de la DIECCTE de la Réunion notamment.

Pour 2017, les crédits inscrits en LFI tiennent compte de la revalorisation du taux Ilat (0,59 %) prévue pour 2017 et n'intègrent pas le décret de transfert qui sera effectué en gestion à destination du programme 124.

Les crédits 2017 prévoient l'engagement du bail de la DIECCTE de Mayotte pour un montant de 2,1 M€ en AE pour la période ferme du bail, soit 9 ans.

En 2017, il convient de signaler aussi une évolution de périmètre concernant la DIECCTE de Martinique. En effet, il est mené en 2017 une expérimentation en Martinique pour l'ensemble des directions ministérielles relevant du périmètre programme 333. Ainsi, les crédits de fonctionnement courant, de formations transverses et l'ensemble des dépenses immobilières de la DIECCTE de Martinique ont fait l'objet d'un transfert en gestion au programme 333 « moyens mutualisés des administrations déconcentrées » pour un montant de 583 583 € en AE et 1 077 557 € en CP.

Pour 2018, les crédits inscrits en PLF, sous réserve d'amendements lors de la phase de discussion parlementaire du PLF, consolident le transfert qui était opéré en gestion du programme 155 vers le programme 124 d'une part, pour un montant de 5 163 431 € en AE et 18 497 365 € en CP et d'autre part les dépenses locatives ont été revalorisées au taux Ilat prévu pour la conférence de budgétisation soit 1,7 %.

Désormais, les crédits immobiliers budgétés sur le programme 155 concernent uniquement les DIECCTE.

CRÉDITS DES OPERATEURS CONSACRÉS À LA POLITIQUE TRANSVERSALE

INTEFP

Conformément au décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et à l'arrêté du 11 décembre 2012 relatif au cadre de la gestion budgétaire, le suivi de la gestion avec l'autorité chargée du contrôle financier s'effectue à partir du document prévisionnel de gestion.

Sources des données : pour les dépenses de l'opérateur du programme 155 INTEFP, les montants inscrits dans le tableau contribution financière sont les montants des différents documents budgétaires base de la programmation et de l'exécution du budget (Compte financier, Budget primitif, et DM).

Méthodes de calcul : celles préconisées par la Direction de l'immobilier de l'État.

L'Institut National du Travail, de l'Emploi, et de la Formation Professionnelle (INTEFP) en tant qu'école de formation est le principal opérateur du programme 155. Le site principal donné en dotation est situé à Marcy l'Etoile dans le Rhône. Ce site, dédié à la formation initiale et aux formations continues longues des agents du ministère en charge du travail et de l'emploi, comprend, sur un terrain de près de 6 hectares (5,78 ha), 8 975 m² de bâtiments d'enseignement, d'hébergement, de restauration et d'administration (dont 1 250 m² de surfaces de bureaux).

Dans le cadre de son SPSI, l'institut continue d'appliquer les objectifs de rationalisation et de valorisation de son parc immobilier tout en veillant à optimiser la dépense correspondante.

Pour ce qui est de la dépense d'exploitation du parc immobilier, l'INTEFP, comme inscrit dans son SPSI, optimise la dépense locative par une rationalisation des implantations déconcentrées (les Centres interrégionaux de formation CIF) et rationalise les dépenses courantes notamment par la réduction des consommations énergétiques et du bilan carbone.

L'état général des bâtiments a conduit le ministère et l'institut à mettre en œuvre un ambitieux programme de rénovation et de valorisation du parc qui a été validé dans le cadre du SPSI.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, la poursuite de ce programme s'est traduit en 2016 autour de deux opérations majeures (dépense exécutée en 2016 = 0,72 M €) :

- construction et inauguration du nouveau bâtiment d'hébergement sur le site de Marcy l'Etoile ;
- opération de remise aux normes (électricité et incendie) du bâtiment Jorasses.

RÉNOVATION DES CITÉS ADMINISTRATIVES ET AUTRES SITES DOMANIAUX MULTI-OCCUPANTS (NOUVEAU) (348)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2016		LFI 2017		PLF 2018	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Total					20 000 000	20 000 000

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

S'agissant d'une mission « Action et transformation publiques », sous la responsabilité du ministre de l'action et des comptes publics et d'un programme nouvellement créés, l'année 2018 marque une première étape consacrée à la réalisation d'études sur le parc immobilier des cités administratives, afin d'identifier précisément et de prioriser les besoins en travaux. Sur cette base, les opérations de travaux lourds à mener dans le cadre d'un plan quadriennal seront engagées à compter de 2019.

Compte tenu de la nature des dépenses éligibles à ce programme, la totalité des actions du programme 348 contribuent au grand programme d'investissement (GPI), y compris les études qui sont le préalable aux opérations d'investissement et qui permettent de retenir les options immobilières les plus à même de contribuer à l'atteinte des objectifs du GPI.

Les cités administratives et, plus généralement, les sites multi-occupants, représentent une part significative du parc immobilier occupé par les services de l'État et ses opérateurs. Ces sites portent de nombreux enjeux pour l'État, en termes de conditions de travail des personnels, d'accueil du public ou de politique immobilière de l'État (PIE), en particulier dans son aspect de la performance énergétique du parc immobilier de l'État.

Au vu de ces enjeux, la problématique relative à la gestion des cités administratives s'inscrit dans le cadre suivant :

- L'État propriétaire a une responsabilité particulière dans ce domaine. Les cités administratives ne sont que la partie la plus connue et souvent la plus ancienne d'un ensemble croissant d'immeubles multi-occupants. Elles symbolisent la multi-occupation par les services de l'État et les opérateurs, qui est appelée à se développer à l'aune des grands chantiers de l'action publique mais aussi dans le cadre de l'optimisation et de la mutualisation du parc immobilier. Dans un premier temps, ce programme sera principalement centré sur les cités administratives existantes au 1^{er} janvier 2017.
- La plupart des bâtiments composant les cités ont été construits dans les années 1960-1970, et constituent un parc qui exige des travaux d'entretien importants, en particulier dans le domaine de la rénovation thermique. Or, les crédits consacrés jusqu'à présent aux opérations structurantes et d'entretien des cités administratives, à hauteur de 20 M€ par an se révèlent insuffisants pour maintenir le parc à un niveau satisfaisant.
- Malgré l'effort conséquent de l'administration ces dernières années, l'accueil du public et l'accès des personnes à mobilité réduite dans ce parc vieillissant reste largement perfectible. De même, les conditions de vie au travail des agents de l'État et de ses opérateurs pâtissent trop souvent d'un patrimoine immobilier insuffisamment fonctionnel.

La création de ce programme cherche donc, dans le cadre des objectifs de la politique immobilière de l'État, à traiter ces enjeux, notamment pour permettre aux administrations de disposer d'un parc immobilier mieux adapté à leurs missions, optimisé et moins coûteux, répondant aux objectifs de service public, de service aux usagers et présentant une meilleure performance énergétique. Pour ce faire, la direction de l'immobilier de l'État (DIE) mettra à disposition son expertise pour faire face aux nombreux besoins (gros entretiens et renouvellements, investissements) identifiés pour ces cités administratives, en engageant une campagne volontariste de remise à niveau.

Ce nouveau programme contribuera à la réalisation du grand plan d'investissement (GPI) à travers deux de ses priorités : accélérer la transition énergétique et réduire structurellement la dépense publique. S'agissant de la transition énergétique, des travaux lourds de rénovation et de restructuration offrent l'occasion d'améliorer l'isolation des immeubles, de retenir des équipements permettant de réduire les consommations de fluides. Au-delà de l'accélération de la transition énergétique, ces travaux doivent également contribuer à la réduction structurelle de la dépense publique. La remise à niveau du parc immobilier permettra in fine de réduire les moyens consacrés aux dépenses d'entretien correctifs et de pouvoir développer une politique préventive d'entretien plus économique sur la durée.

Afin d'accélérer la transition énergétique du parc immobilier de l'État et de moderniser les administrations publiques, les cités administratives feront l'objet d'un grand plan de rénovation sur 5 ans, doté d'un milliard d'euros. Ce programme permettra également sur le plan budgétaire d'engager une rationalisation des dépenses immobilières ayant trait aux cités administratives.

Ce programme a vocation à financer des opérations de restructuration immobilière, des bâtiments nouveaux, que ce soit via des acquisitions ou des constructions et des travaux lourds relevant du propriétaire, prioritairement quand ils contribuent à la rénovation thermique (cf. Plan Climat) et à combattre l'obsolescence de ces ensembles immobiliers. Il s'agit pour l'essentiel de dépenses d'investissement, les dépenses de fonctionnement relevant de ce programme étant les dépenses connexes à celles précitées, principalement les études et audits.

ANNEXES

POLITIQUE IMMOBILIÈRE DE L'ÉTAT

Politique immobilière de l'État

DPT ANNEXES

TABLE DE CORRESPONDANCE DES OBJECTIFS DU DPT ET DES OBJECTIFS DES PAP

N° objectif du DPT	Axe / sous-axe Programme	Code du programme	N° objectif du PAP
	Améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État		
1	Gendarmerie nationale	152	5
1	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	333	1
2	Action de la France en Europe et dans le monde	105	3
2	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	216	2
2	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	215	3
2	Soutien de la politique de la défense	212	5
2	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	224	3
2	Coordination du travail gouvernemental	129	7
2	Protection des droits et libertés	308	3
2	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	217	1
2	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	218	3
2	Soutien de la politique de l'éducation nationale	214	3
2	Formations supérieures et recherche universitaire	150	6
2	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	124	2
2	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	155	2
3	Action de la France en Europe et dans le monde	105	3
3	Soutien de la politique de la défense	212	2
3	Patrimoines	175	1
3	Conduite et pilotage de la politique de la justice	310	1
3	Soutien de la politique de l'éducation nationale	214	3
4	Patrimoines	175	1
5	Gendarmerie nationale	152	5
6	Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État	723	1
	Être un État exemplaire		
7	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	224	2